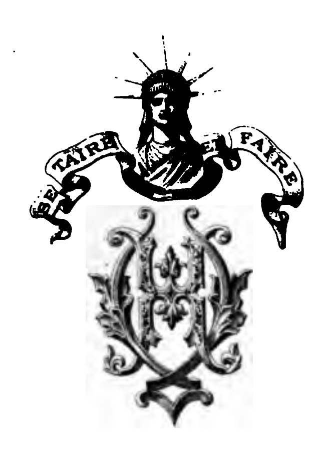



SE TAIRE
ET FAIRE

HISTOIRE

DE

LA MAISON D'AUTRICHE.

III.

HISTOIRE

DE

LA MAISON D'AUTRICHE,

DEPUIS RODOLPHE DE HAPSBOURG, JUSQU'A LA MORT DE LÉOPOLD II.

(1218 — 1792.)

PAR WILLIAM COXE,

Archidiacre de Wiltz, recteur de Bemerton, auteur de divers voyages, en Suisse et dans les royaumes du Nord, et éditeur des Mémoires des deux Walpole;

TRADUITE DE L'ANGLAIS

PAR P. F. HENRY.

TOME TROISIÈME.

A PARIS,

CHEZ H. NICOLLE, rue de Seine, hôtel de la Rochefoucault.

M. DCCC. IX.

HISTOIRE

DE

LA MAISON D'AUTRICHE.

RODOLPHE II.

CHAPITRE XL.

1576 — 1603.

Avènement de Rodolphe II. — Etablissement du droit de primogéniture pour la succession à l'archiduché d'Autriche. — Caractère, éducation et principes de Rodolphe. — Efforts que fait ce prince pour rendre la supériorité à la religion catholique, dans les états autrichiens et dans tout l'Empire. — Les Protestants se divisent et se persécutent entre eux. — Troubles qui s'élèvent, à Aix-la-Chapelle, au sujet de la religion. — Contestations relatives à la réserve ecclésiastique. — Efforts que fait Gérard de Truchses pour conserver l'archevêché de Cologne, après avoir abjuré

le catholicisme. — Déposition et exil de ce prélat. — Contestations du même genre, au sujet de l'évêché de Strasbourg. — Naissance et progrès de l'union protestante, sous les auspices de l'électeur palatin. — Confédération de Heidelberg et de Francfort.

Chap. XL.
1576—1603.

A la mort de Maximilien II, Rodolphe II, qui avoit été couronné roi des Romains, roi de Bohême et roi de Hongrie, du vivant de son père, monta sur le trône de l'Empire, et sur celui de chacun des royaumes que nous venons de nommer. Ce prince y joignit l'Autriche, dont il hérita seul, ses frères n'ayant eu que des apanages. Ce fut alors, pour la première fois, que la primogéniture fut un titre à la possession exclusive de la souveraineté de cet archiduché, depuis qu'il étoit entré dans la maison de Hapsbourg. On ignore si ce changement qui a établi le droit d'aînesse dans les états autrichiens, a été arrêté sous le règne de Maximilien II, ou s'il a été le résultat d'un pacte de famille. Quoi qu'il en soit, il a été très-avantageux à la maison d'Autriche, dont les partages précédents avoient retardé l'agrandissement.

Rodolphe II, à son avénement, étoit parvenu à l'âge de vingt-cinq ans. Ainsi que son père, il étoit doué d'un caractère pacifique et doux, et d'une conception facile; il avoit beaucoup de capacité pour les affaires, de la dignité

dans les manières, et l'amour des lettres. Lorsqu'il prit en main les rênes du gouvernement, les haines qu'avoient excitées les querelles de religion commençoient à s'adoucir, et la tranquillité étoit rétablie en Allemagne et dans les états autrichiens. Maximilien II avoit, par sa prudence, levé ou affoibli les obstacles qui avoient donné tant d'embarras à ses derniers prédécesseurs, et il ne falloit pas une activité extraordinaire ni une politique consommée pour maintenir ce qui avoit été si heureusement établi.

Les vices de l'éducation qu'avoit reçue le nouvel empereur, et les habitudes qu'il avoit contractées dès sa première jeunesse, frustèrent toutes les espérances que des conjonctures si favorables avoient fait concevoir. Il avoit été, jusqu'à l'âge de douze ans, remis aux soins d'une mère qui portoit la dévotion jusqu'à la bigoterie; et les sentiments qu'elle lui avoit inspirés, avoient pris une nouvelle force à Madrid, où il avoit été envoyé comme héritier présomptif de la couronne d'Espagne. (1) Son éducation y avoit

(1) Philippe II, n'ayant eu long-temps, pour tout enfant, qu'une fille, se proposa de l'unir à un prince de la branche allemande de sa famille. Ce fut pour cette raison que Rodolphe et Ernest, son frère, furent élevés en Espagne, où ils demeurèrent jusqu'à la naissance du prince qui a régné sur ce pays, sous le nom de Philippe III.

Chap. XL. 1576—1603.

été achevée, sous les auspices de Philippe II, par les Jésuites, qui possédoient l'art d'imprimer, d'une manière presqu'ineffaçable, les idées dans l'esprit de leurs élèves, et qui s'appliquoient plutôt à occuper l'intelligence qu'à l'étendre. Quoique éloignée de son fils, la mère de Rodolphe eut sur l'esprit de ce prince, lorsqu'il régna, le même pouvoir que dans sa jeunesse; et de concert avec les Jésuites, elle le tint entièrement subordonné à la cour de Madrid. S'il avoit eu un autre caractère, l'étude qu'il avoit faite des belles-lettres l'auroit conduit à secouer ce joug; mais elle ne concourut qu'à fortifier ses penchants. Son amour pour les arts n'étoit point tel qu'il convient à un souverain éclairé; c'étoit la passion et l'adresse d'un artiste; et pour tout dire en deux mots, Rodolphe étoit extrêmement adonné à l'alchimie et à l'astrologie judiciaire.

Malheureusement pour ce prince, son père ne lui avoit guère laissé à choisir qu'entre une tolérance déclarée et une tolérance tacite. Quoique Maximilien II eut interdit aux bourgeois de ses états l'exercice du culte réformé, il avoit souffert, sur la fin de son règne, que ceux de Vienne assistassent au service divin, selon le rit lüthérien, lorsqu'on le célébroit pour des seigneurs et des membres de l'ordre équestre. Il n'en avoit pas défendu la célébration dans l'enceinte des maisons particulières, ni défendu

que les Viennois se rendissent dans les temples protestants des villages voisins. Cette condescendance avoit donné aux Religionnaires la prépondérance dans l'assemblée des états, et ils en avoient exclu à force d'outrages, les prélats et un grand nombre de membres catholiques; ils s'étoient emparés de toutes les places inférieures de la magistrature et de l'administration; les professeurs de l'université de Vienne, excepté ceux de la chaire de théologie, étoient Protestants; les prédicateurs de cette communion se permettoient souvent des imputations aussi odieuses que mal fondées, contre le clergé catholique; enfin le mal s'étoit accru à un tel point que Maximilien II, quelque tolérant qu'il fût, avoit jugé nécessaire d'interposer son autorité. L'un de ses derniers actes avoit été une sentence de suspension rendue contre Opitz, le plus violent des prédicateurs luthériens, qui faisoit les fonctions de ministre pour la noblesse et l'ordre équestre de Vienne, et dont les sermons attiroient un concours extraordinaire de peuple. La mort de ce prince ayant suspendu l'exécution de la sentence, Opitz continua d'exciter les passions de ses auditeurs, et accrut tous les jours le nombre de ses conversions.

Rodolphe II, quand même il auroit penché vers la tolérance, auroit eu beaucoup de peine à rétablir l'équilibre entre les deux partis. Il confirma

Chap. XL. 1576—1603.

le privilége que son père avoit accordé aux Protestants de la noblesse et de l'ordre équestre; mais il contraignit ceux qui faisoient leur résidence à Vienne, à se rassembler, pour la célébration du service divin, en un lieu qui ne pouvoit contenir qu'eux; et s'attachant à la lettre de l'acte de concession, il défendit aux bourgeois de ses villes de fréquenter les temples des Réformés. En même temps, il destitua Opitz et deux de ses plus zélés coopérateurs, et ordonna qu'à l'avenir aucun ministre n'entreroit en fonction qu'après avoir obtenu l'autorisation du prince.

Les états virent en ces défenses un commencement de persécution. Après avoir consulté leurs propres prédicateurs et les universités étrangères, ils refusèrent de s'y conformer, disant, « qu'ils étoient obligés d'obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes. » Cette désobéissance qui n'étoit ni d'accord avec la prudence, ni autorisée par des lois existantes, fournit à l'empereur une raison de prendre des mesures rigoureuses. Il bannit de ses états les prédicateurs destitués; il défendit de les remplacer, et interdit dans les villes royales, et particulièrement à Vienne, l'exercice du culte réformé.

Rodolphe travailla ensuite à faire triompher sa propre religion. Il engagea les prélats et les membres de la communion romaine à reprendre leur place à la diète, et conféra à des Ca-

tholiques les offices inférieurs de la justice et du fisc. Il défendit de donner ni cure, ni bénéfice à aucun ecclésiastique qui ne pourroit être considéré comme un fils soumis de l'église, et d'accorder aucun degré, ni aucune chaire de l'université, à moins que le candidat n'eût signé le formulaire romain. Les écoles furent soumises à de nouveaux réglements; et l'on fit un nouveau catéchisme pour l'instruction du peuple. Il fut défendu aux villes d'accorder le droit de bourgeoisie à tout homme qui n'auroit pas prouvé qu'il faisoit profession du catholicisme; enfin on ferma dans les environs de Vienne, un grand nombre de temples. En peu d'années, Rodolphe II rendit ainsi la supériorité au culte catholique. Cependant on ne peut l'accuser d'avoir violé la paix de religion, quoique la politique l'ait blâmé d'avoir gêné comme il l'a fait, la conscience d'un si grand nombre de ses sujets. (1) 1594—1596.

Les Protestants connoissoient trop bien les principes de Rodolphe, et l'intolérance de la cour d'Espagne, à l'influence de laquelle ce prince étoit soumis, pour que la circonspection dont il usa en opérant ces réformes ait pu leur en imposer; et ils craignirent, non sans raison, que par là on n'eût voulu préluder à l'abolition de l'exercice

---

(1) *Heiss, tom. III, p.* 38, 60 *et passim.* — *Reisser, vol. III, ch.* 12. — *Struvius* et *Heinrich, passim.*

Chap XI. 1570—1603. de leur religion. Ce motif s'étant joint à d'autres griefs, une révolte éclata parmi les paysans. Elle fut à peine étouffée qu'une rébellion plus dange-
1595. reuse, que dirigeoient les états eux-mêmes, se
1596. déclara dans la Haute-Autriche. Ce soulèvement ne servit cependant qu'à fortifier l'autorité du souverain, et qu'à lui fournir un prétexte pour détruire dans ses états, tout le système du culte réformé.

Quoique, dans le siècle de lumières et de tolérance où nous sommes, on puisse improuver la conduite d'un prince qui ne laissoit à un si grand nombre de ses sujets que l'alternative d'agir contre leur conscience ou de se révolter ouvertement, les Protestants qui vivoient sous le règne de Rodolphe II n'avoient guère le droit de lui adresser des reproches, eux qui montroient le même esprit de persécution, non-seulement à l'égard des Catholiques, mais aussi à l'égard de sectes très-contraires à l'église de Rome.

Nous avons dit que l'électeur palatin, Frédéric III, avoit introduit, de vive force, le calvinisme dans ses états. Louis, son fils aîné, qui lui succéda, étoit extrêmement attaché au luthéranisme; et à la faveur de la paix de religion, il se proposa de bannir les prédicateurs calvinistes et de rétablir le culte prescrit par la confession d'Augsbourg. Ce prince mourut en 1583, laissant en bas âge Frédéric IV, son fils; et la ré-

gence fut conférée au frère de Louis, à Jean Casimir, comte palatin de Lautern, qui à son tour chassa les Luthériens, et rappela les Calvinistes. Chap. XL. 1576—1603.

Par malheur le Palatinat n'étoit pas le seul pays où les Protestants se livrassent aux dissensions religieuses entre eux. La doctrine de Calvin avoit trouvé, sous le règne de l'électeur Christian I.er, fils et successeur d'Auguste I.er, un grand nombre de partisans en Saxe, ce centre de l'orthodoxie luthérienne. Il y en eut même infiniment dans la famille et à la cour du prince; et le plus zélé fut Krell, son chancelier. Par le crédit de cet officier, et par celui des chefs du clergé, il se fit dans la liturgie de Luther plusieurs changements qui la rapprochèrent du simple rituel de Calvin. Les ministres qui voulurent s'opposer à ces innovations furent bannis; cependant la mort de l'électeur qui, s'il ne les autorisoit pas, les toléroit du moins, en fit suspendre l'exécution. Frédéric Guillaume, duc de Saxe-Weimar, qui eut la régence pendant la minorité du fils de Christian, non-seulement rétablit le culte luthérien, mais ordonna que tous ceux qui occupoient des places, soit dans l'église, soit dans l'état, fissent, sous peine de bannissement, une nouvelle profession de foi. Les partisans du calvinisme furent arrêtés. On traduisit Krell en justice; et après un emprisonnement de neuf an- 9 Oct. 1601.

Chap. XL.
1576—1603.

nées, il expia sur un échafaud (1) ses offenses en matière de religion.

Jusque-là, malgré la différence de doctrine et la persécution exercée contre les Luthériens, tous les princes de la religion réformée s'étoient mis à couvert sous la confession d'Ausgbourg. Les progrès et l'intolérance du calvinisme portèrent à la fin ceux qui faisoient profession du luthéranisme à élever une barrière entre eux et les Calvinistes. Ils les privèrent du bénéfice de la paix de religion, mesure qui les conduisit eux-mêmes à exercer les actes de persécution qu'ils avoient blâmés dans les autres. Sous les auspices d'Auguste, électeur de Saxe, et d'Ulric, duc de Wirtemberg, tous deux zélés partisans de la doctrine de Luther, les théologiens saxons avoient dressé un formulaire qu'ils avoient appelé le livre de concorde, (2) et qui renfermoit une explication des points de controverse principaux, explication tirée de la confession et de l'apologie d'Augsbourg, du traité de paix de Smalkade et des deux catéchismes de Luther. Ce livre fut publié à Torgau, le 25 juin 1580, (3)

(1) *Heinrich*, *vol. VI*, *p.* 110.

(2) *Concordienbuck*. On auroit pu l'appeler, plus convenablement, le livre de discorde.

(3) Ce jour avoit été choisi pas l'électeur de Saxe, parce que c'étoit le jour anniversaire de celui où la diète

revêtu des signatures d'Auguste, électeur de Saxe, de Jean George, électeur de Brandebourg, de Louis, électeur palatin, de vingt-deux princes, et d'un pareil nombre de comtes. Il obtint aussi l'adhésion de trente-cinq villes impériales, et fut reçu dans les états de tous les princes luthériens, qui enjoignirent aux ministres et à tous ceux qui étoient chargés de l'instruction de la jeunesse, d'y adhérer sur-le-champ, sous peine de destitution.

Chap. XL.
1576—1603.

Jean Casimir fit les plus grands efforts pour prévenir ou pour retarder la publication du livre de concorde. Il fut secondé, mais en vain, par Guillaume, landgrave de Hesse, et même par l'ambassadeur d'Elisabeth, reine d'Angleterre. En conséquence, la scission se déclara au grand détriment de tout le corps des Protestants; la position locale des états qui avoient embrassé la réforme, et le grand nombre de partisans que cette doctrine avoit dans toute l'Allemagne catholique, et particulièrement dans les possessions autrichiennes, auroit, sans une division si contraire à la politique, donné à ce corps la supériorité dans l'Empire. L'équilibre qui subsistoit entre les électeurs ecclésiastiques et les électeurs séculiers fut détruit; et l'événement justifia la prédiction du cardinal Commendon, qui dit, au commence-

---

de l'Empire avoit présenté la confession d'Augsbourg à Charles-Quint.

Chap. XL. 1576—1603.

ment du schisme, que si l'esprit de parti et la haine qu'excitent les controverses théologiques parvenoient à diviser entre eux les Protestants, elles délivreroient l'église de Rome du danger d'être abandonnée par toute l'Allemagne.

Les Jésuites, qui étoient les principaux conseillers de Rodolphe II, mirent, avec une habileté peu commune, ces dissensions à profit, et tournèrent contre les Protestants, les arguments que ceux-ci avoient employés, et les exemples qu'ils avoient cités. Ils soutinrent que le traité de paix de religion, qui n'étoit que temporaire, se trouvoit abrogé, parce qu'il n'étoit point applicable aux Calvinistes, que les Luthériens refusoient de considérer comme des frères, ni aux Luthériens qui, en adoptant un nouveau symbole, avoient cessé d'adhérer à la confession d'Augsbourg, base de ce traité. Les persécutions auxquelles les Religionnaires se livraient entre eux firent dire à leurs ennemis que les princes catholiques avoient autant le droit que les autres, de priver leurs sujets de la liberté de conscience. Mais ce fut surtout à maintenir la réserve ecclésiastique, comme la plus forte barrière qui eût été élevée en faveur de l'église romaine, en Allemagne, que les Jésuites s'attachèrent.

Le corps des Catholiques, conformément aux suggestions des Jésuites, suivit un plan tracé pour l'extirpation graduelle du protestantisme, et s'oc-

cupa à l'exécuter sous le nom populaire de réforme. Ce plan consistoit à se conformer à la lettre au traité de paix de religion, et aux autres conventions de ce genre, à interpréter en faveur des Catholiques toute stipulation qui offriroit un sens douteux, et à révoquer toute concession tacite, qui auroit été arrachée à la crainte. Ainsi toute défense nouvelle ne devoit paroître qu'un châtiment encouru par la désobéissance et la révolte. On se proposoit également d'affoiblir l'autorité de la chambre impériale, et d'attirer insensiblement toutes les affaires de religion devant le conseil aulique, qui étoit composé de membres catholiques, et qui n'étoit subordonné qu'à l'empereur.

On eut bientôt trouvé des prétextes pour mettre ce projet en exécution. Aix-la-Chapelle avoit été, à la conclusion de la paix de religion, considérée comme une ville catholique; mais il s'y étoit retiré un grand nombre de Protestants chassés des Pays-Bas par la persécution. Leur nombre s'étant accru de jour en jour, ils avoient, en 1559, demandé le libre exercice de leur culte à la diète d'Augsbourg, qui n'avoit point voulu le leur accorder. Ayant renouvelé, avec aussi peu de succès, leur demande, ils s'étoient arrogé un droit qu'on leur avoit refusé; et ils avoient ouvert des temples, malgré les remontrances du duc de Juliers, protecteur de la ville. Les magistrats étoient, 1580.

Chap. XL. 1576—1603.

les uns Catholiques et les autres Protestants. Les premiers s'adressèrent à l'empereur qui, en conséquence, chargea deux commissaires de prendre connoissance des faits et de rétablir tout sur l'ancien pied. Mais les Religionnaires, qui étoient devenus trop puissants pour qu'il fût possible de les contenir facilement, élurent deux des leurs, bourgmestres. Les commissaires impériaux reclamèrent la destitution de ces officiers, et la remise des clefs de la ville, ce qui porta les Protestants de la basse classe à se soulever.

C'étoit là le point où les Catholiques désiroient d'amener la contestation. L'empereur réitéra son mandat; et la ville ayant persisté dans sa révolte, fut, malgré les instances des électeurs de Saxe et de Brandebourg, bloquée par un corps de troupes espagnoles, aux ordres du duc de Juliers et de l'évêque de Liége, les deux commissaires impériaux. Le courage des habitants fit lever ce blocus, et l'affaire demeura en suspens, jusqu'à ce que l'occasion d'exécuter le décret de mise au ban de l'Empire, se fût présentée. (1)

La réserve ecclésiastique étoit un autre sujet de querelle entre les deux partis. Les Protestants avoient sécularisé ou s'étoient appropriés plusieurs bénéfices, avant la paix de religion; et ils en avoient fait autant de quelques-uns,

(1) *Heinrich, vol. VI, p.* 59-64.

après qu'on l'eut conclue. La pluralité des membres des chapitres ayant embrassé la réforme, avoient placé à leur tête des chefs de leur communion, et les élections s'étoient faites sans que l'empereur s'y fût opposé. Cependant le cas pour lequel on avoit inséré la réserve ecclésiastique, dans la pacification religieuse, arriva. 1577.

Gérard, comte de Truchses, avoit été, de préférence à un prince de Saxe-Lawenbourg, nommé électeur de Cologne, après le mariage et la démission subséquente de Salentin, comte d'Isenbourg. Epris des charmes d'Agnès de Mansfeld, chanoinesse de Gernsheim, il l'avoit épousée, après avoir abjuré le catholicisme; mais il avoit déclaré, en même temps, qu'il conserveroit l'électorat. Il comptoit sur l'appui de tout le corps des Protestants, qui n'avoit point voulu reconnoître la validité de la réserve ecclésiastique. Il se flattoit aussi d'être soutenu par Henri IV, roi de France, par Elisabeth, reine d'Angleterre, et surtout par ses propres sujets, dont le plus grand nombre suivoient la réforme. Les membres catholiques du chapitre, ayant à leur tête le prince de Saxe-Lawenbourg, et soutenus par les magistrats de Cologne, s'opposèrent au dessein du comte de Truchses. Ils interjetèrent appel à l'empereur et au pape. Sa Sainteté fulmina, contre l'électeur, une sentence de déposition et d'excommunication, qui

Chap. XL.
1576—1603.

fut confirmée par le chef de l'Empire. Il s'ensuivit une guerre civile, où Gérard eut l'avantage, jusqu'à ce que les chanoines catholiques eussent élu Ernest, frère de Guillaume, duc de Bavière. Ernest fut soutenu par le pape et par l'empereur ; et ses prétentions furent appuyées sur les forces de son frère, et sur une armée de vétérans, détachée des Pays-Bas. On pressa le comte de Truchses de renoncer à sa dignité, au moyen d'une pension annuelle. Se reposant sur les promesses que les Protestants lui avoient faites, il eut l'imprudence de rejeter cette offre. Malheureusement pour lui, il avoit embrassé la doctrine de Calvin, au lieu de celle de Luther ; et le seul prince dont il tira des secours, fut Jean-Casimir, Calviniste zélé, et frère de l'électeur palatin. Les électeurs séculiers et les princes luthériens, préférant leurs préjugés religieux à leur intérêt, se bornèrent à faire une simple représentation contre l'inconvénient de laisser le pape priver de sa dignité un membre du corps germanique.

Henri IV, qui n'avoit pas encore abjuré, vit les avantages qu'il y auroit à donner aux Protestants la pluralité des suffrages dans le collége électoral, et à réduire, en élevant sur le trône impérial un membre de cette communion, l'influence que la maison d'Autriche avoit dans l'Empire. En conséquence, Ségur, son chance-

lier, alla en Allemagne tenter de rendre favorables à l'électeur déposé tous les Religionnaires. Il leur représenta que les deux églises ne différant que sur la cène, il seroit facile de les réunir au moyen d'un synode général. Les Luthériens répondirent : « Les partisans de Calvin ont » accumulé un si grand nombre d'erreurs, relativement à la personne de Jésus-Christ, ainsi » qu'à la communication de ses mérites, et à la » dignité de la nature humaine, ils ont tellement » forcé le sens de l'Ecriture, et proféré tant de » blasphêmes, que la question de la cène, loin » d'être le point principal de la différence d'opi» nions, en est devenue le moindre. Une union, » qui n'auroit pour objets que des intérêts mon» dains, et qui laisseroit ses dogmes à chacun » des deux partis, ne pourroit être ni agréable » à Dieu, ni utile à l'église. » Ils finirent par déclarer que si Henri IV lui-même et les consistoires de France désiroient l'union dont on parloit, il falloit qu'ils se soumissent à souscrire le formulaire de concorde. (1)

Outre ces considérations, qui étoient d'un grand poids pour tous les Luthériens, des motifs d'intérêt particulier empêchèrent d'agir en cette occasion, les deux branches de la maison de Saxe, qui se disputoient la succession du

(1) *Schmidt, B. III, ch. 7.*

Chap. XL. 1576—1603.

comté de Henneberg. La décision de l'affaire dépendant des tribunaux de l'Empire, elles ne voulurent point offenser l'empereur, en soutenant un prince auquel il étoit opposé. En conséquence, Jean-Casimir, craignant de s'attirer sur les bras les forces des Catholiques, et celles des maisons d'Autriche et d'Espagne, prétexta la mort de son frère, pour se retirer de la contestation. Gérard de Truchses, abandonné de tout le monde, fut forcé de se bannir; (1) et Ernest, étant entré en possession de l'électorat, défendit l'exercice du culte protestant, que son prédécesseur avoit toléré.

Avril 1584.

La contestation dont nous venons de rendre compte, en fit naître une autre du même genre. Les trois membres protestants du chapitre électoral de Cologne, qui avoient été déposés par le pape, s'étoient retirés à Strasbourg, où ils avoient aussi des canonicats, et où ceux qui faisoient profession de la réforme étoient admis,

(1) Gérard de Truchses trouva une retraite à Delft, près de Maurice, prince d'Orange. Maurice ne pouvant lui prêter des secours efficaces, l'électeur déposé envoya sa femme en Angleterre, en solliciter près de la reine Elisabeth, qui la reçut d'abord avec beaucoup de bienveillance, mais qui ensuite, ayant été instruite de ses fréquentes entrevues avec le comte d'Essex, la fit sortir du royaume.

à la faveur de la paix de religion. Les chanoines catholiques de la cathédrale de cette ville, formant la pluralité, refusèrent de recevoir parmi eux les trois chanoines destitués. Ces derniers, auxquels se joignit le comte de Mansfeld, Protestant zélé, et qui étoient soutenus en secret par les magistrats, forcèrent les magasins de blé et de vin, (1) et prirent ce dont ils avoient besoin pour subsister. Les magistrats, à 1584.
l'arbitrage de qui l'affaire fut soumise, ayant prononcé en faveur des Protestants, les chanoines catholiques s'emparèrent des archives et du trésor, et se retirèrent à Saverne, où, sous la protection de l'évêque, qui faisoit là sa résidence, ils composèrent un chapitre séparé. Rodolphe II envoya des commissaires pour déposséder les chanoines protestants, qui s'étoient 1585.
emparés des maisons canoniales, et des revenus qui s'étoient trouvés sous leur main. Ils refusèrent d'obéir, et l'affaire demeura en suspens jusqu'à la mort de l'évêque. L'empereur proposa de Avril 1592.
mettre l'évêché en séquestre; mais les chanoines protestants, dont le nombre s'étoit accru au point

(1) Comme, en général, les chapitres percevoient en nature le produit de leurs terres et leurs dîmes, ils faisoient de grands magasins de blé et de vin, dont une partie servoit à leur subsistance, et dont ils vendoient le reste.

Chap. XL. 1576—1603. qu'ils formoient alors la pluralité, s'assemblèrent dans la salle ordinaire de l'élection, et firent choix de Jean-George, margrave de Brandebourg, et fils de Frédéric, administrateur de Magdebourg, espérant, par sa nomination, obtenir l'appui de sa puissante maison. Les chanoines catholiques de Saverne élurent, en même temps, Charles III, cardinal-archevêque de Mayence, et fils de Charles, duc de Lorraine. Le margrave de Brandebourg s'empressa de lever des troupes. Appuyé par les magistrats, il se rendit maître de Kochenberg et de Dichstein, forteresses des environs de Strasbourg, et se prépara à soumettre le reste de l'évêché. De son côté, le cardinal de Lorraine occupa Saverne et les possessions circonvoisines. Comme il étoit soutenu par son père et par les Catholiques, et que le margrave recevoit des secours de quelques princes protestants, ainsi que de Zurich et de Berne, cantons qui étoient alliés de la ville de Strasbourg, la guerre menaça de s'étendre en Allemagne. A la fin, l'empereur engagea les deux partis à remet-
1593. tre l'affaire à l'arbitrage de six princes allemands, trois de chaque religion. Ce fut vainement. On ne voulut, ni d'un côté ni de l'autre, renoncer au droit d'élire un évêque. Cependant, après un intervalle de onze ans, la contestation fut ter-
1604. minée par la médiation du duc de Wirtemberg. Le margrave de Brandebourg renonça à l'évê-

ché, au moyen d'une somme de seize mille florins, et d'une pension annuelle de dix mille, pour sûreté de laquelle le riche baillage d'Oberkirch, qui dépendoit du siége de Strasbourg, fut mis en séquestre entre les mains du duc. En même temps, les chanoines catholiques et les chanoines protestants conclurent une trève de quinze ans, en vertu de laquelle chacun des deux partis conserva ce dont il étoit en possession. Bientôt après, le cardinal de Lorraine fut installé dans les formes. Ainsi, quoiqu'on ne pût considérer la querelle comme éteinte, la balance pencha visiblement en faveur des Catholiques. (1)

La scission qui s'étoit opérée entre les Protestants paralysoit tous leurs efforts. Au lieu de la promptitude et de la vigueur avec lesquelles leurs pères avoient fait échouer les projets de Charles-Quint, à peine leur sûreté personnelle pouvoit-elle les faire sortir de leur engonrdissement. A la vérité, quelques-uns d'entre eux, que leurs préjugés religieux aveugloient moins, étoient

(1) Cette trève fut ensuite renouvelée pour sept ans ; et la contestation fut à la fin décidée en faveur des Catholiques, par le rescript impérial de Ferdinand II. — *Heinrich*, *vol. VI*, *p.* 102-109. — Pfeffel, vol. II, p. 235. — *Chytæus* , *p.* 851. — *Elsasser Ckronick* , *B. IV*. — *Schmidt*, *continuation*, *B. III*, *c.* 7.

Chap. XL. 1576—1603.

effrayés de la constante intervention des troupes espagnoles, et des desseins que dévoiloient les innovations de la cour impériale. De ce nombre étoit Frédéric IV, électeur palatin; mais comme il professoit le calvinisme, il lui fut impossible de vaincre la répugnance des princes luthériens, et même celle de son parent, Philippe-Louis, comte palatin, et chef de la branche collatérale de Neubourg. Malgré ce manque de concert, l'électeur palatin parvint à réunir plusieurs petits princes (1) et états, auxquels se joignit Frédéric, duc de Wirtemberg. En conséquence, ils formèrent à Hailbron une confédération, dont l'objet étoit d'empêcher, jusqu'à ce que l'empereur eût redressé leurs griefs, qu'on ne lui accordât les secours qu'il demandoit pour repousser les Turcs. Les confédérés se plaignirent des efforts que le pape et ses nonces faisoient continuellement pour étendre la juridiction ecclésiastique; ils se plaignirent de ce que les prélats protestants étoient exclus de la diète, de ce qu'on avoit réduit le nombre des membres de leur communion dans la chambre impériale, et de ce qu'on

Le 16 Janv. 1594.

(1) Ces princes étoient Jean, comte palatin de Deux-Ponts, Ernest-Frédéric, de Bade-Dourlach, George-Frédéric, de Brandebourg-Anspach, Joachim-Ernest; fils de l'électeur de Brandebourg, et administrateur de Magdebourg, et le duc de Wirtemberg.

avoit discontinué les visites annuelles ; ils se plaignirent encore de ce que l'empereur, au moyen de commissaires impériaux, et en renvoyant les points contestés au conseil aulique, dont les actes étoient dictés par l'injustice et la partialité, s'étoit arrogé, dans le jugement des affaires, une participation contraire à la constitution. A ces justes plaintes, ils en ajoutèrent de frivoles, ou plutôt de ridicules, et notamment celle qui eut pour motifs les efforts que faisoit Rodolphe pour introduire le calendrier grégorien (1) en Allemagne.

Leurs représentations furent vaines. On accorda des secours considérables à l'empereur, sans qu'il promît de redresser les griefs. Cependant, les confédérés ne se découragèrent point, quoique Rodolphe eût détaché de leur parti le duc de Wirtemberg, en déclarant les domaines

(1) Les Protestants ne vouloient point de ce calendrier, parce qu'il avoit été publié sous la sanction d'un souverain pontife. Dans la célèbre liste de griefs qu'ils présentèrent à la diète de Ratisbonne, ils prétendirent que le pape et ses nonces, secondés par les Jésuites, vouloient changer l'ordre des temps.

Il est facile de juger quelle confusion dut introduire, dans un empire tel que l'Allemagne, l'usage de deux calendriers. Il en résulta une infinité de contestations entre les souverains et les sujets ; et des troubles continuels agitèrent les états.

Chap. XL. 1576—1603

de ce prince fiefs immédiats au lieu de médiats qu'ils étoient. Peu de temps après la session de la diète de Ratisbonne, le duc de Brunswick, le landgrave de Hesse, le prince d'Anhalt, et Jean, comte de Nassau, entrèrent dans la confédération. Jean-Frédéric, électeur de Brandebourg, suivit cet exemple. Enfin par l'activité et la persévérance de leur chef, et soutenus par Henri IV, roi de France, les confédérés conclurent la célèbre alliance offensive et défensive de Heidelberg. La crainte de désobliger l'empereur, et le mécontentement qu'ils éprouvoient de voir, à la tête de la confédération, un prince calviniste, empêchèrent le duc de Wirtemberg, le comte électoral de Saxe et le comte palatin de Neubourg, de s'y réunir, et tous les efforts du monarque français ne purent vaincre les préjugés des princes qui faisoient partie de l'union, ni les porter à prendre des mesures décisives. (1)

Le 12 Févr. 1603.

(1) *Struvius*, *p.* 1179. — *Heinrich*, *vol. VI*, *p.* 159. — Pfeffel, an. 1603.

CHAPITRE XLI.

1576 — 1609.

Les Protestants sont persécutés dans les états héréditaires de la maison d'Autriche et dans l'Empire. — Le décret porté contre la ville d'Aix-la-Chapelle est mis en exécution. — La ville de Donawerth est dépouillée de ses droits politiques et religieux. — Diète de Ratisbonne. — Alarmes des Protestants. — Leur confédération s'étend.

Chap. XLI. 1576—1609.

La cour impériale, moins effrayée de cet aspect menaçant et de l'intervention de la France, qu'encouragée par l'irrésolution des Protestants, et qu'excitée par les représentations continuelles de la cour de Madrid, non-seulement abolit en Autriche l'exercice du culte réformé, mais entreprit aussi d'anéantir les priviléges en matière de religion, dont les peuples de la Hongrie et de la Bohême jouissoient depuis un si grand nombre d'années. Enfin, elle poursuivit, avec une témérité qui approcha du délire, l'exécution de ses projets contre les Religionnaires de l'Empire.

Le règne de Rodolphe avoit commencé pai-

Chap. XLI. 1576—1609.

siblement dans la Bohême, et même la tranquillité s'y étoit soutenue quelque temps. En fixant à Prague sa résidence principale, ce prince s'étoit concilié l'affection de ses sujets, qui, depuis la mort de Louis, n'avoient joui que rarement de la présence de leur souverain. En conséquence, ils fournirent à Rodolphe de grands secours pour combattre les Turcs. Mais l'intolérance qu'il avoit montrée dans l'Autriche et dans l'Allemagne, vint troubler la félicité dont la Bohême jouissoit sous son gouvernement. Comme il ne voulut point confirmer les édits de Maximilien II, les actes qui ne toléroient point d'autre culte que celui des Calixtins, recouvrèrent force de loi. Il défendit aux Luthériens et aux Calvinistes de tenir des assemblées; il déclara les Religionnaires inhabiles à exercer des fonctions publiques; il supprima les écoles qu'ils avoient fondées pour l'instruction de leurs enfants, et ferma tous les temples du culte réformé, ou il les restitua au culte catholique. De peur que les Protestants ne feignissent d'être de la communion des Calixtins, Rodolphe s'attacha à restreindre les priviléges accordés à ces derniers, et même il songea à les ramener entièrement à la doctrine de l'église romaine. Conformément aux vues ou
1605. aux ordres du monarque, l'archevêque de Prague tint un synode, où il fut ordonné de recevoir tous les décrets du concile de Trente, et où l'on fit

des réglements si sévères, que, selon l'expression de l'historien de la Bohême, « la voie de » l'église catholique, loin de leur être ouverte, » fut fermée aux Protestants, et que les Calix» tins eux-mêmes furent repoussés vers le lu» théranisme, malgré tous les anathêmes dont il » étoit chargé. » (1)

La cour impériale, dédaignant de déguiser, sous le voile de la justice, son intolérance, déployoit, contre les Religionnaires de l'Empire, le système qui faillit à faire révolter contre elle l'Autriche, la Hongrie et la Bohême. Le décret de mise au ban de l'Empire, qui avoit été rendu contre Aix-la-Chapelle, fut exécuté avec une rigueur extrême, après avoir été suspendu pendant cinq ans. Les électeurs de Trèves et de Cologne, le duc de Juliers et l'évêque de Liége, qui furent chargés de l'exécution, s'emparèrent de la ville, bannirent les deux bourgmestres 1598.
protestants, condamnèrent les bourgeois à de grosses amendes, et interdirent l'exercice du culte réformé.

A la conclusion de la paix de religion, la ville de Donawerth, qui avoit appartenu à la maison de Bavière, étoit impériale et protestante, et par conséquent habile à jouir du bénéfice du traité.

(1) *Pelzel*, p. 642.

Chap. XLI. 1576—1609.

Il n'y avoit de Catholiques qu'un petit nombre d'habitants, et une abbaye de Bénédictins, soumise à l'autorité des magistrats. Les religieux étoient libres d'exercer leur culte, excepté en public, restriction qui occasionna plusieurs contestations très-vives, dans lesquelles le conseil

Le 3 Août 1607.

aulique intervint. A la fin, il mit Donawerth au ban de l'Empire, et l'exécution du décret fut confiée au duc de Bavière, qui désiroit de recouvrer une ville qui avoit appartenu à ses aïeux. Rejetant avec dédain les propositions qui lui furent adressées, ce prince fit marcher une armée contre les habitants, qui, ne pouvant lui opposer de résistance, se soumirent, à condition qu'ils conserveroient la liberté de conscience et leurs droits politiques. Les troupes bavaroises, sous prétexte qu'ils différoient d'exécuter les articles de la capitulation, prirent possession de la place au nom de leur souverain, et y abolirent la réforme. (1)

Les Protestants reconnurent à la fin que leur désunion et leur irrésolution ne tendoient qu'à les exposer aux attaques de la cour impériale et des Catholiques; et ils virent arriver l'instant criti-

(1) *Struvius, p.* 1183. — Barre, tom. IX, p. 360. — *Schmidt, B. III, c.* 15. — Et particulièrement *Heinrich vol. VI, p.* 163 — 171.

que où ils furent obligés de choisir entre résister ouvertement, ou se soumettre honteusement à être dépouillés des droits pour lesquels leurs ancêtres avoient répandu leur sang. Leurs forces et leur courage s'accrurent par l'accession de Jean-Frédéric, duc de Wirtemberg, qui venoit de succéder à son père, et par celle du comte palatin de Neubourg, dont les droits sur la succession des duchés de Berg et de Juliers, étoient en danger, les troupes espagnoles étant entrées dans ce pays, et la cour impériale se montrant disposée à s'en emparer.

Le 12 Janv. 1608.

Telle étoit la situation des affaires, lorsque la diète s'ouvrit à Ratisbonne. Ferdinand, duc de Stirie, prince très-dévot, en avoit, à la recommandation de la cour d'Espagne, été désigné président, ce qui fut considéré comme une nouvelle insulte pour les Protestants. L'empereur demanda des secours pour repousser les Turcs, proposition à laquelle on joignit, pour la forme, trois projets relatifs à l'administration de la justice, aux monnoies, et à la matricule de l'Empire, et une invitation d'aviser aux moyens de mettre fin aux troubles de religion. Pour assurer le succès de la demande de secours, on proposa de traiter, selon l'ordre où ils avoient été présentés, les objets soumis à la diète. Les Protestants ne donnèrent point dans le piége. Enflammés de courroux, ils s'écrièrent : « Cinquante

Chap. XLI. 1576—1609.

» ans d'expérience nous ont appris que la cour » impériale presse toujours la décision des af- » faires qui l'intéressent particulièrement, et » que ce point gagné, elle s'inquiète peu du re- » dressement des griefs. » En conséquence, ils déclarèrent qu'ils ne prendroient aucune part aux délibérations, tant qu'on n'auroit pas fait rentrer le conseil aulique dans les bornes de ses attributions, tant qu'on n'auroit pas admis dans ce tribunal des membres protestants, que la ville de Donawerth n'auroit pas été rétablie dans tous ses droits, et que tous les procès entre le clergé catholique et les Réformés n'auroient pas été annullés. Enfin, ils exigeoient, pour condition préalable, que la simple pluralité des suffrages ne suffît plus pour porter une décision sur des affaires de religion, ni pour voter des subsides. Ces prétentions firent naître une discussion si animée, qu'à la fin la diète, qui fut la plus orageuse qu'on eût tenue depuis l'avénement de Rodolphe II, se sépara sans avoir rien décidé.

Le 4 Mai. A peine fut-elle dissoute, que les chefs de la confédération protestante se réunirent à Aschhausen, en Franconie. Ils y arrêtèrent que leur association dureroit dix ans; ils réglèrent les contingents respectifs; ils mirent de nouveau

Le 4 Août. à leur tête l'électeur palatin, et choisirent, pour leurs généraux, le prince Christian d'Anhalt et le margrave de Bade-Dourlach. L'année sui-

vante, la confédération s'accrut par l'admission de Strasbourg, d'Ulm, de Nuremberg, et d'autres villes impériales; et les Protestants-unis envoyèrent une ambassade, dont le prince d'Anhalt fut le chef, présenter la liste de leurs griefs à l'empereur.

Juill. 1609.

CHAPITRE XLII.

1576 — 1606.

RODOLPHE II cède à Charles, duc de Stirie, la partie de la Croatie voisine de la Turquie. — Etablissement de colonies militaires dans cette contrée. — Les Uscoques. — Leurs déprédations allument la guerre entre l'Autriche et la Turquie. — Affaires de Hongrie. — Sigismond Bathori, prince de Transilvanie, contracte alliance avec la maison d'Autriche. — Il cède sa principauté à RODOLPHE. — Contestations qu'occasionne cette cession. — Tyrannie des généraux et des gouverneurs autrichiens. — Révolte de Botskai. — Commencement des troubles dans la Hongrie et dans la Transilvanie. — Changement qui s'opère dans la conduite de RODOLPHE.

Ch. XLII. 1576—1606.

LA Hongrie et la Transilvanie réclament à présent l'attention du lecteur, comme ayant été le théâtre d'événements qui ont amené une des révolutions les plus importantes, dont fassent mention les annales de la maison d'Autriche.

Le premier soin de Rodolphe II avoit été de mettre la Hongrie à couvert des incursions des Turcs. Pour éviter les frais énormes qu'entraînoit la garde des places fortes de la Croatie, il

céda, pour le tenir comme un fief de l'Empire, le territoire sur lequel elles étoient construites, à Charles, duc de Stirie, son oncle, qui, par le voisinage de ses possessions, devoit pourvoir plus efficacement à la conservation de ce pays. Charles, en conséquence, fit bâtir sur les bords de la Kulp, la forteresse de Carlostad, qui est devenue la capitale de la Croatie, et une place de la plus grande importance. Ce prince divisa le territoire qui lui avoit été cédé en un grand nombre de fiefs, qu'il conféra à des aventuriers de toutes les nations, et il forma ainsi une sorte de colonie militaire. Cet établissement, qui s'étendit par degrés le long des frontières de l'Esclavonie et de la Croatie, non-seulement arrêta les incursions des Turcs, mais fournit cette milice redoutable et sans frein qui se plaisoit à faire la petite guerre, et qui, sous le nom de Croates, de Pandoures, et autres dénominations barbares, a répandu la terreur parmi les ennemis de la maison d'Autriche, en Europe.

1579.

Une autre association militaire, qui a fait partie du même système, et que sa constitution singulière et ses entreprises audacieuses ont rendue célèbre, ayant été la cause d'une guerre sanglante entre la maison d'Autriche et les Turcs, et même ayant donné naissance aux troubles qui ont marqué le règne de Rodolphe, nous entrerons en quelques détails à son sujet.

Ch. XLII. 1576—1606.

Sous le règne de Ferdinand I[er]., des Chrétiens, qui s'étoient retirés en foule des provinces conquises par les Ottomans, avoient obtenu, des princes autrichiens, un asile à Clissa, dans la Dalmatie, à condition qu'ils seroient perpétuellement armés pour combattre les Infidèles. Leur migration leur fit donner le nom d'Uscoques, nom qui, dans la langue du pays, signifie des hommes qui errent. Ils tinrent la promesse qu'ils avoient faite. Ayant été chassés de nouveau par les Turcs, ils trouvèrent un refuge dans la Croatie, à Senga, forteresse ruinée, qui étoit située sur la mer Adriatique. Leur nombre s'étant accru par l'adjonction de divers bandits, ils devinrent plus formidables que jamais. Ne bornant point leurs courses à la terre, ils se firent pirates, et, comme les Flibustiers d'Amérique, ils poussèrent leurs entreprises avec une valeur et une audace qui passent presque toute croyance. Leur ardeur redoublant par le succès, ils pillèrent indistinctement les vaisseaux de toutes les nations qui commerçoient dans l'Adriatique. Les Vénitiens ayant fait à ce sujet de vaines représentations aux princes autrichiens, prirent des mesures pour détruire ce repaire de brigands. En conséquence la guerre éclata entre Venise et les ducs de Stirie; mais les menaces de Philippe II contraignirent la république à mettre une prompte fin aux hostilités. Ce furent encore les Turcs, qui souf-

froient le plus des aggressions des Uscoques, qui firent contre eux l'attaque la plus vigoureuse (1).

Malgré la trève que Maximilien II avoit conclue avec le sultan, et que Rodolphe II avoit renouvelée en 1584 et en 1591, les frontières des deux états avoient été constamment insultées par des partis, soit de l'une, soit de l'autre nation. Les deux cours n'avoient point considéré ces excès comme une violation du traité; mais comme les effets d'une bravoure qu'on ne pouvoit contenir. Cependant les aggressions continuelles des Uscoques, et l'audace de leurs entreprises, ne purent être vues plus long-temps avec la même indifférence par les Turcs, et Amurat n'étant plus en guerre avec la Perse, saisit cette occasion de rompre la trève qu'il avoit 1591.
conclue avec Rodolphe. Le pacha de Bosnie fit, avec l'autorisation positive ou tacite du sultan, une irruption dans la Croatie, et prit Wihitz et

(1) Comme les annales autrichiennes nous fourniront des faits plus dignes d'être retracés, nous nous bornerons à dire ici que les excès des Uscoques et la protection que leur accorda Ferdinand, duc de Stirie, qui a été depuis empereur, l'engagèrent dans une guerre contre les Vénitiens. Ce prince fut obligé d'acheter la paix par le sacrifice de cette horde. Senga fut détruit, et les Uscoques ayant été transférés à Carlostad, y perdirent bientôt leur nom. — *Struvius*, *p.* 1213. — *Gebhaerdi*, *vol. II*, *p.* 466, 486, 504. — *Reisser*, *vol. III*, *c.* 12.

Ch. XLII. 1576—1606.

Pétrinia. L'année suivante, ayant de plus grandes forces à sa disposition, il mit le siége devant Sisseg, ville située au confluent de la Kulp et de la Save. Les Autrichiens, après avoir réuni leurs troupes à Carlostad, attaquèrent les Turcs sous les murs de la place, et les mirent entièrement en déroute. Les Infidèles laissèrent, sur le champ de bataille, douze mille hommes, au nombre desquels furent le pacha lui-même et un neveu du sultan. Irrité de cette défaite, Amurat publia une déclaration de guerre en forme, et ses hordes nombreuses se répandirent dans la Hongrie et dans la Croatie. Après deux années, durant lesquelles les succès furent variés, les Turcs eurent l'avantage, par la prise de Sisseg et celle de Raab.

La défection du prince de Transilvanie, qui, en 1595, se détacha du parti des Ottomans, fit prendre un aspect plus favorable aux affaires des Autrichiens.

A l'avénement d'Etienne Bathori au trône de Pologne, Christophe, son frère, lui avoit succédé dans la dignité de vayvode de Transilvanie, et il étoit mort en 1582, laissant sous la protection de la Porte-Ottomane, Sigismond, son fils, qui étoit en bas âge. Ce jeune prince, ainsi que tous ceux de sa maison, étoit doué d'un grand courage, et avoit beaucoup de talent. Il n'eut pas plutôt pris en main les rênes du gouverne-

ment, qu'il s'affranchit du joug odieux des Turcs, et qu'il conclut une alliance offensive avec la maison d'Autriche. Il retint la Transilvanie comme une principauté indépendante, ainsi que cette partie de la Hongrie dont il étoit en possession, et la Moldavie et la Valachie, dont les vayvodes s'étoient soumis à son autorité. Il fut stipulé qu'il recevroit l'ordre de la Toison-d'Or, et qu'il seroit reconnu prince de l'Empire. Les conquêtes devoient être partagées également. On convint aussi que, dans le cas où Bathori seroit chassé de la Transilvanie par les Turcs, Rodolphe le dédommageroit, et que, s'il venoit à mourir sans postérité masculine, ses états seroient dévolus à la maison d'Autriche. La diète de Hongrie et celle de Transilvanie ayant ratifié ce traité, l'alliance fut cimentée par le mariage de Sigismond et de Christine, fille de Charles, duc de Stirie. 1595.

La maison d'Autriche se vit ainsi délivrée d'un ennemi qui l'avoit constamment obligée de diviser ses forces, et qui avoit fait contre elle d'heureuses diversions en faveur des Ottomans. Sigismond se signala par son courage héroïque et par ses talents pour la guerre. Conjointement avec les vayvodes de Moldavie et de Valachie, il défit le grand-visir Sinan-Pacha, emporta Turgovitch d'assaut, et repoussa les Turcs vers Constantinople. Par ce moyen, les Autrichiens eurent Le 6 Sept. 1595.

tous leurs priviléges au nom de Rodolphe. (1)

Ch. XLII. 1576—1606. L'administration despotique et cruelle de Basta ayant porté les Transilvaniens à se révolter, ils trouvèrent un chef dans Moïse Tzekéli, qui, après s'être opposé en vain à l'établissement du gouvernement autrichien, avoit cherché, avec d'autres magnats, un refuge chez les Turcs. A la tête de ses compagnons d'exil, et soutenu par des corps de troupes ottomanes et de Tartares, il rentra dans sa patrie, où il réunit autour de lui un grand nombre de partisans. S'étant emparé de la capitale et des forteresses voisines, il fut élu et proclamé prince de Transilvanie. Son règne ne dura guère plus que celui de son prédécesseur. Avant d'avoir pu expulser les Alle-
1603. mands, il fut défait par le nouveau vayvode de Valachie, et tué dans le combat. Ses partisans se dispersèrent, et Basta se remit en possession de la principauté.

Dans le temps où ces révolutions s'opéroient dans la Transilvanie, la Hongrie étoit un théâtre sur lequel les Autrichiens et les Turcs s'épuisoient inutilement à combattre les uns contre les autres. Les mutineries des Janissaires, et les révoltes qui éclatoient fréquemment dans ses états d'Asie, occupoient trop Mahomet III pour

(1) *Isthuanfius*, *Lib. XXII* et *XXIII*. — *Benko*, *Transylvania*, *Lib. IV*, *cap.* 4.

qu'il pût pousser la guerre avec vigueur en Europe. D'un autre côté, le principal obstacle aux progrès des armes autrichiennes, étoit l'épuisement du trésor qui, à la fin de chaque campagne, contraignoit à licencier l'armée. Il falloit donc tous les ans en former une nouvelle, et l'habituer au climat de la Hongrie et aux manœuvres des Turcs. En conséquence, les hivers et le commencement de chaque printemps qui, dans un pays marécageux, étoient les saisons les plus favorables pour agir, étoient complétement perdus.

Rodolphe, depuis long-temps, ne jouissoit plus de la confiance des Hongrois. Contre la coutume de ses prédécesseurs, il n'avoit jamais assisté aux diètes; jamais il ne s'étoit occupé des intérêts de la Hongrie; il avoit négligé de conférer les grands offices, soit ecclésiastiques, soit civils, ou il les avoit donnés à des étrangers, et même il avoit laissée vacante la charge importante de palatin. Il recevoit avec indifférence ou avec mépris les plaintes qu'on lui adressoit; et les troupes allemandes, qui n'étoient soumises à aucune discipline, dévastoient le pays. Mais tout en abandonnant au hasard, ou au caprice de ses officiers, le gouvernement civil et militaire, Rodolphe travailloit à enchaîner la conscience de ses sujets; et les édits les plus rigoureux furent publiés contre les Religionnaires, en diverses parties du royaume.

Ch. XLII. 1576—1606.

La ville de Cassovie, qui étoit le siége du gouvernement de la Haute-Hongrie, et qui renfermoit un grand nombre de Protestants riches, fut principalement exposée à ces persécutions. Des troupes furent mises à discrétion dans vingt villages qui appartenoient aux habitants. Le gouverneur, Belgiojoso, défendit, sous peine de mort, l'exercice du culte réformé; et, joignant l'insulte à la cruauté, il parcourut la ville, ayant des bourreaux à sa suite, et menaçant de faire châtier sur-le-champ quiconque se permettroit le plus léger murmure.

La conduite de Rodolphe fut tout aussi contraire à une bonne politique, même en des choses qui ne concernoient point la religion. Il souffrit que ses généraux pillassent les magnats sur la bienveillance de qui la tranquillité publique reposoit plus que sur la force de ses armées. La couronne réclama plusieurs terres que les seigneurs s'étoient appropriées durant les troubles. Un magnat, qui jouissoit de beaucoup de considération, et dont les grands services méritoient une autre récompense, le comte Illeshasy, qui étoit protestant, fut dépouillé de deux terres; et lorsqu'il voulut en porter ses plaintes, il fut accusé de haute trahison et condamné au bannissement.

Etienne Botskai, oncle de Sigismond-Bathori, et le premier magnat de la Haute-Hongrie, étoit

un homme doué d'une grande éloquence, et d'un caractère entreprenant; et il avoit beaucoup de talent pour la guerre. S'étant rendu à Prague pour représenter la situation déplorable du pays, il lui fut impossible d'être admis en la présence de Rodolphe. Ce ne fut pas sans peine qu'il obtint audience des ministres, et il se vit exposé aux insultes des courtisans. Une telle indignité irrita facilement un homme d'un si haut rang, qui d'ailleurs avoit de l'ambition. Son courroux s'enflamma, lorsqu'à son retour il apprit que ses terres avoient été ravagées par ordre du gouverneur. Ses injures particulières se joignant aux griefs de la nation, il se révolta. Il appela ses concitoyens aux armes, par un manifeste où il les exhorta à obtenir, de vive force, ce qu'on avoit refusé à leurs plaintes. On accourut en foule 1603.
sous son étendard. Plusieurs heiduques ou fantassins qui étoient au service de l'empereur, passèrent du côté de Botskai, qui bientôt se vit à la tête d'un corps de troupes suffisant pour mettre à contribution les partisans de l'Autriche. A la première nouvelle de cette révolte, Belgiojoso rassembla les troupes dispersées dans les environs de Cassovie, et marcha contre le magnat; mais les heiduques du gouverneur s'étant réunis à leurs camarades, les Allemands furent battus. Les insurgents en firent un grand carnage, et prirent même deux généraux. Les habitants de

Ch XLII.
1576—1606.

Cassovie, encouragés par ce succès, chassèrent les troupes autrichiennes, et reçurent Botskai. Basta étant accouru de la Transilvanie, joignit ses forces à celles de Belgiojoso, et mit le siége devant cette ville. Le manque de vivres et l'approche de l'ennemi, le contraignirent à se retirer. Le nombre des insurgents s'étant accru rapidement, ils se rendirent maîtres de plusieurs places fortes.

Les troubles de la Transilvanie, qui provenoient des mêmes causes que ceux de la Hongrie, contribuèrent infiniment aux succès de Botskai. Après la mort de Tzekéli, le gouvernement de Basta devint encore plus intolérant et plus cruel que jamais. Le pays fut en proie à tous les maux réunis. Toute trace d'industrie humaine disparut de ces plaines et de ces montagnes auparavant si fertiles; les villes et les villages n'offrirent plus que l'image de la ruine et de la désolation; le blé se vendit au poids de l'or; on mangea les chevaux et les animaux domestiques; et à la fin le peuple viola les tombeaux pour y chercher une effroyable nourriture. Des aliments si exécrables enfantèrent les plus terribles maladies; et la peste enleva un grand nombre de ceux qu'avoient respectés la guerre et la famine. (1)

(1) *Benko*, *tom. I*, *p.* 244. — Sacy, Histoire de Hongrie, tom. II, p. 154.

Les Transilvaniens cherchèrent un soulagement à tant de maux, en appelant Botskai auquel s'étoit joint, sous le commandement de Bethléem Gabor, le reste des exilés. Botskai ne tarda pas à voler à leur secours. Secondé par une armée ottomane qu'Achmet I.er, qui étoit monté nouvellement sur le trône, avoit envoyée dans la Transilvanie, il chassa les Autrichiens, et fut solennellement proclamé souverain. A son re- 1604.
tour en Hongrie, il fut reçu par l'armée turque, dans la plaine de Rakoz, avec tous les honneurs 1605.
dus à la royauté. Le sultan lui envoya une massue, un sabre et un étendard; et le grand visir le proclama roi de Hongrie et prince de Tran- Le 10 Août.
silvanie, en lui posant sur la tête un diadème, qui avoit été porté par les despotes de Servie. Mais Botskai avoit trop de prudence et de désintéressement pour accepter une dignité qui ne devoit être déférée que du libre consentement des magnats, et qu'il n'auroit pu conserver qu'en se mettant dans la dépendance des Ottomans. Il déclara qu'il recevoit les honneurs qui lui étoient décernés, uniquement comme des preuves de l'amitié d'Achmet, et comme des gages des secours que sa hautesse lui prêteroit pour recouvrer les droits de ses concitoyens opprimés. Cependant il agit avec la même vigueur et la même activité que s'il avoit eu une couronne à conquérir. Avant la fin de la campagne il fut maître

Ch. XLII.
1576—1606.

de la Haute-Hongrie, et s'avança presque jusqu'aux vallées de Presbourg. Les Turcs soumirent Gran, Vicegrad et Novigrade. Enfin les partisans de Botskai menacèrent les frontières de l'Autriche et de la Stirie, et pénétrèrent dans la Moravie, jusqu'à peu de distance de Brinn. (1)

Telle étoit la triste situation des choses dans un royaume pour la possession duquel les princes de la maison d'Autriche avoient, depuis quatre-vingts ans, épuisé leurs finances et versé le sang de leurs sujets. L'inconcevable insouciance que montra Rodolphe II, au milieu de calamités qui auroient triomphé de l'indifférence la plus stoïque, provint d'un changement étrange qui s'étoit insensiblement opéré en lui. Son amour pour les sciences l'avoit porté à appeler à sa cour le célèbre Tycho-Brahé, dont le caractère étoit exactement conforme au sien, et qui déshonoroit ses connoissances réelles et ses rares talents par son attachement aux rêveries de l'astrologie judiciaire et de l'alchimie. (2) Ses pronostics per-

(1) *Isthuanfius.* — *Benko.* — *Petrus de Reva.* — *Novotny.*

(2) Ceux qui désireront plus de détails sur ce sujet, pourront consulter Gassendi, *Vita Tychonis Brahæ*, Hoffmann, portraits des Hommes Illustres de Danemarck, art. Tycho-Brahé, — Et les Mémoires de Tycho-Brahé, dans le cinquième volume de mes Voyages au Nord.

suadèrent à Rodolphe que ses jours seroient mis en danger par un prince de son sang. Cette prédiction accrut la défiance naturelle de l'empereur, et concourut à faire perdre de plus en plus son affection aux personnes de sa famille. Pour ne point augmenter le nombre de ses ennemis imaginaires, il éluda les propositions de mariage qui lui furent faites de toutes parts; (1) et malgré les instances de sa mère, il refusa la main de l'infante Isabelle qui sembloit devoir être héritière de la couronne d'Espagne. Il s'efforça même d'empêcher ses frères de se marier. La terreur s'imprima si fortement dans son esprit, que jamais il ne se montroit en public, et qu'il n'assistoit point à l'office divin. Pour passer de ses appartements dans ses jardins ou ailleurs, sans craindre d'être assassiné, il fit construire des galeries couvertes, dont les fenêtres étoient percées obliquement. Tandis que les Turcs ravageoient ses états, ou que la guerre civile les déchiroit, et qu'à chaque instant un nouvel ennemi se déclaroit contre lui, soupçonneux et sombre, il se tenoit renfermé dans son palais de Prague. Pour écarter de son esprit superstitieux et foible, l'effroi qui l'agitoit, il s'entouroit d'astrologues, de chimistes, de peintres, de tourneurs, de gra-

---

(1) Rodolphe II vivoit avec des maîtresses de basse extraction, et en changeoit assez fréquemment.

Ch. XLII. 1576—1606.

veurs, de mécaniciens, ou il parcouroit ses jardins botaniques, ses cabinets d'histoire naturelle, et ses galeries d'antiques. Il devint hypocondriaque, impatient, colère presque jusqu'à la frénésie. Il ne donnoit point audience aux ambassadeurs étrangers; il chassoit même ses ministres de sa présence, mais aussi il les délivroit de toute crainte sur leur gestion, par le refus qu'il faisoit de recevoir les plaintes de ses sujets. (1)

(1) *Pelzel passim.* — *Schmidt, vol. VIII, p.* 148. — *Gebhaerdi, vol. II, p.* 462. — *Struvius, p.* 1157.

CHAPITRE XLIII.

1606 — 1609.

CARACTÈRE et éducation de MATHIAS, frère de RODOLPHE II. — Démêlés que ces deux princes ont ensemble. — MATHIAS devient héritier présomptif des possessions autrichiennes, à la mort d'ERNEST, son frère. — Il est investi du gouvernement de la Hongrie et de celui de l'Autriche. — Il conçoit le dessein de détrôner RODOLPHE. — Il fait la paix avec le prince de Transilvanie et avec les Turcs. — RODOLPHE tente de faire passer sa succession à FERDINAND, duc de Stirie. — — MATHIAS entre dans la Bohême à main armée, et arrache à RODOLPHE la cession de l'Autriche et de la Hongrie. — Contestations entre MATHIAS et les Protestants autrichiens. — Ce prince se concilie l'affection des Hongrois, qui le choisissent pour roi. — Il accorde la liberté de conscience aux Protestants de l'Autriche, et reçoit l'hommage des états.

Ch. XLIII. 1606—1609.

LA foiblesse de Rodolphe, sa négligence, et les troubles qui en furent la suite, lui firent perdre l'affection de ses proches, et portèrent Mathias, son frère et son héritier présomptif, à tenter de

Ch. XLIII. 1606—1609. prévenir la ruine de son illustre maison, en dérobant à des mains si débiles, les rênes du gouvernement.

Mathias, troisième fils de Maximilien II, étoit né en 1557, et avoit reçu du célèbre Busbeck, une éducation bien différente de celle que son frère devoit aux Jésuites. Il fit sous ce maître de grands progrès dans la littérature, et acquit une connoissance générale des sciences et des arts; mais sa passion dominante étoit la guerre, et il excelloit dans tous les exercices militaires. Son savant instituteur, qui avoit résidé plusieurs années à la cour du sultan, instruisit aussi Mathias, des mœurs, des coutumes et de la tactique des Turcs, ce qui lui fut très-utile, lorsqu'il eut le commandement des troupes impériales en Hongrie.

L'esprit actif et ambitieux de Mathias étoit si opposé au caractère circonspect et soupçonneux de Rodolphe, son frère, que ces deux princes vivoient dans une mésintelligence continuelle. Désirant de l'emploi, avec ardeur, Mathias entretint une correspondance secrète avec les insurgents des Pays-Bas; et, contre les volontés de son frère et les intérêts de Philippe II, il accepta le gouvernement des provinces soulevées. Sorti de Vienne en secret, il parut inopinément à An-
1577. vers, et fut installé en qualité de gouverneur-général; le prince d'Orange fut nommé son lieutenant; mais son autorité dura peu. Les chefs

des factions contraires ne vouloient que gouver-
ner sous son nom. Lorsque les états qui l'avoient
appelé, dans l'espoir de recevoir des secours,
virent qu'il n'étoit soutenu ni par son frère, ni
par l'Empire, ils conférèrent à François, duc
d'Anjou, frère du roi de France, la souveraine-
té, et votèrent des remerciements à Mathias, qui 1580.
abdiqua sans peine. Ne pouvant retourner en
Autriche ni aller en Espagne, il fit demander,
par le prince d'Orange, l'évêché de Liége; mais
il fut contrarié par la cour impériale et par la cour
de Madrid; et il n'obtint qu'avec beaucoup de
difficulté, des Pays-Bas, une pension annuelle
qui lui fut mal payée et qu'on lui retira bientôt. Sa
mère lui fit accorder la permission de rentrer en 1581.
Autriche; mais n'ayant pu être admis en la pré-
sence de l'empereur, il fut forcé de se retirer
à Lintz, où il vécut dans le besoin. Il en fut tel-
lement affecté, qu'il offrit de renoncer, pour la
petite seigneurie de Steyer, à tout droit hérédi-
taire sur les états autrichiens. A la mort d'Etienne
Bathori, il se mit sur les rangs pour obtenir la 1587.
couronne de Pologne; mais l'empereur prêta son
appui à Maximilien, son autre frère, qui étoit
plus jeune que Mathias. A la fin, les embarras
de Rodolphe le forcèrent de recourir aux ser-
vices de ce prince qu'il avoit tant humilié. Il le
nomma d'abord gouverneur de l'Autriche, puis
il lui conféra le commandement de l'armée de 1593.

Ch. XLIII. 1606—1609.

Hongrie, poste dans lequel Mathias se signala, contre les Turcs, en différentes occasions.

En 1595, Mathias devint, par la mort d'Ernest son frère, héritier présomptif des états autrichiens. Il paroît que depuis cette époque l'empereur lui donna des postes de confiance. Cependant les soupçons que Rodolphe avoit conçus de bonne heure contre lui, ne s'effacèrent jamais entièrement de son esprit; et l'éloignement que Mathias sentoit pour un frère imprudent et foible, s'accrut par le refus que fit l'empereur de lui accorder un établissement convenable et la permission de se marier. Il supporta ce désagrément avec plus de politique ou de patience qu'on ne devoit en attendre d'un prince qui avoit beaucoup d'ambition, et un caractère ardent. Comme administrateur de l'Autriche et gouverneur de la Hongrie, il rendit même les services les plus essentiels à Rodolphe. Cependant il se proposoit de profiter de la crise qu'il prévoyoit. Il ne s'attacha pas à répandre l'alarme, ni à provoquer une opposition, en découvrant précipitamment ses projets; il se tint prêt à paroître lorsque les circonstances demanderoient impérieusement qu'il agît; et il travailla à se concilier l'affection de tous ses proches et la confiance des Catholiques. En affectant la bonne foi et la tolérance qu'avoit montrées son père, il obtint la bienveillance des Protestants; et même lorsqu'il eut soumis par la

force des armes les paysans révoltés de l'Autriche, il acquit des droits sur leur reconnoissance, en modérant la rigueur des peines qui leur avoient été imposées par un souverain courroucé.

Mathias vit donc accroître sa popularité et son influence, à mesure que Rodolphe tomba dans le mépris; et lorsque la maison d'Autriche parut menacée d'une ruine totale, tous les regards se tournèrent vers lui, comme pouvant seul prévenir un tel malheur. Au commencement de la désastreuse année 1606, il tint une conférence avec Maximilien, son frère, et avec ses cousins, Ferdinand et Maximilien Ernest, princes de la ligne Stirienne. Il conclut avec eux, en secret, un pacte par lequel ils le déclarèrent chef de leur maison; ils lui promirent leurs conseils et leurs secours, et s'engagèrent à soutenir ses intérêts à la prochaine élection d'un roi des Romains. Peu de temps après, l'archiduc Albert, souverain des Pays-Bas, donna son adhésion à ce traité. (1)

Le 25 Avril 1606.

Quoiqu'il parût avoir gagné le point le plus important, Mathias ne pouvoit se prévaloir du pacte de famille, tant qu'il auroit quelque chose à craindre du côté de la Hongrie. Il mit dans ses intérêts, en lui offrant la dignité de palatin, Illeshinsky, premier ministre de Botskai, qui étoit

(1) Cet acte curieux se trouve dans *Goldastus, appendix, p.* 223.

attaqué d'une maladie mortelle, et auquel le
Ch. XLIII. prince autrichien fit, en conséquence, proposer
1606—1609. les conditions les plus avantageuses. La situation des deux parties contractantes ne souffrant point de délai, la paix fut conclue à Vienne, le 23 juil-
1606. let 1606. Il fut arrêté que Botskai conserveroit la Transilvanie, à titre de souveraineté héréditaire qui, s'il mouroit sans enfants, retourneroit à la maison d'Autriche, et qu'il y ajouteroit, avec les places de Tokai et de Zatmar, et les comtés de Bereg et d'Ugocz, toute cette partie de la Hongrie qui se trouve à l'orient de la Teysse. Mathias accorda, au nom de l'empereur, la liberté de conscience aux Protestants, soit Luthériens, soit Calvinistes, et même il les déclara habiles à occuper toutes sortes de places. On devoit rétablir la dignité de palatin et ne conférer les offices qu'à des régnicoles. Enfin, les deux parties convinrent de réunir leurs forces contre les Turcs, si ceux-ci refusoient de faire la paix à des conditions honorables.

Mathias, secondé par Botskai, conclut ensuite avec le grand-seigneur une trève de vingt ans, en vertu de laquelle on devoit conserver, de chaque côté, ce dont on étoit en possession. La négociation fit honneur à la fermeté du prince autrichien : car ce fut la première fois que le sultan consentit à traiter d'égal à égal avec l'empereur, ou qu'il lui donna ce titre. Sa hautesse de-

voit recevoir une somme de deux cent mille dollars, comme un don volontaire qui ne seroit plus répété. Ce fut ainsi que cessa le tribut honteux, que les deux derniers monarques autrichiens avoient payé à l'ennemi du nom chrétien. (1) Ch. XLIII. 1606—1609.

Quoique Mathias eût été revêtu des pleins-pouvoirs de Rodolphe, et que la pacification de Vienne fût aussi nécessaire qu'elle étoit avantageuse, l'empereur se montra très-mécontent du traité. Il refusa de le ratifier, et même il convoqua une diète de l'Empire pour lui demander des secours. Ses intérêts furent extrêmement lésés par ce refus. Botskai étant mort peu de temps après la conclusion de la paix, les Transilvaniens ne voulurent point se remettre sous le joug des Autrichiens, et ils choisirent pour prince, Sigismond Ragotski, qui étoit protégé par les Turcs. En même temps, un parti de Hongrois, voulant prévenir l'incorporation des comtés qui avoient été cédés, fournit à Mathias un prétexte pour faire des levées de troupes considérables. Sans doute Rodolphe n'en avoit agi comme il venoit de faire, que parcequ'il avoit découvert la conclusion du pacte de famille, et que les projets de son frère n'avoient pu demeurer long-temps se-

(1) *Isthuanfius, Lib. XXXIV.*

Ch. XLIII. 1606—1609.

crets, pour un prince si défiant. La cour d'Espagne, qui n'avoit jamais oublié la conduite que Mathias avoit tenue dans les Pays-Bas, et qui avoit épié d'un œil jaloux ses relations avec les Protestants, saisit cette occasion d'exercer son influence sur l'esprit timide de l'empereur, et de l'engager à désigner pour son successeur, Ferdinand, son cousin, qui étoit issu de la branche Stirienne. Cette démarche fit cesser la bonne intelligence qui régnoit entre Mathias et les autres archiducs; et le prince Stirien obtint l'appui de Maximilien et celui d'Albert. La première mesure que prit Rodolphe, pour parvenir à exécuter son projet, fut de charger Ferdinand de présider la diète de Ratisbonne. Il s'efforça même de soulever les états de l'Empire, contre son frère, par un rescript où il lui adressoit les reproches les plus sanglants, dont plusieurs n'étoient point fondés. Il l'accusoit de persécuter les Protestants, de fomenter la rébellion, et de chercher à empêcher qu'on ne votât des secours pour combattre l'ennemi de la chrétienté, avec lequel ce prince, disoit l'empereur, avoit conclu une paix ignominieuse. En même temps Rodolphe fit arrêter un agent qui portoit, de la part de Mathias, une copie du pacte de famille aux princes protestants.

Le 12 Janv. 1608.

Cet incident fournit à Ferdinand et aux autres archiducs, un prétexte pour publier une renonciation formelle aux engagements qu'ils avoient

pris, et une protestation contre les projets de Mathias. Il ne resta donc plus à ce prince qu'à choisir entre se soumettre à un frère irrité, ou accomplir de vive force les desseins qu'il avoit conçus. Continuant à se conduire par une politique habile, il sut donner à sa révolte l'apparence du zèle à exécuter un traité conclu sous l'autorité de l'empereur. Il tint à Presbourg, une assemblée des états de Hongrie, à laquelle il invita ceux de l'Autriche. Il gagna les Hongrois religionnaires en leur promettant la confirmation du droit d'exercer librement leur culte; et il accorda plusieurs priviléges qui étoient également avantageux aux Catholiques et aux Protestants. Il obtint facilement la ratification du traité de paix conclu à Vienne, et engagea la diète à former, avec les députés autrichiens, une confédération qui auroit pour objet de résister à quiconque voudroit empêcher l'exécution de ce traité. Il fut arrêté, en outre, que l'on considéreroit comme ennemis tous ceux qui attaqueroient ou injurieroient un seul membre de la ligue. Mathias retourna ensuite à Vienne, et obtint des états de l'archiduché leur adhésion à la confédération de Presbourg. Il en tira même des subsides pour le paiement des troupes, qu'il levoit dans le dessein de soumettre les mécontents de Hongrie. Avec son bonheur accoutumé, il y parvint aussi. Il renouvela la trève avec le pacha

Fév. 1608.

Ch. XLIII. 1606—1609.

de Bude. Ses relations avec les chefs des Protestants lui facilitèrent les moyens d'appaiser les insurgents, qui étoient sur le point de lui opposer un rival, et qui réunirent leurs forces aux siennes, ce qui les accrut considérablement. Quant aux Transilvaniens, il les laissa s'épuiser par leurs dissensions. Délivré d'ennemis qui auroient gêné ses opérations, s'ils ne les avoient pas fait échouer, Mathias put diriger toutes ses pensées vers l'exécution du dessein qu'il méditoit depuis si long-temps. Par les soins des seigneurs protestants, qui étoient mécontents de l'empereur, il gagna les habitants de la Moravie, dont les états assemblés à Ewanczitz, accédèrent à la confédération de Presbourg. De la sorte, il obtint de fait, sinon dans la forme, une déclaration de guerre contre son frère; et en même temps il leva de tous côtés des troupes, pour profiter de ses avantages.

Le danger qui le menaçoit, ne put faire sortir Rodolphe de son inertie; et ce fut vainement que ses officiers les plus expérimentés lui conseillèrent de mettre sur pied une armée pour étouffer la révolte à sa naissance. Cependant, à la fin, il s'adressa aux états de l'Empire, et fit passer des troupes dans la Moravie. Trop peu nombreuses pour agir efficacement, elles ne servirent qu'à redoubler le mécontentement, par la licence à laquelle elles se livrèrent. Dans

le dessein d'enlever à Mathias le prétexte dont il se servoit, Rodolphe chargea le cardinal-évêque d'Olmutz d'aller, de sa part, lui promettre de ratifier le traité de Vienne, à condition qu'il dissoudroit la confédération, et qu'à l'exemple des autres archiducs, il renonceroit au pacte de famille. Il lui fit offrir l'oubli de tout ce qui s'étoit passé, et s'engagea à tenir, dans six mois, une assemblée où l'on concilieroit tous les intérêts.

Mathias, pour se laisser amuser par de vaines promesses, étoit trop avancé dans l'exécution de son projet. Il répondit que loin de chercher à exciter des troubles, il vouloit rendre la paix à la maison d'Autriche et à toute la chrétienté, et que si son frère le désiroit, il pourroit donner sa ratification au traité de Vienne, en un lieu où lui-même se proposoit de réunir les principaux membres des états autrichiens, et où toutes choses pourroient être réglées d'une manière conforme à la sûreté et à la dignité de sa famille. Après avoir indiqué Znaïm, en Moravie, pour point de réunion à ses troupes, ce prince sortit de Vienne à la tête d'un corps de dix mille hommes. Avant de quitter l'Autriche, il publia un manifeste pour justifier sa conduite, et inviter les états de Bohême à se rassembler à Czaslau, où il devoit se rendre en personne, et à se joindre aux autres confédérés. Ayant continué sa marche, il arriva à Znaïm où les états de Moravie le reçurent avec

Ch. XLIII. 1606—1609.

de grandes acclamations. Il s'y arrêta quelques jours pour donner au reste de ses troupes le temps de le rejoindre, et lorsque son armée se trouva forte de vingt-cinq mille hommes, il entra dans la Bohême. Des ambassadeurs vinrent lui déclarer de la part des électeurs de Saxe et de Brandebourg, que leurs souverains soutiendroient l'empereur de toutes leurs forces; et une députation des états de Bohême fut envoyée vers lui, pour lui demander une déclaration positive de ses intentions. Ni menaces, ni prières ne pouvoient avoir d'effet sur un prince si résolu et si entreprenant, qui savoit que l'accomplissement de ses projets ne dépendoit que de sa promptitude et de son activité. Il répondit laconiquement qu'il régleroit tout à Czaslau, où il arriva

Le 10 Mai.

le 10 du mois de mai. Il n'y trouva point les états, et il réitéra la convocation, à laquelle obéirent tous ceux dont les terres étoient voisines, ou que sa présence encourageoit à se déclarer. Il leur annonça qu'il avoit résolu de demander les gouvernements de Hongrie, d'Autriche et de Bohême, ainsi qu'une garantie au sujet de ses droits sur la succession de son frère, et, sans perdre de temps en délibérations vaines, il s'avança rapidement vers Prague.

Rodolphe ne reconnut que par la première réponse de Mathias la grandeur du danger auquel il étoit exposé. Lorsque son frère fut entré dans

la Bohême, l'empereur en convoqua les états dans la capitale. Tous les membres, excepté le comte de Thurn et quelques Protestants, se rendirent à l'assemblée. On engagea Rodolphe à l'ouvrir en personne; et le peuple, qui doutoit de l'existence de son souverain, voulut, pour le voir à son passage, que les galeries couvertes qui faisoient communiquer les unes avec les autres, les différentes parties du palais, fussent abattues. Les délibérations furent extrêmement tumultuaires. Les Protestants, qui formoient le plus grand nombre des membres, réclamèrent la tolérance générale, qui avoit été accordée par Maximilien II, mais que Rodolphe n'avoit point confirmée. Ils demandèrent aussi, entre autres choses, que les ecclésiastiques n'intervinssent point dans les affaires politiques, et que les Jésuites ne pussent acheter des terres sans le consentement des trois états. Ces demandes furent souscrites par deux cents seigneurs, par trois cents chevaliers, et par tous les députés des villes, excepté ceux de Pilsen, de Budweiss et de Kathen. Un seigneur qui n'avoit pas craint d'exprimer un avis contraire, fut menacé d'être jeté par la fenêtre. Les Protestants déclarèrent qu'ils châtieroient sévèrement quiconque oseroit combattre leurs demandes, et qu'ils embrasseroient le parti de Mathias, si l'empereur refusoit de les leur accorder.

Ch. XLIII. 1606—1609.

Sur ces entrefaites les envoyés de la diète arrivèrent du camp de Mathias. Ils dirent que ce prince étoit entré dans la Bohême pour forcer l'indolent monarque à lui en céder le trône, et à se retirer dans le Tirol; et ils promirent en son nom, qu'il confirmeroit tous les priviléges de la nation. Enhardis par cette offre, les membres de la diète courent tumultueusement au palais, et demandent à être admis en la présence du souverain. Rodolphe parut, et le comte Schlick, chef du parti protestant, remit au monarque la liste des demandes que nous avons rapportées. L'empereur répondit qu'il falloit qu'il consultât ses ministres, avant de se décider sur des points d'une si grande importance. On le pressa avec tant de violence, que saisi d'effroi, il s'écria : « Que dois-je faire ? » On lui dit qu'il falloit déclarer promptement s'il vouloit ou s'il ne vouloit pas octroyer la requête. Rodolphe confirma la plupart des articles; mais il parvint à faire renvoyer à la prochaine diète, ceux qui concernoient la religion.

Les députés et les citoyens étant satisfaits, des troupes arrivèrent à Prague, de toutes parts, et en peu de jours on y rassembla une armée de trente-six mille hommes. Les Bohémiens furieux contre les Autrichiens et les Hongrois, qui avoient commis de grands désordres sur leur passage, prièrent l'empereur de repousser Mathias

par la force des armes; mais les archiducs Ferdinand et Maximilien, le nonce du pape et les princes allemands demandèrent qu'on entrât en négociation. Rodolphe, dont l'esprit succomboit sous le poids des revers, y consentit. Ses ambassadeurs rencontrèrent ceux de Mathias à Dubertz, entre Prague et le camp de ce prince. Comme on demanda en son nom la confirmation de son droit éventuel à la couronne de Bohême, et qu'on insista de plus sur ce que l'administration du royaume lui fût remise à l'instant, les conférences furent rompues, et Mathias marcha en avant. A son approche, les habitants de Prague prirent les armes. Ils occupèrent le Ziskaberg, et les troupes se placèrent sur les hauteurs voisines. On escarmoucha bientôt, et les deux armées alloient engager une action, lorsqu'on fit de nouvelles ouvertures. Les mêmes ambassadeurs se retrouvèrent à Lieben, et après une négociation de quatre jours, il fut convenu entre eux que Rodolphe céderoit à Mathias, la Hongrie, l'Autriche et la Moravie, qu'il confirmeroit le traité de Vienne, et qu'à la demande de l'empereur, les états déclareroient Mathias son successeur au trône de Bohême, dans le cas où Rodolphe mourroit sans postérité masculine, et à condition de reconnoître les droits et privilèges de la nation. A la fin de la conférence, la couronne et le sceptre de Hongrie furent remis,

Ch. XLIII 1606—1609. en grande pompe, par ordre de l'empereur à son frère, qui les reçut à la tête de son armée. (1) Bientôt après, le nouveau souverain sortit de la Bohême, et retourna à Vienne, où il fit une entrée triomphante.

Mathias reconnut bientôt qu'il étoit plus facile d'arracher des couronnes à un frère soupçonneux, mais foible, que de satisfaire ceux que ses promesses avoient portés à la révolte. Ses embarras commencèrent avec son règne. Il assem- Le 12 Juill. 1608. bla les états d'Autriche pour recevoir leur serment de fidélité. Les membres protestants, qui composoient le plus grand nombre, refusèrent de le prêter, jusqu'à ce que le prince eût rétabli la tolérance, et qu'il leur eût restitué la plupart des priviléges dont ils avoient été dépouillés. Sans attendre sa réponse, ceux de la Haute-Autriche reprirent l'exercice de leur culte à Lintz, à Steyer et à Gemund; et le seigneur d'Enzendorf, bourg situé près de la capitale, ouvrit son temple aux bourgeois. Mathias, qui n'avoit point les principes généreux de son père, et qui n'étoit pas disposé à tenir les promesses dont il avoit été prodigue, fut indigné d'une telle conduite. Il fit arrêter le seigneur d'Enzendorf, et fermer le temple; il requit des états un hommage pur et simple, et sans aucune capitulation, disant qu'il

(1) *Petrus de Reva.* — *Pelzel*, *p.* 643 - 650.

n'étoit pas plus obligé d'en signer une, que ne l'avoit été Rodolphe, de qui il tenoit ses droits. Cependant, il tenta de calmer les esprits par une promesse vague de confirmer tous les priviléges; mais en même temps il exprima le dessein d'obtenir l'hommage de vive force.

Le succès même de la révolte de Mathias avoit donné, aux Protestants, un exemple qui les empêcha d'être effrayés par ses menaces, ou gagnés par ses promesses. Ils se retirèrent de Vienne à Horn, et envoyèrent de là un message aux députés catholiques, pour leur recommander de ne pas rendre un hommage séparé. En même temps, ils levèrent un homme sur quinze; ils firent occuper et approvisionner plusieurs forteresses voisines; ils réclamèrent, en vertu de la confédération de Presbourg, l'assistance des Hongrois et des Moraves, et ils se liguèrent avec les Protestants de l'Empire.

Dans cette conjoncture critique, Mathias se rendit à Presbourg, où il entra aussi en triomphe, faisant porter devant lui la couronne de Saint-Étienne, dont la Hongrie étoit privée depuis soixante-et-dix ans, spectacle qu'il crut propre à exciter l'enthousiasme, et à flatter les préjugés de la nation. Mais les états ne se laissèrent point séduire par une pompe vaine. Ils résolurent de ne rien accorder que Mathias n'eût confirmé les priviléges qu'il leur avoit promis

Ch. XLIII.
1606—1609.

quand il n'étoit que simple gouverneur. En conséquence, ils lui en présentèrent la liste, sous la forme d'une capitulation en règle. La liberté de conscience y étoit établie en faveur des Luthériens et des Calvinistes, que, de plus, on y déclaroit habiles à exercer toutes les fonctions civiles. On y demandoit que toutes les places de confiance ou honorifiques fussent enlevées sur-le-champ aux étrangers, et qu'à l'avenir, elles ne fussent plus conférées qu'à des régnicoles; que la couronne de Saint-Etienne et les autres marques de la royauté fussent gardées, à Presbourg, par des laïcs; qu'un Palatin fût choisi entre quatre candidats présentés par le prince, et dont deux seroient Catholiques et deux Protestants; que le monarque résidât en Hongrie, ou que si quelque objet important le forçoit à s'éloigner, le gouvernement fût confié à un conseil de régence, nommé conjointement par le roi et par les états; que les Jésuites ne fussent point reçus dans le royaume, et que l'autorité des ecclésiastiques fût réduite; que les troupes étrangères sortissent du pays, à la conclusion de la paix avec les Turcs; qu'aucune troupe allemande ne fût mise dans les forteresses de Hongrie, excepté Raab et Comore, et que même les commandants de ces deux places fussent Hongrois de naissance; et enfin que la guerre ne fût plus déclarée que du consentement des états.

Ch. XLIII.

1606—1609.

Des stipulations si contraires à la prérogative royale ne pouvoient que déplaire infiniment à Mathias; mais la possession des couronnes qu'il venoit d'acquérir, dépendoit du parti qu'il alloit prendre. Les Autrichiens étoient en révolte ouverte; les Moraves étoient prêts à se joindre à eux, et la moindre hésitation de sa part pouvoit faire passer les Hongrois du côté de ses ennemis. Rodolphe sollicitoit en secret ses anciens sujets, auxquels il offroit de rétablir les priviléges qu'il avoit abolis; et son frère avoit lieu de craindre ce retour d'affection que, lorsque la première ardeur de leur ressentiment est passée, les peuples éprouvent ordinairement en faveur d'un souverain détrôné. Mathias se vit donc réduit à la dure nécessité de signer la capitulation qui lui avoit été présentée, et de la mettre en exécution sur-le-champ. Illeshasy fut élu Palatin, et fut le premier Protestant élevé à cette haute dignité. Les conditions prescrites ayant été remplies, Mathias fut nommé roi, à l'unanimité des suffrages, et couronné avec les formalités d'usage.

Le 19 Nov. 1608.

Sa condescendance eut l'effet qu'il en avoit attendu. Les états de Hongrie, satisfaits d'avoir assuré leurs priviléges, ne voulurent point irriter Mathias, en soutenant des intérêts étrangers. Ils firent une réponse négative aux députés de

Ch. XLIII. 1606—1609. l'Autriche ; ils les exhortèrent à faire la paix avec leur souverain, et déclarèrent que l'acte d'union ne concernoit pas moins les Catholiques que les Protestants. (1)

Cette affaire épineuse terminée, Mathias retourna à Vienne. Excité par le légat du pape, par Léopold, évêque de Passaw, son cousin, et surtout par Melchior Klésel, évêque de Vienne, qui avoit toute sa confiance; et se reposant, en outre, sur l'appui des Catholiques, qui avoient pris les armes pour soutenir sa cause, il menaça de toute sa vengeance les Protestants, s'ils persistoient dans leur rébellion. Mais les Moraves, auxquels les mécontents d'Autriche s'étoient également adressés, offrirent leur médiation, et même exprimèrent l'intention de faire cause commune avec leurs frères. Mathias pouvoit appréhender aussi que les Protestants d'Allemagne ne prêtassent leur appui aux Religionnaires autrichiens. Ayant pris les conseils de la prudence, il accepta la médiation des états de Moravie; et après un petit nombre de conférences, il consentit à signer la célèbre capitulation qui rendit aux Protestants d'Autriche tous les priviléges dont ils avoient joui sous Maximi-

(1) *Isthuanfius, an.* 1606-1608. — *Petrus de Reva, cent.* 7.

lien II. Ce point gagné, les états prêtèrent hommage (1) à Mathias.

Ch XLIII.
1606—1609.
Le 19 Mars 1609.

(1) *Schmidt, continuation, B. III, ch.* 17-20. — *Heinrich, vol. VI, p.* 182-197. — *Windisch, p.* 392-397. — *Struvius, p.* 1186. — *Reisser, vol. III, c.* 13.

CHAPITRE XLIV.

1609 — 1612.

De nouveaux troubles s'élèvent dans la Bohême. — Rodolphe est forcé d'accorder le libre exercice du culte aux Protestants de ce royaume. — Commencement des troubles en Allemagne. — Union des Protestants. — Succession des duchés de Clèves, de Juliers et de Berg. — Plan que Henri IV, roi de France, s'étoit proposé de mettre à exécution pour réduire la puissance de la maison d'Autriche. — Ce prince est assassiné. — Accommodement conclu entre les Catholiques et les Protestants. — Rodolphe tente de faire nommer l'archiduc Léopold, son cousin, son successeur a la couronne de Bohême. — Les états du royaume appellent Mathias à leur secours. — Expulsion de Léopold, et déposition de Rodolphe. — Mathias est couronné roi de Bohême. — Les Electeurs se disposent à donner un nouveau chef au corps germanique. — Mort de Rodolphe II.

Ch. XLIV. 1609—1612.

Mathias, après avoir reçu l'hommage des états de l'Autriche, retourna en Hongrie, pour y contenir, par sa présence, des sujets turbulents;

et il faisoit des préparatifs pour recouvrer la Transilvanie, lorsqu'il fut rappelé dans la Bohême.

Les priviléges que les Protestants d'Autriche, de Hongrie et de Moravie avoient obtenus, avoient fait concevoir de grandes espérances aux Religionnaires de Bohême. Mettant leur confiance en leur nombre, encouragés par l'état d'humiliation où Rodolphe étoit tombé, et soutenus en secret par Mathias, ils résolurent d'arracher, par la force des armes, ce qu'ils ne pouvoient gagner par des représentations et des requêtes.

Le 28 Janv. 1609.

Lorsque les troupes de son frère eurent évacué la Bohême, Rodolphe, conformément à sa promesse, convoqua une diète qui devoit s'occuper de l'état du royaume. Les Protestants refusèrent de prendre part aux délibérations sur les affaires civiles, tant qu'on ne leur auroit pas accordé, sans restriction, la liberté de conscience. L'empereur, que ses revers n'avoient pas rendu plus prudent, répondit que les anciens réglements n'assuroient ce droit qu'aux Catholiques et aux Calixtins. Il déclara en même temps que l'acte de tolérance, publié par Maximilien II, n'avoit plus force de loi. Cet artifice ne sépara point les Protestants des vrais Calixtins, qui sentirent que l'exclusion des autres sectes entraîneroit celle de la leur. De son côté, Rodolphe, encouragé par les Catholiques, et soumis à la funeste influence des Jésuites, per-

Ch. XLIV. 1609—1612.

sista à rejeter les demandes qui lui avoient été adressées.

Après de violents débats, la diète se sépara, sans qu'il y eut rien de réglé. Cependant les Protestants, qui composoient le plus grand nombre des membres de l'assemblée, en indiquèrent, pour le 4 mai, une autre, qui devoit se tenir dans la ville neuve de Prague; et ils réclamèrent la médiation et l'appui de Mathias et des princes protestants d'Allemagne. Malgré la défense du souverain, ils se réunirent au jour fixé. Ils procédèrent, selon la forme accoutumée, en requérant la présence des grands officiers de l'état, et se préparèrent à renouveler leur demande, ou plutôt à arracher le consentement de Rodolphe. On répandit, soit par hasard, soit à dessein, le bruit que des troupes s'approchoient; et tout fut aussitôt en mouvement. En moins d'une demi-heure, dix mille bourgeois, et un corps de douze cents cavaliers, que formèrent les députés, furent sous les armes. L'empereur voulut, par des promesses vagues et contradictoires, appaiser les esprits, et il ne fit qu'en accroître l'effervescence. Les Protestants décrétèrent la levée d'une armée, et remirent le commandement à Henri, comte de Thurn, et à deux autres seigneurs. Ils établirent un conseil permanent, et conclurent une ligue avec les députés que les états de Silésie avoient en-

voyés à Prague, pour y demander la liberté de conscience.

L'empereur, qui avoit attiré cet orage sur sa tête, sans avoir aucun moyen d'y résister, s'obstinoit cependant à ne rien accorder; et ce ne fut qu'avec une peine extrême que ses conseillers catholiques, et l'ambassadeur d'Espagne même, l'engagèrent enfin à céder. Il annonça, par une lettre royale ou un édit, qu'il se rendoit aux vœux de ses sujets. Le libre exercice du culte leur fut accordé, tel qu'il l'avoit été par Maximilien II. Les Protestants furent autorisés à élever des temples, à fonder des écoles, et à établir des consistoires. Ils devoient choisir un certain nombre d'officiers, dont la nomination seroit confirmée par le prince, et qui seroient chargés de veiller, sous le titre de défenseurs de la foi, à l'exécution de l'édit. Enfin, on y avoit annexé une clause, portant que toute ordonnance contraire à cet acte, qui pourroit être rendue à l'avenir, seroit nulle de plein droit. (1) Le 5 Juillet 1609.

Les Protestants de Bohême, quoique flattés de ces concessions, ne posèrent point les armes, qu'ils n'en eussent obtenu de semblables pour les Silésiens. Ils travaillèrent ensuite à rétablir en-

(1) *Pelzel, p.* 653. — Goldast a conservé ce document. *Voy.* vol. II, append. p. 368.

Ch. XLIV. 1609—1612.

tièrement la tranquillité, en négociant, avec les Catholiques, un acte d'amnistie générale, et en faisant prendre, pour le maintien de la paix, des engagements que souscrivirent le roi et tous les membres de la diète, à l'exception de deux, Guillaume de Slavata, et Yaroslaf de Martinetz. En conséqence de cet accommodement, les temples furent rouverts, et l'on vit, en plusieurs villages, les sectes opposées rendre paisiblement, dans la même enceinte, hommage à Dieu. (1)

Le 20 Mai 1609.

Rodolphe II, humilié, déshonoré dans ses propres états, ne pouvoit tourner ses regards vers l'Allemagne, sans voir les nouveaux dangers, les nouvelles humiliations qui l'attendoient. L'ambassade des Protestants-unis étoit arrivée à Prague, pendant les contestations de ce monarque avec les états de Bohême. Le prince d'Anhalt, qui la présidoit, remit à l'empereur la liste des griefs qui étoient énoncés de la manière la plus outrageante pour lui et pour ses ministres, et où on lui reprochoit le refus qu'il avoit fait de ratifier le traité de paix conclu avec les Turcs. On finissoit par lui déclarer que s'il n'acquiesçoit aux demandes qui lui étoient présentées, les états évangéliques se feroient, avec l'aide de Dieu, justice à eux-mêmes.

---

(1) *Voyez* la fin du chap. XLI.e.

Le prince d'Anhalt n'ayant obtenu qu'une réponse équivoque, sollicita une seconde audience. Rodolphe, en la lui donnant, l'invita à faire ses efforts pour tranquilliser les confédérés, et empêcher qu'on ne lui adressât de nouvelles représentations. Le prince, en lui répondant, tint un langage qui parvient rarement à l'oreille des rois, et dut être extrêmement choquant pour Rodolphe, qui, dans sa retraite, n'étoit environné que de vils favoris, ou de ministres soumis. « Comme je crois que la réponse que vous avez » faite, » lui dit-il, « tend plus à prolonger la » contestation qu'à rassurer les princes unis, je » pense qu'il est de mon devoir de représenter » à votre majesté que ses conseillers ne sont » point en état d'éteindre le feu qui vient de » s'allumer. Je l'invite donc à prendre en con- » sidération elle-même toutes les affaires im- » portantes, et à se rappeler l'exemple de Jules- » César, qui, s'il n'avoit pas négligé de lire le » billet qui lui fut présenté lorsqu'il se rendoit » au Capitole, n'auroit pas reçu les vingt coups » de poignard dont il est mort. » Ce mot fut un coup de foudre pour Rodolphe, dont l'imagination étoit continuellement troublée par les prédictions de ses astrologues. Il ne fut rassuré que lorsque le prince lui eut protesté plusieurs fois, que l'allusion qu'il avoit faite à Jules-César, n'étoit point une menace d'assassinat, et qu'il

Ch. XLIV. 1609—1612.

ne connoissoit, ni en Bohême ni en Autriche, d'autres complots que ceux qui étoient déjà publics. Après qu'elle lui eut fait un grand nombre de représentations, l'empereur remit à l'ambassade une réponse plus positive. Il promit que les princes n'auroient plus à se plaindre du conseil aulique, et que Donawerth recouvreroit tous ses droits, dans quatre mois, ou plutôt si l'on payoit les trois cent mille florins que le duc de Bavière demandoit, pour l'indemniser des dépenses qu'il avoit faites. (1) Les troubles qui s'élevèrent bientôt, et qui durèrent tout le reste du règne de Rodolphe, prévinrent l'accomplissement de ses promesses, si cependant il les avoit faites de bonne foi.

Jean-Guillaume, duc de Clèves, de Juliers et de Berg, comte de la Marck et de Ravensberg, et seigneur de Ravenstein, mourut le 25 mars 1609. Comme il ne laissa point d'enfants, plusieurs princes réclamèrent sa succession. Joachim-Frédéric, électeur de Brandebourg, la demanda au nom d'Ernest, son fils aîné, qui avoit eu pour mère, Anne, fille de Marie-Léonore, l'aînée des sœurs du feu duc. Cette dernière prin-

(1) Schmidt a tiré des actes du temps, et nous a transmis les particularités de cette singulière entrevue, *vol. III, p.* 271 - 278.

cesse avoit donné sa main à Albert, duc de Prusse; et il avoit été stipulé, dans le contrat de mariage, qu'au défaut de la ligne masculine, Marie-Léonore, ou ses héritiers, recueilleroient la succession du duc de Clèves. Le second prétendant étoit Wolfgang Louis, fils de Philippe-Louis, comte palatin de Neubourg, et d'Anne, seconde sœur de Jean-Guillaume. Jean, duc de Deux-Ponts, et Charles d'Autriche, margrave du Burgaw, qui avoient épousé, le premier, Madelaine, et le second, Isabelle, deux autres sœurs du duc de Clèves, furent les troisième et quatrième prétendants; mais ils cessèrent bientôt de faire valoir leurs droits.

Les princes de la maison de Saxe prétendoient aussi à cette succession, tant en vertu d'un acte de réversion pour les duchés de Juliers et de Berg, qu'Albert, chef de la branche albertine, avoit obtenu de Frédéric III, en 1483, qu'en vertu d'autres concessions faites par Maximilien I.er, et s'étendant à la branche ernestine. Frédéric, électeur de Saxe, descendant, en ligne directe, d'Albert, fondoit ses prétentions sur l'acte de réversion. Les princes de la branche ernestine appuyoient les leurs sur leur descendance de Sibille, fille aînée de Jean III, duc de Clèves, et femme de Jean-Frédéric, électeur de Saxe, dans le contrat de mariage de laquelle il étoit dit que la succession appartiendroit à cette

Ch. XLIV. 1609—1612.

princesse ou à ses héritiers, si la ligne masculine de sa famille venoit à s'éteindre.

Ces prétentions opposées se compliquèrent plus encore par deux déclarations de Charles-Quint. L'une donnoit toute la succession à ceux des princes de la maison de Saxe, qui descendoient de Sibille, et l'autre rendoit susceptibles d'être possédés par les femmes, et leurs héritiers en ligne masculine, les fiefs qui composoient cette même succession. Pour surcroît d'embarras, Ferdinand I.er déclara qu'elle étoit indivisible, et qu'elle devoit suivre l'ordre de primogéniture. (1) Si les fiefs de la succession du duc de Clèves étoient de nature à être possédés par des femmes, ce qui paroît incontestable, ils devoient être partagés entre ses quatre sœurs ou leurs descendants; mais comme c'étoit une affaire que la force devoit décider plutôt que le droit, les prétentions des deux sœurs les plus jeunes se confondirent dans celles des deux aînées, qui étoient entrées en des familles plus puissantes; et les princes de la maison de Saxe pouvoient faire valoir les droits qu'ils fondoient sur les concessions des empereurs.

L'électeur de Brandebourg, et le prince palatin de Neubourg, entrèrent l'un et l'autre dans les états qui formoient l'objet de la contesta-

(1) Coligny, Histoire du Palatinat, p. 108.

tion, et tout annonçoit entre eux des hostilités prochaines. L'électeur de Saxe, s'étant adressé à l'empereur, en reçut l'assurance qu'il favoriseroit ses prétentions. En même temps, Rodolphe déclara, par un édit, que la succession devoit être mise en séquestre; il ordonna aux deux princes d'évacuer les places dont ils s'étoient emparés, et il les somma, ainsi que les autres prétendants, de comparoître devant son tribunal, dans quatre mois. Craignant que l'empereur ne voulût, au moyen du séquestre, ou s'approprier les fiefs contestés, ou les conférer en partie à l'électeur de Saxe, l'électeur de Brandebourg et le prince palatin s'empressèrent de régler leur différend. Ils conclurent, à Dortmund, un traité par lequel ils convinrent de participer également à l'administration du pays, et de réunir leurs forces contre quiconque voudroit s'approprier la succession. Les états assemblés à Dusseldorf, confirmèrent ce traité, et les habitants prêtèrent serment de fidélité aux deux princes, comme possesseurs du territoire, mais « sans préjudice aux droits des autres prétendants. » (Le 10 Juin 1609.)

L'empereur annulla le traité de Dortmund, et ordonna aux états et aux habitants, sous peine d'être mis au ban de l'Empire, d'attendre, pour reconnoître aucun des prétendants, qu'il eût prononcé sa sentence. Rodolphe envoya l'ar-

Ch. XLIV. 1609—1612. Juillet.

chiduc Léopold, évêque de Strasbourg et de Passaw, prendre l'administration du pays. Léopold fut reçu dans Juliers par un parti opposé aux deux princes. Il y publia la mise en séquestre; il gagna quelques villes voisines, leva des troupes, et fit des préparatifs de défense. (1)

Cette mise en séquestre entre les mains d'un prince qui étoit parent de Rodolphe, et la connoissance que l'on avoit des intentions de la cour d'Espagne, qui, si elle ne se proposoit point de réunir aux domaines de la maison de Bourgogne, des possessions si rapprochées des Pays-Bas, vouloit du moins en écarter les Protestants, changea la nature de la contestation, qui, d'une question de droit, devint une querelle, où la religion et la politique furent également intéressées, et qui réunit tout le corps des Religionnaires contre les Catholiques et la maison d'Autriche.

Les Protestants d'Allemagne furent bientôt soutenus par diverses puissances étrangères; mais aucun prince n'agit, en leur faveur, avec plus de promptitude et de vigueur, que Henri IV. Outre les considérations politiques qui le portoient à abaisser la maison d'Autriche, ce prince avoit conçu, depuis long-temps, une haine particulière contre la branche espagnole, dont l'in-

(1) *History of the Succession of Juliers and Berg.*

tervention avoit prolongé les troubles de la ligue, et qui avoit été sur le point d'empêcher qu'il ne montât sur le trône de France. Son aversion s'étendoit aussi à la branche allemande, dont les intérêts étoient si étroitement unis à ceux de la cour d'Espagne, et qui avoit tenté si souvent d'anéantir le parti protestant, que ce monarque favorisoit toujours, quoique pour rendre la tranquillité à ses états, il se fût décidé à professer la religion catholique. La foiblesse de Rodolphe II, la division qui s'étoit mise dans sa famille, le mécontentement qu'il avoit excité généralement contre lui, sembloient devoir seconder tout effort qu'on voudroit faire pour abaisser la branche allemande; et la succession de Clèves et de Juliers fournit au roi de France un prétexte pour s'allier avec les princes protestants, et répandre ses troupes en Allemagne. Ce prince s'occupa en même temps de l'exécution du plan qu'il avoit tracé pour démembrer la monarchie espagnole. Il avoit gagné Paul V, par l'offre du royaume de Naples, et le duc de Savoie, par celle du Milanais. En leur proposant de s'emparer de la Sicile, il s'étoit assuré du concours des Vénitiens, qui avoient constamment des démêlés avec la branche stirienne, au sujet des limites respectives, et des brigandages des Uscoques. On prétend enfin qu'il séduisit les Suisses, en les flattant de l'espoir d'obtenir l'Alsace,

Ch. XLIV. 1609—1612.

la Franche-Comté et le Tirol. Il négocia, avec l'Angleterre et les principaux états protestants de l'Europe, qu'effrayoient le pouvoir exorbitant et l'esprit de domination de l'Espagne, et surtout le danger de la réunion de toutes les possessions des deux branches de la maison d'Autriche, chose qui pouvoit arriver. Le roi de France avoit amassé des fonds suffisants pour les frais de plusieurs campagnes, et rassemblé, sur les frontières de ses états, un grand nombre de troupes qui, au premier signal, pouvoient faire une irruption en Allemagne. (1)

Henri IV entretenoit donc des relations avec les princes de la ligue protestante, et faisoit les plus grands efforts pour les porter à se déclarer contre la maison d'Autriche; mais ils craignirent des mesures qui pourroient mettre l'empire germanique dans la dépendance de la France, et leur donner à eux-mêmes un chef, que sa

(1) Le plan que Henri IV avoit tracé pour l'abaissement de la maison d'Autriche, et le secret dans lequel les particularités en ont été ensevelies, ont fait naître une infinité de conjectures. On a prétendu que ce prince avoit projeté la formation d'une république européenne, qui auroit été composée de cinq royaumes héréditaires, la France, l'Espagne, la Grande-Bretagne, la Suède, la Lombardie, et d'autres petits états. L'extravagance romanesque de ce plan suffit pour prouver qu'il n'a point été conçu par le prince à qui on l'a attribué.

ssance et ses talents rendroient infiniment Ch XLIV.
s dangereux que Rodolphe. Cependant, l'em- 1609—1612.
eur leur ayant inspiré de nouvelles alarmes,
e rassemblèrent à Halle en Souabe, et y firent Le 27 Janv. 1610.
e célèbre traité d'union. Ils y arrêtèrent de
intenir le traité de Dortmund, et de chasser
pays de Juliers l'administrateur impérial. Ils
eçurent aussi un ambassadeur du roi de Le 11 Fév.
ance, et conclurent une alliance avec ce
nce, qui, en conséquence, devoit leur four-
un secours de dix mille hommes. En même
nps ils envoyèrent des ambassadeurs réclamer
coopération de l'Angleterre, du Danemarck,
Venise et de la Suisse. Ils parvinrent à obte-
le concours des Provinces-Unies, que Ro-
lphe avoit irritées par les efforts qu'il avoit
s plusieurs fois pour les brouiller avec l'Em-
e, et les faire rentrer sous le joug odieux de
spagne. Ils entretinrent aussi une correspon-
nce avec les mécontents d'Autriche, de Bohê-
e, de Moravie et de Silésie. Enfin, comme ils
siroient que tous les princes protestants fissent
use commune, ils tentèrent de gagner l'élec-
ır de Saxe, en lui promettant que la décision
i interviendroit au sujet de la succession con-
stée, ne seroit point contraire aux intérêts de
maison. Cette ruse ne leur réussit point. Chris-
in adressa, à plusieurs villes impériales, des
ttres pour les dissuader d'entrer dans la confé- Le 7 Juillet 1610.

Ch. XLIV. 1609—1612.

dération ; et bientôt après, Rodolphe l'en récompensa, en lui accordant, pour lui et pour toute la maison de Saxe ; l'investiture des duchés de Clèves, de Juliers et de Berg.

Cependant, les hostilités continuoient dans le pays de Juliers, et Léopold étoit réduit à la possession de la ville de ce nom, et de la forteresse de Bredenbourg. Ses efforts pour faire des levées d'hommes en Alsace et dans son diocèse de Strasbourg, étendirent le fléau de la guerre jusque sur cette partie de l'Allemagne, où les princes protestants envoyèrent des troupes pour en expulser les siennes. Les terres ennemies qui se trouvèrent sur le chemin des premières, ou qui furent exposées à leurs incursions, éprouvèrent tous les maux qui accompagnent les querelles de religion.

Les princes et états catholiques ne virent point avec indifférence l'accroissement que la ligue protestante avoit pris. Vers le milieu de l'année 1609, il s'étoit fait entre Maximilien, (1) duc de Bavière, et les évêques de Wurtzbourg, de Passaw, de Constance, d'Augsbourg, de Ratisbonne,

(1) Guillaume, duc de Bavière, le prince le plus bigot de son temps, avoit, en 1596, résigné, pour vivre comme un ermite, le gouvernement de ses états. Il eut, pour successeur, Maximilien, son fils, qui a été un des grands soutiens du parti catholique. *Falkenstein*, *p.* 579.

et d'autres prélats, une confédération, à laquelle les trois électeurs ecclésiastiques accédèrent bientôt. Une alliance offensive et défensive fut conclue entre ces princes ; les contingents furent fixés, et le duc de Bavière déclara que la foiblesse et l'incapacité de Rodolphe ne permettoient ni de le consulter, ni de lui laisser la nomination du chef de la confédération.

Tout annonçoit une rupture prochaine. Les Catholiques armoient ; les Protestants avoient déjà commencé les hostilités ; les Provinces-Unies se préparoient à prendre part à la contestation ; et la marche des troupes françaises, qui étoient prêtes à s'ébranler au premier ordre, auroit été le signal d'une guerre qui auroit désolé toute l'Allemagne. Rodolphe, tourmenté par les fantômes que créoit son imagination, Rodolphe, sans considération dans l'Empire, et méprisé de son propre parti, auquel même il étoit à charge, se tenoit renfermé dans son palais. Il étoit toujours en mésintelligence avec Mathias, son frère, qui ne songeoit qu'à lui ravir le reste de ses états. Les autres membres de sa famille n'avoient ni les talents, ni la puissance nécessaires pour résister au torrent qui les menaçoit ; et la cour d'Espagne conservoit la plus inconcevable indifférence au milieu des dangers dont elle étoit environnée de toutes parts.

La ruine à laquelle la maison d'Autriche et le

Ch XLIV. 1609—1612

parti catholique sembloient ne pouvoir échapper, fut prévenue par un de ces événements qui se jouent de toute prévoyance humaine, et font échouer, en un instant, les desseins conçus par la politique la plus consommée. Henri IV, au moment même où il se préparoit à se mettre à

Le 14 Mai 1610.

la tête de son armée, périt de la main d'un obscur assassin; et avec lui tomba ce vaste projet qu'il mûrissoit depuis de longues années, et dont l'exécution n'auroit pu être assurée que par un prince qui auroit eu autant de courage, d'habileté et de puissance que lui. Les Protestants furent atterrés à la nouvelle de cet attentat. Quoique soutenus par les Français et par les Hollandais, leurs efforts se bornèrent à l'occu-

Sept. 1610.

pation de l'Alsace, à la prise de Juliers, et à l'expulsion de Léopold. Les Catholiques, que la mort de Henri IV encouragea autant qu'elle accabla les Protestants, rassemblèrent leurs forces avec un redoublement de zèle. Rodolphe qui, par l'intermédiaire de Léopold, avoit levé des troupes dans le diocèse de Passaw, ordonna au duc de Bavière de chasser de l'Alsace les Religionnaires, et de mettre de nouveau, en séquestre, la succession du duc de Clèves. Mais les malheurs passés forcèrent les deux partis à user de modération. Les Protestants furent satisfaits d'avoir atteint leur objet principal; et les Catholiques ne voulurent point renouveler les

horreurs de la guerre civile, uniquement pour gratifier le ressentiment, ou favoriser les intérêts de l'empereur. En conséquence, le duc de Bavière négligea l'ordre qu'il avoit reçu, et conclut, avec les Religionnaires, un traité de paix et de neutralité, par lequel ils s'engagèrent à évacuer l'Alsace, et à réparer les dommages faits par leurs troupes. La décision du point capital de la contestation fut laissée en suspens, par la déclaration que des deux côtés on prendroit la part qu'on jugeroit la plus convenable à l'accommodement qui se feroit pour la succession de Juliers.

Le 24 Oct.

Les humiliations, que Mathias avoit fait essuyer à son frère, étoient de nature à ne pas être oubliées. Elles avoient fait une impression profonde dans l'esprit soupçonneux et sombre de Rodolphe; elles l'emportoient sur ses autres infortunes, et il en étoit constamment occupé dans la solitude de son palais. Des contestations, sans cesse renaissantes, augmentoient de plus en plus la mésintelligence; et tous les efforts des autres princes autrichiens ne parvinrent à opérer qu'une réconciliation apparente et passagère. Mathias feignit de s'humilier devant son frère; il promit de le respecter comme le chef de sa maison, et de recevoir de lui, à titre de fiefs, et comme des marques de faveur, les possessions qu'il lui avoit enlevées. Rodolphe s'engagea, en retour,

Ch. XLIV. 1609—1612.

à rendre son amitié à Mathias, et à licencier les troupes qu'il avoit fait lever dans les terres de l'évêché de Passaw, et qui se montoient à seize mille hommes.

L'empereur n'avoit consenti à cet accommodement que pour tromper la vigilance de son frère. Comme l'archiduc Ferdinand, son cousin, l'avoit offensé en signant le pacte de famille, et en se réunissant depuis au duc de Bavière, il confia sa vengeance à l'archiduc Léopold, et peut-être médita-t-il de lui faire obtenir la réversion de la couronne de Bohême, et celle même de la couronne impériale. Il affecta d'exécuter la convention qu'il venoit de faire, et ordonna le licenciement des troupes de Passaw; mais il ne leur fit point payer leur solde. Conduites par Ramée, qu'elles s'étoient donné pour chef, elles fondent sur la Haute-Autriche, se répandent sur les bords du Danube; et après avoir commis toutes sortes d'excès, elles entrent dans la Bohême. Elles dirigèrent ensuite leur marche vers Prague; et chemin faisant, elles se rendirent maîtresses de Kronau, de Piseck, de Tabor et de Beraun, où elles furent jointes par Léopold. L'alarme se répandit dans tout le royaume, et l'on y fut persuadé que Rodolphe se proposoit de forcer la nation à reconnoître ce prince pour son successeur, et à supprimer les priviléges qu'il n'avoit accordés qu'à regret. Les états se

Déc. 1610.

trouvoient réunis à Prague. L'empereur, dont les projets n'étoient pas mûrs, ou qui craignit d'avouer ses intentions, prit Dieu à témoin que l'irruption s'étoit faite sans qu'il en eût eu connoissance, ou sans son consentement, et envoya un héraut sommer Léopold de se retirer. Le héraut rencontra les troupes à un jour de marche de la capitale. Léopold, pour ne point exciter contre lui les soupçons, renvoya cet officier à Ramée. Ce dernier déclara qu'il venoit comme ami, et non comme ennemi de l'empereur, et qu'il concerteroit un accommodement avec les habitants de Prague. Ayant continué sa marche, il campa le lendemain matin sur la Montagne Blanche, et publia un manifeste, par lequel il déclara qu'il venoit défendre Rodolphe et les états contre toute violence qu'on voudroit leur faire.

Avant l'arrivée de Ramée, des troupes bohémiennes étoient entrées dans Prague, de toutes parts; et les citoyens de cette ville, selon leur coutume, avoient couru aux armes. Les états demandèrent une explication sur le manifeste; et Léopold, qui avoit fait une visite à l'empereur, leur donna une réponse satisfaisante. L'archiduc alla ensuite au camp, comme pour y recevoir des instructions. A son retour il déclara que les troupes se retireroient et qu'elles évacueroient les villes qu'elles occupoient, si les états vouloient

Ch. XLIV. 1609—1612.

leur garantir, par un acte authentique, qu'elles ne seroient point attaquées dans leur marche. La proposition fut acceptée; la bonne intelligence sembla rétablie, et la ville fit affluer des vivres au camp. Les citoyens étoient dans la plus profonde sécurité, lorsque le lendemain, à la pointe du jour, les troupes se saisissent d'une des portes, font main-basse sur la garde et sur tout ce qu'elles rencontrent, et s'emparent de la petite ville, malgré tous les efforts du comte de Thurn, qui leur opposa un corps de cavalerie. Fières de ce succès, elles tentèrent de se rendre maîtresses de cette partie de la ville de Prague qui est située sur le bord occidental de la Mulde; mais elles furent repoussées avec une grande perte. L'empereur, qui n'avoit point agi jusque-là, crut pouvoir dévoiler ses projets. L'armée d'invasion lui prêta serment de fidélité comme à son légitime souverain, et il pressa les états de joindre leurs forces à celles de l'archiduc, de rendre la partie de la ville qui étoit de l'autre côté de la rivière, et de détruire les retranchements qu'ils avoient fait construire. N'ayant pu obtenir leur acquiescement à des propositions si étranges, il fournit à Léopold cinq pièces d'artillerie de siége, qu'on plaça aussitôt sur une éminence qui commandoit la ville vieille.

Une telle conduite porta les états à recourir à Mathias, et à demander des secours aux Mo-

raves. Ils ordonnèrent aussi qu'on levât dans tout le royaume des troupes, qui bientôt volèrent vers Prague, portant écrits sur leurs drapeaux, ces mots : « contre Ramée. » Par ordre de Mathias, huit mille hongrois s'avancèrent à marches forcées, vers cette capitale. Les troupes de Passaw, saisies d'une terreur panique, se retirèrent de nuit, après avoir arraché à l'empereur une somme de trois mille florins. Elles furent attaquées dans leur retraite, et défaites avec perte de deux mille hommes; mais elles trouvèrent un refuge dans Budweiss. Léopold, découragé par ce mauvais succès, courut cacher son dépit à Passaw.

Une expérience si dangereuse ne pouvoit être faite impunément par un prince aussi foible, aussi avili que l'étoit Rodolphe. Lorsqu'il vit les choses tourner peu favorablement pour lui, il fit des propositions d'accommodement qui furent rejetées avec dédain. Les troupes de Passaw se furent à peine retirées, que celles qui étoient sous le commandement du comte de Thurn, fondirent sur la petite ville de Prague, et elles investirent le palais. Mathias arriva le 20 mars. Le général de la cavalerie le reçut à la tête de la noblesse, et le complimenta au nom du souverain et des trois états. Le roi de Hongrie, après avoir fait dans Prague une entrée magnifique, concerta, avec les chefs de son parti, un plan

Ch. XLIV.
1609—1612.

pour enlever la couronne de Bohême à son frère. Les états présentèrent à Rodolphe une requête, pour qu'il convoquât une diète, le menaçant de la convoquer de leur propre autorité, en cas de refus de sa part. Le monarque pénétra le motif de cette demande; mais humilié, méprisé, abandonné de tous, il préféra une abdication volontaire à une abdication forcée. Il convoqua la diète, et, lorsqu'elle fut formée, il lui adressa un message, où il dit que son âge avancé ne lui permettant plus de porter le poids du gouvernement, il prioit l'assemblée de transférer, sans délai, la couronne à son frère, et de choisir le jour le plus prochain qu'il se pourroit, pour la cérémonie du couronnement.

Ceux des princes allemands, qui étoient attachés à Rodolphe, ne virent point sa dépositition d'un œil indifférent. Les électeurs de Saxe et de Mayence envoyèrent des ambassadeurs menacer les états de Bohême, de toute la vengeance de l'Empire, et déclarer qu'ils ne souffriroient point qu'un usurpateur s'assît sur le banc électoral. Leur ambassade fut reçue avec indignation. Cependant l'intervention de ces deux princes suffit pour réveiller les espérances de Rodolphe, espérances que nourrirent les contestations qui survinrent entre les états de Bohême et Mathias.

Une révolution qui fait passer une couronne

de la tête d'un souverain sur celle d'un autre, est presque toujours préjudiciable à la prérogative royale. Les états de Bohême ne négligèrent donc point l'occasion qui s'offroit de faire revivre leurs anciens priviléges. Mathias consentit au rétablissement du droit d'élection au trône, et à celui d'autres droits d'une importance presque aussi grande. Ce prince ne tarda pas à reconnoître qu'on vouloit le réduire à n'avoir qu'une ombre d'autorité. Les états réclamoient le droit de s'assembler où et quand il leur plairoit, de régler seuls ce qui concernoit les finances et l'armée, de destituer les grands officiers de la couronne, de faire des alliances avec les étrangers, de former avec les Hongrois et les Autrichiens une confédération, pour le maintien de leurs priviléges respectifs, et enfin d'être autorisés à lever des troupes sans l'intervention de l'autorité royale.

Mathias, quelque désir qu'il eût d'obtenir la couronne de Bohême, ne pouvoit souscrire à de telles conditions. Cependant il n'osa donner un refus positif; car Rodolphe cherchoit à gagner les principaux membres des états, en offrant d'accorder tout ce qu'on demandoit. Mathias fit une promesse conçue en termes généraux, et dit qu'il désiroit de consulter une autre diète avant de répondre sur chaque article en particulier. Il eut la satisfaction de reconnoître que cette

Ch. XLIV. 1609—1612.

conduite ne déplaisoit point au plus grand nombre des citoyens, et que ceux qui aimoient véritablement leur patrie, craignoient autant de voir un pouvoir exorbitant confié aux états, que remis entre les mains du monarque.

Ainsi s'évanouirent les espérances de Rodolphe. Lorsque ceux qu'il avoit envoyés vers les états de Bohême, avant son abdication, lui eurent fait part du mauvais succès de leur mission, il s'étoit levé précipitamment de son siége, avoit ouvert une des fenêtres de son appartement, et s'étoit écrié, dans son désespoir : « Prague, » ville ingrate, que j'ai élevée si haut, tu insultes » à ton bienfaiteur! puisse la vengeance du ciel » tomber sur toi et sur toute la Bohême! » Ce prince eut encore, avant d'être délivré du poids d'une autorité avilie, une plus grande mortification à dévorer. Les états ayant désigné le 23 du mois de mai pour le couronnement de Mathias, requirent Rodolphe de délier ses sujets de leur serment de fidélité. Il rejeta cette demande avec indignation. A la fin, ayant été forcé de souscrire l'acte, il le macula dans un accès de fureur; et saisissant la plume, il la mit en pièces et la foula aux pieds.

Le jour fixé pour le couronnement de Mathias, la ville se remplit de troupes, et les portes furent fermées, de peur que les partisans de Rodolphe ne fissent quelque mouvement en sa faveur. Les

trois états s'étant rassemblés dans une salle du palais, le chancelier donna lecture de l'acte d'abdication. Rodolphe y déclaroit que pour prévenir de nouvelles dissensions, il délioit ses sujets du serment de fidélité qu'ils lui avoient prêté, et qu'il le faisoit pour le plus grand bien de tout le royaume de Bohême, qu'il avoit gouverné trente-six ans, où il avoit presque toujours fait sa résidence, et qui avoit vu, sous son règne, s'accroître sa splendeur et sa prospérité. Après cette lecture, Mathias fut nommé roi avec toutes les formalités d'usage dans une monarchie élective. Lorsqu'il eut confirmé tous les droits et tous les priviléges de la nation, il fut couronné avec une magnificence destinée à éblouir ses nouveaux sujets. Avant la cérémonie, Rodolphe s'étoit retiré dans une maison de plaisance, pour ne point entendre les acclamations du peuple. Le lendemain il eut la douleur de recevoir un message de Mathias, qui le remercioit de la manière fraternelle dont il avoit abdiqué. Il lui fut permis d'habiter le palais de Prague; et on lui laissa, outre une pension de quatre cent mille florins, les quatre seigneuries de Brandeiss, de Lessa, de Pardewitz et de Petzarau; on le força de publier un décret de mise au ban de l'Empire, contre les troupes de Passaw, par le secours desquelles il s'étoit flatté de recouvrer son autorité; et lorsqu'elles eurent été dispersées, l'infortuné Ramée

Le 23 Mai 1611.

Ch. XLIV. 1609—1612. fut décapité par ordre de Léopold, dont il avoit, quoique sans succès, servi l'ambition.

31 Août. Mathias, ayant tout réglé pour le gouvernement du royaume, pendant son absence, épargna à un frère, qu'il avoit tant outragé, la douleur de le voir paroître en sa présence. Il se rendit dans la Silésie et la Lusace, pour y recevoir le serment des habitants de ces provinces, que Rodolphe avoit aussi déliés de celui qu'ils lui avoient prêté. Il alla ensuite à Vienne, où il épousa sa cousine, Anne, fille de Ferdinand, prince qui étoit issu de la branche autrichienne du Tirol. (1)

Des événements d'une si grande importance excitèrent en Allemagne un intérêt puissant. Les Protestants virent le triomphe de leur cause dans la déposition de Rodolphe, qui les avoit tant persécutés, dans l'humiliation de Léopold, prélat catholique, et dans l'élévation de Mathias, avec qui ils avoient entretenu en secret des relations intimes. Durant les progrès de la révolution qui s'étoit opérée dans la Bohême, ils avoient tenu plusieurs assemblées dont la plus célèbre

---

(1) Cette révolution a été décrite au long par *Pelzel, p.* 654 - 673; par *Schmidt, contin. B. III, c.* 25, 26; par *Heinrich*, qui a tiré les principaux faits de son récit des annales authentiques du règne de Ferdinand II, composées par Kevenhuller. Voyez *Heinrich, vol. VI, p.* 256 et 268.

avoit été le congrès de Rothenbourg, où tous les princes confédérés avoient assisté en personne, et où l'empereur et Mathias avoient envoyé, l'un des commissaires, et l'autre des ambassadeurs. On y avoit aussi réglé tout ce qui pouvoit donner de la consistance à la confédération.

Rodolphe se vit donc réduit à tenter de se concilier la bienveillance de princes qu'il avoit offensés si souvent. Ils lui répondirent qu'ils avoient été trop long-temps abusés par des promesses vaines, et trop long-temps les jouets de ministres ambitieux et perfides, qu'il falloit des actions et non des paroles, que Donawerth n'étoit point rendu, et que les procédés iniques du conseil aulique continuoient toujours. Les ambassadeurs de Mathias furent reçus d'une manière bien différente, lorsqu'ils vinrent annoncer ce qui s'étoit passé en Bohême, et réclamer, pour leur maître, l'appui de la confédération, s'il en avoit besoin. Les confédérés leur témoignèrent la plus grande satisfaction; ils promirent leurs secours, et en même temps ils demandèrent que, pour empêcher qu'il ne s'élevât des troubles dans l'Empire, Rodolphe fût traité avec douceur, et qu'on tînt les yeux ouverts sur la conduite de ses conseillers.

L'empereur ne trouva pas plus de consolation près des électeurs, quoiqu'il en considérât

Ch. XLIV. 1609—1612. plusieurs comme ses amis. Ayant convoqué une assemblée électorale, qui se tint à Nuremberg, il lui fit présenter un tableau pathétique des ou-

Le 14 Déc. 1611. trages qu'il avoit essuyés. Il y annonçoit aussi que ses revenus ne pouvoient suffire à l'entretien de sa maison, et demandoit qu'on ne laissât point, à l'âge où il étoit parvenu, le chef de l'Empire languir dans le besoin. Tous les cœurs sembloient endurcis pour Rodolphe. On lui répondit que sa demande concernoit la diète et non le collége électoral, qui, après avoir récapitulé les plaintes formées par la confédération des Protestants, déclara qu'il étoit nécessaire d'élire un roi des Romains. Une députation qui fut chargée de porter à Prague ce message affligeant, s'acquitta de sa mission avec une dureté, qu'elle auroit pu épargner à un prince parvenu au dernier degré de l'infortune. Les électeurs n'hésitèrent point à blâmer la conduite de Mathias; mais ils ajoutèrent à leur improbation : « Que » Rodolphe étoit le principal auteur de ses maux, » et que le mépris où il étoit tombé, et qui re» jaillissoit sur tout l'Empire, provenoit de sa » négligence ainsi que de son obstination à sui» vre des conseils pervers. » Ils le pressèrent de convoquer une diète, pour le redressement des griefs et la nomination d'un roi des Romains. En même temps ils protestèrent que leur intention n'étoit point de faire sortir de la maison d'Au-

triche, la couronne impériale, et offrirent à l'empereur de nommer celui des archiducs qu'il voudroit désigner. Ch. XLIV. 1609—1612.

Rodolphe considéra ce message comme le prélude d'une scène semblable à celle qui venoit de se passer en Bohême. Il ne vouloit point nommer Mathias, et n'osoit recommander un autre prince. Il reconnut la nécessité d'élire un roi des Romains; mais il chercha à gagner du temps. Ce fut en vain. Les électeurs, pénétrant le dessein de l'empereur, convoquèrent, de leur propre autorité, pour le 31 mai, l'assemblée qu'il redoutoit si fort. Ce fut la dernière humiliation que Rodolphe eut à essuyer. Le chagrin et une constitution affoiblie par la vie sédentaire que ce prince avoit menée, le conduisirent au tombeau, dans la soixantième année de son âge et la trente-septième de son règne. Il vit avec fermeté, et même avec joie, la mort s'approcher. Racontant à ceux qui l'entouroient, le plaisir extrême qu'il avoit ressenti, lorsqu'il étoit revenu d'Espagne dans son pays natal, il s'écria: « Quelle » doit être ma joie, à présent que je vais être » délivré de tous les maux attachés à la nature » humaine, et que je vais passer de ce séjour » terrestre dans un monde où l'on ne connoît » ni la douleur ni les révolutions des saisons! »

Nous en avons dit assez pour faire juger quelles furent et la foiblesse et l'incapacité de Rodolphe

Ch. XLIV. 1609—1612.

comme souverain; mais il y auroit de l'injustice à passer sous silence les qualités et les connoissances (1) qui peuvent éclaircir, jusqu'à un certain point, les ombres du tableau que nous avons tracé.

Rodolphe étoit de moyenne taille, d'une figure agréable, et l'esprit étinceloit dans ses yeux. Jusqu'à l'époque où il fut atteint de cette mélancolie qui absorba toutes ses facultés, il eut des manières élégantes, de l'affabilité et une conversation aisée. On ne remarquoit point en lui cet orgueil qui si souvent est inséparable du rang suprême; et il répondit à un de ses frères, qui lui avoit reproché sa grande condescendance et sa familiarité: « Quoique élevés au-dessus des » autres par la naissance et la dignité souveraine, » nous ne devons pas oublier que nous tenons » à l'humanité par notre foiblesse et nos imper» fections. » (2)

Rodolphe avoit une grande connoissance

(1) On jugera, sans doute, que nous ne parlons pas des prétendues connoissances de Rodolphe dans les sciences et les arts occultes. Cependant, nous dirons qu'il passoit pour un grand magicien. Kevenhuller même, le biographe de Ferdinand II, prétend qu'au moyen d'une pierre d'aimant et d'un miroir magique, Rodolphe découvroit ce qui se passoit loin de lui. *Kevenhuller*, cité par *Gebhaerdi, vol. II, p.* 463.

(2) Barre, tom. IX, p. 409.

des langues, tant anciennes que modernes. Il avoit fait des progrès considérables dans la peinture, dans les arts mécaniques, dans la botanique, dans la zoologie et dans la chimie Son siècle et son pays ont dû de grands avantages à cet amour des sciences et des arts qui a fait le malheur de ce prince. Sa cour étoit remplie d'artistes et d'hommes d'un mérite éminent, dans toutes les branches des connoissances humaines. Képler, qu'il employa conjointement avec Tycho-Brahé, pour dresser les tables qui, du nom de ce prince, sont appelées Rudolphines, fit honneur à sa protection dans un pays où les arts étoient peu connus, et bien moins cultivés encore. Rodolphe fit des collections qui soutenoient le parallèle avec celles qui se trouvoient en des climats plus heureux; et plusieurs de ses pierres précieuses, de ses antiques et de ses tableaux sont maintenant au nombre des plus beaux ornements du magnifique cabinet de Vienne. Ce prince favorisa l'étude de l'histoire naturelle, par sa collection d'animaux étrangers et rares. La science de la botanique naissoit à peine; Rodolphe l'encouragea, en formant des jardins de plantes rares et curieuses, et en faisant publier des ouvrages sur ce sujet. Il perfectionna l'art de fouiller les mines et celui d'opérer la fusion des métaux. Il améliora l'éducation dans la Bohême, en fondant des écoles; et l'historien

Ch. XLIV.
1609—1612.

de ce royaume (1) dit qu'il n'étoit pas rare d'y trouver des bourgeois qui connoissoient parfaitement Virgile et Horace, et même Homère et Anacréon. Il ajoute, avec orgueil, à cette observation, que le règne de Rodolphe II a été l'âge d'or pour la ville de Prague, que c'a été le siècle classique de la langue du pays, et qu'il a égalé le règne de Charles IV, ce souverain chéri.

(1) *Pelzel*, p. 678. — *Pfeffinger's Vitrarius.* — *Struvius*, p. 1157. — *Pinacotheca Austriaca.* — *Gebhaerdi*, *vol. II*, *p.* 462. — Barre, tom. IX, p. 409. — *Heinrich.* — *Schmidt.*

MATHIAS.

CHAPITRE XLV.

1612 — 1618.

SITUATION fâcheuse où se trouve l'Allemagne pendant l'interrègne. — MATHIAS est élu Empereur après une forte opposition. — Capitulation que signe ce prince. — Embarras qu'il éprouve dans ses états héréditaires et dans l'Empire. — Il ne peut obtenir des secours pour chasser les Turcs de la Transilvanie. — Il conclut la paix avec le Grand-Seigneur. — Les querelles de religion se raniment en Allemagne. — Divisions des Protestants entre eux. — Les Hollandais et les Espagnols occupent les duchés de Clèves et de Juliers. — Nouvel embarras de MATHIAS. — Ce prince travaille à faire passer sa succession sur la tête de FERDINAND, duc de Stirie. — Caractère de FERDINAND. — Ce prince est élu roi de Hongrie et de Bohême.

Ch. XLV.
1612—1618.

L'INTERRÈGNE qui suivit la mort de Rodolphe s'annonça de la manière la plus alarmante pour l'empire germanique; et il sembloit que ce dût être le plus long et le plus orageux qu'il y eût

Ch. XLV. 1612—1618.

jamais eu. Outre les querelles qui existoient entre les Catholiques et les Protestants, et l'état indécis de la succession de Clèves et de Juliers, plusieurs événements menacèrent de troubler la tranquillité de l'Allemagne.

La tutelle de Frédéric V, électeur palatin, avoit occasionné, entre Philippe Louis, comte palatin de Neubourg, et Jean, duc de Deux-Ponts, une contestation qui avoit enflammé la haine de religion, l'un étant Luthérien et l'autre Calviniste. Une sentence de l'empereur et du collége électoral avoit, en vertu du testament du feu duc, Frédéric IV, conféré la régence et la tutelle au duc de Deux-Ponts. Le comte palatin ayant refusé de souscrire à cette décision, la querelle se ranima pour l'exercice du suffrage électoral et le vicariat de l'Empire, à la mort de Rodolphe II. En même temps la chambre impériale tenta d'étendre son autorité, en refusant de se soumettre à celle des vicaires impériaux, ou de prononcer des sentences en leur nom. Comme il n'y avoit point eu de vicariat, depuis la paix de religion, cette chambre alléguoit pour raison, qu'il étoit sans exemple qu'on eût reconnu des Protestants, vicaires généraux de l'Empire.

Cependant l'interrègne s'écoula sans qu'il se fît un seul mouvement qui pût altérer la tranquillité publique. On en fut redevable à la mo-

dération des Catholiques, qui donnèrent l'exemple en condamnant les prétentions illégales de la chambre impériale, et en reconnoissant l'autorité suprême des vicaires de l'Empire, quoiqu'ils fussent d'une autre communion que la leur. La contestation entre le comte palatin et le duc de Deux-Ponts fut terminée par le collége électoral, qui, en investissant le second de ces princes, du droit de suffrage et de l'administration du vicariat, confirma le jugement qui avoit été prononcé en sa faveur.

Mathias, déjà roi de Hongrie et de Bohême, et archiduc d'Autriche, se mit sur les rangs pour obtenir la couronne impériale; mais il éprouva des difficultés qu'il n'avoit pu prévoir. Les électeurs catholiques, dont il avoit aliéné les esprits par ses intrigues avec les Protestants, offrirent la dignité impériale à l'archiduc Albert, souverain des Pays-Bas. Jean George, qui étoit devenu depuis peu électeur de Saxe, par la mort de Christian, son frère, et qui, à ce qu'il paroît, étoit indigné de la conduite que Mathias avoit tenue à l'égard de Rodolphe, se joignit à ces princes. Les électeurs palatin, et de Brandebourg même, malgré les relations intimes qu'ils avoient eues récemment avec Mathias, ne se déclarèrent point pour lui. Soit qu'ils le redoutassent personnellement, ou qu'ils craignissent de rendre trop puissant le chef de la maison d'Autriche;

Ch. XLV. 1612—1618.

ils se proposèrent d'élever à l'Empire Maximilien, son frère. Les deux archiducs, agissant avec autant de modération que de politique, refusèrent l'offre qu'on leur faisoit, et sollicitèrent la couronne impériale en faveur de Mathias, qui, en conséquence, fut élu à l'unanimité des suffrages, après un interrègne de six mois. La capitulation qu'il signa différa infiniment de celle de ses prédécesseurs. La plus importante des stipulations qu'on inséra dans la sienne, eut pour objet d'empêcher que la dignité impériale ne devînt héréditaire dans la maison d'Autriche. Elle autorisoit les électeurs à se réunir pour choisir un roi des Romains, si l'empereur, après en avoir été requis, ne consentoit pas à l'élection, ou s'il ne justifioit pas son refus par de bonnes raisons. (1)

L'activité, les talents et les exploits de Mathias faisoient espérer à toute l'Europe, qu'une administration vigoureuse succéderoit au foible gouvernement de Rodolphe II. Mais ce monarque prouva bientôt qu'il est plus facile d'exciter des troubles que de les appaiser, d'opérer une grande révolution, ou d'acquérir une couronne, que de relever des institutions, ou d'exercer avec force et sagesse, un pouvoir usurpé. L'Allemagne étoit divisée en trois partis, les Catholiques,

(1) Pfeffel, p. 273.

les Luthériens et les Calvinistes, partis qui étoient prêts à s'armer les uns contre les autres, à la plus légère occasion. Dans l'Autriche et dans la Bohême, l'autorité souveraine venoit d'être ébranlée jusqu'en ses fondements. Les peuples, excités par l'exemple de Mathias même, ne se croyoient pas suffisamment payés de leur révolte par les concessions qu'il leur avoit faites, et ne songeoient qu'à étendre leurs priviléges. Il n'est donc pas surprenant, surtout lorsque l'on considère qu'il n'avoit point hérité de l'esprit conciliant de Maximilien II, et que la tolérance qu'il avoit professée n'étoit que le résultat de sa politique, que le nouvel empereur n'ait pu vaincre les difficultés dont il se vit environné. Cependant Mathias se reposant sur l'unanimité avec laquelle sa nomination s'étoit faite, et sur ses relations avec les Protestants, s'étoit flatté de conduire la diète de l'Empire avec la même facilité et le même succès que son père. Le premier acte de son règne dut le détromper.

Quoique la réversion de la Transilvanie eut été promise à la maison d'Autriche, par le traité de Vienne, les Turcs avoient empêché l'exécution de cette stipulation, d'abord en soutenant Gabriel Bathori, (1) puis, lorsque celui-ci se fut mis sous la protection de Mathias, en prêtant

(1) Gabriel Bathori, s'étant rendu odieux par ses

Ch. XLV. 1612—1618.

Le 27 Oct. 1612.

leur appui à Bethléem Gabor, (1) qui fut élu prince par les états du pays. La Turquie étant alors agitée par des dissensions intestines, et faisant la guerre du côté de la Pologne et de l'Asie, Mathias saisit cette occasion de travailler à recouvrer une principauté si importante. Il convoqua une diète de l'Empire, dans le dessein de lui demander des secours, pour forcer les Turcs à exécuter le traité de Vienne, et pour les chasser de la Moldavie et de la Valachie, où ils avoient récemment installé des vayvodes de leur choix. Dans ses lettres de convocation, il promit aux Protestants de réformer la constitution du conseil aulique et celle de la chambre impériale, de rendre à la ville de Donawerth ses priviléges, et de faire droit à plusieurs autres plaintes qu'ils avoient faites. Le caractère de ce prince étoit trop connu pour qu'ils se reposassent sur ses promesses, et le décret de mise au ban de l'Empire, qu'il venoit de renouveler contre la ville d'Aix-la-Chapelle, les avoit extrêmement irrités.

excès, fut expulsé de la Transilvanie, et assassiné par deux maris dont il avoit outragé les femmes. *Benko*, *p*. 263.

(1) Ce prince est connu généralement sous ce nom, selon la coutume de Hongrie, de placer le nom de baptême après le nom de famille; mais, dans le fait, il s'appeloit Gabriel Bethléem.

Ils lui remirent la liste de leurs griefs et déclarèrent que jusqu'à ce qu'ils en eussent obtenu le redressement, ils ne prendroient aucune part aux délibérations. L'empereur eut l'imprudence de laisser les Catholiques présenter, à leur tour, une liste de griefs contre les Religionnaires. En conséquence, ce ne fut, de part et d'autre, que récriminations. A la fin, les Catholiques, auxquels se réunirent l'électeur de Saxe et les Luthériens qui lui étoient dévoués, votèrent un secours de trente mois Romains. Les autres Protestants refusèrent leur concours, malgré toutes les représentations qu'on put leur faire; et la diète se sépara en désordre.

Mathias frustré, de ce côté, dans ses espérances, s'adressa aux états de tous les pays soumis à sa domination particulière, et en convoqua l'assemblée générale à Lintz. La disposition d'esprit où étoient ses sujets, rendoit très-dangereuse une telle mesure. Les Autrichiens soupçonnoient que ce prince n'attendoit qu'une occasion favorable, pour leur enlever des priviléges qu'il avoit tant eu de peine à leur accorder, et dont ils étoient loin de se montrer satisfaits. Mathias avoit irrité les Protestants de Bohême, en gênant l'exercice de leur culte par des restrictions, qui, si elles n'étoient point contraires à leurs droits, étoient du moins une exécution rigoureuse et peu politique de la loi. Les

Ch. XLV.
1612—1618.

Hongrois, qui avoient si long-temps éprouvé les horreurs de la guerre, n'étoient point enclins à sacrifier la tranquillité dont ils jouissoient, vu surtout que les Turcs étoient disposés à demeurer en paix avec eux, et que le prince de Transilvanie cultivoit, avec un soin extrême, la bienveillance de l'empereur. On devoit donc s'attendre que la fermentation des esprits s'accroîtroit par la discussion, et que la tenue du congrès seroit une occasion de renouveler cette confédération générale, qui avoit été si funeste à Rodolphe II.

L'empressement de Mathias lui faisant mépriser toutes les considérations, il soumit ses demandes à l'assemblée. Ce prince en reçut une réponse qu'il auroit dû prévoir : les Hongrois insistèrent sur la nécessité de maintenir la paix. Les Bohémiens dirent qu'ils ne pouvoient prononcer sur une question aussi importante que celle d'une guerre contre les Turcs, sans avoir reçu de plus amples instructions de leurs commettants. Les Autrichiens représentèrent qu'on ne pouvoit éviter avec trop de soin les actes d'hostilité, et conseillèrent à leur souverain d'entamer sur-le-champ des négociations avec Bethléem Gabor. (1) Mathias, trompé dans son at-

(1) *Struvius* et *Heiss, passim.* — *Schmidt, continuation, B. IV, c.* 2. — *Heinrich, vol. VI, p.* 300. — *Reisser, vol. III, P. II, p.* 110.

tente, fut contraint de renoncer à ses desseins; et une ambassade turque qui arriva à Vienne, chose inouie jusqu'alors, lui fournit un prétexte honorable pour négocier. Il renouvela pour vingt ans la trève avec le sultan Achmet III. On ne fit, dans le traité, aucune mention de la Transilvanie, et de la sorte le droit de Bethléem Gabor fut reconnu tacitement. (1)

Ch. XLV. 1612—1618.

Le 26 Juill. 1616.

Cependant la haine implacable des Catholiques et des Protestants enfantoit de nouveaux troubles en Allemagne. Ce furent le renouvellement du décret de mise au ban de l'Empire, rendu contre la ville d'Aix-la-Chapelle, et l'établissement d'une ville protestante, celle de Mulheim dans le duché de Berg, qui occasionnèrent les premières contestations.

Quoique les Protestants eussent été exclus de la magistrature d'Aix-la-Chapelle, et que leurs chefs eussent été bannis, leur parti avoit été loin d'être accablé dans cette ville; car au milieu des troubles qui avoient marqué les dernières années du règne de Rodolphe II, ils avoient pris les armes, expulsé les Jésuites, et rétabli les magistrats de leur communion. Le duc de Deux-Ponts, en sa qualité de vicaire-général de l'Empire, avoit accommodé l'affaire pendant l'interrègne. Les deux partis ayant interjeté appel au

Le 20 Févr. 1614.

(1) *Windisch*, *p.* 399. — *Benko, vol. I, p.* 264.

nouvel empereur, Mathias annulla la sentence du duc, fit revivre le décret de mise au ban de l'Empire, et en confia l'exécution à l'archiduc Albert et à l'électeur de Cologne. (1)

Les princes qui s'étoient mis en possession de la succession du duc de Clèves, avoient fondé sur la rive droite du Rhin, et vis-à-vis de Cologne, la ville de Mulheim, pour servir de retraite à tous les Religionnaires. Ils l'avoient fortifiée avec soin, et lui avoient conféré de grands priviléges, parmi lesquels étoit la liberté de conscience. Cet établissement donnant un poste militaire d'une grande importance aux Protestants, et leur procurant les moyens de s'approprier la navigation du Rhin, les habitants de Cologne s'en plaignirent, comme d'une violation de leurs traités avec les anciens ducs de Clèves et de Juliers. En conséquence l'empereur publia un décret par lequel il ordonna que les fortifications de Mulheim fussent rasées sous trente jours, et que les habitants suspendissent la construction de leurs maisons. (2)

Cet acte n'auroit point reçu son exécution, si les Protestants n'avoient pas été divisés par les querelles qui s'élevèrent alors entre les deux princes possesseurs. Dans le dessein de concilier

(1) *Struvius*, *p.* 1197.

(2) Barre, tom. IX, p. 416.

les intérêts opposés, on négocia un mariage entre le prince palatin et la fille de l'électeur de Brandebourg. De nouveaux débats firent échouer ce projet, et la contestation devint une querelle personnelle, l'électeur ayant, dans un moment d'ivresse, frappé le prince. L'injure étoit trop sanglante pour qu'il fût possible d'opérer une réconciliation. Pour se procurer l'appui des Catholiques et celui de la cour d'Espagne, le palatin changea de religion, et épousa la fille du duc de Bavière. L'électeur de Brandebourg abjura le luthéranisme pour embrasser le calvinisme, afin d'obtenir des secours du prince d'Orange et des Provinces-Unies. Les deux souverains cherchèrent à introduire leur nouvelle croyance dans leurs états. Le palatin révoqua les priviléges qui avoient été accordés à la ville de Mulheim, et en renversa les fortifications, malgré tous les efforts que l'électeur de Brandebourg fit pour l'en empêcher. De part et d'autre on courut aux armes. Les troupes hollandaises, commandées par le prince d'Orange, allèrent au secours de l'électeur, et s'emparèrent de Juliers et de plusieurs autres places. De son côté, le prince palatin surprit Dusseldorf; et Spinola qui arriva à la tête d'une armée de trente mille Espagnols, exécuta les décrets rendus contre Aix-la-Chapelle et Mulheim. Descendant le Rhin, il prit Duisbourg, Orsoy, Wesel et quel-

Ch. XLV.
1612—1618.
1614.

Ch. XLV. 1612—1618.

ques autres forteresses moins importantes. Les Espagnols et les Hollandais, évitant toute action qui auroit pu porter atteinte à la neutralité, semblèrent partager entre eux, comme par une convention tacite, le pays à la défense duquel ils étoient accourus. Cette conduite excita le mécontentement de l'électeur palatin qui, à la fin, conclut à Santen, par la médiation de la France, de l'Angleterre et des états d'Allemagne, une convention en vertu de laquelle les troupes étrangères durent se retirer, et le pays être divisé en deux parties égales, pour être tirées au sort entre les deux compétiteurs, quoique le gouvernement dût s'exercer conjointement au nom de l'un et de l'autre. (1) Les Espagnols et les Hollandais n'ayant pas voulu remettre les places qu'ils occupoient, on eut recours à l'empereur. Cet appel n'eut aucun effet. Mathias, craignant d'allumer une guerre civile en Allemagne, à une époque où ses états héréditaires étoient extrêmement agités, refusa son appui à l'électeur et au palatin, et les choses en demeurèrent là, tout le reste de son règne. (2)

Le 12 Nov. 1614.

(1) *History of the Succession of Juliers and Berg*, *p*. 77, 78.

(2) Barre, tom. IX, p. 432, 442. — *Struvius, p*. 1203. — *Schmidt, B. IV, c*. 3 — Watson, Histoire de Philippe III, vol. II. — *Heinrich, vol. VI, p*. 303, 310 — *History of the Succession of Juliers and Berg*.

On a censuré la conduite que Mathias a tenue dans cette conjoncture; mais il suffit, pour le justifier, de retracer l'état où il se trouvoit alors. Ce prince avançoit en âge, étoit accablé d'infirmités et devoit peu espérer de laisser des enfants. Maximilien, son frère et son héritier présomptif, avoit cinquante-neuf ans, et il n'étoit point marié. Albert, son autre frère, étoit âgé de cinquante-huit ans, et quoique engagé dans les liens du mariage, il n'avoit point de postérité. Tout l'espoir de la branche allemande reposoit sur la branche stirienne, dont Ferdinand, qui avoit des fils, étoit chef. Il étoit donc important de procurer à ce prince la couronne impériale et la succession des états héréditaires, que le roi d'Espagne auroit pu réclamer comme étant issu d'Anne, fille de Maximilien II, ce qui auroit occasionné les plus fâcheuses dissensions et peut-être la ruine de la maison d'Autriche. L'archiduc Maximilien offrit de céder ses droits à Ferdinand, et porta Albert, son frère, à en faire autant. Cependant Mathias, qui avoit de l'aversion contre le prince qu'on vouloit lui donner pour successeur, étoit trop versé dans l'art des révolutions et des complots pour ne pas redouter le sort de Rodolphe. Klésel, son ministre de confiance, s'efforçoit d'augmenter sa répugnance, en lui recommandant de ne pas se donner un maître. L'empereur, cherchant à gagner du temps,

Ch. XLV.
1612—1618.

demanda pour conditions préalables, la renonciation positive de ses deux frères, et le consentement de la cour de Madrid. Maximilien, pénétrant les vues de Mathias, exhala son indignation contre Klésel. Sans se laisser vaincre par les obstacles, il travailla, avec plus d'ardeur que jamais, à faire réussir son projet. Il obtint le consentement formel d'Albert, et s'adressa ensuite à Philippe III, qui désiroit de prévenir des dissensions entre les deux branches de sa maison, et étoit favorablement disposé pour Ferdinand, mais qui étoit trop sensible à ses intérêts pour suivre ses inclinations, sans espoir d'en tirer avantage. Il exigea donc de tous les princes de la branche allemande, une déclaration publique, portant qu'en cas d'extinction de la ligne masculine, la succession appartiendroit aux femmes de la branche d'Espagne, de préférence à celles de l'autre branche; et il fit signer, en secret, à Ferdinand un acte par lequel ce prince lui promit la cession éventuelle du Tirol, et des autres provinces extérieures de l'Autriche.

Dans le cours de ces négociations, Mathias, ou son ministre, fit divulguer cette partie du projet qui étoit relative à la réversion de la couronne impériale; et l'alarme se répandit aussitôt parmi les Protestants. Frédéric, électeur palatin, qui étoit depuis peu majeur, et qui désiroit de se signaler comme chef du parti anti-autrichien, repré-

senta à ses co-états, qu'on vouloit dépouiller le collége électoral de son droit d'élection et procurer à l'empereur les moyens de faire nommer pour son successeur un prince du caractère le plus despotique et le plus intolérant. Ces représentations produisirent une grande sensation dans tout l'Empire. Elles firent même impression dans l'esprit de l'électeur de Saxe, qui étoit fort attaché à la maison d'Autriche; et les Protestants laissèrent percer le dessein de choisir un empereur dans une autre famille.

Les menées de l'électeur palatin opérèrent une révolution dans l'esprit de Mathias, qui commença de craindre que plus de temporisation de sa part ne fît perdre à sa maison non-seulement la couronne impériale, mais aussi les couronnes de Hongrie et de Bohême. Il suivit donc alors, avec toute l'ardeur qui le caractérisoit, l'exécution du projet conçu par son frère. Il s'adressa d'abord aux états de Bohême, et il le fit d'une manière qui laissa indécise la question du droit d'élection. S'étant rendu à Prague avec Maxilien et Ferdinand, il dit à la diète : « Comme moi » et mes frères n'avons point d'enfants, je juge » qu'il est nécessaire pour le bien du royaume » et pour éviter de nouvelles contestations, que » Ferdinand, mon cousin, soit proclamé et cou- » ronné roi de Bohême, et j'invite les états à » fixer le jour de la cérémonie. » Cette propo-

Ch XLV. 1612—1618.

sition fut combattue, mais en vain, par le comte de Thurn, et par quelques chefs du parti Protestant. Les états, soit crainte d'exciter une guerre civile, soit déférence pour Mathias, s'empressèrent d'accepter Ferdinand pour roi; et ce prince, après avoir confirmé, dans la forme accoutumée, les priviléges de la nation, et promis de ne point intervenir dans les opérations du gouvernement, pendant la vie de l'empereur, fut couronné par l'archevêque de Prague. (1)

Le 19 Juin 1616.

A considérer le caractère et la conduite de Ferdinand, il est étrange qu'il ait éprouvé si peu d'opposition de la part des Protestants. Ce prince qui étoit né en 1578, à Gratz, capitale de la Stirie, étoit fils de l'archiduc Charles, et de Marie, princesse de Bavière. A la mort de son père, il avoit été mis sous la tutelle des archiducs Ernest et Maximilien, ses cousins, qui étoient catholiques zélés; et il avoit fini ses études à l'université d'Ingolstadt, sous la direction des Jésuites, et sous les yeux de Guillaume, son oncle, cinquième duc de Bavière, prince qui vivoit en anachorète. (2) Ferdinand avoit de

(1) *Pelzel, p.* 619.

(2) Falkenstein a tracé un long tableau des actes de mortification de ce prince.

grands talents et une conception facile; mais ces avantages étoient détruits en partie par les résultats de son éducation. Si ce prince n'éprouva pas le sort de Rodolphe, il en fut redevable à la vigueur naturelle de son esprit. Il montroit la plus grande partialité pour ses instituteurs; il passoit des journées entières avec eux; et fréquemment on l'entendoit dire, que s'il avoit été aussi libre que ses frères, il se seroit fait Jésuite. Il puisa dans les leçons qu'il reçut de ces religieux, la haine pour les Protestants, qui alors caractérisoit leur ordre. Souvent il déclaroit qu'il aimeroit mieux vivre dans l'exil, mendier son pain de porte en porte, et s'exposer à essuyer toutes sortes d'injures et même à perdre la vie, plutôt que de souffrir qu'on insultât à la véritable église. Lorsqu'il prit en main les rênes du gouvernement, en Stirie, il prouva que ces discours ne lui étoient pas dictés par un enthousiasme éphémère. Il refusa de confirmer les priviléges que son père avoit accordés aux Protestants, il chargea des commissaires d'en expulser les prédicateurs; et ces officiers ayant été chassés à leur tour, il leva des troupes pour assurer l'exécution de ses ordres. Durant ce temps il fit un pèlerinage à Notre-Dame de Lorette, et prosterné devant l'image miraculeuse, il promit de ne prendre aucun repos qu'il n'eût extirpé l'hérésie de ses états. Il fut sacré des mains de Clé-

Ch. XLV.
1612—1618.

ment VIII, qui l'exhorta à persister dans ses sentiments. Quoique les deux tiers de ses sujets fussent Religionnaires, il ordonna, à son retour de Rome, que quiconque ne professeroit point la religion romaine eût à sortir des terres de sa domination; et les Protestants qui préférèrent l'exil à l'apostasie furent remplacés par des Catholiques venus de la Valachie et des provinces voisines. Des commissaires allèrent de ville en ville, de village en village, rendant les anciennes églises aux Catholiques, et faisant démolir les temples et les écoles élevés par les Religionnaires. Les états de la province firent quelques représentations, et il s'opéra un soulèvement parmi les paysans de la Carinthie et les ouvriers des mines de la Carniole; mais ce fut inutilement. (1)

Le 1 er Juill. 1618.

Si Ferdinand éprouva peu d'opposition en Bohême, il en trouva moins encore en Hongrie. Il y fut, l'année suivante, déclaré successeur de Mathias, et couronné à Presbourg. Ce prince ne devoit pas avoir plus d'obstacles à surmonter en Allemagne; car au sortir de Prague, après la cérémonie du couronnement, l'empereur s'étoit

(1) *Struvius, p.* 1212. — *Pfeffinger's Vitrarius, tom. I, p* 755. — *Gebhaerdi, vol. II, p.* 498. — *Reisser, vol. III, p.* 2, 144. — *De Luca, p.* 287. — *Schmidt, vol. III, p.* 186. — Pfeffel, tom. II, p. 174. — 334.

rendu à Dresde, avoit gagné l'électeur de Saxe, et obtenu de la sorte la pluralité des suffrages pour son frère à qui il ne manqua plus, pour être élu roi des Romains, que la formation d'une diète électorale.

Ch. XLV.
1612—1618.

CHAPITRE XLVI.

1618 — 1619.

De nouveaux troubles, au sujet de la religion, s'élèvent dans la Bohême. — Portrait du comte de Thurn. — Ce seigneur porte les Bohémiens à se révolter. — Création d'un gouvernement et d'une armée d'insurrection. — MATHIAS s'efforce de pacifier les troubles. — FERDINAND fait emprisonner Klésel, ministre de MATHIAS, et prend l'ascendant sur le conseil de ce prince. — La guerre civile éclate dans la Bohême. — Vaine tentative d'accommodement. — Mort de MATHIAS.

Ch. XLVI. 1618—1619.

Ce fut dans la Bohême que les troubles qui, des états autrichiens, se répandirent dans toute l'Europe, commencèrent à s'élever. Ferdinand fut à peine couronné, que les Protestants jugèrent, par sa conduite et ses principes, qu'ils n'avoient pas conçu de vaines alarmes. Depuis cette époque, un nouvel esprit parut diriger les conseils du souverain. Martinetz et Slavata, deux seigneurs qui avoient refusé de signer la paix de religion, entrèrent dans le conseil de régence, et témoignèrent, en persécutant leurs vassaux

Protestants, leur attachement aux maximes de leur nouveau monarque. Les Catholiques zélés suivirent cet exemple, et se flattèrent de recouvrer bientôt leur premier ascendant. Un des ministres de Ferdinand osa même déclarer qu'on ne rétabliroit la tranquillité que par des supplices et des confiscations, et par la révocation de l'édit royal, que la force seule avoit fait rendre. (1) La divulgation du traité avec l'Espagne concourut aussi à aigrir les esprits. La promesse de réversion faite à la branche espagnole, sans l'agrément des états, alarma une grande partie des Catholiques, qui n'étoient pas moins jaloux du droit d'élection à la couronne, que les Protestants, de la liberté de conscience. Dans un tel état des choses, il étoit impossible de contenir un peuple aussi turbulent que celui de la Bohême, qui trouva bientôt dans le comte de Thurn, un autre Ziska, pour exciter et diriger un soulèvement.

Mathieu-Henri, comte de Thurn, étoit né à Goritz et sortoit d'une famille illustre. Il avoit embrassé de bonne heure les opinions de Luther; et à la mort de son père, il avoit transféré sa résidence dans la Bohême, où il avoit de grands biens. Il s'étoit fait une réputation brillante par les services qu'il avoit rendus dans la guerre

(1) *Schmidt, vol. IX, p.* 46.

Ch. XLVI. 1618—1619.

contre les Turcs; et il s'étoit concilié l'affection de ses nouveaux concitoyens par son zèle à défendre leurs immunités. On attribua même la publication de l'édit royal, aux efforts qu'il avoit faits durant la dernière partie du règne de Rodolphe II. Le grand crédit qu'il s'étoit acquis lui avoit fait confier la garde des ornements royaux, en sa qualité de bourgrave de Carlstein, et une des charges de défenseur de la foi, qui avoient été créées par l'édit que nous venons de rappeler. Libéral, affable, éloquent, populaire, il avoit tout ce qui est nécessaire pour devenir chef de parti. Il joignoit à ces qualités, de grands talents pour la guerre, beaucoup d'audace, la connoissance du cœur humain, et infiniment d'adresse pour en diriger les mouvements. Né au milieu des troubles civils, il s'y plaisoit, et étoit versé dans l'art de les exciter. Un tel homme devoit être la gloire ou le fléau de son siècle, et le boulevard ou la ruine de son pays. (1)

Le caractère du comte de Thurn, et le crédit dont il jouissoit, le rendirent odieux à Ferdinand. L'opposition qu'il avoit mise à l'élection de ce prince, avoit encore accru son aversion. En conséquence, on lui enleva le bourgraviat de Carlstein; et le peuple se persuadant que ce seigneur étoit victime de son attachement à son

(1) *Pelzel. — Schmidt. — Schiller.*

parti, redoubla d'estime et d'affection pour lui. Le comte travailla en secret à préparer les moyens de satisfaire à la fois sa vengeance et son ambition. Il augmenta le nombre de ses partisans dans la Bohême, et entretint des relations avec les mécontents d'Autriche et de Hongrie, et avec les membres de l'union protestante de l'Empire.

C'est un malheur attaché aux querelles dont la religion est la cause, et dans lesquelles les partis opposés raisonnent et agissent selon des opinions contraires, qu'aucun traité conclu entre eux ne puisse être conçu en des termes assez clairs pour que l'interprétation n'occasionne point de chicane. L'édit royal sembloit n'accorder le libre exercice du culte, et le privilége d'ériger des temples, qu'aux Calixtins, ou aux membres protestants des états, soit barons, soit chevaliers, soit villes. Une clause explicative, au lieu de rendre le sens plus clair et plus précis, ne fit qu'y donner plus d'ambiguïté; (1) et elle fournit aux bourgs et aux vassaux des ecclésiastiques, un prétexte pour réclamer la liberté de conscience. En conséquence, les Protestants du bourg de Brunau et de Clostergraben, village situé dans les environs de Prague, commencèrent à édifier des temples et à célébrer le service

(1) *Goldastus, app. p.* 371. — *Majestaets Brief, art.* 6. — *Pelzel, p.* 608.

Ch XLVI.
1618—1619.

divin, selon le rit de Luther. L'archevêque de Prague et l'abbé de Brunau, qui considérèrent ces actes comme violant leurs droits seigneuriaux, obtinrent de la cour un ordre qui interdit la continuation des travaux. Cette défense, jointe à plusieurs autres mesures prises par le souverain, porta les états protestants de la Bohême et de ses dépendances, à former une confédération pour la sûreté de leurs droits. Ils présentèrent ensuite une requête, par laquelle ils sollicitèrent la révocation de l'ordre dont nous venons de parler, et en même temps ils renouvelèrent leurs conventions avec quelques princes d'Allemagne. (1)

Les Protestants de Bohême, soutenus par la confédération, se hâtèrent d'achever les temples, quoique Mathias eût déclaré au comte de Thurn, qu'en les érigeant on avoit enfreint l'édit royal. Cependant il parut disposé à fermer les yeux sur cette désobéissance. Mais Ferdinand ne se montra pas si tolérant. Peu de temps après que ce prince eût été couronné, un ordre de la cour, qu'il avoit provoqué, enjoignit d'abandonner ou de démolir les temples édifiés nouvellement. L'archevêque de Prague fit exécuter, sur-le-champ, cet ordre à Clostergraben; mais les ha-

(1) *Pelzel, p.* 681.

bitants de Brunau empêchèrent leur abbé de suivre cet exemple. Ils envoyèrent même des députés demander à Mathias la révocation de son ordre. Ces députés, au lieu de l'obtenir, furent arrêtés, et l'on chargea des commissaires impériaux d'aller fermer le temple, et interdire l'exercice du culte protestant à Brunau. Ch. XLVI. 1618—1619.

En tout autre temps, des actes de ce genre, que nombre de fois on s'étoit permis en Autriche et dans l'Allemagne, n'auroient occasionné qu'une querelle légère, qui seroit tombée promptement dans l'oubli; mais à une époque où tous les esprits étoient en fermentation, ils causèrent le soulèvement qui a amené la guerre de trente ans. Le comte de Thurn, en sa qualité de défenseur de la foi, engagea ses collègues à convoquer à Prague, six délégués de chaque cercle pour prendre l'affaire en considération. Il n'eut pas de peine à porter l'assemblée à déclarer aussi que la suspension du culte protestant et la démolition du temple étoient des infractions à l'édit royal. On dressa une requête, par laquelle on demanda justice à l'empereur, et l'on réclama la liberté des députés de Brunau. Les délégués se séparèrent après avoir fixé un jour pour recevoir la réponse du monarque. Excités par le comte de Thurn, ils firent circuler, dans leurs cercles, le bruit que la cour avoit conçu le projet d'anéantir la religion protestante et qu'elle Le 6 Mars 1618.

Ch. XLVI.
1618–1619.

attendoit des troupes étrangères pour le mettre en exécution.

L'empereur, dans sa réponse, prétendit qu'on n'avoit cherché qu'un prétexte pour attenter à son autorité; il déclara que c'étoit par son ordre que les temples avoient été fermés et les députés emprisonnés; il accusa les délégués protestants d'avoir, en protégeant des vassaux d'autres seigneurs, été au-delà des priviléges accordés par l'édit royal, et de s'être ensuite rendus coupables de révolte; enfin il défendit, jusqu'à ce qu'il se fût rendu en Bohême, ou qu'il eût porté un jugement définitif, toute assemblée ou toute tentative propre à exciter des troubles. (1) Quand même l'esprit et la lettre de cette réponse auroient été de nature à satisfaire les Protestants, la manière dont elle fut remise, auroit suffi pour les irriter au plus haut degré. Au lieu d'être adressée aux délégués qui avoient fait présenter la requête, et qui s'étoient assemblés de nouveau, elle fut envoyée au conseil de régence, dont Martinetz et Slavata, (2) ces deux seigneurs si odieux aux Protestants, étoient membres.

(1) *Schmidt, vol. IX, B. IV, ch.* 5.

(2) Le conseil de régence étoit composé de dix membres, sept Catholiques et trois Protestants; mais, soit par hasard, ou de dessein prémédité, il y en avoit six d'absents, au nombre desquels se trouvoient les trois Protestants.

Cette conduite inconsidérée fournit au comte de Thurn une occasion d'exercer ses rares talents pour exciter des commotions populaires. Les délégués s'étant réunis pour recevoir la réponse de la cour, il accusa Martinetz et Slavata d'en être les auteurs, et de l'avoir envoyée à Vienne pour la faire signer par l'empereur. Une autre assemblée fut indiquée au lendemain, pour préparer une réplique à cette réponse. Le comte prit à part les chefs des délégués, et leur dit, qu'on ne jouiroit point de la liberté de conscience, tant que les hommes qui en étoient les ennemis, seroient revêtus du pouvoir; et il insista pour qu'on se défît d'eux sur-le-champ. Les voix de ceux qui hasardèrent quelques représentations, furent étouffées par des clameurs, et l'on entra tumultuairement dans la salle du conseil, où étoient assemblés les quatre régents, c'est-à-dire, le bourgrave de Prague, Diépold de Lobcowitz, grand prieur de Sainte Marie, Martinetz et Slavata. Un des délégués s'étant avancé fit à tout le conseil les reproches les plus amers; il fut interrompu par Kolon de Feltz, qui dit: « Nous » n'avons point à former de plaintes contre le » bourgrave et le grand prieur; c'est à Marti» netz et à Slavata que nous avons à parler. » Il leur demanda ensuite s'ils n'étoient pas les auteurs de la réponse? Le bourgrave représenta qu'il s'agissoit d'un secret d'état, et s'efforça de

Le 23 Mai.

Ch. XLVI. 1618—1619.

calmer les esprits. Ce fut vainement. Un autre délégué s'écria : « Que ne suivons-nous l'ancienne » coutume de Bohême, et que ne les jetons-nous » sur-le-champ par les fenêtres! » Le grand prieur et le bourgrave furent conduits hors de la salle, et l'on précipita Martinetz dans le fossé du château. Les délégués qui s'étoient portés, sans réflexion, à cet attentat, en eurent horreur aussitôt qu'il fut commis, et jetèrent, les uns sur les autres, des regards où se peignoit la confusion. Le comte de Thurn, voyant leur trouble, ranima leur fureur par ces mots : « Nous » ne sommes encore vengés qu'à demi! » Les conspirateurs jettent, à l'instant même, dans le fossé, Slavata et Fabricius, secrétaire du conseil, qui ne leur étoit pas moins odieux. Ainsi finit cette scène que rendit plus extraordinaire encore le bonheur qu'eurent les trois victimes d'échapper à la mort, quoiqu'elles fussent tombées de quatre-vingt pieds de haut, et qu'on eût fait feu sur elles par les fenêtres. L'eau, ou la vase, rompit la violence de leur chute; à peine reçurent-elles une légère contusion, et elles s'échappèrent, l'une en passant la Mulde, et les deux autres en se réfugiant dans une maison voisine. (1)

Le comte de Thurn ayant conduit les délégués à commettre un attentat qui sembloit exclure

(1) *Pelzel*, *p.* 692. — *Schmidt*, *vol. IX*, *p.* 53 - 58.

tout espoir d'accommodement, s'efforça de leur persuader que la vengeance de l'empereur tomberoit également sur tous, et qu'il n'y avoit de sûreté pour eux que dans une révolte ouverte et dans l'union. Il parcourut les rues, haranguant la foule accourue de toute part. « Je ne » me propose point pour votre chef, » lui dit-il, » mais je veux partager les périls qui nous con- » duiront au bonheur et à la liberté, ou qui » nous procureront une mort glorieuse. Le dé en » est jeté; ce qui est fait est fait; il est trop tard » pour reculer. Votre sûreté dépend de votre ac- » cord et de votre courage. Si vous hésitez à » briser entièrement vos fers, il faut vous ré- » soudre à périr de la main du bourreau. » Les applaudissements couvrirent ce discours, dont l'effet fut prompt. Ceux des Protestants qui improuvoient l'attentat dont on s'étoit rendu coupable, jugèrent qu'ils partageoient le danger commun et cherchèrent leur sûreté dans une même révolte. Enfin, plusieurs Catholiques qui avoient en horreur les principes arbitraires de Ferdinand, ne virent d'autre moyen de conserver leurs droits politiques, que de se réunir aux adhérents du comté de Thurn.

Ce qui est rare dans les commotions populaires, les mesures que prirent les insurgents furent promptes, vigoureuses et décisives. Ils passèrent deux jours à combiner leur plan, et le troisième

Ch. XLVI
1618—1619.

ils firent revivre, avec toutes les formalités des diètes, la confédération qui avoit imposé la loi à Rodolphe II. Ils confièrent l'administration des affaires à trente directeurs, pris également dans les trois états; ils ordonnèrent une levée de troupes et nommèrent général, le comte de Thurn; ils chassèrent l'archevêque de Prague, l'abbé de Brunau et les Jésuites; ils firent un appel à leurs co-états de Moravie, de Silésie et de Lusace, aux Hongrois et aux Protestants de l'Empire, et terminèrent leurs opérations, par une apologie de leur conduite, et par une lettre respectueuse qu'ils envoyèrent à l'empereur. La manière dont ils prétendirent excuser l'attentat qu'ils avoient commis, est digne de remarque. « Nous avons, conformément à une ancienne » coutume du pays, jeté par les fenêtres, » dirent-ils, « deux ministres ennemis de l'état, et » Fabricius, leur créature et leur complice. » Cette coutume est justifiée par l'écriture sainte, » qui nous montre Jézabel punie de la sorte, » pour avoir persécuté le peuple de Dieu. Un » pareil usage existoit aussi parmi les Romains » et les autres peuples de l'antiquité, qui précipitoient, du haut des rochers, les traîtres et les » perturbateurs de la tranquillité publique.

Mathias, qui n'avoit laissé partir qu'à regret la réponse fatale, qui étoit le prétexte de la révolte, fut accablé de douleur lorsqu'il en reçut

la nouvelle. Il craignit d'accroître le mal par des mesures de rigueur; et comme les peuples de la Bohême n'avoient pas entièrement secoué le joug de son autorité, il se flatta de les ramener à leur devoir par la douceur. Le cardinal Klésel, qui, pour être un catholique zélé, n'en étoit pas moins un ministre prudent, et qui savoit, ainsi que son maître, combien il seroit dangereux de recourir à la force, l'entretenoit dans ce sentiment. Mais Ferdinand ne le partageoit point. Les Jésuites lui avoient inculqué ces maximes, que le protestantisme et la rébellion étoient inséparables, et qu'on ne réclamoit la liberté de conscience que pour attenter à la puissance civile. L'enthousiasme avec lequel ce prince s'étoit voué à la défense de l'église, devoit le porter à rechercher plutôt qu'à éviter les dangers qu'il pourroit courir pour en maintenir l'autorité. Il étoit soutenu dans son opinion par l'archiduc Maximilien et par la cour de Madrid, qui venoit de signer un pacte de famille, dont le maintien de la religion catholique étoit un des principaux objets. Cependant Mathias ne se laissa point entraîner par le zèle de Ferdinand; il ne renonça point à ses desseins pacifiques, quoique pour donner du poids à ses propositions, il fît des levées de troupes, dans ses états héréditaires, et qu'il eût obtenu de l'Espagne un subside considérable. A ce moyen, il rassembla promptement dix mille

Ch. XLVI. 1618—1619.

hommes, dont il remit le commandement à Dampierre, qui s'étoit signalé dans la guerre que Ferdinand venoit de faire aux Vénitiens; et huit mille espagnols, qui avoient pour chef le comte de Bucquoy, élève de Spinola, étoient partis des Pays-Bas, et s'avançoient vers la Bohême. En même temps, Mathias, pour empêcher que les princes allemands ne leur fournissent des secours, défendit qu'on fît, pour les insurgents, des levées d'hommes dans les terres de l'Empire. Tout en cherchant à imprimer la terreur dans l'ame de ses sujets, le monarque leur fit les offres les plus avantageuses. Il déclara que jamais il ne s'étoit proposé aucune infraction à l'édit royal, qu'il armoit parce que les peuples de la Bohême avoient armé, que s'ils vouloient poser les armes, il les poseroit aussi, qu'il confirmeroit l'édit royal, et qu'il donneroit aux Bohémiens une garantie pour le maintien de leurs droits politiques et religieux. Ces propositions furent suivies de mesures plus pacifiques encore. Mathias envoya deux de ses ministres à Prague, pour gagner les chefs de l'insurrection, et enfin il montra le plus grand empressement pour entrer en accommodement.

Le caractère et les principes de Ferdinand empêchèrent les Protestants de Bohême d'accepter les conditions qui leur étoient offertes; et sa conduite justifia leurs craintes. Furieux de

voir enchaîner sa vengeance, il tourna son ressentiment contre Klésel, aux conseils et à la douceur duquel il attribua la clémence de l'empereur. Avec la participation de Maximilien, que le cardinal avoit également mécontenté, il le fait arrêter dans le palais même; et Klésel, dépouillé de la pourpre, est jeté dans une voiture qui le conduit, sous escorte, dans une place forte du Tirol. Après l'enlèvement, Ferdinand va trouver Mathias, que la goutte retenoit dans son appartement; il lui représente le cardinal comme un ministre perfide, dont les projets ne tendoient qu'à la division et à la ruine de la maison d'Autriche. La première émotion de l'empereur fut telle qu'il ne put proférer une seule parole; mais accablé par l'âge et les infirmités, reconnoissant qu'il s'étoit donné un maître, et craignant d'être lui-même renversé du trône, il dévora cet affront. (1)

Le 20 Juill. 1618.

Ferdinand ayant écarté de la sorte le seul ministre qui pût s'opposer à ses desseins, se mit à la tête d'un corps de cinq mille hommes pour contenir les Moraves. Dampierre, en même temps,

(1) Selon Kevenhuller, l'empereur demeura muet à la nouvelle de l'enlèvement de son ministre; puis, pour s'empêcher de parler, il enfonça les draps de son lit dans sa bouche, presque jusqu'à étouffer. *Schmidt, vol IX, p.* 79.

Ch. XLVI. 1618—1619.

eut ordre d'entrer en Bohême. Les courtisans du prince ne manquèrent pas de prédire que les troupes disciplinées de l'Espagne auroient bientôt soumis des paysans révoltés, et vengé l'Église outragée; mais Ferdinand ne tarda pas à reconnoître qu'il est difficile de vaincre un peuple belliqueux, que dirigent des chefs habiles, et qui combat pour sa religion et sa liberté.

Les directeurs ne virent point d'un œil indifférent les préparatifs de la cour; et la plupart des villes étant entrées dans la confédération, le comte de Thurn se trouva, dès le mois de juillet, à la tête d'une armée de dix mille hommes. Sa première opération fut d'attaquer Budweiss, Pilsen et Krumau, les seules places qui fussent demeurées fidèles à l'empereur. Il emporta d'assaut la dernière; mais il échoua devant Budweiss, dont les habitants et la garnison firent une résistance opiniâtre. L'armée de Dampierre s'avançant vers la capitale, Thurn lève le siége, va à la rencontre des troupes impériales, et les bat à Czaslau, puis à Lomnitz. Bucquoy, qui s'approchoit du côté de Neuhaus, pour se réunir à Dampierre, ne fut pas plus heureux. On lui disputa chaque défilé, et les excès de ses troupes accrurent le nombre des ennemis de la cour, et lui en firent même parmi les citoyens qui, jusqu'alors, lui avoient conservé leur fidélité.

Le 14 Sept. 1618.

L'arrivée des contingents de la Silésie et de la

Lusace, et surtout celle des secours de l'union protestante d'Allemagne, firent redoubler de courage aux Bohémiens. Mathias, pour prévenir la guerre civile, s'efforça de faire dissoudre cette confédération, ainsi que celle des Catholiques. Il obtint le consentement de ces derniers; mais toutes ses tentatives près des Protestants ne servirent qu'à leur faire renouveler leur union pour trois ans. Leur chef, le jeune électeur palatin, dont l'ambition s'étoit toujours plus échauffée par le mariage qu'il venoit de contracter avec Elisabeth, fille de Jacques Ier., roi d'Angleterre, résolut de se prévaloir de la haine qu'on avoit conçue contre Ferdinand, et des troubles qui commençoient à s'élever dans tous les états autrichiens. Il se ligua en secret avec l'électeur de Brandebourg, qui désiroit de s'asseoir sur le trône de Bohême. Frédéric espéroit obtenir le concours ou le consentement des Catholiques, en plaçant la couronne impériale sur la tête d'un prince de leur communion; et il se flattoit de se procurer ainsi l'appui d'un empereur qui lui seroit redevable de son élévation.

Le 14 Mai 1618.

Maximilien, duc de Bavière, que ne distinguoit pas moins son zèle pour la religion catholique que ses talents, étoit le prince sur qui l'électeur palatin avoit jeté les yeux. Frédéric se rendit à Munich pour lui faire part de son projet, dont l'exécution sembloit facile. Mais le duc ne

Ch.[r] XLVI.
1618—1619.

voulut point s'exposer au ressentiment de la maison d'Autriche, à laquelle d'ailleurs il étoit attaché par les liens du sang et de l'amitié, ni donner, aux dépens du sien, la supériorité au parti des Protestants. (1)

Ce refus, auquel il ne s'étoit pas attendu, ne fit point renoncer l'électeur palatin au projet de placer sur le trône impérial, un prince qui ne fût point dans les intérêts de la maison d'Autriche. Il s'adressa donc à Charles Emmanuel, duc de Savoie, qui avoit de l'ambition, et étoit irrité contre la cour d'Espagne. Ce prince rusé qui désiroit d'attirer vers les affaires d'Allemagne, l'attention de cette cour, feignit de se prêter aux desseins de Frédéric. Il fournit même les sommes nécessaires pour lever dans les états de l'Empire, et au nom de l'union protestante, un corps de quatre mille hommes, qui fut mis à la disposition de l'électeur, et sous le commandement du comte de Mansfeld. (2) Cet officier avoit servi avec distinction dans les guerres que la maison d'Autriche avoit soutenues; mais soit mécontentement personnel, soit attachement à la religion protestante, il étoit entré au service de l'union. Il

(1) *Falkenstein, vol. II, p.* 600.

(2) Cet officier étoit fils naturel d'Ernest, comte de Mansfeld, qui avoit commandé l'armée espagnole dans les Pays-Bas.

en avoit conduit un corps de troupes au secours du duc de Savoie, en Italie. La paix ayant été conclue, il avoit recherché avec empressement et obtenu une commission, qui lui offroit la perspective d'être utile à son parti, et de nuire à une cour qui s'étoit attiré sa haine.

L'union protestante avoit observé avec soin la conduite de la cour impériale à l'égard des Bohémiens, dont elle considéroit la cause comme la sienne propre. Dans le temps où elle offroit sa médiation et invitoit l'empereur à pacifier les troubles naissants, l'électeur palatin donna ses ordres, et Mansfeld entra dans la Bohême. Ce général mit le siége devant Pilsen, la place la plus forte du royaume, excepté Prague. Elle se rendit après une résistance opiniâtre; et Mansfeld acquit une place d'armes très-importante pour lui, soit qu'il voulût attendre des renforts, ou pousser en avant, pour faire sa jonction avec le comte de Thurn. Le succès qu'il obtint arrêta le cours des opérations des Impériaux. Dampierre fut forcé de se retirer en Autriche, et Bucquoy fut repoussé jusqu'à Budweiss, place sous les murs de laquelle il se retrancha pour conserver le seul poste qui restât aux troupes autrichiennes dans la Bohême. (1)

Pendant ces opérations, Mathias s'étoit effor-

(1) *Pelzel, p.* 701.

Ch. XLVI. 1618—1619. cé de tirer des secours réels de ses sujets de l'archiduché, et avoit convoqué à Vienne les états de cette province. Pour réponse à toutes ses propositions, ils lui présentèrent un mémoire où étoient exprimés leurs griefs; et ils lui reprochèrent de ne les avoir pas consultés, avant de faire la guerre aux Bohémiens. Il ne fut pas plus heureux près des Catholiques de l'Empire. Ceux-ci craignoient le renouvellement de la guerre civile; et, en conséquence, le duc de Bavière et l'électeur de Mayence se réunirent aux Protestants, pour inviter l'empereur à se prêter à un accommodement. Ce prince, qui n'avoit point d'autre parti à prendre, soumit l'affaire à l'arbitrage des électeurs que nous venons de nommer, et auxquels furent adjoints l'électeur de Saxe et l'électeur palatin. On vainquit la répugnance de Ferdinand; et les chefs des insurgents furent contenus par un parti puissant, qui étoit fatigué de la guerre, et qui craignoit qu'elle n'eût des résultats fâcheux. On proposa d'abord Pilsen pour la tenue d'un congrès; mais après beaucoup de difficultés et de délais,
1619. on choisit Égra, et l'assemblée s'ouvrit le 14 avril.

A l'instant où les partis divers se montroient disposés, ou avoient été contraints à entrer en négociation, la mort de Mathias vint faire échouer tous les efforts pour rétablir la paix. La santé de ce prince, qui déclinoit depuis long-temps, avoit

MARIE
à Frédéric -
Pologne et él
en 1699, m

TA

de la second

CHARLE
duc de Stirie,

FERDINAND II, (*Voyez la Table suivante.*)

MAXIMILIEN ERNEST, mort en 1616.

m
r.
en

POS-
grave
1608,
en en
naître
nique
1625.

FERD
CHARLE
de Tirol, m

CLAUDE FE
CITÉ, mariée à Le
pold Ier, morte 167

reçu un coup terrible, par l'outrage qui avoit été commis envers son ministre de confiance. La conduite arrogante de Ferdinand, jointe aux troubles de la Bohême, affecta profondément son ame, et le jeta dans l'abattement. L'état de dépendance où il se trouvoit étoit toujours présent à sa pensée, et souvent on l'entendoit dire que la conduite de son frère et de son cousin l'avoit plus affligé que tous les malheurs de son règne. La mort de l'impératrice, son épouse, qu'il aimoit tendrement, et dont la fin fut accélérée par la douleur que causèrent à cette princesse les maux et les humiliations qu'il enduroit, lui avoit aussi porté un coup dont il n'avoit pu se relever. Mathias mourut le 20 mars 1619, déplorant le traitement qu'il avoit fait éprouver à Rodolphe, son frère, gémissant de l'ingratitude de Ferdinand, et présageant les malheurs que la dévotion peu éclairée et le despotisme de ce prince alloient faire fondre sur les états de la maison d'Autriche et sur tout l'Empire. (1)

Ch. XLVI. 1618—1619.

Le 15 Déc. 1618.

(1) C'est *Pelzel*, l'historiographe de la Bohême, que nous avons consulté principalement pour rendre compte des affaires de ce royaume. Quant aux autres particularités du règne de Mathias, nous avons eu recours à *Struvius*, à *Heiss*, à *Schmidt* et à *Heinrich*.

FERDINAND II.

CHAPITRE XLVII.

1619.

Avènement de Ferdinand II. — Situation difficile où se trouve ce prince. — Suite des affaires de Bohême. — Les insurgents pénètrent dans la Moravie et dans l'Autriche. — Ferdinand est assiégé dans Vienne. — Sa fermeté d'âme. — Il est élu empereur. — L'électeur palatin est nommé roi de Bohême. — Béthléem Gabor et le comte de Thurn font une seconde irruption dans l'Autriche. — Nouveau siége de Vienne.

Ferdinand, à la mort de Mathias, avoit atteint sa quarante-et-unième année. Ce prince se trouva alors roi de Hongrie et de Bohême, en vertu de son couronnement antérieur. Le décès de l'archiduc Maximilien, et la renonciation d'Albert, le rendoient aussi souverain de l'Autriche. Il étoit, de son chef, duc de Stirie, de Carinthie et de Carniole; et il avoit, concurremment avec Léopold et Charles, ses deux frères, hérité du Tirol et des provinces extérieures, où, dans le fait, il exerçoit l'autorité suprême. Enfin, il sol-

Ch. XLVII.

1619.

licitoit la couronne impériale; et le puissant appui de l'Espagne, joint à l'influence de sa maison, devoit lui faire espérer un succès que personne ne pourroit balancer. Si ce prince avoit joui paisiblement de tant d'états, il auroit eu presque autant de puissance que Charles-Quint; mais à son avénement, ils sembloient prêts à lui échapper. Son autorité y étoit attaquée à force ouverte, ou minée sourdement. De quelque côté qu'il portât ses regards, il ne voyoit que les flammes allumées par la rébellion, ou qu'un feu caché sous la cendre, et qui bientôt pouvoit tout dévorer.

La perspective qui s'offroit aux regards de Ferdinand, lorsque ce prince les tournoit vers l'Allemagne, n'étoit pas plus flatteuse. L'union protestante, qui avoit soutenu ses sujets révoltés, et qui saisissoit toute occasion d'obtenir la supériorité dans l'Empire, y étoit déclarée contre lui. Ce parti disposoit de deux suffrages dans le collége électoral. Il étoit sur le point d'en obtenir un troisième, en plaçant, sur le trône de Bohême, un prince protestant, et il ne désespéroit pas de gagner, par un même intérêt de religion, l'électeur de Saxe. Il étoit appuyé par les états protestants du nord; il comptoit sur les secours de la France, qui étoit intéressée à réduire la puissance de la maison d'Autriche; et il pouvoit présumer que Jacques I.er soutiendroit son gendre, l'électeur palatin.

Toute la Bohême, excepté Budweiss, étoit en la puissance des insurgents, auxquels les habitants de la Silésie et de la Lusace s'étoient réunis. Les Moraves n'attendoient que l'occasion de se déclarer. Un mécontentement, que tous les efforts du Palatin ne pouvoient contenir, agitoit la Hongrie, où Béthléem Gabor, qui avoit contracté alliance avec les Bohémiens, étoit sur le point d'entrer. Les Protestants de Stirie étoient prêts à rétracter l'abjuration qu'on leur avoit arrachée, et à renoncer à l'obéissance envers leur souverain. Ceux de la Haute-Autriche étoient entrés dans la confédération, et s'étant saisis des défilés, ils coupoient la communication avec la Bohême. Le même esprit animoit les Protestants de la Basse-Autriche. Ils refusoient de prêter foi et hommage; sans la terreur que leur inspiroient les troupes qui étoient aux ordres de Dampierre, la supériorité des Catholiques et la présence du souverain, ils se seroient révoltés.

Ch. XLVII. 1619.

Ferdinand tenta d'appaiser ou de diviser les insurgents par l'offre d'entrer en accommodement. Le lendemain de la mort de l'empereur, il envoya à Prague un de ses ministres, avec une lettre où il annonçoit son avénement au trône, et promettoit de remplir tous les engagements qu'il avoit contractés à son couronnement. En même temps, il fit passer à Bucquoy

Ch. XLVII. 1619. l'ordre de suspendre les hostilités, et de proposer une trêve. Mais en cette conjoncture critique, Ferdinand consulta plus ses sentiments personnels et son orgueil que son intérêt particulier. Par la lettre même, où il parloit d'accommodement, il rétablissoit l'odieux conseil de régence ; et ce fut par lui qu'il fit connoître aux chefs des insurgents ses propositions. Elles furent reçues avec mépris. Ferdinand en fit de plus avantageuses avec aussi peu de succès. Les insurgents rejetoient une réconciliation qui auroit été l'effet de la nécessité ; ils vouloient exclure du trône un prince que le pape pouvoit dispenser de tenir les promesses les plus solennelles, et dont la dévotion outrée leur faisoit craindre qu'il ne cherchât à ravir la liberté de conscience à ses sujets.

Les offres que leur nouveau monarque fit aux Bohémiens, ne les portèrent point à diminuer leurs efforts. Tandis que Mansfeld se tenoit dans les environs de Budweiss, pour épier les mouvements de Bucquoy, le comte de Thurn entra
Mai 1619. dans la Moravie, à la tête d'une armée de seize mille hommes. Tout se déclara pour lui ; la capitale lui ouvrit ses portes ; le gouvernement autrichien fut aboli, et le culte protestant établi. Cette révolution ayant considérablement accru ses forces, le comte fit une irruption dans la Haute-Autriche, où il fut reçu de même que

dans la Moravie, et il s'avança jusqu'aux portes de Vienne. Comme il n'avoit point d'artillerie de siége, il se contenta d'occuper les faubourgs et de bloquer la place, espérant qu'à l'aide des intelligences qu'il y avoit, il pourroit, sans effusion de sang, se rendre maître de la capitale, et de la personne du souverain.

Ferdinand vit cet orage s'approcher sans qu'aucune voie de retraite lui fût ouverte, sans qu'il pût se flatter de recevoir le plus foible secours. Les habitants de la Haute-Autriche reçurent, avec le même dédain que les Bohémiens, toutes les propositions qu'il leur fit. Les états de la Basse-Autriche se tenoient à Vienne, à l'époque où les insurgents se présentèrent devant cette ville; mais les Catholiques ne purent en obtenir aucune résolution favorable au souverain, et les Protestants se montrèrent déterminés à se réunir aux Bohémiens. La marche rapide du comte de Thurn avoit coupé la communication avec Dampierre et Bucquoy. La garnison de Vienne étoit foible, et d'ailleurs peu affectionnée au prince, parce qu'elle manquoit de vivres et qu'elle étoit mal payée. Il n'y avoit aucun secours à attendre du dehors. Les rois d'Espagne et de Pologne, auxquels Ferdinand étoit uni par les liens du sang, étoient trop éloignés; et la division régnoit parmi les Catholiques d'Allemagne.

Ch. XLVII.

1619.

L'infortuné monarque n'ignoroit pas que la reddition de Vienne lui feroit perdre l'Autriche et la couronne impériale. Il envoya donc sa famille dans le Tirol; et, avec une fermeté à laquelle on ne peut refuser de l'admiration, il résolut de se défendre jusqu'à la mort. Les Jésuites avoient inculqué leurs maximes dans l'âme d'un héros, et ce héros fut soutenu par la ferveur religieuse qui l'animoit. Il se jeta aux pieds du crucifix, adressa ses ardentes prières au sauveur de tous les hommes, et se releva, persuadé que le ciel viendroit à son secours. (1) Malgré l'horreur de sa situation, malgré les représentations

(1) Barthélemi Valérius étant entré dans le cabinet du prince à l'instant où il finissoit sa prière, Ferdinand lui dit : « J'ai réfléchi sur les dangers qui me menacent » au-dehors et au-dedans. L'ennemi étant dans les » faubourgs, et les Protestants complottant ma ruine, » j'ai demandé à Dieu le secours, que je ne puis at- » tendre des hommes. J'ai dit à mon sauveur : Seigneur » Jésus-Christ, vous le rédempteur des humains, qui » connoissez le fond des cœurs, vous savez que je cher- » che votre gloire, et non la mienne. Si c'est votre vo- » lonté que je sois vaincu par mes ennemis, que je de- » vienne le jouet et le mépris de tous, je boirai ce calice » amer. Que votre volonté soit faite ! — A peine eus-je » prononcé ces paroles, que je sentis l'espoir renaître » en mon sein, et que je fus intimement persuadé que » Dieu feroit échouer les projets de mes ennemis. » *De Luca*, *p.* 335.

de ses conseillers, et les instances des ministres de cette religion, à la défense de laquelle il s'étoit voué, il persista dans la résolution de braver la vengeance d'une multitude en fureur, et de s'ensevelir sous les ruines du palais de ses aïeux, plutôt que de se rendre. Ch. XLVII. 1619.

De jour en jour, d'heure en heure, le danger devenoit plus éminent. Le canon des Bohémiens battoit en brêche les murs du palais; et ce cri : « Renfermons-le dans un cloître, faisons instruire ses enfants dans la religion protestante, et passons au fil de l'épée ses odieux conseillers! » venoit frapper sans cesse les oreilles de Ferdinand. Seize Protestants, membres des états, s'étant introduits dans le cabinet de ce prince, l'accablèrent de reproches, lui firent mille menaces, et lui demandèrent de les laisser se réunir aux insurgents. Tout à coup le son de la trompette se fait entendre, pour annoncer qu'il arrive du secours dans la place, et met fin à cette scène scandaleuse. Les députés, saisis d'effroi, sortent du palais avec précipitation, et courent ou se cacher, ou chercher un asile dans le camp des assiégeants.

Le secours inopiné qui sauva Ferdinand, consistoit en un corps de cinq cents hommes, que Dampierre avoit fait partir de Krems, et qui, après avoir descendu le Danube en secret, étoit entré dans Vienne, par la seule porte que la vi-

Ch. XLVII. 1619.

gilance de l'ennemi ne pût tenir bloquée. Alors il s'opéra, comme par enchantement, une révolution dans cette capitale. La joie et la crainte firent juger le secours plus considérable qu'il n'étoit; et l'on répandit le bruit que de nouveaux renforts s'approchoient. Les malveillants se turent ou prirent la fuite. Les citoyens fidèles que la terreur avoit glacés, s'empressèrent de témoigner leur loyauté. Six cents étudiants prirent les armes; leur exemple fut suivi par quinze cents bourgeois; de nouveaux secours entrèrent dans la place, et en quelques heures, toute apparence de danger et de mécontentement disparut. Ce bonheur inespéré ne se borna point à la délivrance de Ferdinand. Bientôt on reçut la nouvelle que Bucquoy avoit battu et dissipé l'armée de Mansfeld; et le comte de Thurn fut forcé de lever le blocus de Vienne, pour voler au secours de la capitale de la Bohême. (1)

Le 22 Juin.

Ferdinand, laissant à l'archiduc Léopold, son frère, le gouvernement de l'Autriche, courut en Allemagne, solliciter la couronne impériale, sans laquelle il ne devoit point se flatter de

(1) *Pelzel, p.* 705. — *Schmidt, vol. IX, ch.* 13 et 14. — *Heinrich, vol. VI, p.* 346, 350. — Barre et *Heiss, an.* 1619. — *De Luca, vol. II, p.* 291. — *Reisser, vol. III, P. II, p.* 155, 166. — Schiller, Guerre de trente ans.

recouvrer entièrement ses états. Les Catholiques ne pouvoient fixer leur choix que sur lui, après le refus qu'avoit fait le duc de Bavière; et les Protestants étoient divisés entre eux. Le duc de Saxe, demeurant attaché fermement à la maison d'Autriche, avoit résisté aux instances de l'électeur palatin, qui lui avoit offert l'Empire. Frédéric devoit peu compter sur les secours des puissances qui avoient le plus d'intérêt à favoriser l'exécution de ses projets. Jacques I.er ne vouloit point offenser la cour de Madrid; le Danemarck et la Suède se faisoient la guerre; les Provinces-Unies étoient agitées par des dissensions intestines, et la France venoit de s'allier à l'Espagne, par le double mariage de Louis XIII et d'Anne d'Autriche, et du prince des Asturies et de madame Elisabeth.

Ch. XLVII.

1619.

Le jour de l'élection ayant été fixé, Ferdinand fut invité, malgré toutes les représentations des insurgents, à se présenter au collége électoral, comme légitime roi de Bohême. Ce prince fut élu empereur, à l'unanimité des suffrages, l'électeur de Brandebourg n'ayant pas voulu l'irriter par une vaine opposition, et l'électeur palatin ayant évité de publier lui-même sa défaite par une protestation inutile.

Le 28 Août.

La capitulation que signa Ferdinand II n'offrit de nouveau que deux articles, qui encore étoient peu importants. Le premier étoit relatif

Ch. XLVII. à l'exercice du vicariat-général de l'Empire, et le second à la constitution du conseil aulique.

1619.

Peu de temps après que Ferdinand fut sorti de Vienne, il se tint à Prague une diète générale des états de Bohême, de Moravie, de Silésie et de Lusace, qui se confédérèrent pour le maintien de leurs priviléges. Les Protestants de la Haute et de la Basse-Autriche se réunirent à cette ligue, à qui Béthléem Gabor promit de la

Le 31 Juill. secourir promptement. L'assemblée, dressant la liste de ses griefs, prétendit que l'élection de Ferdinand ne s'étoit point faite conformément aux lois, que ce prince, en prenant part au gouvernement, du vivant de Mathias, avoit violé le serment qu'il avoit prêté à son couronnement, et qu'il avoit attenté aux droits de la nation, en contractant, sans le consentement des états, des engagements pour procurer la réversion éventuelle de la couronne aux princes de la maison d'Espagne, et faire passer ainsi la Bohême sous un joug despotique et détesté. En conséquence, la diète déclara que Ferdinand étoit déchu de ses droits à la couronne, et qu'elle alloit procéder à la nomination d'un autre souverain. Cependant, il y eut moins d'accord sur ce dernier point que sur l'autre. Le parti des Catholiques étoit trop foible pour influer sur l'élection. Les Luthériens avoient pour eux la supériorité du nombre. Les Calvinistes, qui étoient

plus entreprenants et plus artificieux, étoient soutenus par les Picards, restes des anciens Hussites. Sachant bien qu'il ne l'accepteroit point, ils laissèrent les Luthériens offrir la couronne à l'électeur de Saxe. Ce prince ne l'eut pas plutôt refusée, qu'ils firent tomber le choix des états sur l'électeur palatin, qui fut nommé, à l'unanimité des suffrages, moins six, la veille du jour où Ferdinand reçut la couronne impériale. Pour donner plus de poids à cette élection, on avoit permis aux états de Moravie, de Silésie et de Lusace, d'y prendre part : ils avoient souvent réclamé l'exercice de ce droit; mais on leur avoit contesté jusque-là.

1619.

Le 27 Août.

Quoique Frédéric eût désiré vivement la couronne de Bohême, les dangers dont il la vit environnée le firent hésiter à l'accepter. Sa propre mère, ainsi que les électeurs de Saxe et de Brandebourg, le duc de Bavière et le roi d'Angleterre, son beau-père, lui conseillèrent de la refuser. D'un autre côté, Maurice, prince d'Orange, et le duc de Bouillon, oncles de l'électeur palatin, Christian d'Anhalt, son principal conseiller, la pluralité des membres de l'union protestante, et Béthléem Gabor, avec qui ce prince avoit les relations les plus intimes, le pressoient de se rendre aux vœux des Bohémiens. Le clergé calviniste lui représentoit, comme un gage de l'assistance divine, la couronne qui lui

Ch. XLVII. 1619.

étoit offerte. Une épouse qu'il adoroit, et qui, sortant d'une maison royale, rougissoit de n'être que la femme d'un simple électeur, employoit tout son pouvoir sur lui pour le déterminer. Ne pouvant résister à tous ces genres de séduction, Frédéric reçut le don fatal; mais il ne signa que d'une main tremblante l'acte de son élection. Il l'arrosa même de ses larmes, marques de foiblesse, qui semblèrent être les présages des malheurs que ce prince alloit attirer sur lui, sur sa famille et sur toute l'Europe.

Laissant le gouvernement de son électorat au duc de Deux-Ponts, Frédéric s'arracha des bras de sa mère, et accompagné de son épouse et de ses enfants, il partit pour la Bohême. Il trouva les députés des états du royaume à Égra, et y confirma les priviléges accordés par les rois ses prédécesseurs. Il se rendit ensuite à Prague, où il fut couronné avec une magnificence extraordinaire, par l'administrateur calixtin, qui, après le refus de l'archevêque de faire lui-même la cérémonie, avoit, pour suppléer ce prélat, été nommé vicaire du siége archiépiscopal. (1)

Le règne de Frédéric commença sous les plus heureux auspices. Tous les citoyens, quelle que fût leur croyance religieuse, furent enchantés d'être délivrés du joug odieux de Ferdinand, et

(1) *Pelzel, p.* 712.

d'avoir recouvré des priviléges auxquels ils attachoient un si grand prix. Ils ne contemploient qu'avec ravissement le prince qui leur avoit assuré des biens si précieux. Le choix qu'ils en avoient fait librement le leur rendoit encore plus cher; et son affabilité, sa popularité, en faisoient l'opposé des princes autrichiens qui l'avoient précédé, et dont aucun, excepté le sombre Rodolphe, n'avoit daigné faire sa résidence à Prague. La Suède, le Danemarck, la Hollande, Venise et plusieurs princes allemands, reconnurent Frédéric en qualité de roi de Bohême, et les affaires de Ferdinand parurent décliner de jour en jour.

Ch. XLVII.

1619.

Tandis que ce dernier prince étoit en Allemagne, les Protestants de Hongrie avoient secoué le joug, et appelé Béthléem Gabor à leur secours. Le prince de Transilvanie y avoit volé, Septembre. et s'étoit emparé de Cassovie, de Tirnau, de Neitra, de Neuhausel et de plusieurs autres places importantes. Il avoit dispersé les troupes impériales commandées par Homonai; et après avoir envoyé dix-huit mille hommes au comte de Thurn en Moravie, il s'étoit avancé vers Presbourg à marches forcées. L'archiduc Léopold s'étoit vu contraint de rappeler Bucquoy, qui avoit battu Mansfeld, pris Piseck, et poussé jusqu'au Tabor. La Bohême n'étant plus menacée, le comte de Thurn étoit tombé de nouveau sur l'Autriche,

Ch. XLVII. 1619. Le 19 Oct.

et avoit marché contre Vienne. Durant ces opérations, Presbourg avoit été livré à Béthléem Gabor. Il y avoit trouvé la couronne de Saint-Etienne, et convoqué une assemblée des états, qui, sous ses auspices, formèrent une grande confédération. Ce prince étoit ensuite entré dans l'Autriche, et avoit fait sa jonction avec le comte de Thurn. Leur armée s'étoit alors trouvée forte de soixante mille hommes. Aussitôt ils avoient attaqué Bucquoy, qui gardoit, avec dix-huit mille hommes, la tête du pont du Danube. Ils l'avoient forcé dans ses retranchements, et si ce général n'avoit pas fait rompre le pont en se retirant, ils l'auroient poursuivi, l'épée dans les reins, jusqu'à Vienne. (1)

---

(1) *Pelzel. — Benko. — Windisch.*

CHAPITRE XLVIII.

1619 — 1620.

LEVÉE du siége de Vienne. — Béthléem Gabor est proclamé roi de Hongrie. — L'électeur palatin s'efforce de faire embrasser sa cause par l'union protestante. — FERDINAND fait échouer ce dessein. — Ce prince attache à ses intérêts le duc de Bavière et la ligue catholique. — Il détache du parti de l'union l'électeur de Saxe. — Il obtient l'appui de la France. — Il est secouru par le roi d'Espagne et par le Pape. — Il conclut une trève avec Béthléem Gabor. — Les Catholiques et les Protestants conviennent aussi d'une suspension d'armes. — Invasion du Palatinat et de la Bohéme. — Bataille de Prague. — Fuite de l'électeur palatin.

C. XLVIII.

1619—1620.

Le 2 Nov. 1619.

A l'instant où sa capitale étoit de nouveau exposée aux calamités d'un siége, Ferdinand II revenoit d'Allemagne. La disette de vivres se faisoit déjà sentir dans la place; mais les assiégeants en souffroient beaucoup plus; et la rigueur extraordinaire de la saison ajoutoit à leurs maux. Dampierre et Bucquoy, ayant longé la rive gauche du Danube, avoient défait, à Haim-

C. XLVIII. 1619—1620. bourg, un corps de troupes hongroises; et Homonai, en revenant de Pologne, à la tête d'un corps de Cosaques, levé à la hâte, avoit dispersé un autre corps laissé sous le commandement de Ragotski, à Cassovie, pour couvrir la Haute-Hongrie. Béthléem Gabor, dont les troupes luttoient vainement contre la famine et contre l'inclémence du temps, et qui voyoit ses communications avec la Hongrie et la Transilvanie en danger d'être coupées, fut forcé de renoncer à l'objet de son expédition. Le comte de Thurn se retira dans la Bohême, pour mettre ses troupes en quartier d'hiver. Béthléem Gabor, à son retour en Hongrie, ajouta Œdembourg aux villes qui reconnoissoient son autorité. Il fut proclamé
1620. roi par son parti; et ceux qui étoient restés fidèles à Ferdinand furent bannis. (1) Mansfeld, en reprenant Piseck, termina les opérations de cette campagne si féconde en événements importants. Ainsi l'empereur, à qui l'on avoit déjà enlevé la plus grande partie de la Hongrie, ne conserva plus, dans la Bohême, que Budweiss.

Dans le temps où l'on démembroit ainsi les possessions héréditaires de Ferdinand, les membres de l'union protestante tenoient, à Nuremberg, une assemblée, où assistèrent les députés d'un grand nombre de villes impériales, et même

(1) *Benko. — Novotny, p.* 206.

ceux des états de la haute et de la Basse-Autriche. L'électeur palatin ne fut pas plutôt couronné roi de Bohême, qu'il alla solliciter pour lui-même l'appui d'une confédération dont il étoit le chef. De son côté, l'empereur, qui espéroit que la promesse de faire droit aux plaintes de l'union, l'empêcheroit de se réunir à ses ennemis, dépêcha un agent vers elle. Les efforts de Frédéric, et l'intérêt commun de la religion, firent recevoir avec dédain les propositions de Ferdinand. On lui demanda, pour preuve de sa sincérité, de commander à la ligue catholique de désarmer; on le pressa de donner la paix à la Bohême, et on lui déclara qu'on ne permettroit pas que le nouveau roi fût attaqué dans ses états héréditaires.

Frédéric désiroit vivement de porter l'union à faire cause commune avec lui pour les affaires de Bohême. Les princes y étoient très-disposés; mais les villes n'étoient pas guidées par une politique assez éclairée pour apprécier tout l'avantage qui résulteroit de placer, sur la tête d'un Protestant, la couronne de ce royaume, et d'ailleurs les contributions fréquentes qu'on exigeoit d'elles pour l'entretien de l'union, leur donnoit beaucoup de mécontentement. A la fin, les préparatifs militaires de la ligue catholique leur firent ouvrir les yeux. Leurs députés se joignirent aux princes, pour demander à Maximilien, duc

C. XLVIII. 1619—1620.

de Bavière, et chef de cette ligue, le redressement des griefs de l'union. Les Catholiques, au lieu de répondre, hâtèrent leurs préparatifs, et convoquèrent une assemblée de leur parti à Wurtzbourg. Les Protestants ne montrèrent pas moins d'activité. Ils s'efforcèrent de couper le passage aux troupes qui alloient des Pays-Bas et de l'Alsace au secours de Ferdinand; et une armée, sous le commandement du margrave d'Anspach, général de l'union, s'avança jusqu'à Ulm, pour surveiller les mouvements de l'électeur de Bavière. Frédéric, se croyant assuré des secours de son parti, retourna en Bohême, persuadé que la première campagne ne laisseroit plus aucune espérance à son ennemi.

La fermeté d'âme, la politique et l'activité de Ferdinand, l'élevèrent au-dessus des difficultés sous lesquelles il sembloit devoir succomber. Après son couronnement à Francfort, il tira une promesse de secours des trois électeurs ecclésiastiques, qui ne pouvoient refuser leur appui à un prince qu'ils avoient placé sur le trône de l'Empire, et qu'ils considéroient comme le défenseur de la religion. Le duc de Bavière étoit, parmi les Catholiques, le seul prince qui, dans la situation des choses, pût, par son expérience en politique et son habileté dans l'art de la guerre, prendre la direction des affaires. Ferdinand alla le trouver à Munich. Profitant de

l'intimité qu'une éducation, qui leur avoit été commune, avoit établie entre eux, faisant valoir les droits du sang et l'autorité de son beau-père, (1) et réveillant la jalousie qui subsistoit depuis si long-temps entre les deux branches bavaroise et palatine, il vainquit une répugnance que peut-être Maximilien n'avoit montrée que pour faire mettre un plus haut prix à ses services. L'empereur lui abandonna la direction entière de toutes les opérations politiques et militaires, et prit l'engagement de l'indemniser de toutes les dépenses et de toutes les pertes qu'il pourroit faire. Le duc de Bavière promit de le seconder de tout son pouvoir, et son influence lui procura la coopération de la ligue catholique. Ferdinand obtint aussi du pape la dîme de toutes les propriétés ecclésiastiques d'Espagne, d'Italie et des Pays-Bas, et un subside de vingt mille sequins par mois.

Ferdinand, tout en s'occupant à faire régner l'union dans son parti, travailloit aussi à mettre la division parmi les Protestants. En s'adressant à l'électeur de Saxe, il représenta la contestation, non comme une affaire de religion, mais comme une affaire de politique. Les électeurs ca-

(1) Ferdinand II avoit épousé la fille de son oncle, Guillaume, duc de Bavière, qui avoit abdiqué. *Voy.* le XLV.e chap.

C. XLVIII. 1619—1620.

tholiques et le duc de Bavière déclarèrent, au nom de toute la ligue, qu'ils n'avoient point l'intention d'attaquer le protestantisme, ni de recouvrer les biens qui avoient été confisqués sur les ecclésiastiques. L'empereur promit aussi à l'électeur de Saxe de lui faire écheoir la succession de Clèves et de Juliers, et lui offrit encore d'autres amorces pour le gagner. Ses représentations furent accueillies favorablement, par un prince qui étoit assez foible pour regretter une couronne qu'il n'avoit pas eu le courage d'accepter, et à qui la diversité de leurs opinions, en matière de religion, avoit fait concevoir une haine très-vive contre l'électeur palatin, auquel il ne pardonnoit pas non plus la supériorité de crédit dont il jouissoit parmi les Protestants. La défection de l'électeur de Saxe fut très-avantageuse à Ferdinand, en ce qu'elle entraîna celle du landgrave de Hesse, et des autres princes et états attachés à la doctrine de Luther.

L'empereur, en sollicitant l'appui de la cour de France, présenta la querelle avec l'électeur palatin, comme intéressant la religion et non la politique. Il ne manqua pas d'insister sur la force et l'esprit inquiet des Huguenots, et de rappeler les secours qu'ils avoient toujours reçus de la maison palatine. La cour d'Espagne, qui, par l'ascendant que le duc de Luynes avoit sur l'esprit de ce prince, gouvernoit Louis XIII, ap-

puya les raisonnements de Ferdinand. En conséquence, le jeune monarque français abandonna le système contraire aux intérêts de la maison d'Autriche, que ses prédécesseurs avoient suivi. Toujours au moyen de la même cour, Ferdinand fixa les résolutions pacifiques de Jacques I.er, roi d'Angleterre, qui, malgré le cri de la nation et les remontrances de son parlement, se borna à faire passer en Hollande quatre mille hommes, corps équivalent à celui que les Provinces-Unies pouvoient envoyer à la défense du Palatinat. (1)

Ces services importants que l'Espagne rendit à Ferdinand, n'empêchèrent pas qu'il n'eût beaucoup de peine à lui faire prendre les résolutions vigoureuses qu'exigeoit la position critique où il se trouvoit. Quoique la cour de Madrid lui eût envoyé huit mille hommes, et qu'elle lui eût accordé un subside d'un million de florins, le duc d'Uzeda, qui tenoit les rênes du gouvernement, refusoit de faire jouer à l'Espagne un rôle qui pourroit la rendre partie principale dans la guerre, et qui l'exposeroit, ou à renouveler, à des conditions désavantageuses, la trève avec les Provinces-Unies, qui étoit sur le point d'expirer, ou à combattre à la fois cette république et les princes allemands. Durant un espace de temps considérable, les représentations et les raison-

(1) Hume.

C XLVIII. 1619—1620. nements de l'empereur ne purent prévaloir. A la fin, Kevenhuller, son ambassadeur, demanda audience au roi, et déclara que son maître, s'il n'étoit pas soutenu, abandonneroit la Bohême à l'électeur palatin, la Hongrie à Béthléem Gabor, le Frioul aux Vénitiens, et se ligueroit avec les Protestants, pour obtenir, par la conquête des possessions espagnoles en Italie et dans les Pays-Bas, une compensation de ses pertes. Ces menaces, quelque chimériques qu'elles fussent, eurent l'effet qu'on en avoit attendu. Philippe III, par un acte qui est presque le seul qu'il ait exercé contre l'avis de ses ministres, donna l'ordre à Spinola de marcher contre le Palatinat, à la tête d'une armée de vingt-quatre mille hommes. (1)

Ferdinand, étant aussi entré en négociation avec Béthléem Gabor, conclut, avec ce prince, une trêve qui devoit durer jusqu'à la fin de l'automne suivant. Il se délivra ainsi momentanément d'un ennemi entreprenant, dont les efforts auroient exposé à de grands dangers le reste des états autrichiens. (2)

En Janvier ou en Fév. 1620.

Les heureux effets d'un système si bien conçu, furent bientôt sensibles. Au printemps, les Protestants réunirent leurs forces à Ulm, et les Catholiques à Guntzbourg. Toute l'Europe s'atten-

(1) *Kevenhuller, ap. Schmidt, vol. IX, p.* 191, 194.
(2) *Benko.*

C. XLVIII.

1619—1620.

doit à voir la guerre civile éclater en Allemagne, lorsque la cour de France, remplissant la promesse qu'elle avoit faite à Ferdinand, envoya le duc d'Angoulême négocier un accommodement entre les deux partis. Les Protestants avoient compté sur les secours de cette puissance. Frustrés de cette espérance, effrayés de l'approche de Spinola, et divisés entre eux, ils signèrent des conditions très-avantageuses à l'empereur. On convint, de part et d'autre, de ne commettre aucun acte d'hostilité. L'union s'engagea à ne point soutenir Frédéric comme roi de Bohême, et la ligue, à ne point attaquer le Palatinat. Ainsi, les Catholiques purent seconder les armes de Ferdinand dans la Bohême; et le Palatinat fut exposé à l'invasion, soit des Espagnols, soit de l'empereur, ou de tout autre de ses alliés, excepté la ligue catholique. L'effet de ce traité fut prompt dans la Basse-Autriche. Les membres protestants des états, voyant qu'ils n'avoient aucun secours à espérer des Religionnaires de l'Empire, et contenus par un corps de Cosaques, furent forcés de se soumettre. L'empereur ayant confirmé les priviléges que leur avoit accordés Mathias, ils prêtèrent serment de fidélité; et les réfractaires furent considérés comme coupables du crime de haute trahison.

Ferdinand put alors réunir tous ses efforts contre l'électeur palatin. Dampierre fut envoyé

C. XLVIII. 1619—1620.

avec un corps de troupes vers la Hongrie, pour observer les mouvements de Béthl[illegible]Gabor. Un autre corps, qui étoit venu de Po[illegible], tint en échec les habitants de la Silésie, tandis que l'électeur de Saxe soumettoit la Lusace. Frédéric fut ainsi privé de tous les secours qu'il auroit pu recevoir. L'attaque principale fut faite par le duc de Bavière, assisté des conseils de Jean Tzerclas, comte de Tilly, (1) qui s'étoit déjà si-

---

(1) Jean Tzerclas, comte de Tilly, étoit né à Bruxelles, et sortoit d'une famille noble. Quelques-uns de ses biographes prétendent qu'il avoit reçu une bonne éducation, et qu'il étoit entré dans la société des Jésuites, mais qu'il l'avoit quittée pour embrasser la profession des armes, qu'il avoit toujours aimée avec passion. Il servit d'abord dans les Pays-Bas, qui étoient alors le théâtre de la gloire militaire. Il alla ensuite en Hongrie, combattre les Infidèles, sous le duc de Mercœur. Il se signala, et fut bientôt élevé au grade de général d'artillerie par Rodolphe II. A la conclusion de la paix avec les Turcs, Maximilien, duc de Bavière, lui conféra le commandement de son armée. Ce prince lui dut, en grande partie, la réputation qu'il se fit dans la carrière des armes; et lorsqu'il eut été nommé général de la ligue catholique, il choisit Tilly pour son lieutenant.

Le portrait de cet homme singulier est tracé de la manière suivante dans l'Histoire de Gustave-Adolphe, tom. II, p. 77.

« Le comte de Tilly étoit d'une taille au-dessous de

gnalé dans les guerres de Hongrie. Le duc marcha contre la Haute-Autriche avec une armée de vingt-cinq mille hommes, et les insurgents qu'il prit au dépourvu, furent réduits à se soumettre sans conditions. Arrivé près de Weidhoffen, il opéra sa jonction avec Bucquoy et leurs

C XLVIII.
1619--1620.

» la médiocre, maigre et sec, le bas du visage pointu, » de grandes moustaches, des cheveux gris, courts, » tout plats et fort négligés, un nez fort long, des joues » creuses, de gros os, de grands yeux, le front large et » ridé, une physionomie sèche et rude, la barbe courte » et médiocrement fournie..... Ce grand capitaine (car » enfin il l'étoit) étoit toujours vêtu d'une manière bi- » zarre. Le maréchal de Grammont raconte que l'étant » allé voir par curiosité, il le rencontra à la tête de son » armée, qui étoit en marche. Il étoit monté sur un » petit cheval gris, vêtu d'un pourpoint de satin vert, » avec des manches à bandes comme un Espagnol, » et un haut-de-chausse de la même étoffe; un petit » chapeau retroussé, surmonté d'une grande plume » d'autruche rouge, qui lui descendoit jusque sur le dos; » un baudrier de deux pouces de large par-dessus sa » veste, auquel pendoit son épée à l'arçon. » Tilly dit entre autres choses au maréchal: « Pour que vous n'ayez » pas mauvaise opinion du comte de Tilly, à qui vous » faites l'honneur de rendre une visite de curiosité, je » vous dirai que j'ai gagné sept batailles décisives, sans » tirer une seule fois le pistolet que vous voyez là; et » mon petit cheval ne m'a jamais abandonné, et n'a ja- » mais balancé à faire son devoir. »

C. XLVIII. 1619—1620.

troupes réunies se montèrent à cinquante mille hommes, qui furent partagés en deux corps d'armée. Le duc de Bavière entra dans la Bohême, du côté de Budweiss, avec les troupes allemandes; et Bucquoy, aux ordres de qui les vétérans d'Italie et d'Espagne furent mis, réduisit Krumau, Budweiss et Prakatitz. Les deux armées se réunirent sous les murs de Piseck. Cette place importante fut sommée sur-le-champ. Tandis que le gouverneur délibéroit sur les articles de la capitulation, les Wallons et les Cosaques donnèrent l'assaut, passèrent la garnison au fil de l'épée, et mirent tout à feu et à sang. Les autels même ne purent protéger ceux qui les embrassèrent; et il fallut toute l'autorité du duc de Bavière et de Bucquoy pour arrêter le carnage. Strackonitz, Winterbourg, Schuttenhoffen, Klattau, et d'autres places voisines, craignant d'éprouver un pareil sort, se rendirent aux troupes impériales.

Le 30 Sept

La situation de Frédéric fut alors extrêmement critique. Il se voyoit abandonné de l'union protestante, et enveloppé par les troupes et par les alliés de l'empereur. Spinola parcouroit le Palatinat, à la tête d'une armée de vingt mille hommes, et à la vue de celle sur laquelle l'électeur avoit compté pour la défense de ce pays. Ses forces, dans la Bohême, consistoient en un corps de huit mille cavaliers hongrois, en un

petit corps d'Allemands, et dans l'armée de Mansfeld, qui ne recevant point de solde, ni de l'union, ni du duc de Savoie, ne pouvoit subsister que par le pillage. La fidélité des Bohémiens commençoit aussi à s'ébranler. Ils n'avoient pas tardé à reconnoître que les manières affables de Frédéric n'étoient soutenues par aucune force d'ame. Les grands de l'état, qui avoient compté sur les dépouilles de l'Autriche, et sur les trésors de l'Angleterre, furent très-mécontents de voir leurs espérances frustrées. Le nouveau roi, en faisant enlever les autels, les images, les cloches et les ornements des églises, et en s'efforçant de conformer le service divin à la simplicité ou plutôt, s'il est permis de s'exprimer ainsi, à la nudité du culte calviniste, avoit perdu l'affection des Catholiques et des Luthériens. Il avoit mécontenté le comte de Thurn et Mansfeld, en donnant le commandement militaire suprême au prince d'Anhalt, et au comte de Hohenlohe. Les excès de ses troupes firent soulever les paysans, auxquels il fallut promettre une indemnité pour les engager à rentrer dans l'ordre. Cependant Frédéric ne s'occupoit que de plaisirs. Trompé par un premier succès, il négligeoit, pour figurer en des cérémonies publiques et en des bals, les soins nécessaires à la conservation de sa couronne.

Le danger devenant toujours plus éminent,

C. XLVIII.
1619—1620.

Frédéric se rendit à Pritznits, où l'armée principale étoit restée sous le commandement du prince d'Anhalt. Cette armée, qui ne se montoit pas à plus de vingt-deux mille hommes, n'avoit ni vivres, ni vêtements. Le comte de Thurn vouloit qu'on risquât de livrer bataille, et le prince d'Anhalt, qu'on se tînt sur la défensive. Conformément à l'avis de ce prince, Frédéric fit des propositions d'accommodement. Le duc de Bavière, qui connoissoit ses avantages, refusa d'entrer en négociation, à moins que l'électeur ne renonçât préalablement à la couronne de Bohême. Maximilien, qui cherchoit à engager une action, contraignit le prince d'Anhalt à se replier sur Rokitzan, sur Rakonitz et sur Aunhost, puis à se retirer sous le canon de Prague. La division, qui s'étoit mise parmi les chefs de l'armée Bohémienne, s'accrut dans cette retraite; et les troupes, qui se livroient à tous les excès, accusoient leurs généraux de les trahir. Elles prirent position sur la Montagne-Blanche, et travaillèrent à se couvrir par des retranchements. Le duc de Bavière ne leur donna pas le temps d'achever. Il arriva dans les environs de Prague le lendemain matin, et avant midi, il avoit commencé l'attaque. La cavalerie hongroise fut défaite et dispersée en un instant. Quoique le prince d'Anhalt et le jeune comte de Thurn eussent par leur résistance héroïque tenu un moment la

Le 8 Nov. 1620.

victoire en suspens, elle se déclara en faveur des Impériaux, dans le court espace d'une heure. Il ne leur en coûta que quatre cents hommes, et ils prirent à l'ennemi toute son artillerie et cent drapeaux. Quatre mille Bohémiens restèrent sur le champ de bataille, et mille furent poussés dans la Mulde. Ainsi, il suffit d'une seule action pour décider du sort de Frédéric et de celui de la Bohême.

Avant le combat, le prince d'Anhalt avoit prié vainement Frédéric, qui étoit retourné à Prague, pour exciter le courage des bourgeois et réunir des renforts, de lui envoyer toutes les troupes qui étoient restées dans la ville, et lui avoit représenté inutilement combien il étoit nécessaire qu'il encourageât l'armée par sa présence. A l'instant même où l'on décidoit de son sort, le roi, entouré de sa cour, donnoit un festin à l'ambassadeur d'Angleterre, et il ne fut possible de le faire quitter la table que lorsque plusieurs courriers lui eurent annoncé la perte de la bataille. Il prend alors un cheval et vole vers la porte qui étoit du côté de la Montagne-Blanche. La trouvant fermée, il monte sur le rempart, et voit la défaite de cette armée, sur laquelle reposoient toutes ses espérances. Après avoir fait ouvrir la porte pour recevoir les fuyards, il retourne au palais, et est rejoint en chemin par le prince d'Anhalt et le comte de Hohen-

C. XLVIII.
1619—1620.

lohe, qui, voyant tout perdu, avoient quitté le champ de bataille. Sur leur avis, on fit demander au duc de Bavière une trève de vingt-quatre heures. Maximilien n'en accorda qu'une de huit, et ne le fit qu'à condition que l'électeur palatin lui enverroit à l'instant une lettre par laquelle il renonceroit à la couronne de Bohême. Frédéric, qui avoit résolu de sortir de Prague, ne fit aucune difficulté de se soumettre à cette humiliation.

La confusion avoit été trop grande pour qu'il eût été possible de pourvoir à la sûreté de la capitale. Cependant les citoyens, soutenus par leur désespoir, coururent en foule vers Frédéric, et lui offrirent de défendre la place jusqu'à l'extrémité. Il les remercia de cette preuve de leur affection, et leur donna le conseil de chercher à obtenir la meilleure capitulation qu'il se pourroit, son dessein étant de sortir de Prague avant le retour de la lumière. Les jeunes comtes de Thurn et de Schlemmendof lui représentèque dix-sept bataillons étoient encore entiers, que plus de huit mille Hongrois se trouvoient à Brandeiss, et que le brave Mansfeld, qui étoit sur les derrières de l'armée autrichienne, tenoit toujours les forteresses de Tabor et de Pilsen. Ces ressources qui, entre les mains d'un prince habile et courageux, tel que l'étoit Ferdinand, auroient suffi pour opposer à l'ennemi des obsta-

cles insurmontables, furent perdues pour Frédéric. Son imagination, troublée par la crainte, lui présentoit les Bohémiens prêts à le livrer, pour appaiser le courroux de leur souverain. Il s'étoit proposé d'emporter la couronne et les autres marques de la royauté; mais son trouble croissant de moment en moment, il les laissa au milieu de la place publique, et ne consultant que la sûreté de sa personne, il sortit de la ville pendant la nuit. Accompagné de son épouse, de ses enfants, du prince d'Anhalt, des comtes Hohenlohe et de Thurn, et de quelques-uns de ses principaux partisans, il se rendit à Breslaw, et de là il se retira à Berlin. (1)

(1) Quelques écrivains anglais, voulant sauver, aux yeux de la nation, l'honneur de Frédéric, et flatter son beau-père, ont rendu compte de la bataille de Prague, d'une manière que contredisent les renseignements les plus authentiques. Nous avons tiré de *Pelzel, p.* 725-727, qui a puisé dans les sources les plus pures, le récit que nous avons fait de cette action. Nous avons aussi consulté Barre, *Heiss, Schmidt, Heinrich, Reisser* et *Windisch.*

CHAPITRE XLIX.

1621 — 1623.

Le gouvernement autrichien est rétabli dans la Bohême. — Châtiments rigoureux infligés aux insurgents. — L'électeur palatin et ses adhérents sont mis au ban de l'Empire. — Dissolution de l'union protestante. — Conquête du Palatinat. — Mansfeld, Christian de Brunswick, et le margrave de Bade, soutiennent la cause de l'électeur palatin. — Frédéric désavoue ses partisans, et fait des offres de soumission à FERDINAND. — *Béthléem Gabor entre en Hongrie. — Il traite avec* FERDINAND. — *La dignité électorale palatine est transférée au duc de Bavière. — Alarmes des Protestants.*

Ch. XLIX. 1621—1623. LA victoire remportée sur la Montagne-Blanche fut suivie d'une foule d'événements heureux pour Ferdinand II. Les citoyens de Prague, abandonnés par le souverain qu'ils avoient choisi, n'eurent d'autre parti à prendre que de se remettre à la discrétion de l'empereur, et ils ouvrirent à l'armée victorieuse les portes de leur ville. Tout ce qu'ils purent obtenir, fut qu'on leur épargneroit les horreurs du pillage. Les états,

qui furent rassemblés sur-le-champ, prêtèrent serment de fidélité, sans restriction; ils rompirent la confédération et livrèrent leurs armes. Le duc de Bavière remit, par ordre de l'empereur, les rênes du gouvernement entre les mains du prince Charles de Lichtenstein; et, après avoir laissé dans la place une garnison commandée par le comte de Tilly, il retourna, chargé de dépouilles et en triomphe, à Munich. (1)

Trois mois s'écoulèrent sans qu'un seul acte de rigueur fût exercé contre les insurgents. Un grand nombre d'entre eux, abusés par ce calme trompeur, sortirent de leur retraite, et la plupart demeurèrent tranquilles à Prague, quoique Tilly, lui-même, qu'on ne citoit point pour son indulgence, les eût avertis en secret de ce dont ils étoient menacés. La tempête éclata tout à coup sur leurs têtes. Quarante furent arrêtés de nuit; et après un emprisonnement de quatre mois, vingt-trois d'entre eux furent mis à mort publiquement. On condamna les autres à une prison perpétuelle, ou au bannissement. Un arrêt de proscription fut porté contre le comte de Thurn et vingt-sept autres chefs qui, comme lui, avoient cherché leur salut dans la fuite. Enfin, un ordre de l'empereur enjoignit à tous ceux qui possédoient des fonds de terre,

Le 21 Janv. 1621.

(1) *Pelzel, p.* 728.

Ch. XLIX. 1621—1623.

et qui avoient pris part au soulèvement, de faire la déclaration de leur crime, les menaçant des peines les plus sévères en cas de contravention. La terreur fut si grande que plusieurs citoyens s'accusèrent eux-mêmes, quoiqu'on n'eût rien à leur reprocher. Plus de sept cents barons, ou chevaliers, et presque tous les propriétaires fonciers inscrivirent leurs noms sur la liste fatale. On leur laissa la vie et leur titres honorifiques; mais leurs biens furent confisqués en tout ou en partie. (1)

Si la justice et la modération avoient guidé Ferdinand, ce prince auroit pu mettre fin à la guerre, avec honneur et sans compromettre ses intérêts; il auroit pu payer, au moyen des confiscations, les services de ses alliés, et s'indemniser des dépenses qu'il avoit faites; enfin, en restituant à l'électeur palatin ses états héréditaires, il se seroit fait un ami d'un ennemi. Le sort de l'Allemagne et la tranquillité de l'Europe dépendoient d'un acte simple de sa volonté. Jamais décision plus importante ne fut remise à la discrétion d'un souverain, et jamais l'intolérance et l'aveuglement d'un seul homme n'ont produit des maux si grands.

Ferdinand étoit courageux, patient, et résigné dans l'adversité, mais impérieux, vindicatif

(1) *Pelzel*, *p.* 731 - 742.

et cruel dans la prospérité. Un faux zèle de religion, quelques motifs de politique et le ressentiment le portoient à consommer la ruine de l'électeur palatin, et il n'avoit pas assez de générosité pour renoncer à la tentation. Il avoit partagé, entre les Jésuites et ses favoris, les terres confisquées sur les rebelles, et il avoit encore beaucoup d'alliés et de serviteurs fidèles à récompenser. Il désiroit vivement de recouvrer la Haute-Autriche, qu'il avoit engagée au duc de Bavière, et de se remettre en possession de la Lusace, qu'il ne pouvoit enlever à l'électeur de Saxe, sans lui payer le secours qu'il en avoit reçu si à propos. Les dépouilles de l'électeur palatin devoient suffire à tous ces objets. D'ailleurs, en distribuant à ses alliés les possessions de ce prince, Ferdinand propageoit aussi la religion catholique. En transférant au duc de Bavière la dignité électorale, il réduisoit les Protestants à n'avoir plus que deux suffrages dans le collége des électeurs. Ainsi, il satisfaisoit à la fois sa vengeance et son intérêt, et croyoit remplir un devoir sacré.

Ces motifs, l'emportant sur la justice et la prudence, Ferdinand mit, de sa propre autorité, au ban de l'Empire, l'électeur palatin, le prince d'Anhalt, le comte de Hohenlohe, et le duc de Jagerndorf, partisans de Frédéric. L'exécution de cette sentence fut confiée à l'archiduc

Le 22 Janv. 1621.

Ch. XLIX. 1621—1623. Albert, en sa qualité de souverain du cercle de Bourgogne, et au duc de Bavière. Le premier eut ordre de s'emparer du Bas-Palatinat, et le second du haut. Les membres de l'union protestante purent reconnoître alors les conséquences fâcheuses de leur manque de prévoyance et de leur indécision. Menacés en même temps par Spinola et par le duc de Bavière, et épouvantés du pouvoir toujours croissant de Ferdinand, ce fut à qui renonceroit le plus vîte à la confédération. Ils conclurent, à Mayence, un traité par lequel ils s'engagèrent à ne point intervenir dans les affaires du Palatinat, à licencier leurs troupes dans un mois, et à ne plus former de ligue contre les intérêts de l'empereur.

Le 12 Avril 1621.

Cependant Spinola avoit conquis presque tout le Bas-Palatinat. Il mit le siége devant Franckendal, dont la réduction auroit entraîné la soumission de Heidelberg et de Manheim. Le duc de Bavière fut plus heureux encore, dans le Haut-Palatinat, qu'il soumit entièrement, ainsi que le comté de Cham. (1)

Le 24 Mai.

Ce fut à Mansfeld, à un aventurier né d'un commerce illicite, et n'ayant que le pillage pour faire subsister sa petite armée, que l'électeur palatin, qui se voyoit abandonné par l'union protestante, et, à peu de chose près, par le roi

(1) *Falkenstein*, *p.* 620.

d'Angleterre, son beau-père, et le roi de Danemarck, son parent, fut redevable de sentir renaître l'espérance en son sein. Christian de Brunswick, administrateur d'Halberstadt, qui était distingué par une naissance illustre, mais qui n'étoit guère moins un aventurier que Mansfeld, embrassa aussi la cause de Frédéric, tant parce qu'il lui étoit attaché par les liens du sang, (1) que parce qu'il avoit conçu un amour chevaleresque pour la jeune et belle électrice palatine. Enfin, George Frédéric, margrave de Bade, renonça à sa souveraineté, pour se vouer à la défense d'un prince opprimé.

Bucquoy s'étant mis en marche pour aller surveiller les mouvements de Béthléem Gabor, et l'armée que commandoit Tilly ayant été affoiblie par les détachements qu'on en avoit tirés pour faire la conquête du Haut-Palatinat, Mansfeld, qui conservoit encore Pilsen et Tabor, avoit pu, seulement avec huit mille hommes, braver tous les efforts des Impériaux, s'emparer de plusieurs places fortes, et jeter l'alarme jusqu'aux portes de Prague. Mais dépourvu de res-

(1) Elisabeth, mère de Chistian, étoit fille de Christian II, roi de Danemarck, et sœur d'Anne, épouse de Jacques I.er, roi d'Angleterre, et mère de l'électrice palatine. On prétend que Christian portoit une écharpe sur laquelle étoit cette devise : « *Pour Dieu et pour » elle* »

Ch. XLIX. 1621—1623.

sources, n'ayant d'autorité que celle que lui donnoit la supériorité de ses talents, proscrit par l'empereur, qui avoit mis à prix la tête de ce général, il ne pouvoit maintenir long-temps sa position. Tilly ayant reçu un renfort de cinq mille hommes, l'électeur de Saxe s'étoit avancé jusqu'à Égra, et la ville de Pilsen ayant été livrée par trahison, Mansfeld abandonna les postes qu'il avoit défendus avec tant de bravoure. Il entra brusquement dans le Haut-Palatinat, et se retrancha sous Roszkopf, forte position sur la Pregnitz, dans les environs de Nuremberg. Il fut suivi de près par Tilly, et on le crut sur le point de succomber sous la supériorité du nombre. Mais sa fermeté ne l'avoit point abandonné, et son génie fertile n'étoit point épuisé. Il amusa son vigilant ennemi par des négociations, puis ayant levé son camp pendant la nuit, il s'avança à marches forcées vers le Bas-Palatinat. Spinola, qui s'étoit retiré avec la plus grande partie des troupes espagnoles, avoit laissé le reste sous le commandement de Gonsale de Cordoue qui, après avoir réduit les forteresses de moindre importance, avoit continué à presser Franckendal. Le nom de Mansfeld fit accourir sous ses drapeaux une foule de gens de guerre qui venoient d'être licenciés par l'union protestante, et il fut joint par un corps de troupes anglaises qui avoit été envoyé au secours du Palatinat. Se-

trouvant à la tête d'une armée de vingt mille hommes, il dispersa tout sur son passage, secourut Franckendal, et pourvut à la sûreté de Heidelberg et de Manheim. Ne pouvant subsister dans un pays qui venoit d'être le théâtre de la guerre, il fondit sur l'Alsace où il recruta son armée. Il envahit ensuite les terres dépendantes des évêchés de Spire et de Strasbourg, dont il abandonna le pillage à ses troupes, après avoir levé de fortes contributions.

Ch XLIX.
1621—1623.

L'électeur palatin, ranimé par ce rayon d'espérance, quitte la Hollande, traverse, sous un déguisement, la Lorraine et l'Alsace, et joint Mansfeld, qui de plus en plus enflammé par la présence de ce prince, passe le Rhin à Gernsheim, fait sa jonction avec le landgrave de Bade Dourlach, et s'empare de Sinsheim et d'Eppingen. D'un autre côté, Christian de Brunswick lève un corps d'aventuriers, pille les riches évêchés de la Basse-Saxe, et prend, chargé de butin, le chemin du Haut-Palatinat, pour se réunir à Mansfeld. En même temps, le duc de Wirtemberg, le landgrave de Hesse et plusieurs autres princes protestants commencent à faire des armements.

Tilly, qui depuis que Mansfeld étoit sorti de la Bohême, l'avoit suivi constamment, avoit tenté vainement de l'empêcher de faire sa jonction avec le Margrave de Bade. Défait à Mingelsheim, il avoit été forcé de se tenir sur la

Le 29 Avril 1622.

Ch. XLIX.
1621—1623.

défensive. Il attendit l'occasion de combattre séparément des ennemis auxquels il ne pouvoit résister, lorsqu'ils étoient réunis. Elle se présenta, le margrave s'étant séparé de Mansfeld pour pénétrer dans le Haut-Palatinat. Tilly ayant rassemblé autour de lui toutes les troupes espagnoles, défit ce prince à Wimpfen, et lui prit toute son artillerie et sa caisse militaire. Laissant Mansfeld continuer le siége de Ladenbourg, il dirigea ses efforts contre Christian de Brunswick. Il le battit à Hochst comme il passoit le Mein; il le poursuivit jusqu'à ce qu'il eût fait sa jonction avec Mansfeld, et il balaya le Palatinat, en les chassant l'un et l'autre au-delà du Rhin.

Le 29 Avril 1622.

Le 20 Juin.

Ce succès rétablit les affaires de Ferdinand. Le margrave de Bade cessa de prendre part aux opérations militaires; le duc de Wirtemberg et les autres princes protestants suspendirent leurs armements; et, quoique Mansfeld et Christian de Brunswick eussent mis le siége devant Saverne, l'électeur palatin montra, de nouveau, ce découragement qui lui avoit fait perdre une couronne. Les rois d'Angleterre et de Danemarck négocioient alors avec l'empereur, par la médiation de l'Espagne. Ferdinand fit des promesses vagues, et prétendit qu'il étoit contraire à sa dignité de traiter avec un prince qui avoit encore les armes à la main, et qui protégeoit des aventuriers mis au ban de l'Empire. Ce raisonnement

ne pouvoit manquer de faire impression dans l'esprit de Jacques I.er, jaloux de l'honneur des souverains, et qui détestant la guerre, étoit vain de ses talents comme négociateur. Ce monarque porta facilement Frédéric à désavouer ses plus intrépides défenseurs, à les renvoyer de son service, et à se retirer en Hollande, pour y attendre la détermination de l'empereur. Mansfeld et Christian, ainsi abandonnés, traitèrent, soit qu'ils en eussent réellement le dessein, soit que ce fût une ruse, pour entrer au service ou de l'Autriche, ou de l'Espagne, ou de la France; puis s'étant ouvert un chemin à travers les rangs de l'armée espagnole, qui avoit voulu s'opposer à leur passage, ils gagnèrent Bréda, et se réunirent aux troupes des Provinces Unies.

L'archiduc Léopold recouvra les places d'Alsace et l'évéché de Spire; et Tilly ayant achevé, par la prise de Heidelberg et de Manheim, la conquête du Palatinat, dirigea ses attaques contre les forces que Mansfeld et Christian de Brunswick avoient assemblées de nouveau.

Novembre.

Mansfeld, après avoir fait en Hollande un séjour de peu de durée, avoit conduit son armée dans la Frise orientale, en avoit soumis les forteresses principales, et avoit arraché au duc qui étoit allié de l'Espagne, de fortes contributions. De son côté, Christian de Brunswick, étant passé dans la Basse-Saxe, engagea les états de ce

Ch. XLIX. 1621—1623. cercle à lever une armée d'observation, et à lui en confier le commandement. Cette armée ne fut d'abord que de douze mille hommes. L'amour du pillage la fit bientôt monter au double. Les menaces de l'empereur et l'approche de Tilly ayant contraint les états de Saxe à la licencier, Christian la conduisit vers la Westphalie pour se réunir à Mansfeld, et recommencer la guerre dans le Palatinat. Il en fut empêché par Tilly qui l'atteignit à Loen, dans le pays de Munster, le
Août 1623. battit complétement, lui tua six mille hommes, et fit sur lui quatre mille prisonniers. Le vainqueur dirigea ensuite sa marche vers la Frise orientale; mais Mansfeld qui, jusque-là, s'étoit
Janv. 1624. maintenu dans ce pays, ne voulut point risquer un combat inégal. En conséquence, il licencia ses troupes et se retira en Hollande.

Durant la guerre de Bohême, Béthléem Gabor avoit été excité par les promesses des Turcs, par les instances du comte de Thurn, et par un parti de seigneurs hongrois, à prendre le titre
Octob. 1619 de roi, et à rompre la trève qu'il avoit conclue avec Ferdinand. Il avoit, en conséquence, envoyé dans la Bohême un renfort de cavalerie, et fait des préparatifs pour pénétrer dans les états héréditaires. Dampierre, qui avoit été chargé d'observer les mouvements de ce prince, avoit été tué dans une tentative pour surprendre Presbourg; et la dispersion de ses troupes

avoit suivi la mort de ce général. La victoire de Prague et surtout la fuite honteuse de Frédéric avoient permis à Ferdinand de détacher une partie de ses forces pour repousser les attaques du prince de Transilvanie, que Bucquoy, après avoir soumis la Moravie, avoit contraint à se retirer à Cassovie. Presbourg, Moder, Rosendorf, Tirnau, Altenbourg et l'île de Schutt avoient été emportés de vive force, ou réduits à se soumettre aux armes impériales. Un détachement qui avoit été envoyé dans la Basse-Hongrie, s'étoit emparé de Guntz, d'Œdenbourg, et de plusieurs places moins importantes. Poussant ses avantages, Bucquoy avoit fait le siége de Neuhausel; mais il avoit été tué dans une sortie. Ses troupes découragées par la perte d'un général si habile, s'étoient retirées vers Commore, et la désertion et les maladies les avoient bientôt réduites à huit mille hommes.

Le 10 Juillet 1621.

Cette retraite fit reprendre l'offensive à Béthléem Gabor, qui recouvra Tirnau, et assiégea Presbourg. Il fut joint, sous les murs de cette ville, par le jeune comte de Thurn, et par le duc de Jagerndorf, qui s'étoient rendus maîtres de Glatz et de Troppau, dans la Silésie. Des détachements de l'armée du prince de Transilvanie pénétrèrent dans la Haute-Hongrie et la Moravie, où ils firent le dégât, et levèrent de fortes contributions; et ses partis se répandant sur les

Ch. XLIX.
1621—1623.

deux rives du Danube, s'avancèrent jusqu'aux portes de Vienne. Animé par ces succès, Béthléem Gabor, qui se flattoit en outre d'être secondé par les partisans de l'électeur palatin, et par les princes d'Allemagne, se proposoit de porter ses armes dans la Bohême. La résistance opiniâtre du gouverneur de Presbourg, le manque d'accomplissement des promesses de secours que les Turcs et les Allemands avoient faites au prince de Transilvanie, et surtout ses querelles avec le duc de Jagerndorf, et la défection des magnats de Hongrie, firent échouer ce dessein. En conséquence Béthléem Gabor fit à l'empereur des propositions d'accommodement. Elles furent acceptées par Ferdinand, qui désiroit de diriger toutes ses forces contre les alliés de l'électeur palatin. On conclut à Niclasbourg, en Moravie, un traité par lequel le prince de Transilvanie renonça à tout droit sur la Hongrie, et rendit, avec toutes ses conquêtes, la couronne de saint Etienne. L'empereur lui conféra le titre de prince de l'Empire et lui céda les comtés de Ratibor et d'Oppelen en Silésie, ainsi que la ville de Cassovie, et sept comtés de la Haute-Hongrie, qui étoient contigus à la Transilvanie. Bientôt après, Ferdinand tint une diète à Presbourg. Il y avoit fait transporter en grande pompe (1) la couronne

Le 26 Janv. 1622.

(1) *Petrus de Reva in Schandtner, tom. II, p.* 479.

que Béthléem Gabor lui avoit rendue, et il eut la satisfaction de la voir poser sur la tête de l'impératrice Éléonore, qu'il avoit épousée depuis peu de temps. Pénétré des grands avantages qui devoient résulter du rétablissement de la paix en Hongrie, il adoucit momentanément la rigueur de ses principes, en accordant à ses sujets, avec une amnistie générale, la confirmation de tous leurs priviléges, et en approuvant le choix fait d'un protestant pour remplir la dignité de palatin du royaume. La rentrée des troupes autrichiennes dans Glatz et dans Troppau fut l'effet immédiat du traité de Niclasbourg, qui permit, en outre, à Ferdinand de faire usage de toutes ses forces pour combattre une nouvelle confédération, que sa conduite illégale à l'égard des Protestants en général, et de l'électeur palatin en particulier, avoit fait former de nouveau contre lui.

Après avoir dépouillé Frédéric de tous ses états, et n'ayant plus, en Allemagne, d'ennemis qui eussent les armes à la main, l'empereur s'occupa du projet de transférer la dignité électorale au duc de Bavière, et de partager ses conquêtes entre ses alliés. Il avoit de grandes difficultés à vaincre pour parvenir à exécuter ce dessein auquel devoient s'opposer tout le corps des Protestants, les branches collatérales de la maison palatine, l'électeur de Saxe, les Rois d'Angleterre et de Danemarck, et même le roi d'Espagne, qui

Ch. XLIX. 1621—1623.

ne vouloit pas offenser Jacques Ier. Mais la constance et la fermeté de Ferdinand surmontoient tous les obstacles. Ce prince gagna l'électeur de Saxe, en lui promettant les revenus et peut-être la cession de la Lusace, et le landgrave de Hesse-Darmstadt, en lui offrant de favoriser ses prétentions à la succession de Marbourg que ce prince contestoit au landgrave de Hesse-Cassel. Il persuada aussi à la cour d'Espagne d'acquiescer à une mesure qui devoit fortifier le parti des Catholiques et être avantageuse à la maison d'Autriche. N'ayant plus rien à redouter de la part des princes les plus en état de faire avorter son projet, l'empereur s'inquiéta peu des foibles menaces de Jacques Ier. et de celles du roi de Danemarck, qui étoit assez occupé de ses querelles avec la Suède; il ne craignit point non plus les efforts que les Protestants pourroient faire sans l'appui de l'électeur de Saxe; et pour désintéresser la maison palatine, il lui promit une part des dépouilles de son chef.

Tout étant disposé de la sorte, Ferdinand réunit à Ratisbonne les électeurs et les princes qui lui étoient le plus dévoués; et de concert avec cette assemblée illégale, il transféra à Maximilien, duc de Bavière, la dignité électorale palatine, avec tous les honneurs, toutes les prérogatives et tous les offices y qui étoient attachés. Cependant, pour entretenir les espérances de

Le 25 Fév. 1623.

Frédéric et de ses adhérents, l'empereur différa le partage des dépouilles; la dignité électorale ne fut donnée qu'à vie à Maximilien, et les droits des fils et des collatéraux du prince dépossédé furent réservés expressément. Wolfgang-Guillaume, duc de Neubourg, et chef de la branche collatérale de la maison palatine, fit, contre cette cession, des représentations très-fortes, et fut secondé par l'électeur de Brandebourg. L'électeur de Saxe, pour éviter de paroître abandonner la cause de ceux de sa religion, présenta aussi une protestation, après avoir déclaré, en secret, à l'empereur que ce n'étoit qu'une vaine formalité. L'ambassadeur d'Espagne, employant un artifice du même genre, sortit de l'assemblée, pour que sa présence ne pût être considérée comme une approbation de l'acte de cession. L'année suivante, il se tint à Nuremberg une autre assemblée, où Maximilien prit place sur le banc électoral. L'électeur de Saxe, à qui, dans l'intervalle, l'empereur avoit engagé la Lusace, pour l'indemiser des frais de la guerre, saisit cette occasion de révoquer sa feinte protestation; et l'électeur de Brandebourg fut le seul qui s'éleva contre cette sorte d'usurpation.

Les Protestants qui avoient vu avec une indifférence, qu'on pourroit taxer de cruauté, la ruine de l'électeur palatin, avoient été saisis

(1) *Kevenhuller*, cité par *Schmidt*, *vol. IX*, *p.* 246.

Ch. XLIX. 1621—1623.

d'effroi, lorsque sa dignité avoit été transférée à un prince catholique, et qu'ils avoient appris qu'on se proposoit de partager les dépouilles de Frédéric. Leurs alarmes redoublèrent par la persécution que l'on commençoit à exercer contre les Religionnaires des états autrichiens, et par l'introduction forcée du catholicisme dans le Palatinat. Ils furent convaincus que l'empereur avoit résolu de les opprimer. Ce prince ne daignoit pas même dissimuler qu'il avoit le dessein de les obliger à rendre tous les biens ecclésiastiques dont ils s'étoient emparés depuis la paix de religion; et ils craignoient qu'il ne s'en tînt pas là. Ils ne pouvoient considérer froidement l'union intime qui subsistoit entre les deux branches de la maison d'Autriche; ils étoient effrayés des projets vastes et ambitieux d'Olivarez, ce ministre tout puissant de Philippe IV; enfin ils regardoient l'occupation de la Valteline par les troupes autrichiennes et espagnoles, comme un moyen d'ouvrir une communication entre les états de l'Autriche et ceux que l'Espagne possédoit en Italie, et comme un indice du dessein de subjuguer et l'Allemagne et l'Europe. L'union protestante étoit dissoute; cependant la ligue catholique n'avoit point désarmé, et les troupes de Tilly, qui auroient dû être licenciées, se répandoient jusqu'aux rives du Weser, preuve convaincante des projets dangereux qu'on méditoit.

CHAPITRE L.

1624 — 1629.

Mésintelligence entre la Maison d'Autriche et l'Angleterre. — Situation politique du Danemarck et de la Suède. — Le roi de Danemarck se met à la tête de la ligue formée contre l'Empereur par les états de la Basse-Saxe. — Waldstein commence à se faire connoître. — Formation d'une armée autrichienne, indépendante de la ligue catholique. — Opérations militaires. — Défaite du roi de Danemarck, et succès de Tilly et de Waldstein. — Mansfeld fait une irruption en Hongrie. — Actes d'hostilité commis par Béthléem Gabor. — Armistice. — Mort de Mansfeld. — Ferdinand perpétue, en faveur de la maison de Bavière, le transport qui avoit été fait, de la dignité électorale palatine, au chef de cette maison. — Waldstein soumet la Poméranie. — Efforts que fait l'Empereur pour établir une marine militaire dans la Baltique. — Siége de Stralsund. — Conclusion de la paix avec le Danemarck.

Chap. L. 1624—1629.

Les princes et états du cercle de Basse-Saxe étant ceux qui s'étoient emparés de plus de biens ecclésiastiques, furent les premiers à prendre

Chap. L. 1624—1629.

des mesures pour résister aux attaques de l'empereur. Leur grand objet étoit de se procurer des secours hors de l'Allemagne, et ils trouvèrent les puissances étrangères, non moins disposées qu'eux à mettre des obstacles à l'agrandissement de la maison d'Autriche.

Il s'étoit opéré un changement notable dans les conseils de l'Angleterre. Buckingham ayant fait rompre le projet de mariage entre le prince de Galles et l'infante d'Espagne, ce ministre impérieux usa de tout le pouvoir qu'il avoit sur l'esprit de Jacques I.er, pour porter ce prince à secourir efficacement l'électeur Palatin, son gendre. Il fit conclure avec la France un traité d'alliance, dont le mariage de l'héritier du trône d'Angleterre avec madame Henriette fut un des effets principaux. On mit aux ordres de Mansfeld une armée de quatorze mille hommes, qui devoit reconquérir le Palatinat; mais l'expédition manqua, la France ayant refusé d'y prendre part, et les Provinces-Unies ayant montré de la répugnance à livrer passage aux troupes. Cependant l'Angleterre persistant dans sa résolution, excita la Suède et le Danemarck à soutenir les états de la Basse-Saxe, et offrit des secours en hommes et en argent.

La cour de France étoit alors gouvernée par le cardinal de Richelieu, qui avait fait revivre le

système de Henri IV. Elle n'étoit pas moins disposée par politique, que l'Angleterre ne l'étoit par ressentiment, à contrarier les desseins de la maison d'Autriche. Déjà même elle avoit empêché le roi d'Espagne et le duc de Savoie de partager entr'eux l'état de Gênes; et au moyen d'une médiation armée, elle avoit fait évacuer la Valteline. Désirant toutefois de relever l'autorité royale par l'abaissement des Huguenots, Richelieu n'osa point engager la France dans une guerre extérieure, avant qu'un ennemi domestique si puissant fût soumis; mais il n'épargna ni intrigues, ni promesses, ni argent, pour souffler le feu qui commençoit à s'allumer en Allemagne.

C'étoit surtout aux deux monarques du Nord qui avoient le plus de facilité de le faire et y étoient les plus intéressés, par la situation de leurs états, sous les rapports de la religion et de la politique, à s'opposer à l'extension de l'autorité impériale dans les parties septentrionales de l'Allemagne. Tous deux étoient excités par une haine personnelle contre Ferdinand. Gustave-Adolphe étoit offensé des secours que l'Empereur avoit donnés à Sigismond, roi de Pologne, qui avoit été renversé du trône de Suède, et qui, depuis cette époque, n'avoit cessé d'inquiéter ce royaume par des menées sourdes, ou de l'attaquer à force ouverte. Christian IV avoit des motifs non moins puissants. Il

Chap. L.
1624—1629.

étoit parent (1) de l'électeur palatin ; il craignoit que Ferdinand ne voulût lui enlever à lui-même les riches évêchés de Brême et de Verden, et il étoit irrité de la permission que la cour impériale avoit accordée aux comtes de Schaumbourg (2) de prendre le titre et les armes des ducs de Sleswick. Quoique l'inquiétude qu'ils se donnoient réciproquement empêchât les rois de Suède et de Danemarck de s'unir pour défendre la même cause, l'un et l'autre désiroient de se placer à la tête de la confédération, qui étoit prête à se former, et ils n'épargnèrent rien pour exciter les états Protestants de l'Empire à se soulever.

Toute l'année 1624 s'écoula en négociations et en querelles sur ce point entre les deux monarques. Les prétentions du roi de Danemarck furent soutenues par le roi d'Angleterre, son beau-frère. Christian avoit dans la situation de ses états de grands avantages pour pousser les opérations militaires. D'ailleurs il étoit d'un âge mûr, il avoit montré beaucoup de politique et

(1) Elisabeth, mère de l'électeur palatin, étoit fille d'Anne, sœur de Christian.

(2) Les ancêtres des comtes de Schaumbourg avoient possédé le Holstein et le Sleswick, à titre de fiefs, relevant de la couronne de Danemarck. *Suhms Geschichte Daennemarks*, p. 111-117.—*Hansen's Sleswic*, *passim*.

de prudence, et s'étoit fait un grand nom par ses exploits. Gustave-Adolphe, quoiqu'il eût déployé des talents dans l'art de la guerre et dans le gouvernement, ne jouissoit pas alors d'autant de considération personnelle que le roi de Danemarck; et comme il n'avoit aucune possession en Allemagne, il exigeoit la cession préalable d'une place forte importante, qui fût située sur la mer Baltique, condition qui effrayoit les princes allemands. La préférence fut donnée en conséquence à Christian. Les états de la Basse-Saxe se confédérèrent dans les formes à Segdebourg, et mirent ce prince à la tête de leur ligue, place qu'occupoit le duc de Brunswick, qui étoit dévoué à l'empereur.

Le roi de Danemarck ayant rassemblé ses propres forces et celles de la confédération, les bords du Weser devinrent tout-à-coup le théâtre d'une guerre de postes, où l'avantage demeura du côté de Tilly, qui prit Hameln, Minden et plusieurs autres villes de moindre importance, et qui s'avança jusqu'à Brunswick et Hildesheim.

L'empereur, qui avoit tenu les yeux ouverts sur la formation de la nouvelle ligue Protestante, se trouva dans une situation très-délicate. Jusque-là il avoit soutenu la guerre en Allemagne, uniquement avec les troupes bavaroises et celles de la ligue catholique. Tilly commandoit au nom du duc de Bavière, qui étoit chargé

Chap. I. 1624—1629.

de l'exécution de la sentence portée contre l'électeur palatin. Les ordres relatifs aux opérations militaires émanoient de la cour de Munich, et toute la conduite des affaires étoit subordonnée aux intérêts de la ligue, et non aux vues d'agrandissement de la maison d'Autriche. Ferdinand désiroit de s'affranchir de cette dépendance; mais l'épuisement de ses finances et les troubles qui agitoient ses états héréditaires sembloient opposer les obstacles les plus insurmontables à ce qu'il levât une armée, qui n'agît que d'après ses ordres particuliers; mais un homme capable d'imiter et même de surpasser Mansfeld comme partisan, vint alors au secours de l'empereur. Cet homme étoit le célèbre Waldstein.

Albert-Venceslas-Eusèbe de Waldstein, qui sortoit d'une famille illustre de Bohême, et étoit fils de Guillaume, seigneur de Waldstein et d'Hermenetz, étoit né à Prague en 1583. Il avoit été destiné à recevoir une éducation soignée; mais la fougue naturelle de son esprit avoit forcé son père à le placer, en qualité de page, près de Charles, margrave de Burgaw, qui tenoit sa petite cour à Inspruck (1). Dès sa première jeunesse, Waldstein montra cette confiance et cette

(1) Ce prince étoit fils de l'archiduc Ferdinand, souverain du Tirol, et de Philippe Welseren. *Voyez vol. II, chap. 35, pag. 439.*

imagination ardente qui conduisent souvent à la fortune. Ses parents l'avoient élevé dans la religion protestante; mais étant tombé d'une fenêtre sans se blesser, il se fit catholique. Il voyagea ensuite en Hollande, en Angleterre, en France, en Espagne et en Italie. Ce fut à Padoue, où il s'arrêta long-temps, qu'il commença de montrer des dispositions pour les sciences. Il s'y appliqua à l'étude de l'histoire et des mathématiques; mais il s'y livra surtout à l'astrologie judiciaire, qui échauffa son imagination romanesque. De retour en Bohême, il désira d'embrasser la profession des armes. La modicité de sa fortune, et le peu de protection qu'il avoit, s'opposèrent à l'accomplissement de ses vœux. Cependant ayant épousé une dame de Moravie, qui étoit veuve, âgée et fort riche, il put donner pleinement l'essor à son génie militaire. Pendant la guerre que Ferdinand, qui étoit alors duc de Stirie, avoit soutenue dans le Frioul contre les Vénitiens, Waldstein avoit levé, à ses frais, un petit corps de cavalerie, qu'il avoit conduit au siége de Gradiska. Sa libéralité lui avoit acquis l'amour de ses soldats, et son activité, l'estime de Ferdinand. La guerre étant terminée, il s'étoit rendu à Vienne. Ayant alors perdu sa femme, il épousa la fille de Charles, comte de Harrach, l'un des ministres de l'empereur. Waldstein prit la défense du monarque dans les troubles de Bohême,

Chap. L. 1624—1629.

et le parti dominant le bannit et le dépouilla de ses biens. Après avoir tenté vainement de comprimer le soulèvement qui commençoit à s'opérer dans la Moravie, il leva, toujours à ses frais, un régiment de mille Cuirassiers; et promu au grade de major-général, il prit une très-grande part aux opérations militaires. Il se signala surtout à la défaite de Mansfeld, et à la bataille de Prague. Ferdinand paya, en lui donnant des terres considérables qui avoient été confisquées sur les insurgents, les services signalés que lui avoit rendus Waldstein, qui, en outre, recouvra ses propres biens (1).

Tel étoit cet homme extraordinaire, tel étoit Waldstein, lorsque son souverain, pressé par les circonstances, le mit en état de jouer un rôle unique dans les fastes du monde. Ambitieux, plein de confiance en son heureuse étoile, comptant sur son génie inventif, et d'ailleurs ayant mûri son plan, il offrit à l'empereur de lever, d'équiper et de tenir sur pied une armée de cinquante mille hommes, à condition qu'il en auroit le commandement absolu, et qu'il lui seroit per-

(1) Vie d'Albert de Waldstein, dans les Vies des Personnes illustres.—Anecdotes concernant Waldstein dans les guerres de Gualdo, et autres affaires d'état de la chrétienté. — *Pelzel, passim.* — *Heinrich, vol. VI, p.* 458. —*Schmidt, vol. IX, p.* 273. — *Schiller, p.* 153.

mis d'en nommer les officiers. Les ministres considérèrent ce plan comme le résultat d'une imagination échauffée. Mais l'empereur, qui avoit éprouvé tant de choses extraordinaires, ne jugeoit point un projet impraticable, parce qu'il étoit vaste, et que l'exécution en étoit difficile. Il accepta donc avec empressement la proposition; il désigna les parties de la Bohême où devoient se faire les levées d'hommes; et pour donner plus de considération à son nouveau général, il le créa duc de Fridland. Le succès répondit à l'attente du monarque; et bientôt Waldstein eut, sous son commandement, un nombre d'hommes plus considérable que celui qu'il avoit proposé de lever.

Chap. L. 1624—1629.

Ayant reçu l'ordre de se réunir à Tilly, Waldstein s'avança à marches forcées vers Gottingue, comme pour opérer sa jonction avec ce général; mais tout-à-coup il tourna vers l'Elbe, s'assura d'un passage à Dessaw, et procura à ses troupes le pillage des riches territoires de Grubenhagen, d'Halberstadt et de Magdebourg. Les états de Basse-Saxe, ainsi enveloppés par les Impériaux et par l'armée de la ligue, firent des propositions de paix. Il se tint un congrès, sous la médiation Nov. 1625. des électeurs de Saxe et de Brandebourg. Le roi de Danemarck, qui, outre ses traités de subsides avec l'Angleterre et la Hollande, avoit conclu une ligue offensive et défensive avec Béthléem

Chap. L. 1624—1629.

Gabor, et entretenoit, dans les états autrichiens, des intelligences avec les mécontents, engagea les confédérés à tenter de nouveau la fortune des armes. Le congrès s'étant dissous, la campagne s'ouvrit. Le roi de Danemarck, qui fut renforcé par Mansfeld et par Christian de Brunswick, se vit à la tête d'une armée de plus de soixante mille hommes. Il détacha Mansfeld pour tenir Waldstein en échec, et attira Tilly loin des bords du Weser, en faisant entrer un corps de troupes dans l'évêché d'Osnabruck. Enfin il envoya dans le pays de Brunswick des corps de troupes considérables pour passer de-là dans la Hesse et le Palatinat, et séparer les deux corps d'armée de l'ennemi. Tilly ayant deviné le véritable point d'attaque, s'empressa de gagner le confluent du Weser et de la Fulde, prit Minden et Gottingue, et couvrit de la sorte les provinces menacées. L'approche du monarque danois l'empêcha de s'emparer de Nordheim, et il se replia sur Gottingue. Ayant reçu un renfort de dix mille hommes, tirés de l'armée de Waldstein, il força le roi de Danemarck à se retirer de

Le 27 Août 1626.

poste en poste, et enfin il le défit complétement à Lutter, près de Wolfenbuttel. Ce prince qui, dans l'action, perdit cinq mille hommes et la moitié de ses officiers, et dont toute l'artillerie et les bagages tombèrent entre les mains de l'ennemi, qui fit aussi deux mille prisonniers, eut

beaucoup de peine à gagner le Holstein (1). Tilly, poussant ses avantages, couvrit de ses troupes le pays de Lunebourg ; et le roi de Danemarck, quoiqu'il eût reçu un renfort de huit mille hommes, renfort qui étoit composé de troupes anglaises et de troupes hollandaises, fut réduit à défendre la frontière de ses états.

Chap. L.
1624—1629.

La fortune ne fut pas moins favorable à Ferdinand d'un autre côté. Trop de confiance en la valeur de ses troupes avoit porté Mansfeld à tenter de forcer les retranchements que Waldstein avoit faits pour défendre le pont de Dessaw. Quoique repoussé avec beaucoup de perte, il parut tirer de nouvelles forces de sa défaite. Il alla dans la marche de Brandebourg, où il fit des recrues, et recueillit le reste de ses troupes. Renforcé par cinq mille Danois, que lui amena le duc de Saxe-Weimar, il pénétra dans la Silésie, battit les Impériaux à Oppelen, et s'ouvrit, par la prise de Ratibor, de Jagerndorf et de Troppau, un passage dans la Moravie. Mansfeld laissa cinq mille hommes au duc de Saxe pour défendre ces postes importants ; puis après avoir longé le Waag, il défit, aux environs de Presbourg, un autre corps de troupes impériales. Béthléem Gabor, que son approche avoit porté à recommencer les hostilités, se réunit promptement à

Juin 1626.

Sept. 1626.

(1) *Piasecius, ap. Struvium, p.* 1252.

Chap. L. 1624—1629.

lui. En même temps le pacha de Bude fit, avec une armée de trente mille hommes, une irruption dans la Haute-Hongrie, s'empara de plusieurs forteresses dans le comté de Gran, et mit le siége devant Novigrade. Les mécontents coururent alors aux armes dans la Haute-Autriche.

Waldstein, qui n'avoit pu ni empêcher ni retarder la marche de Mansfeld, l'avoit suivi avec trente mille hommes, et parut bientôt en Hongrie. Les deux armées restèrent quelque temps sur la défensive; mais les maladies et le climat firent parmi elles plus de ravages que l'épée. Béthléem Gabor, découragé par la défaite que le roi de Danemarck venoit d'essuyer, et craignant de s'attirer sur les bras toutes les forces de l'empereur, conclut une nouvelle trève; et le pacha de Bude parut prêt à suivre cet exemple. Les insurgents de l'Autriche furent bientôt soumis par le comte de Pappenheim (1). Mansfeld, ainsi

(1) Godefroy-Henri, comte de Pappenheim, étoit fils de Weiten de Pappenheim, vice-maréchal et comte du Saint-Empire. Il naquit en 1594, fit de grands progrès dans les belles-lettres, et comme Waldstein, il voyagea en plusieurs parties de l'Europe. Il commença sa carrière militaire par être capitaine de cavalerie dans le régiment levé par le comte d'Herbertstorf, qui avoit épousé la mère de Pappenheim. Peu de temps après avoir rejoint l'armée bavaroise à Lintz, il fut promu au grade de lieutenant-colonel. Il reçut dix-sept blessures à la

abandonné, et voyant son armée se réduire chaque jour, licencia ses troupes, et vendit son artillerie aux Turcs. Suivi de douze officiers seulement, il traversa la Bosnie, pour gagner les états vénitiens, et retourner de là en Allemagne. Mais la fièvre que le mauvais air lui avoit donnée, et que le chagrin fit redoubler, termina à Zara la carrière de cet homme extraordinaire. Ferdinand fut délivré d'un ennemi implacable, qui avoit trouvé une infinité de ressources dans son génie, d'un ennemi qui s'étoit toujours relevé avec vigueur après chaque défaite, et qui, durant sept ans, avoit fait constamment échouer les desseins de la maison d'Autriche, que même il avoit mise en danger plus d'une fois. (1)

Vers le même temps, Christian de Brunswick, ami et compagnon d'armes de Mansfeld, mourut à Wolfenbuttel, dans sa vingt-neuvième année, d'une maladie douloureuse, qui, sans rien lui faire perdre de son courage et de son

bataille de Prague, et fut laissé couché parmi les morts. Il s'échappa miraculeusement, et guérit de ses blessures. Ses exploits lui méritèrent des commandements plus importants. On prétend qu'il étoit né portant imprimées sur le front, deux épées en sautoir, marque de la dignité de maréchal héréditaire des logis de l'Empire. —Histoire de Gustave-Adolphe, tom. II, p. 85.

(1) *Struvius*, *p.* 1251, *not.* 72. — *Schmidt*, *vol. IX*, *p.* 283.

activité, le conduisit insensiblement au tombeau. (1).

Waldstein ayant délivré la Hongrie, tourna ses efforts contre le corps que Mansfeld avoit laissé sur les frontières de la Silésie, et qui, après la mort du duc de Saxe-Weimar, avoit passé sous le commandement du jeune comte de Thurn. Le général de l'empereur prit les forteresses où ce corps avoit mis des garnisons, et le suivit jusque dans la marche de Brandebourg, où il contraignit l'électeur à révoquer la protestation qu'il avoit faite contre le transport de la dignité électorale palatine.

Les états héréditaires de la maison d'Autriche n'étant plus menacés au-dehors, et tous les soulèvements qui s'y étoient faits ayant été comprimés, Ferdinand ne vit plus rien qui pût l'empêcher de dissoudre la confédération qui s'étoit formée contre lui. Tilly et Waldstein parcoururent toute la Basse-Saxe, et tous les membres de ce cercle furent forcés de recevoir la loi ou de se bannir. Le théâtre de la guerre ayant été
1627. transféré dans les états du roi de Danemarck, ce
1628. prince fut repoussé de poste en poste; et avant

(1) La mort de Christian de Brunswick fut d'abord attribuée au poison; mais le corps de ce prince ayant été ouvert, on y trouva un ver de plusieurs pieds de longueur. *Struvius, p.* 1251, *not.* 68.

la fin de l'année 1628, Gluckstad fut, depuis la rive de l'Elbe jusqu'à l'extrémité du Jutland, la seule place qui lui restât. Cette suite de revers le porta à demander la paix; et de son côté, l'électeur Palatin offrit de se soumettre. Mais Ferdinand avoit le cœur trop enflé par ses succès pour écouter les conseils de la prudence, et suivre les maximes de la justice. Malgré le vœu des princes catholiques, il rejeta avec mépris les propositions de Christian et de Frédéric, et voulut leur imposer des conditions si humiliantes, qu'aucun souverain n'auroit pu les accepter sans honte. Il se tint à Wurtzbourg une assemblée des états catholiques, pour délibérer sur les moyens de rendre la paix à l'Allemagne, et de faire cesser les ravages qu'exerçoient les troupes impériales. Profitant de la jalousie des uns, de la timidité des autres, et de la haine que tous portoient aux Protestants, l'empereur sut rendre vaines les délibérations de cette assemblée, dont les efforts n'aboutirent qu'à lui faire une députation, pour l'inviter à réprimer les excès que commettoit l'armée de Waldstein. Les électeurs qui se réunirent à Mulhausen pour le même objet, se bornèrent à des représentations générales sur la conduite licencieuse des troupes impériales, et à une requête par laquelle ils prièrent l'empereur de ne plus faire de levées d'hommes, et de saisir la première occasion qui s'offriroit de licen-

1627.

Sept. 1627.

Chap. L. 1624—1629.

cier les troupes inutiles. Ils le pressèrent, il est vrai, de faire la paix avec le roi de Danemarck. Quant à l'électeur Palatin, ils déclarèrent qu'étant l'auteur des troubles, il devoit renoncer à la couronne de Bohême et à la dignité électorale, et que Ferdinand pouvoit s'indemniser des frais de la guerre sur le Palatinat. Ils ajoutèrent à cette déclaration que si Frédéric refusoit de souscrire aux conditions qui lui étoient imposées, ils se réuniroient à l'empereur pour l'y forcer lui et ses adhérents. Enfin les Catholiques, à l'instigation de Ferdinand, réclamèrent toutes les propriétés ecclésiastiques, dont, malgré la réserve, les Protestants s'étoient emparés depuis le traité de Passaw.

L'empereur n'ayant plus rien à craindre des partisans de l'électeur Palatin, rendit permanente, en faveur de tous les princes de la maison de Bavière, la cession de la dignité électorale palatine. En même temps il conféra à l'électeur de Bavière, à titre de fief impérial, le Haut-Palatinat, et cette partie du Bas, qui est située sur la rive droite du Rhin. Alors Ferdinand recouvra la Haute-Autriche; mais il fut obligé de promettre à la maison de Bavière une indemnité, si le futur traité de paix la dépouilloit de son acquisition. (1)

Le 4 Mars 1628.

(1) *Falkenstein*, *p.* 625.

Ses troupes étant maîtresses du cercle de Basse-Saxe, l'empereur crut l'occasion favorable pour procurer à des princes de sa maison les riches bénéfices qui avoient été enlevés à l'Église depuis la paix de religion. Le siége de Halberstadt étant venu à vaquer, Ferdinand força le chapitre à élire l'archiduc Léopold Guillaume, son fils, qui avoit été nommé évêque de Strasbourg et de Passaw, après la résignation de l'archiduc Léopold, son oncle. (1) Comme l'archevêché de Magdebourg étoit censé vacant par la proscription de l'administrateur, Christian Guillaume de Brandebourg, la terreur des armes de Waldstein porta les chanoines à déclarer le siége échu à Auguste, fils de l'électeur de Saxe. L'empereur, qui fut mécontent de ce choix, le fit annuller par le Pape; et Léopold Guillaume fut nommé archevêque; mais on laissa au prince saxon les revenus de l'archevêché. Ferdinand, pour indemniser son fils, lui procura l'archevêché de Brême, et la riche abbaye d'Hirschfeld, qui fut enlevée au landgrave de Hesse.

Les succès qui avoient couronné les armes de Ferdinand étoient loin de suffire à son ambition. Indigné d'avoir été arrêté par la Baltique, il vou-

(1) Ferdinand I.er avoit conféré, en 1264, le Tirol, et les possessions autrichiennes de Souabe et d'Alsace, à Léopold, son frère. *Voyez* vol. II, ch. 35, p. 441.

Chap. L. 1624—1629.

lut en occuper les rivages, et avoir des forces maritimes qui lui permissent de poursuivre le roi de Danemarck jusque dans ses îles, et d'empêcher les puissances du Nord de pénétrer dans l'Allemagne. Il désiroit aussi, pour rendre la couronne de Suède à Sigismond, roi de Pologne, son beau-frère et son allié, de détrôner Gustave-Adolphe. En conséquence, il avoit tenté de se procurer la flotte des villes Anséatiques; et du consentement de la cour de Madrid, il avoit offert à Lubeck le monopole du commerce de l'Espagne, et de grands priviléges en Allemagne. Cette ville n'ayant pas voulu concourir à sa propre ruine, en contribuant à celle des autres, l'empereur résolut d'avoir une flotte qui lui appartînt en propre, et de s'emparer de tous les ports situés depuis Kiel jusqu'à Colberg. Pour récompense de leurs services passés, il mit les deux ducs de Mecklenbourg au ban de l'Empire, et il transféra leurs états à Waldstein, qu'il nomma généralissime de ses troupes de terre, et amiral de la mer Baltique.

Le 21 Avril 1628.

Waldstein, dont l'imagination romanesque ne connoissoit aucun obstacle, travailla, avec toute l'ardeur qui le caractérisoit, à remplir les intentions de son souverain. Il fit de Wismar sa place d'armes maritime, et en achetant ou en frétant des vaisseaux de tous côtés, il parvint à rassembler une flotte de quinze voiles. Quoique

le duc n'eût donné aucun sujet de plainte, Waldstein entra dans la Poméranie, sous prétexte d'assurer, en faveur de l'Empire, la réversion de ce duché, qui en étoit un fief. Il s'empara de l'île d'Usedom, et de plusieurs ports sur cette partie de la mer Baltique, puis il mit tout-à-coup le siége devant Stralsund, ville alors anséatique et très-commerçante, qui, par l'excellence de son port et par sa position, étoit très-propre à faciliter les attaques que ce général se proposoit de faire contre le Danemarck et contre la Suède. Enfin, il occupa l'île de Rugen pour presser la réduction de la place, en s'efforçant de prévenir l'arrivée de tout secours étranger.

Le projet d'établir une marine sur la Baltique, projet que l'empereur avoit laissé paroître, porta les rois de Suède et de Danemarck à se réunir momentanément contre l'ennemi commun. Dès l'année 1626, ils avoient conclu un traité, dont la défense de Stralsund étoit l'objet, et une garnison danoise avoit été reçue dans la place. Cette garnison ayant été secondée par les habitants, et secourue plusieurs fois par les villes Anséatiques et par les flottes du Danemarck et de la Suède, repoussa tous les assauts que fit livrer Waldstein, après s'être vanté qu'il prendroit Stralsund, quand l'enfer même auroit entouré cette ville d'un mur de diamant. Sa constance fut sur le point de triompher. La place auroit été

Chap. L. 1624—1629.

rendue, si les habitants ne s'étoient mis sous la protection de Gustave-Adolphe, qui remplaça, par une garnison suédoise, la garnison danoise, exténuée par des attaques multipliées. Le feu des assiégés ayant éclairci les rangs de l'armée impériale, qui d'ailleurs étoit accablée de fatigue, Waldstein fut contraint de renoncer à son entreprise; mais pour sauver son honneur et se dédommager, il s'empara de Rostock.

Cependant le roi de Danemarck, réduit à l'extrémité, se défendoit avec tout le courage que le désespoir inspire. Ne pouvant plus lutter sur terre, il mit à profit sa supériorité maritime; et au moyen de fréquentes descentes sur les côtes de la mer Baltique, il anéantit la marine que venoit de créer l'empereur, et fit tirer en longueur le siége de Stralsund. Toutefois délaissé par tous ses alliés, ou n'étant que foiblement soutenu par eux, il se rendit aux vœux de ses sujets, et fit de nouvelles propositions de paix. Ferdinand avoit alors reconnu l'inutilité de ses efforts pour créer une marine, et disputer l'empire de la mer à une puissance maritime. Malgré tous les secours qu'il avoit fournis au roi de Pologne pour combattre Gustave-Adolphe, il avoit vu son allié réduit à la nécessité de conclure une paix humiliante; et il craignoit que la Suède et le Danemarck ne se réunissent pour se défendre en commun. Étant entré en guerre pour la succes-

sion de l'état de Mantoue, il sentit qu'il ne lui restoit plus que les forces nécessaires pour soumettre les Protestants, et éviter les difficultés que la ligue Catholique, qui commençoit à lui témoigner de la défiance, voudroit peut-être lui susciter. Pardessus tout, Waldstein, son général tout-puissant, qui ne lui faisoit pas moins la loi qu'à toute l'Allemagne, désiroit vivement d'assurer la conquête qu'il venoit de faire. En conséquence, il se tint, sous la médiation de l'électeur de Brandebourg, un congrès à Lubeck. Il fut stipulé que tout le pays conquis sur le roi de Danemarck lui seroit rendu, que ce monarque n'interviendroit plus dans les affaires d'Allemagne, excepté en ce qui concerneroit son duché de Holstein, et qu'il renonceroit à toute prétention aux archevêchés et évêchés dont il avoit voulu s'emparer. Christian abandonna à leur sort ses alliés, les ducs de Mecklenbourg et l'électeur Palatin, dont on ne fit aucune mention dans le traité.

Chap. L. 1624—1629.

Mai 1629.

Une des particularités les plus remarquables de la négociation, fut le refus de recevoir au congrès les ambassadeurs de Suède qui s'y étoient présentés. Le général de l'empereur ne voulut pas même accorder le titre de roi à leur souverain, injure que Ferdinand eut bientôt lieu de déplorer.

CHAPITRE LI.

1628 — 1630.

Desseins ambitieux de Ferdinand II. — Ce prince abolit la Réforme en Autriche. — Persécutions qu'il exerce dans la Bohême. — Il nomme, pour son successeur au trône de ce royaume, Ferdinand, son fils. — Plan qu'il trace pour détruire, en Allemagne, la religion réformée. — Il publie son édit de restitution. — Opposition que cet acte éprouve de la part des Catholiques et des Protestants. — Ferdinand intervient dans les affaires d'Italie. — Diète de Ratisbonne. — Négociations du cardinal de Richelieu avec les princes allemands. — Ferdinand consent à suspendre l'exécution de l'édit de restitution, à licencier une partie de son armée, à destituer Waldstein, et à négocier un accommodement pour les affaires d'Italie. — Ce prince échoue dans ses efforts pour faire nommer son fils roi des Romains.

Chap. LI.
1628—1630.

A la conclusion du traité de Lubeck, Ferdinand II fut maître, pour la seconde fois, de rendre la tranquillité à l'Allemagne. Il n'y voyoit plus un seul de ses ennemis qui eût les armes à

la main ; il avoit forcé, par la terreur, les Protestants à se soumettre ; il auroit pu faire cesser les alarmes des Catholiques, en leur prouvant qu'il n'avoit voulu que relever l'autorité de l'Église et soutenir la sienne propre ; et il auroit satisfait les amis de l'électeur Palatin, en restituant à ce prince, seulement une partie de ses états. Mais le prodigieux succès de ses armes, et les instigations de la cour de Madrid, le portèrent, non moins que son orgueil et sa présomption, à former les projets de conquête et de domination les plus extravagants. Quelque impossible qu'il soit de prouver authentiquement ses desseins, les déclamations des Jésuites, les discours de Waldstein, les observations des ambassadeurs d'Espagne, et toute la conduite de Ferdinand, montrent évidemment que ce prince se proposoit d'anéantir la religion Protestante, avec le secours des Catholiques, puis de les réduire eux-mêmes à l'obéissance. Il devoit aider la cour de Madrid à recouvrer les Provinces-Unies. Il espéroit qu'en faisant communiquer leurs possessions les unes avec les autres par la Valteline, les deux branches allemande et espagnole de la maison d'Autriche parviendroient à donner la loi à l'Europe. Il ne croyoit pas qu'aucune puissance fût alors en état de l'empêcher. Charles I.er, roi d'Angleterre, soutenoit contre son parlement la lutte qui a été si

Chap. LI. 1628—1630.

fatale à ce monarque, et de plus il étoit en guerre contre la France et l'Espagne. La première, outre cette guerre et ses démêlés avec la cour de Madrid pour la succession de Mantoue, étoit occupée à soumettre les Huguenots. Des dissensions de tout genre tourmentoient les Provinces-Unies, qui d'ailleurs étoient contenues par les forces de l'Autriche et de l'Espagne. La Turquie étoit agitée par des troubles intestins; et loin de songer à contrarier les projets de Ferdinand, elle se croyoit trop heureuse de n'être point attaquée. Béthléem Gabor, qui avoit si souvent porté la terreur jusqu'à Vienne, succomboit à une ma-
1628. ladie mortelle; et il conclut un traité de paix qui lui garantit ses conquêtes. Dans le Nord, l'empereur avoit mis le roi de Danemarck dans l'impossibilité de lui nuire; il avoit en Sigismond, roi de Pologne, un allié fidèle; et peut-être seroit-il injuste de l'accuser de trop de confiance, si, pour ainsi dire, au sein de la victoire, il avoit méprisé les efforts de Gustave-Adolphe, qui n'avoit pu jusqu'alors signaler ses talents que sur un petit théâtre, et dont les troupes et les ressources ne pouvoient entrer en comparaison avec les armées nombreuses et les revenus immenses de la puissante maison d'Autriche.

En cet état des choses, Ferdinand n'avoit pas même attendu, pour presser l'exécution de ses desseins, la conclusion de la paix avec le Dane-

Chap. LI. 1628—1630.

marck. Ce qu'il avoit le plus à cœur étoit d'extirper la religion protestante. Il révoqua, dans tous ses états, excepté en Hongrie, où il étoit retenu par la crainte que lui inspiroient Béthléem Gabor et les Turcs, non-seulement tous les priviléges qui avoient été accordés aux Protestants par ses prédécesseurs, et qu'il n'avoit point confirmés, mais encore ceux qu'il avoit approuvés lui-même dans toute leur étendue. Dans la Haute-Autriche, où il n'avoit pris aucun engagement formel, il abolit de vive force l'exercice du culte protestant. Il agit avec la même rigueur dans la Basse-Autriche, où il avoit ratifié les concessions que Mathias avoit faites aux Religionnaires. Ferdinand y mit successivement plusieurs restrictions, et finit par interdire, dans cette province, l'usage de tous les livres luthériens, par annuller les baptêmes et les mariages faits par les ministres de la religion réformée, par destituer tous les officiers civils qui professoient le protestantisme, et par ordonner à tous ses sujets, de quelque rang qu'ils fussent, d'assister au service divin, selon le rit catholique. (1)

Le 10 Avril 1628.

Mais ce fut dans la Bohême, où les trois quarts des habitants étoient Protestants, que Ferdinand montra le plus de cruauté. Ce prince y interdit toute fonction aux instituteurs et aux minis-

(1) *Reisser, vol. III, p.* 218 – 222.

Chap. LI. 1628–1630. tres du culte réformé; il y donna les temples aux religieux qu'il y avoit fait venir de toutes les parties de l'Europe; il y défendit à quiconque n'étoit point catholique, d'exercer aucun trafic, aucun métier; il y déclara nuls aussi les mariages, les baptêmes et les testaments faits par les Protestants; il chassa même des hôpitaux ceux d'entre eux que la misère et la maladie y avoient conduits. Il expulsa de la capitale, avec leurs femmes et leurs enfants, tous les bourgeois qui étoient Religionnaires, et les plus pauvres furent forcés de se faire Catholiques. Des missionnaires, accompagnés de troupes, parcoururent les autres villes et les villages. Les citoyens qui purent se bannir eux-mêmes, furent les moins malheureux. On emprisonnoit les hommes; on exposoit les femmes et les enfants à tous les outrages de la soldatesque; on livroit les maisons au pillage: et ce ne fut là que le premier degré de la persécution. Quelques-uns furent massacrés impitoyablement, et d'autres pourchassés dans les forêts et les montagnes, comme des bêtes fauves; plusieurs furent traînés de force à la messe; et enfin ceux qui osèrent opposer quelque résistance furent ou mutilés ou mis à mort dans les tourments.

1627. Ce fut au milieu de toutes ces horreurs, que Ferdinand se rendit à Prague pour y faire cou-

(1) *Pelzel, p.* 739, 755, 788.

ronner son fils, après l'avoir déclaré son successeur. Il confirma le droit de s'imposer eux-mêmes, et d'autres priviléges dont jouissoient les états, puis il abolit le droit d'élection à la couronne. Il interdit l'usage de la langue bohémienne dans tous les actes publics, et combla la mesure de ses attentats en abrogeant l'édit royal de tolérance. Il rendit au clergé le rang que ce corps avoit tenu dans les états, avant les guerres des Hussites. Il déclara que les Catholiques jouiroient seuls de l'exercice du culte, et porta la peine du bannissement contre tous ceux qui, après un espace de temps fixé, refuseroient de rentrer dans le sein de l'Église. Par cet acte de persécution, Ferdinand chassa de la Bohême trente mille familles des plus industrieuses et des plus riches, et fit à ce royaume une blessure qui n'est pas encore entièrement fermée.

Un empereur qui agissoit ainsi dans ses états particuliers, devoit être disposé à user de la même rigueur en Allemagne; mais il falloit y procéder avec plus de mesure. Comme Rodophe II, Ferdinand II se prévalut de l'ambiguité avec laquelle plusieurs articles de la paix de religion avoient été énoncés. S'arrogeant le droit de les interpréter, il déclara valide la réserve ecclésiastique, et nulle la déclaration que Ferdinand Ier. y avoit jointe. Ce fut sur ces principes

Chap. LI.
1628—1630.
Le 16 Mars 1929.

qu'il appuya le célèbre édit par lequel il ordonna la restitution de toutes les propriétés ecclésiastiques qui avoient été sécularisées depuis la paix de Passaw, et qu'il enjoignit aux Protestants de rendre aux Catholiques tous les bénéfices dont ils s'étoient emparés contre la teneur du traité, et contre celle de la réserve. Il autorisa aussi les prélats à user de tous les moyens propres à extirper, dans leurs diocèses, les maximes du protestantisme, et il ne fit participer au bénéfice de la paix de religion que les Catholiques et les Luthériens. Ferdinand termina son ordonnance en menaçant de mettre au ban de l'Empire quiconque refuseroit d'obéir. La puissante armée de Waldstein prévint toute opposition. On fit, il est vrai, quelques représentations; mais elles furent négligées; et les princes de la maison de Saxe conservèrent seuls les bénéfices qu'ils s'étoient appropriés. Les ducs de Brunswick perdirent tout ce qu'ils avoient enlevé à l'évêché d'Hidelsheim. Les chanoines protestants d'Halberstadt et de Magdebourg furent dépossédés. Le pape ajouta l'archevêché de Brême aux vastes possessions ecclésiastiques, dont jouissoit le fils de Ferdinand. Dans la Souabe, dans la Franconie et dans la Westphalie, toutes les maisons religieuses furent rendues aux Catholiques; et le culte réformé fut exclu d'Augsbourg, d'Ulm, de Ratisbonne et des

autres villes impériales de ces trois cercles. (1) Chap. LI.

L'exécution de l'édit de restitution sembloit ne devoir être que le prélude de l'extermination des Protestants. Cependant leur ruine fut prévenue par l'intervention des Catholiques, à l'instigation desquels Ferdinand avoit pris cette mesure, mais que sa puissance, à l'élévation de laquelle ils avoient tant contribué, commençoit à inquiéter. Ils étoient surtout indignés des excès de l'armée impériale qui, à la conclusion de la paix, avoit été augmentée, loin d'avoir été diminuée, dont les troupes distribuées dans toute l'Allemagne, levoient d'énormes contributions, et pilloient également amis et ennemis. L'orgueilleux Waldstein dévoiloit ses propres projets et ceux de son maître, en disant fréquemment qu'il falloit réduire les électeurs à la condition des grands d'Espagne, et les évêques à n'être que les chapelains de l'empereur. Enfin les alarmes des princes catholiques s'accrurent par la demande que Ferdinand leur adressa, de licencier cette partie de leur armée, qui avoit pris ses quartiers dans la Franconie 1628—1630.

(1) L'édit de restitution fit perdre aux Protestants deux archevêchés, ceux de Magdebourg et de Brême, et douze évêchés, ceux de Minden, d'Halberstadt, de Verden, de Lubeck, de Ratzebourg, de Meissen, de Mersbourg, de Naumbourg, de Brandebourg, d'Havelberg, de Lebus et de Cammin.

Chap. LI. 1628—1630. et dans la Souabe; et ils jugèrent, non sans raison, qu'il se proposoit d'opérer la dissolution de leur ligue. Maximilien, duc de Bavière, ce rival de Waldstein, en talents, en réputation et en crédit, partageoit ce sentiment. Ce prince avoit été extrêmement irrité de la formation d'une armée indépendante, supérieure en nombre à celle qu'il commandoit, et de la tentative qu'on avoit faite pour dissoudre une confédération de laquelle il tenoit son pouvoir. Il ne considéroit, que comme le paiement de ses services, les récompenses qu'il avoit reçues; et il étoit indigné qu'on voulût en réduire la valeur. Il prêta donc l'oreille aux insinuations du cardinal de Richelieu et des autres ennemis de la maison d'Autriche, et donna le premier de la force à l'opposition qui humilia l'orgueil de Ferdinand. A son instigation,
Mars 1629. les membres de la ligue se réunirent à Heidelberg, et demandèrent à l'empereur, la convocation d'une diète pour rétablir la tranquillité, et remédier aux maux faits par son armée. Répondant à la demande de licencier une partie de leurs troupes, ils s'étendirent sur les grands services qu'elles avoient rendus à la maison d'Autriche, et finirent par cette déclaration : « Jusqu'à ce que nous ayons reçu une indemnité » ou une garantie pour l'acquit des dépenses » que nous avons faites, nous ne licencierons » pas un seul soldat, *nous n'abandonnerons*

» *pas un pouce de terrain*, qu'il appartienne » soit à des ecclésiastiques, soit à des séculiers, » ET LE DEMANDE QUI VOUDRA ! » (1)

Chap. LI. 1628—1630.

Telle étoit la présomption de Ferdinand, qu'à l'instant même où il se disposoit à écraser les Protestants, et où les Catholiques lui témoignoient un mécontentement extrême, il employoit, à des expéditions lointaines, l'élite de son armée. Outre deux corps de troupes très-considérables qu'il envoya, l'un au secours de Sigismond, roi de Pologne, et l'autre contre les Provinces-Unies, il prit part à la guerre que la succession au duché de Mantoue venoit d'allumer en Italie.

Vincent II, duc de Mantoue, étant mort sans postérité, sa succession échut à Charles, duc de Nevers, prince qui étoit issu d'une branche collatérale de la maison de Gonzague. (2) Le feu duc l'ayant reconnu pour son successeur, Charles s'étoit mis paisiblement en possession de cet héritage. Cependant le duché de Mantoue fut réclamé par Ferdinand, duc de Guastalla, qui sortoit d'une branche collatérale plus éloignée 1627.

---

(1) *Heinrich, vol. VI, p.* 500. — *Falkenstein, vol. II, p.* 648.

(2) L'état de Mantoue fut, en 1530, érigé en duché par Charles-Quint, en faveur de Frédéric II, prince de la maison de Gonzague.

Chap. LI. 1628—1630.

que celle dont étoit le duc de Nevers; et Emmanuel, duc de Savoie, qui descendoit d'une princesse de la maison Montferrat, demanda le marquisat de ce nom. Comme le roi d'Espagne ne vouloit pas voir un prince, qui étoit dans la dépendance de la France, posséder un état voisin du Milanais, il soutint les prétentions du duc de Guastalla, et conclut avec le duc de Savoie un traité pour le partage du Montferrat. En conséquence les troupes espagnoles assiégèrent Casal, et les troupes piémontaises soumirent le reste du duché. En même temps l'empereur ordonna le séquestre et publia le décret de mise au ban de l'Empire, contre le duc de Nevers, qui avoit refusé de mettre en possession de Mantoue les commissaires impériaux.

Comme ce prince n'étoit appuyé que foiblement par la république de Venise, il n'auroit pu faire que peu de résistance, s'il n'avoit trouvé un puissant protecteur dans le roi de France. Louis XIII, en personne, passa les Alpes, à la tête d'une armée de vingt-cinq mille hommes, fit lever le siége de Casal, et força le duc de Savoie à lui céder ses droits sur Trino, et à remettre aux Français, qui devoient les occuper temporairement, Suse et Saint-François.

Telle étoit la situation des choses lorsque Ferdinand II prit part aux hostilités. Il envoya

Mai 1629. en Italie, où elle répandit la terreur, une armée

de trente mille hommes, qui traversa, de vive force, le pays des Grisons et la Valteline, emporta Mantoue d'assaut, et chassa le duc de ses états. Juillet 1630.

Ce fut vers ce temps que l'empereur, conformément à la demande de la ligue catholique, tint à Ratisbonne une diète électorale, qu'il présida en personne. Il espéroit en tirer des secours pour combattre les princes du parti de l'électeur palatin, pour pousser la guerre d'Italie, et résister à Gustave-Adolphe, qui se préparoit à porter ses armes en Allemagne. Mais son motif principal étoit de faire élire son fils roi des Romains. Ses espérances furent déçues. La tenue de la diète parut aux ennemis de l'empereur une occasion favorable de traverser ses desseins. Elle ne fut point négligée par le cardinal de Richelieu qui, après avoir affermi l'autorité royale en soumettant les Huguenots, travailloit à exécuter le grand projet que Henri IV avoit conçu pour abaisser la puissance de la maison d'Autriche. Il envoya en qualité d'ambassadeur près de la diète, Brulart de Léon, dont la mission apparente étoit de négocier un accommodement au sujet de la guerre de Mantoue. Richelieu fit accompagner cet ambassadeur par le célèbre père Joseph, le dépositaire de tous les secrets du cardinal, et l'âme de tous ses projets. Ce capucin qui sous un extérieur de sainteté, cachoit une adresse con-

Chap LI.
1628—1630.

sommée, et un esprit d'intrigue qui n'étoit point inférieur à celui du ministre qui l'employoit. (1) Cet agent devoit s'efforcer d'obtenir la réduction de l'armée impériale, et le renvoi de Waldstein, et d'empêcher que le fils de Ferdinand ne fût élu roi des Romains. Il étoit autorisé à faire les concessions ou les promesses les plus exagérées pour atteindre au but de sa mission. Le père Joseph intrigua près des Catholiques et des Protestants, et trouva un coopérateur zélé dans le duc de Bavière, qui dirigeoit les membres de la diète.

Ferdinand avoit cru l'élection de son fils si assurée, qu'il avoit permis à son poëte Lauréat de faire imprimer une ode sur ce sujet. Ce prince fut confondu, lorsqu'au lieu d'un prompt acquiescement à ses demandes, la diète répondit qu'avant de s'occuper de toute autre affaire, il falloit que l'empereur redressât les griefs qui résultoient des excès commis par ses troupes. Le duc de Bavière déclara même que l'assemblée ne seroit point libre tant que Ferdinand tiendroit cent cinquante mille hommes sur pied. Ces représentations furent suivies d'une demande formelle pour la ré-

---

(1) *Voyez* le *Véritable Père Joseph*, ouvrage où cet homme singulier, dont les relations et les intrigues embrassoient presque tout le monde civilisé, paroît avoir été parfaitement peint.

duction de cette armée et le renvoi de Waldstein. Une opposition si forte ranima le courage des Protestants, et ils s'élevèrent contre l'édit de restitution. Le duc de Bavière en demanda la suspension pendant quarante ans; quelques Catholiques en vouloient même l'abrogation; et d'autres insistèrent sur la nécessité d'user d'indulgence envers les Religionnaires, pour les empêcher de se réunir au roi de Suède, ou de seconder les ennemis de l'Empire.

Ces efforts pour faire abroger ou suspendre un édit que l'empereur avoit promulgué sans avoir daigné consulter la diète, et pour le porter tant à réduire une armée à laquelle il devoit son indépendance, qu'à destituer un général, dont les talents lui étoient devenus plus nécessaires que jamais, blessèrent profondément l'ame orgueilleuse de Ferdinand. Il fut tenté, et Waldstein (1) le lui conseilla, de rejeter des demandes si injurieuses et faites si impérieusement, d'entrer avec son armée dans la Bavière, et, après avoir châtié leur chef, de forcer à l'obéissance les Catholiques eux-mêmes. Mais l'éloignement des meilleures troupes de l'empereur, qui étoient en Italie, auroit rendu l'exécution de ce projet très-dangereuse sinon impraticable. Ces contrariétés firent désirer de plus en plus à Ferdinand

(1) Barre, tom. IX, p. 593.

Chap. II. 1628—1630.

d'assurer l'élection de son fils. Le duc de Bavière et les agents de la France, profitèrent habilement de cette disposition. Maximilien s'efforça de persuader à l'empereur, qu'il ne pourroit obtenir les suffrages des électeurs qu'en accédant aux justes demandes des Catholiques, et qu'en usant d'indulgence envers les Protestants. De son côté, le père Joseph lui dit insidieusement qu'il pourroit rappeler Waldstein et lever de nouvelles troupes; et il n'omit rien pour calmer les craintes et faire cesser les soupçons du monarque. Ses artifices, soutenus par la régularité de ses mœurs et son apparente dévotion, parvinrent à vaincre la répugnance d'un prince qui étoit très-pieux, et qui respectoit jusqu'à l'habit d'un religieux. En conséquence, Ferdinand licencia dix-huit mille hommes de sa meilleure cavalerie, et consentit à suspendre l'exécution de l'édit de restitution, jusqu'au mois de février suivant, où l'on devoit se rassembler à Francfort pour entrer en accommodement.

Une tâche plus difficile que ce licenciement, étoit d'obtenir la démission d'un général impérieux et vain, qui étoit enorgueilli de ses succès, et qui jouissoit d'une autorité absolue à la tête d'une armée nombreuse, dont les soldats l'adoroient, et dont les officiers n'attendoient leur avancement que de lui. Ferdinand confia à deux de ses plus intimes conseillers ce

message difficile, et il accompagna sa demande de toutes sortes de témoignages d'estime, de reconnoissance et de regrets, pour celui à qui elle étoit adressée. Les alarmes de l'empereur étoient mal fondées. Un astrologue en qui Waldstein avoit la plus grande confiance, et qui seul avoit de l'empire sur son esprit, lui persuada que les astres annonçoient que sa disgrace ne seroit que momentanée, et qu'il s'élèveroit ensuite à un plus haut degré de puissance qu'auparavant. Le général reçut donc les envoyés de Ferdinand avec douceur. Il leur montra des calculs astrologiques, et leur dit : « Ces signes m'avoient » instruit de votre mission. L'ascendant du duc » de Bavière est plus grand que celui de l'em- » pereur. Je ne blâme point la conduite de mon » souverain, quoique je regrette qu'il m'ait sacri- » fié si facilement. J'obéirai. » Il congédia les envoyés en leur faisant des présents, et leur remit une lettre où il supplioit le monarque de lui continuer sa bienveillance. Waldstein rentra ensuite avec dignité dans une condition privée. (1)

Chap. LI.
1628—1630.

Outre ces sacrifices, les agents de la France firent, par l'intervention des électeurs, consentir Ferdinand à terminer l'affaire de la succession au duché de Mantoue. Il convint d'accorder

---

(1) *Kevenhuller, ap. Heinrich, vol. VI, p.* 512. — *Schmidt, vol. IX, p.* 331. — *Schiller, p.* 184.

Chap. LI. 1628—1630.

l'investiture de cet état, et celle du Montferrat au duc de Nevers; et les ducs de Savoie et de Guastalla durent, au moyen d'une foible indemnité, renoncer à toutes leurs prétentions. En retour, l'ambassadeur de France prit, au nom de son maître, l'engagement le plus formel de ne prêter aucun secours aux ennemis de l'empereur et de l'Empire. (1)

Le 13 Oct. 1629.

Ferdinand, après avoir fait de si grandes concessions, fut plus déconcerté que jamais, lorsqu'il vit échouer tous ses efforts pour placer la couronne impériale sur la tête de son fils. Les électeurs, qui avoient obtenu ce qu'ils désiroient, non-seulement différèrent l'élection, mais témoignèrent le dessein de choisir le duc de Bavière. Toutes ses espérances étant frustrées, l'empereur rompit brusquement la diète, tant pour cacher son humiliation que pour mettre un terme aux menées de ses ennemis. Bientôt il eut, de plus, la mortification de voir la France, pour ne pas remplir les engagements dans lesquels il avoit mis sa confiance, désavouer ses ambassadeurs; et il eut tout lieu de soupçonner que la même main qui avoit ratifié le traité conclu avec lui au nom de cette puissance, avoit, presque au même instant, signé une convention avec Gustave-Adolphe. Indigné de la fourbe et de l'abus

(1) Dumont, tom. V, P. II, 615.

qu'on avoit fait de la religion et de l'amitié, il dit plus d'une fois avec douleur : « Qu'un pau- » vre capucin l'avoit désarmé avec son chape- » let, et que tout étroit qu'étoit son coqueluchon, » il avoit su y faire entrer six bonnets électo- » raux. » (1)

Chap LI.
1628—1630.

(1) Le Véritable père Joseph, etc., tom. II, p. 3.

CHAPITRE LII.

1630 — 1631.

SITUATION politique de la Suède. — Exploits de Gustave-Adolphe. — Ce prince fait une descente en Allemagne. — Il se met en possession de la Poméranie. — Il contracte alliance avec la France. — Assemblée des Protestants à Leipsick. — Situation et conduite de l'Empereur et de l'Empire. — Tilly est promu au commandement des troupes impériales. — Ce général s'efforce en vain de recouvrer la Poméranie. — Siége et sac de Magdebourg. — Tilly menace la Hesse.

Chap. LII. 1630—1631.

LE ressentiment que firent concevoir à Ferdinand les outrages qu'il venoit de recevoir du duc de Bavière et des Catholiques, l'auroit porté probablement à se venger, si un autre ennemi n'avoit attiré toute son attention. Cet ennemi étoit Gustave-Adolphe.

La Suède, depuis la mort de Gustave Vasa, avoit été tourmentée par des dissensions intestines. Eric, fils aîné de ce monarque, avoit été détrôné par Jean, son frère, qui, sur les instances de Catherine Jaghellon, princesse de Pologne, son épouse, avoit entrepris de rétablir la

religion catholique dans ses états. Les Protestants avoient trouvé un appui en Charles, le plus jeune des fils de Gustave-Vasa. L'interposition du sénat avoit empêché la guerre civile d'éclater; et Jean avoit été contraint de céder à Charles l'administration principale des affaires. Telle étoit la situation de la Suède, lorsque Jean mourut. Ce prince avoit laissé deux fils. Sigismond, l'un d'eux, avoit été élu roi de Pologne, du vivant de son père. Jean, qui étoit l'autre fils, avoit été élevé dans la religion protestante. Les longues absences de son neveu avoient procuré à Charles la facilité d'accroître son autorité personnelle. Sigismond ayant tenté de changer la religion du pays, avoit fait soulever toute la nation et avoit été déposé formellement par une diète qui avoit placé la couronne sur la tête de Charles; et le duché d'Ostrogothie avoit été conféré à Jean, 1060.
qui avoit renoncé à ses prétentions au trône. Cette révolution avoit allumé la guerre entre l'oncle et le neveu. Charles avoit été occupé, durant tout son règne, à défendre sa couronne contre son oncle, et à résister aux attaques des Danois et des Russes. Gustave-Adolphe, son fils et son successeur, avoit eu, en montant sur le trône, à soutenir la guerre contre trois puissances. Quoiqu'il ne fût âgé que de dix-huit ans, il avoit déployé de si grands talents et montré tant de prudence, que les états avoient abro- 1611.

Chap. LII. 1630—1631. gé en sa faveur, la loi qui fixoit à vingt-quatre ans la majorité du roi. Le jeune monarque avoit bientôt justifié cette preuve de confiance extraordinaire. Les Danois s'étoient emparés de Calmar et d'Elfsborg, et avoient menacé Stockholm même. Gustave-Adolphe avoit fait échouer tous leurs efforts pour pénétrer jusqu'au cœur de la Suède. Il avoit recouvré quelques-unes des places qu'ils avoient conquises, et avoit fini par acheter la paix, au moyen d'une certaine somme et de la cession des droits surannés qu'il avoit sur l'aride et froide Laponie. (1)

1617. Délivré de ses ennemis les plus dangereux, Gustave-Adolphe avoit attaqué les Russes, puis il avoit conclu avec Michel Feodorovitz une paix ou une trève de quarante ans. Il s'étoit indemnisé amplement des sacrifices qu'il avoit faits, en traitant avec le Danemarck. Il avoit acquis la Finlande, la Carélie et l'Ingrie, ce qui joint à la possession de l'Estonie, que son père avoit conquise, avoit exclu les Russes des côtes de la mer Baltique. Ses succès lui avoient permis de réunir toutes ses forces contre Sigismond, roi de Pologne, son cousin, qui avoit rejeté avec dédain toutes ses propositions, et qui n'avoit épargné ni la force, ni les intrigues pour re-

(1) *Dalhins Geschichte von Schweden. — Holberg's Danische Geschichte.*

monter sur un trône d'où il avoit été précipité. Le jeune monarque avoit aussi déployé dans cette guerre les grands talents qu'il avoit montrés en combattant les Danois et les Russes. Il avoit soumis la plus grande partie de la Livonie et de la Prusse Polonaise, et avoit contraint Sigismond à conclure, malgré les exhortations et l'assistance de la cour impériale, une trève de six ans, qui avoit autorisé le roi de Suède à garder ses conquêtes. (1)

Protestant zélé, Gustave-Adolphe jugeoit qu'il étoit de son devoir de ne point laisser opprimer sa religion; souverain, il avait intérêt à réduire le pouvoir exorbitant de la maison d'Autriche. Ce prince étoit justement irrité de l'appui que Ferdinand avoit prêté à Sigismond, et du refus que l'empereur avoit fait de lui donner le titre de roi, et d'admettre ses ambassadeurs au congrès de Lubeck. A ces motifs de religion et de ressentiment personnel, se joignoient un ardent amour de la gloire, et le désir de rendre à la Suède, le rang que son éloignement, ses dissensions intestines et les guerres qu'elle avoit soutenues contre ses voisins, lui avoient fait perdre.

Gustave-Adolphe, peu de temps après qu'il

---

(1) *Lengnich. Hist. Polona. — Lagerbring's Geschichte von Schweden, p.* 104.

fut monté sur le trône, s'étoit efforcé d'entretenir des liaisons avec les princes protestants d'Allemagne. Il leur avoit offert ses secours durant les troubles qu'avoit occasionnés la succession de Berg et de Juliers, troubles qui s'étoient renouvelés sous le règne de Mathias et au commencement de la guerre de Bohême. Quoique ses offres n'eussent point été acceptées, il n'avoit point perdu de vue ce grand objet. Il avoit désiré d'être mis à la tête de la confédération formée par les Protestants du cercle de Basse-Saxe. (1) Mécontent de la préférence qui avoit été donnée au roi de Danemarck, il n'avoit pris aucune part à la contestation, jusqu'à ce que Christian eût été chassé de ses états de terre ferme, et que l'empereur eût témoigné le dessein de dominer sur la mer Baltique. On a déjà vu que le roi de Suède avoit alors conclu une alliance avec le roi de Danemarck, et qu'il avoit secouru la ville de Straslund, assiégée par Waldstein.

Le caractère, les talents, les desseins et les ressources de Gustave-Adolphe n'avoient point échappé aux regards pénétrants du cardinal de Richelieu; et ce grand ministre n'avoit vu que ce prince à qui il pût confier l'exécution du vaste plan qu'il avoit tracé pour abaisser la puissance

(1) *Voy.* chap. L.

de la maison d'Autriche. La médiation de la France avoit accéléré la conclusion de la trève avec la Pologne; et l'on avoit promis au monarque suédois toutes sortes de secours pour l'engager à se mettre à la tête du parti protestant. Quelque avantageuses que fussent d'ailleurs les offres qui lui étoient faites, Gustave-Adolphe n'avoit voulu prendre aucun engagement qui pût compromettre son indépendance et son honneur. La cour de France, en refusant de traiter avec lui sur le pied de l'égalité, l'avoit fortifié dans sa résolution. Il s'étoit donc contenté de promesses générales; il attendit que la victoire lui donnât des droits à la coopération et non à la protection de la France. Il s'adressa aux états protestants d'Allemagne; mais ses propositions ne furent accueillies que par quelques princes d'un ordre inférieur. L'électeur de Brandebourg, son beau-frère, et l'électeur de Saxe (1) laissèrent leur jalousie et leurs craintes triompher de leur intérêt. Gustave-Adolphe sachant que le succès lui feroit des partisans, ne fut point découragé par ce peu d'empressement. Il hâta ses préparatifs, fit des levées de troupes dans toutes

(1) L'électeur de Saxe étoit George I.er L'électeur de Brandebourg étoit George-Guillaume, qui fut père de Frédéric-Guillaume, dit le Grand-Electeur. Gustave avoit épousé Marie-Eléonore, sœur de ce prince.

Chap. LII. 1630—1631.

les parties de l'Europe, et reçut à son service les officiers et soldats que l'empereur avoit été forcé de licencier. L'Angleterre, les Provinces-Unies et la ligue anséatique lui promirent des secours. Il eut avec le roi de Danemarck une entrevue pour régler les différends qu'il avoit avec ce prince, et le porter à garder la neutralité. Il n'omit aucune précaution pour mettre ses possessions à l'abri de toute attaque. Enfin il assembla les états de son royaume, pour obtenir leur consentement et leur appui, et assurer la succession à la couronne de Suède, en faveur de Christine, sa fille unique. Il leur adressa un discours où il déclara que ce n'étoit point l'ambition, mais le désir de défendre sa religion, et de venger son propre honneur et celui de sa nation, qui lui mettoit les armes à la main. « Si, » continua-t-il, « c'est la volonté du ciel que je » succombe en combattant pour la liberté, pour » mon pays et pour l'univers, je m'y soumets. » Comme souverain, je dois obéir sans mur- » mure au roi des rois, et lui rendre à l'instant » où il me la redemandera, l'autorité qu'il m'a » confiée pour l'accomplissement de ses des- » seins. Je mourrai dans la ferme persuasion » que la divine providence protégera mes su- » jets, parce qu'ils sont vertueux et fidèles, et » que ministres, généraux et sénateurs s'acquit- » teront ponctuellement de ce qu'ils doivent à

» ma fille; car ils aiment la justice, ils me res-» pectent, et sont attachés à leur pays! » (1) Ce discours fit verser des larmes à tous ceux qui étoient présents. Dans l'enthousiasme qu'il excita, l'assemblée accorda les demandes de secours en hommes et en argent qui lui furent faites, et déclara que tous les citoyens sacrifieroient avec joie leur fortune et leur vie pour seconder les desseins d'un monarque chéri.

La flotte destinée à l'expédition étoit à l'ancre dans la rade d'Elfsnaben, et quinze mille hommes de troupes de débarquement avoient été rassemblés dans ce port. Gustave-Adolphe, après y avoir été retenu quelque temps par des vents contraires, mit à la voile, à la vue et aux acclamations d'une foule de peuple accouru pour jouir d'un spectacle si propre à flatter une nation belliqueuse. La flotte aborda, le 24 juin, à Ruden, îlot situé à l'entrée de la baie formée par les îles d'Usedom et de Rugen. En mettant le pied sur le sol allemand, le monarque Suédois se prosterna pour remercier le ciel de lui avoir accordé une heureuse traversée. Dans le dessein d'assurer ses communications avec la

(1) Histoire de Gustave-Adolphe, tom. II, p. 298-303. Le discours qu'on vient de lire est plutôt la substance que la copie de celui qu'indique cette citation.

(*Remarque du Traducteur.*)

Chap. LII. 1630—1631. Le 20 Juill. 1630.

Suède, il s'empara, sur-le-champ, des îles de Rugen, d'Usedom et de Wollin. Ensuite il se mit en marche pour se rendre maître de la capitale de la Poméranie, de la ville de Stettin qui, si elle avoit été occupée par les Impériaux, auroit arrêté ses progrès. Il vainquit la répugnance réelle ou simulée de Bogeslas, qui étoit souverain du duché, et qui conclut avec le roi de Suède, un traité d'alliance offensive et défensive. Comme le duc, qui étoit fort âgé, n'avoit point d'enfants, le traité fut conçu de façon à garantir aux Suédois, au moins jusqu'à la fin de la guerre, la possession de la Poméranie, quoique ce pays dût revenir à l'électeur de Brandebourg, par droit de réversion. Gustave-Adolphe eut à se féliciter de sa promptitude. Deux jours après que ce monarque fut entré dans Stettin, Torquato-Conti, général des troupes impériales, s'avança à la tête d'une armée de dix-sept mille hommes. Se voyant prévenu par les Suédois, Conti jeta des garnisons dans Gartz et Greiffenhagen, et se retrancha sous les murs de la première de ces places, ce qui le rendit maître du cours supérieur de l'Oder. Gustave-Adolphe tenta vainement, quoique sans livrer bataille, de lui faire

(1) *Heiss, tom. V, p.* 496. — Pfeffel, tom. I, p. 629, tom. II, p. 43, 145, 148. — Mémoires de la Maison de Brandebourg, *passim.*

abandonner cette position. Après l'arrivée d'un renfort venu de Suède, et celle d'un corps de troupes anglaises, ce prince sortit de Stettin et enleva aux Impériaux les postes principaux de la Poméranie, à l'exception de Demmin, de Gripswald et de Colberg, qu'il fit bloquer; et il battit près de Demmin, un corps de troupes impériales. Toutes ces entreprises ne firent point quitter à Conti son importante position. Ce général fit divers détachements pour gêner les opérations de l'ennemi, secourut Colberg, et tenta d'emporter Stettin, ville qu'il auroit prise sans la promptitude et l'intrépidité des troupes suédoises. S'il avoit reçu des renforts, il auroit extrêmement contrarié l'entreprise de Gustave-Adolphe, si même il ne l'avoit pas fait échouer. Mais voyant la maladie et la désertion affoiblir tous les jours son armée, se trouvant au milieu d'un pays épuisé, et en présence d'une armée ennemie qui s'augmentoit sans cesse, et étoit approvisionnée par les ports de la mer Baltique, il tomba dans le découragement, donna sa démission, et fut remplacé par le comte de Schaumbourg.

Ce nouveau général ayant fait cantonner une partie de son armée, Gustave-Adolphe, dont les troupes trouvoient l'hiver d'Allemagne peu rigoureux en comparaison de celui de leur pays, reprit le dessein de chasser les Impériaux

Chap. LII. 1630—1631.

de la position qu'ils occupoient depuis si longtemps. Par son ordre une flottille remonta l'Oder, pour couper la communication de Gartz avec Greiffenhagen, puis il attaqua cette dernière place, et contraignit la garnison à l'évacuer pendant la nuit. Il marcha ensuite contre Gartz; mais les Impériaux y avoient mis le feu, et s'étoient retirés vers Francfort et Landsberg. Le roi de Suède les poursuivit et les harcela jusque dans la Marche de Brandebourg. Probablement il auroit poussé jusqu'à Francfort et pénétré de là jusqu'au cœur de l'Allemagne si, comme il s'y étoit attendu, l'électeur avoit réuni ses troupes aux siennes. Mais guidé par les motifs que nous avons déjà fait connoître, mécontent de l'occupation de la Poméranie, et cédant à l'avis de ses ministres, qui avoient été gagnés par l'empereur, ce prince refusa l'entrée de Custrin à Gustave-Adolphe, après avoir livré passage aux troupes impériales. Le roi de Suède, irrité, occupa New-Brandebourg, leva des contributions, et permit à ses troupes de se répandre dans le pays, pour le dévaster, à l'exemple de celles de l'ennemi.

L'aspect favorable qu'avoient pris les affaires de Gustave-Adolphe, porta la France à négocier avec lui de la manière qu'il avoit désiré, et le 13 janvier 1631, un traité conclu entre cette puissance et lui, fut signé dans son camp de

Berwalt. Les deux monarques déclarèrent dans le préambule de cet acte, qu'ils se proposoient de défendre leurs amis communs, d'assurer la liberté des mers et celle du commerce, et de faire démanteler les forteresses élevées dans le pays des Grisons, et sur les bords de la mer Baltique et de l'Océan. Il fut stipulé que le roi de Suède toucheroit, indépendamment d'une somme de trois cent mille francs, qui lui seroit comptée sur-le-champ, pour l'indemniser des dépenses qu'il avoit déjà faites, un subside annuel de douze cent mille francs, moyennant lequel il tiendroit sur pied une armée de trente mille hommes d'infanterie et de six mille chevaux, armée qu'il devoit commander en personne. Pour mettre à couvert l'honneur de la France, et gagner les Catholiques, on inséra dans le traité, dont la durée fut fixée à six ans, que le duc de Bavière et les autres membres de la ligue, seroient considérés comme neutres, s'ils ne se réunissoient point à l'empereur, et que si le succès couronnoit les efforts du roi de Suède, ce monarque ne feroit aucun changement dans la religion.

Gustave-Adolphe, en débarquant, avoit publié un manifeste où il avoit récapitulé tous ses griefs contre l'empereur et invité le corps des Protestants à soutenir la cause commune; mais telle étoit la terreur qu'inspiroit le pouvoir

Chap LII.
1630—1631.

de Ferdinand, et la jalousie que les électeurs de Saxe et de Brandebourg avoient conçue contre le roi de Suède, que ce prince ne put faire déclarer en sa faveur que le duc de Saxe-Lawenbourg, et l'administrateur, de Magdebourg qui avoit été déposé. Cependant malgré toutes les défenses et les représentations de l'empereur, il se tint à Leipsick, depuis le commencement du mois de février jusqu'au mois d'avril, une assemblée des états protestants. L'électeur de Saxe, qui saisit cette occasion de recouvrer l'influence qu'avoient eue les princes de sa maison, engagea ces états à se rendre indépendants des deux partis, pour leur faire la loi à l'un et à l'autre. Sur sa proposition, l'empereur fut requis d'abolir sur-le-champ l'édit de restitution, et on lui déclara que, s'il étoit nécessaire, on emploieroit la force pour mettre un terme aux excès de ses troupes. En conséquence, l'assemblée prit la résolution de lever une armée de quarante mille hommes, et de créer un conseil permanent qu'elle se proposoit de charger de la direction des affaires. Pour éviter le reproche d'aggression, et pour ne point donner d'inquiétude aux Catholiques, elle accompagna ses résolutions d'une lettre adressée à l'empereur et à la ligue, lettre où elle déclaroit que ce n'étoit point pour agir hostilement qu'elle levoit des troupes, et qu'elle n'avoit en vue que de maintenir les

lois et la tranquillité intérieure de l'Empire. (1)

On a pu trouver surprenant que les troupes impériales, qui avoient arrêté les premiers efforts de Gustave-Adolphe, n'aient pas été soutenues. L'étonnement s'affoiblira si l'on se rappelle que l'invasion se fit dans le temps où l'empereur tenoit la diète de Ratisbonne. Waldstein même étoit dans cette ville, où il cherchoit à différer sa chute, et les officiers qu'il avoit laissés à la tête des troupes, avoient agi sans ordre ni concert. Ce général, qui méprisoit le monarque suédois, le traitoit d'écolier, qu'il renverroit avec les étrivières; et les courtisans disoient de ce prince que c'étoit un roi de neige, qui fondroit en s'approchant du midi. Le désir immodéré de faire élire son fils roi des Romains, les promesses de la France et les clameurs des Catholiques et des Protestants avoient porté l'empereur à réduire son armée, à l'instant même où elle lui étoit le plus nécessaire, et à renvoyer le seul général, dont les talents pussent répondre à l'exigeance du temps. La France rompit la neutralité qu'elle avoit promise, et les Catholiques virent avec indifférence l'embarras de Ferdinand. Il y eut ensuite une contestation pour le com-

(1) Barre, tom. IX, p. 605. — *Struvius*, *p.* 1268. — *Schmidt*, *vol. X*, *p.* 37. — *Heinrich*, *vol. VI*, *p.* 538.

Chap. LII. 1630—1631.

mandement. Le duc de Bavière le réclamoit, et l'empereur vouloit le remettre à l'archiduc Ferdinand, son fils. Après un délai funeste, il fut, en vertu d'un accommodement, conféré au général Bavarois, comte de Tilly. La diète de l'Empire publia, il est vrai, une déclaration de guerre contre Gustave-Adolphe; mais elle ne prit pas les mesures nécessaires pour la soutenir avec vigueur; et l'empereur, au lieu d'opposer à ce prince une armé formidable, se contenta de lui écrire une lettre menaçante pour le faire retirer. Le héros suédois dit ironiquement à l'officier qui la lui remit : « Vous pouvez vous en retourner » à la garde de Dieu : je ne manquerai pas de faire » réponse à l'empereur, dès que je serai guéri » d'une blessure qu'un aigle m'a faite au bras. (1) »

Lorsque le roi de Suède eut chassé les Impériaux de la plus grande partie de la Poméranie, quelques petits princes d'Allemagne osèrent prendre les armes, pour se venger de la conduite tyrannique de l'emperenr. François-Charles, prince de la maison de Saxe-Lawenbourg, assembla un corps de troupes dans les environs de Hambourg, s'empara de quelques postes sur l'Elbe, et se jeta dans Ratzbourg, qui étoit la résidence de son frère, et d'où il se proposoit de fairé une irruption dans le Mecklen-

(1) Histoire de Gustave-Adolphe, tom. II, p. 353.

bourg; mais le comte de Pappenheim, général de l'empereur, ayant poursuivi avec six mille hommes le prince saxon, l'assiégea dans le lieu de sa retraite, et le contraignit à se rendre prisonnier.

Les habitants de Magdebourg avoient conservé tout leur attachement pour Christian-Guillaume, leur ancien administrateur, et résisté à tous les efforts que Waldstein avoit faits pour introduire dans cette place une garnison impériale. Avant la descente des Suédois en Allemagne, Christian-Guillaume avoit passé en Suède, et avoit reçu de Gustave-Adolphe, une somme d'argent et la promesse de lui prêter d'autres secours. Ensuite il étoit revenu à Magdebourg, sous un déguisement. Il n'avoit pas eu de peine à échauffer les esprits, et à porter les magistrats à conclure un traité avec le roi de Suède, aussitôt que ce prince fut débarqué dans la Poméranie. Il avoit obtenu le commandement d'une troupe de gens de guerre, levés par la ville de Magdebourg, et avoit chassé les Impériaux de plusieurs postes des environs. Sa petite troupe s'accrut considérablement. Gustave-Adolphe lui envoya le général Falckenberg, d'après les conseils duquel il se conduisit. Enfin Christian-Guillaume donna, durant quelques mois, beaucoup d'inquiétudes aux troupes impériales.

Le 1.er Août 1630.

Chap. III. 1630—1631.

Ferdinand voyant qu'il s'étoit mépris sur les intentions de la France, et que Gustave-Adolphe n'étoit pas un ennemi si méprisable qu'il l'avoit cru d'abord, n'avoit rien négligé pour recouvrer les avantages qu'il avoit perdus. En reconnoissant pour prince de Transilvanie George Ragotski qui avoit été élu à la mort de Béthléem Gabor, il s'étoit mis à couvert du côté de la Hongrie. Renfermant en lui-même l'indignation que lui faisoit éprouver la conduite du duc de Bavière et de la ligue catholique, il les avoit engagés à rejeter l'offre de garder la neutralité, et à considérer sa cause comme la leur propre. En même temps, il s'étoit disposé à rappeler d'Italie ses vieilles troupes; et, malgré les représentations de la cour d'Espagne, il étoit entré en négociation pour terminer l'affaire de la succession de Mantoue.

Tilly, pendant le cours de ces opérations, rassembla vingt mille hommes des troupes de la ligue, et s'empressa de se réunir au comte de Schaumbourg, qui occupoit la marche de Brandebourg avec le reste des troupes impériales. Ces troupes, qui étoient réduites à huit mille hommes, manquoient de tout, et elles ne pouvoient rien tirer d'un pays qu'elles avoient ruiné par leurs excès. S'étant avancé jusqu'à Francfort, Tilly apprit là que Gustave-Adolphe, après avoir mis un corps d'observation sur les frontières de

Brandebourg, étoit retourné sur ses pas, comme pour pénétrer dans le Mecklenbourg, et qu'il assiégeoit Demmin. En conséquence, il laissa huit mille hommes dans Francfort, et marcha contre New-Brandebourg, qu'il emporta d'assaut, et dont il fit passer au fil de l'épée la garnison suédoise; puis il alla en avant pour couvrir le Mecklenbourg. Dans sa marche, il reçut la nouvelle de la reddition de Demmin, et même de celle de Colberg. Il reconnut alors que l'ennemi avoit fait une feinte. Gustave-Adolphe, après avoir fait quitter à Tilly les bords de l'Oder, s'étoit porté vers le Brandebourg. Ayant posté un corps de troupes à Schwedt, il attaqua Francfort. Le général autrichien courut au secours d'une place qui couvroit les états héréditaires; mais, avant qu'il eût pu arriver, elle avoit aussi été emportée d'assaut, et une partie de la garnison avoit éprouvé le même sort que celle de New-Brandebourg. La prise de Francfort fut suivie immédiatement de la reddition de Landsberg; les troupes impériales furent repoussées vers la Silésie; et toutes les positions des frontières furent occupées par les Suédois. Hors d'état de se maintenir dans les environs de l'Oder, Tilly, pour rendre de l'éclat à ses armes, et faire évacuer, par l'ennemi, les états autrichiens, tomba sur Magdebourg, déterminé à châtier rigoureusement une ville qui, de toutes

Le 3 Avril.

Chap LII. 1630—1631.

celles de l'Allemagne, s'étoit déclarée la première contre l'empereur.

Le comte de Pappenheim, après s'être emparé de Ratzbourg, avoit enlevé à l'administrateur de Magdebourg tous les postes qu'il avoit arrachés aux Impériaux et l'avoit contraint à se renfermer dans la place. Ce fut en cette conjoncture, que Tilly arriva avec le corps d'armée principal. La garnison qui étoit fort affoiblie, abandonna les faubourgs, rompit le pont de l'Elbe, et arma les bourgeois. La situation des assiégés devint de jour en jour plus déplorable. La ville étoit en proie à des dissensions intestines; le bas peuple murmuroit de l'exemption du service militaire qui étoit accordée aux citoyens d'un rang distingué; et la fatigue et les coups de l'ennemi réduisoient continuellement la garnison. Cependant les exhortations de Christian-Guillaume, les discours de leurs prédicateurs, et la promesse de les secourir promptement que leur fit parvenir le roi de Suède, portèrent les habitants de Magdebourg à résister aux sommations de Tilly.

Gustave-Adolphe s'empressa de prendre les mesures nécessaires pour dégager sa parole; mais trop prudent pour aller en avant sans avoir assuré sa retraite, il pria l'électeur de Brandebourg de le mettre temporairement en possession de Custrin et de Spandaw. La répugnance

Chap. LII.
1630—1631.
Le 4 Mai.

de ce prince ne céda qu'à l'approche de l'armée suédoise vers Berlin. Spandaw fut remis pour être occupé par les Suédois, jusqu'à ce qu'ils eussent fait lever le siége de Magdebourg, et qu'il fût impossible de leur couper la retraite. Maître de cette forteresse, le roi de Suède se flatta de pouvoir porter des secours à une ville qui avoit déjà tant souffert pour la cause commune. Dans cette conjoncture critique, et lorsqu'un jour de retard pouvoit être fatal, il se vit encore arrêté par l'électeur de Saxe que, ni les raisonnements, ni l'intérêt de la religion, ni la politique ne purent engager à lui livrer passage par ses états, ni même à lui prêter le moindre secours. Gustave-Adolphe, ne pouvant contenir l'indignation que cette conduite excita dans son ame, s'écria : « Puisque ces gens-ci veulent » périr, qu'ils périssent! Pour moi, je vais me » cantonner dans la Poméranie, et attendre là » que tous ces politiques soient bien près du pré- » cipice, et forcés à m'appeler à leur secours. » Mais, quoi! voir brûler la maison de son voi- » sin, sans vouloir aider à éteindre le feu? cela » ne se comprend point. Cette malheureuse ville » périra donc, et peut-être avec elle, le peu qui » reste encore de la liberté Germanique. » (1)

Cette prophétie se vérifia complétement. Tilly

(1) Hist. de Gustave-Adolphe, tom. III, p. 98.

Chap. LII
1630—1631.
Le 10 Mai.

ayant pressé les travaux du siége, profita d'un instant où les assiégés étoient dans la sécurité, et emporta la place d'assaut. Les vainqueurs montrèrent une si horrible cruauté, que, malgré les catastrophes arrivées depuis, le souvenir de cet événement ne s'efface point de la mémoire des peuples de l'Allemagne. Ni l'âge, ni l'innocence, ni la beauté ne purent trouver grace auprès d'une soldatesque effrénée. Aucune retraite ne fut assez obscure, aucun asile assez sacré, pour dérober ses victimes à sa rage et à sa brutalité. Des enfants furent égorgés sous les yeux de leurs parents, et des filles et des femmes violées entre les bras de leurs pères et de leurs époux. Quelques officiers de la ligue, que des scènes si épouvantables firent frémir d'horreur, coururent vers Tilly, et le supplièrent de mettre un terme au carnage. Le barbare général leur répondit : « Attendez encore une heure...., je » verrai alors ce qu'il y aura à faire; mais il faut » bien que le soldat ait quelque chose pour ses » peines et pour ses risques. » Les troupes, après trois heures de pillage et de massacre, livrées sans contrainte à leur propre fureur, mettent le feu à la ville, et les flammes se répandent de toutes parts en un instant. Alors commence une scène plus effroyable que celles qui l'ont précédée. Les malheureux, dont l'asile n'avoit point été découvert, sont forcés d'en

sortir. Un grand nombre d'entr'eux sont précipités dans l'Elbe, et d'autres immolés avec des raffinements de cruauté. Enfin les femmes enceintes sont éventrées, et les enfants qu'elles portoient jetés en des brasiers ardents, ou tenus au-dessus des flammes avec des piques. En moins de dix heures une des villes les plus riches, les plus florissantes et les plus peuplées de l'Allemagne, fut réduite en cendres. Il ne resta de ses nombreux édifices que la cathédrale, un couvent et quelques huttes; et de ses trente mille habitants, il n'y en eut guère que mille qui survécurent à leur propre ruine. Le général suédois Falckenberg fut tué à l'instant même où l'ennemi pénétra dans la place. L'administrateur fut blessé et fait prisonnier, et le peu de soldats qui échappèrent au carnage, furent forcés d'entrer dans les troupes impériales.

Au bout de deux jours, les flammes ayant presque tout dévoré, Tilly entra en triomphe dans la place. Il fallut auparavant lui ouvrir un passage, et six mille cadavres furent jetés dans l'Elbe. Le vainqueur fit alors cesser le pillage, et pardonna au reste des habitants qui s'étoient réfugiés dans la cathédrale, où ils avoient passé près de trois jours sans manger ni boire, et attendant la mort à tout instant. Après avoir assisté à un *Te Deum*, accompagné d'une pompe guerrière, le général autrichien parcourut la ville;

Chap. LII. 1630 – 1631.

et, quoique son cœur inhumain eût paru touché des scènes horribles qui s'étoient offertes à ses regards, il ne put, en écrivant à l'empereur, renfermer en lui-même sa joie féroce, et il compara, avec complaisance, le sac de Magdebourg au sac de Troie et à celui de Jérusalem.

Cet exemple terrible excita autant d'allégresse dans un parti, qu'il causa d'effroi dans l'autre. La ligue, dans une assemblée générale qu'elle tint à Dinkespuhl, exprima les intentions les plus contraires aux Protestants, et déclara qu'elle soutiendroit de tout son pouvoir le chef de l'Empire. Ferdinand s'empressa de mettre à profit le changement qui s'étoit opéré dans l'état de ses affaires. Il convoqua, pour le mois d'août suivant, dans le dessein de faire exécuter l'édit de restitution, une diète de députation dans la ville de Francfort. La paix qu'il avoit conclue récemment à Chierasco, et par laquelle il avoit restitué le duché de Mantoue au duc de Nevers, et abandonné la Valteline, lui permit de réunir vingt-quatre mille hommes de vieilles troupes à cette armée, qui, sous le commandement de Tilly, venoit de semer l'épouvante en Allemagne. Ces troupes passèrent les Alpes, conduites par le prince de Furstemberg. En traversant la Souabe et la Franconie, elles contraignirent le duc de Wirtemberg, et les autres membres de la confédération, à dissoudre l'alliance qu'ils avoient

faite entr'eux, à exécuter l'édit de restitution, à payer des contributions, et à livrer les troupes qu'ils venoient de lever pour leur propre défense. De son côté, Tilly, après avoir arraché une pareille soumission à l'archevêque de Brême, laissa Pappenheim avec un corps d'observation à Magdebourg, et marcha contre le landgrave de Hesse, l'un des Protestants les plus zélés. Il traversa la Thuringe, dévastant tout sur son passage, et occupa Erfurt. Arrivé à Mulhausen, il envoya au landgrave un message, par lequel il lui commandoit de recevoir garnison en deux de ses principales forteresses, de donner à l'armée impériale de l'argent, des vivres et des munitions de guerre, et de licencier ou de livrer les troupes qu'il avoit levées conformément aux résolutions qui avoient été prises à Leipsick. Tilly ayant reçu un refus positif et plein de mépris pour lui, jura de traiter plus rigoureusement encore que Magdebourg toutes les villes du landgraviat, et de ne faire qu'un désert de ce pays. Les progrès de Gustave-Adolphe empêchèrent le général autrichien d'exécuter sa menace. (1)

(1) Puffendorf. — *Struvius*. — Barre. — *Schmidt*. — *Harte's Life of Gustavus*. — Hist. de Gustave-Adolphe. — Schiller, Guerre de trente ans.

CHAPITRE LIII.

1631 — 1632.

Le roi de Suède force l'électeur de Brandebourg à lui livrer ses places fortes, et rétablit les ducs de Mecklenbourg dans leurs états. — Il conclut un traité d'alliance avec le landgrave de Hesse ; il prête des secours à l'électeur de Saxe, et gagne la bataille de Leipsick. — Tilly ne fait retraite qu'avec peine. — Gustave-Adolphe s'avance avec rapidité le long du Mein et du Rhin. — Succès de ses alliés d'Allemagne. — L'électeur de Saxe fait la conquête de la Bohême. — FERDINAND II tente vainement de porter la France à retirer son appui au roi de Suède. — Gustave-Adolphe repousse Tilly et attaque la Bavière. — Passage du Lech, et mort de Tilly.

Chap. LIII. 1631—1632. Le sort affreux de la ville de Magdebourg causa la plus vive douleur au roi de Suède, qui publia un manifeste pour justifier sa conduite aux yeux de toute l'Europe. A l'instant même où ce succès de leurs armes permit aux Impériaux de porter la guerre dans le Mecklenbourg, l'électeur de Brandebourg réclama vivement la remise de

Spandaw. Gustave-Adolphe voyant autant d'inconvénient à retourner sur ses pas qu'à marcher en avant, agit avec la vigueur et la bonne foi qui le caractérisoient. Il répondit à George-Guillaume qu'il accéderoit à sa demande, mais que dès-lors il le traiteroit en ennemi. En conséquence, le jour même où il remit la place, il parut à la tête de son armée sous les murs de Berlin; et après une négociation de peu de durée, il contraignit l'électeur à lui livrer Spandaw, Brandebourg et Ratenau, à lui accorder un libre passage par Custrin, et à s'engager à lui payer une contribution de trente mille couronnes par mois.

Le 11 Juin 1631.

Gustave-Adolphe n'ayant plus rien à craindre du côté du Brandebourg, se replia promptement sur Stettin, pour attaquer Gripswald, seule ville de la Poméranie qui restât aux Impériaux. Il étoit encore en marche lorsqu'il apprit que la place s'étoit rendue. Laissant un corps de troupes sur les frontières de la Poméranie, il s'avança vers l'Elbe avec la partie principale de son armée, prit Tangermunde, et menaça Magdebourg. L'approche de Tilly l'ayant contraint à s'arrêter, il soumit Havelberg, et tomba sur Werben, ville située au confluent de l'Elbe et du Havel. La possession de ce poste important devoit mettre le roi de Suède en état de braver tous les efforts des Impériaux, de couvrir le Mecklenbourg, et

Chap. LIII.
1631—1632.

d'assurer ses communications avec la mer Baltique. Il étoit à Werben, lorsque la reine, son épouse, qui lui amenoit un renfort de huit mille Suédois, prit terre à Wolgast. En même temps, le marquis d'Hamilton descendit sur l'île d'Usedom avec six mille volontaires Anglais, qui furent envoyés vers la Silésie. Les Suédois ayant fait leur jonction avec un corps que commandoient les ducs de Mecklenbourg, recouvrèrent tout le duché, à l'exception de Wismar et de Rostock, et Gustave-Adolphe eut la satisfaction de rétablir lui-même ces princes dans leurs états. Peu de temps après, il conclut, avec le landgrave de Hesse, un traité d'alliance offensive et défensive, qui fut le type de tous les engagements que ce monarque prit ensuite avec les princes de l'Empire. Il promit de défendre le landgrave contre tous ses ennemis, et de lui faire recouvrer les fiefs qui lui avoient été enlevés dans le temps des troubles de la Bohême. De son côté, le prince allemand s'engagea à ne contracter aucune alliance sans le consentement du roi de Suède, à lui remettre le commandement des troupes hessoises, ou à le partager avec un général Suédois, à recevoir, jusqu'à la conclusion de la paix, des garnisons suédoises dans ses places fortes principales, et à fournir des vivres à l'armée de Gustave.

Le roi de Suède, en s'avançant vers Magde-

bourg, convainquit Tilly de la faute qu'il avoit faite en tournant ses armes contre les Protestants, au lieu de porter la guerre dans le Mecklenbourg. En conséquence, laissant dans la Hesse un corps de troupes commandé par Fugger, ce général marcha contre Gustave. Une attaque faite avec succès, dans les environs de Wolmerstadt, contre l'avant-garde de l'armée impériale, mit Tilly dans une telle fureur, qu'il livra plusieurs assauts au camp des Suédois. Il fut constamment repoussé, ce qui ne put manquer de l'irriter de plus en plus, lui qu'on avoit considéré comme n'ayant aucun rival dans l'art de la guerre, et qui s'étoit vanté fréquemment d'avoir gagné sept batailles rangées, sans avoir essuyé un seul échec.

Tilly, désirant de relever le courage de ses troupes, en leur procurant de nouvelles occasions de se livrer à leur amour pour le pillage, résolut d'attaquer l'électeur de Saxe, qui ne s'étoit déclaré ni pour l'empereur, ni pour le roi de Suède. Après l'avoir sommé de renoncer à la confédération de Leipsick, et de joindre ses forces aux troupes impériales, il tomba sur Eisleben, fit sa jonction avec le corps que Furstemberg avoit ramené d'Italie; et se trouvant alors à la tête d'une armée de quarante mille hommes, il s'avança jusqu'à la ville de Halle, d'où il envoya à l'électeur une lettre insolente,

Chap. LIII. 1631—1632.

qu'il termina par cette déclaration : « Puisque » votre altesse électorale a pris le parti de ré- » pondre à mes remontrances par un refus for- » mel, il ne me reste à moi que celui de la » contraindre, par la force, à l'obéissance qu'elle » doit à l'empereur et à l'Empire....... Réflé- » chissez-y bien ; accordez à mon armée le pas- » sage, avec des vivres et autres choses néces- » saires ; renforcez-la de vos troupes, et soyez » assuré que le roi de Suède retournera promp- » tement dans son pays. Renvoyez-moi bientôt » mon trompette avec votre réponse ; le temps » presse, mon armée s'impatiente, et ceci ne » souffre point de délai. » (1)

L'approche du danger forçant l'électeur de Saxe à renoncer à ses vains projets d'indépendance, ce prince rassembla ses troupes à Torgau, et fit partir, pour le camp du roi de Suède, Arnheim, (2) officier qui jouissoit de toute la confiance de son souverain, et qui étoit revêtu de ses pleins-pouvoirs. Gustave, après avoir affecté un peu d'hésitation, conclut avec ce prince un traité d'alliance offensive et défensive, aux mêmes conditions qu'avec le landgrave de

Le 1er Sept. 1631.

(1) Histoire de Gustave-Adolphe, tom. III, p. 270.

(2) Arnheim avoit servi sous Waldstein, qui le considéroit.

Hesse. Le péril étant imminent, le monarque suédois passa l'Elbe à Wittemberg. Quatre jours après la conclusion du traité, les deux armées se réunirent à Dubin, sur la Mulde; et le jour même où Leipsick se rendit à l'armée impériale, elles se portèrent vers cette ville pour livrer bataille. Chap. LIII. 1631—1632.

Tilly, qui s'étoit flatté d'accabler les Saxons avant que l'électeur eût pu vaincre la répugnance qu'il sentoit à s'allier avec le roi de Suède, fut confondu lorsqu'il vit s'avancer l'armée combinée. Ayant à choisir entre deux partis, celui d'attendre un renfort de dix mille hommes qui devoit arriver de la Silésie, et celui d'accepter la bataille, il balança quelque temps. A la fin, il résolut d'aller en avant. Il poussa jusqu'à Breitenfeld; et le lendemain matin, il vit l'ennemi défiler par le village de Podelwitz. Le 7 Sept.

Ce fut la première fois que les deux armées impériale et suédoise furent en présence l'une de l'autre. Comme elles étoient égales en nombre, et commandées par deux hommes qui prétendoient à une haute réputation dans l'art militaire, il ne s'agit pas moins de prouver l'habileté des généraux et la valeur des troupes, que de décider du sort de l'Allemagne, et même de celui de la Chrétienté. Tilly rangea son armée sur une seule ligne, sans corps de réserve. Elle fut placée au pied d'une suite de collines qui bordent la

plaine située au nord de Leipsick, entre Breitenfeld et Podelwitz. L'infanterie occupa le centre, et la cavalerie forma les ailes. L'une et l'autre furent disposées en masses d'une grande profondeur; et l'on mit l'artillerie en batterie sur les hauteurs qui commandoient la plaine. Les alliés rangèrent leur armée en bataille en avant de Podelwitz. Les Saxons, commandés par l'électeur, qui avoit Arnheim auprès de lui, se postèrent sur une éminence à la gauche du village. Comme celle de l'armée de Tilly, l'infanterie forma le centre, et la cavalerie les ailes. Les Suédois se placèrent à la droite, sur deux lignes, ayant entr'elles un espace considérable, et chacune leur corps de réserve. L'infanterie se partagea en petits bataillons de six hommes de profondeur, et la cavalerie fut entremêlée avec des pelotons d'infanterie. Le roi de Suède avoit imaginé ce moyen pour mettre ses petits chevaux en état de soutenir le choc de la grosse cavalerie des Impériaux; et pour le rompre, il donna l'ordre à ses Mousquetaires de ne faire feu que lorsque l'ennemi se seroit avancé jusqu'à la portée du pistolet.

La conduite des deux généraux sembla présager le succès que chacun d'eux devoit avoir. Gustave-Adolphe, quoique plein de confiance en lui-même, fit ses dispositions avec le plus grand sang-froid. Tilly, au contraire, bien qu'il

fût aussi intrépide et qu'il eût plus d'expérience que le roi de Suède, ne montra point la présence d'esprit ni la résolution qu'il avoit fait voir jusque-là. Son trouble (1), autant que sa présomption, ne lui permit de prendre que peu de précautions pour inquiéter l'ennemi dans sa marche, ou pour l'empêcher de se ranger en bataille; et lorsqu'il le vit s'avancer dans un ordre parfait, il fut saisi d'étonnement, porta les deux mains sur son front, et demeura long-temps dans cette posture. Son intrépidité naturelle l'ayant tiré de cet accablement, il fit donner le signal du combat par trois coups de canon, auxquels l'ennemi répondit par trois autres coups. Après une canonnade de deux heures, les Impériaux allèrent à la charge, et leur droite eut bientôt rompu et dispersé la plus grande partie des troupes saxonnes. Ce commencement heureux fut considéré comme le présage de la victoire,

(1) Tilly frémit d'horreur, en voyant des ossements et des crânes peints sur les murs extérieurs de la maison où il signa la capitulation de Leipsick. C'étoit la demeure d'un fossoyeur. Comme c'étoit la seule maison qu'on n'eût point renversée, on la fit servir de quartier-général. Harte dit qu'il a vu ces peintures. L'éditeur de l'Histoire de Gustave-Adolphe combat, mal à propos, ce fait. Il se fonde sur ce que les peintures n'existoient pas à l'époque où il visita les lieux. Histoire de Gustave-Adolphe, tom. III, p. 285.

Chap. LIII. 1631—1632.

et des courriers furent expédiés pour en porter la nouvelle à Vienne et à Munich. Au même instant toutefois l'action s'engagea à l'autre aile. Pappenheim chargea la droite des Suédois avec la cavalerie; mais ses troupes, maltraitées horriblement par le feu meurtrier de la mousqueterie, plièrent, et se retirèrent en désordre. Dans le temps où se firent ces mouvements, le roi de Suède envoya du renfort au reste des troupes saxonnes qui tenoient toujours ferme, et qui s'étant avancées insensiblement vers le nord, arrivèrent sur le flanc des Impériaux. Possédant ce coup d'œil admirable qui fait saisir l'instant décisif, il pousse en avant, lorsqu'il voit Pappenheim culbuté; il gravit les hauteurs sur lesquelles l'artillerie impériale est placée, la tourne contre l'armée dont elle faisoit la défense principale, et prend en queue et en flanc l'infanterie de l'ennemi, qui étoit aussi attaquée de front. L'effet infaillible de cette charge fut une prompte défaite; et les Impériaux se débandèrent de tous côtés. Quatre régiments qui avoient constamment accompagné Tilly, et qui étoient accoutumés à vaincre, ne voulurent pas souiller leur gloire en prenant la fuite. Serrant leurs rangs, ils s'ouvrent un passage à travers l'armée victorieuse, gagnent le bois de Linchel, refusent quartier plusieurs fois, et conservent cette position jusqu'à la nuit, où, réduits à six cents, ils

parviennent à faire retraite. Le brave Pappenheim, qui reçut sept blessures dans le combat, et qui fut laissé pour mort et dépouillé sur le champ de bataille, ne dut la vie qu'aux soins d'un paysan qui, le lendemain matin, le conduisit à Fulde. Tilly lui-même fut exposé au péril le plus éminent. Après avoir donné des preuves d'une valeur héroïque, il se mit à la tête de ceux de ses vétérans qui faisoient retraite. Entouré d'ennemis, il fut attaqué par un officier Suédois, que sa stature extraordinairement haute faisoit appeler Frédéric-le-Long. Tilly, quoiqu'il eût reçu trois balles dans le corps, outre plusieurs autres blessures, refusa, avec une noble fierté, de se rendre. Prêt à succomber sous les coups d'un ennemi si terrible, il fut dégagé par Maximilien de Saxe-Lawenbourg, qui tua d'un coup de feu l'officier Suédois, et qui conduisit à Halle le général, plongé dans la plus profonde affliction. (1) Lorsqu'il eut un peu remis ses esprits, Tilly se retira jusqu'à Halberstadt; et même à cette distance du lieu de l'action, il eut de la peine à réunir deux mille hommes autour de lui. Ainsi finit cette bataille mémorable, où sept mille Autrichiens perdirent la vie, et cinq mille furent faits prisonniers, et où toute l'artillerie et tout le bagage de l'armée impériale tombèrent en la

---

(1) *Struvius*, *p.* 1274.

Chap. LIII. 1631—1632.

puissance des Suédois, qui, de leur côté, n'eurent que sept cents hommes de tués. (1).

La perte de la bataille de Leipsick a été attribuée à diverses fautes que Tilly avoit faites. On a reproché à ce général d'avoir disposé son armée en masses qui avoient de la peine à s'ébranler, de n'avoir pas eu de corps de réserve, et d'avoir placé son artillerie de façon à la rendre entièrement inutile, soit que ses troupes allassent en avant, soit qu'elles rétrogradassent. Peut-être le roi de Suède dut-il sa victoire bien moins aux fautes du général ennemi, qu'à la tactique qui le fit armer et disposer ses troupes pour des mouvements vigoureux, prompts et décisifs, et à l'avantage que lui donna sur les Impériaux une artillerie de campagne d'une nouvelle espèce, et qui, faite de cuir bouilli, étoit plus légère, et moins sujette à s'échauffer que celle de l'armée impériale.

Gustave-Adolphe, après avoir vaincu sous les murs de Leipsick, eut à choisir entre deux plans d'opérations. L'un étoit de porter la guerre dans les états héréditaires de l'empereur, et l'autre de pénétrer au cœur de l'Allemagne, de faire revivre la confédération des Protestants et de dissoudre la ligue catholique. La situation de

(1) Outre les sept cents Suédois, il périt deux mille Saxons.

ce prince, quoiqu'il fût victorieux, étoit extrêmement critique. Il alloit s'engager dans un pays qui, bien qu'il fût fréquemment troublé par des dissensions intestines, avoit été, par l'union de ses princes, par sa force naturelle, par l'esprit belliqueux de ses habitants, et par le grand nombre de ses places fortes, préservé jusqu'alors de toute attaque extérieure. L'opposition des partis avoit, non moins que son courage et ses talents, facilité les succès du roi de Suède. Il falloit que, parvenu sur les bords du Mein, du Rhin et du Danube, il entretînt la communication avec ses états plus exactement encore qu'il ne l'avoit fait, étant sur les rives de l'Elbe et de l'Oder. Il ne pouvoit, sans s'exposer à tout perdre, tirer de son armée les garnisons nécessaires pour parvenir à ce point important. D'ailleurs, la guerre devoit nourrir la guerre par des contributions levées, soit sur les amis, soit sur les ennemis. Gustave-Adolphe n'ignoroit pas non plus que ses prodigieux succès avoient confondu ses alliés mêmes. Il savoit que la France montreroit tout autant d'empressement à empêcher qu'il n'obtînt de trop grands avantages, qu'elle en avoit montré à humilier la maison d'Autriche. Quant aux princes les plus puissants de l'Empire, il les voyoit aussi inquiets de l'ascendant qu'il avoit pris, que du pouvoir toujours croissant de l'empereur. Il ne devoit donc comp-

Chap LIII.
1631—1632.

ter que sur l'appui des autres princes et états. C'étoient eux qui devoient assurer sa retraite, tenir ses communications libres, fournir des munitions à son armée, et s'épuiser enfin pour soutenir sa cause; c'étoit par les Allemands qu'il devoit conquérir l'Allemagne. Il chargea donc l'électeur de Saxe de soumettre la Bohême, tandis que lui-même rassembleroit les débris de la confédération des Protestants, et conduiroit contre la ligue Catholique ses troupes victorieuses. Sa marche parut celle d'un souverain qui reçoit les hommages de ses sujets, et non d'un vainqueur qui parcourt un pays ennemi. A Erfurt, le roi de Suède conclut un traité d'alliance avec les ducs de Saxe-Weimar, les princes les plus puissants de la Thuringe, et il leur laissa, concurremment avec le landgrave de Hesse, la conduite de la guerre dans cette partie de l'Allemagne. Ensuite il se porta vers le Mein. Il reçut la soumission volontaire de Schweinfurth, et s'empara de Wurtzbourg, dont il chassa l'évêque, et dont il mit le siège à contribution. Étant entré dans l'électorat de Mayence, il continua à longer le Mein, prit Aschaffenbourg et Hanau, ainsi que les forteresses situées sur les deux bords de cette rivière. Après avoir chassé la diète de députation qui s'étoit assemblée à Francfort pour faire exécuter l'édit de restitution, il fut reçu, dans ce centre de l'au-

torité impériale, avec tous les honneurs qui appartiennent aux souverains, et toute la reconnoissance due à un libérateur. Dans sa course rapide, il dispersa, sans coup férir, les troupes de Charles IV, duc de Lorraine, qui, pour se soustraire au joug de la France, avoit embrassé la cause de l'empereur, et conduisoit douze mille hommes à Tilly. Quant aux Espagnols, effrayés des progrès du roi de Suède, ils évacuèrent le Palatinat, laissant des garnisons dans Heidelberg, Franckendal et Oppenheim. Continuant sa marche, Gustave-Adolphe passe le Rhin à la tête d'un petit corps de troupes, près de cette dernière ville, et fait ériger, sur la rive gauche, un monument en mémoire de son passage. Ses conquêtes ne furent pas moins rapides dans les environs de ce fleuve, qu'elles ne l'avoient été sur les bords du Mein. Il s'empara d'Oppenheim, de Mayence, de Worms, de Spire, et des places fortes principales qui se trouvoient sur les rives du Rhin entre Baccarach et Strasbourg. Par la prise de Weissembourg et de Landau, et par celle de Manheim et de Wimpfen, il s'ouvrit un passage dans l'Alsace et le Palatinat. Il chassa de ses états l'électeur de Mayence; il contraignit celui de Trèves à renoncer à son alliance avec l'empereur, et se prépara à porter ses armes dans l'électorat de Cologne. Le monarque suédois vit rechercher

Chap. LIII. 1631—1632.

son amitié, non-seulement par les princes et états dont il traversoit les possessions, mais par ceux même qui étoient les plus éloignés. Il signa en même temps des traités d'alliance avec les villes de Strasbourg, de Brême, de Lubeck et de Lawenbourg. Brunswick, Nuremberg et Ulm se mirent sous sa protection. Enfin il attacha aussi à ses intérêts les comtes de Nassau-Solms, et d'autres seigneurs de Wétéravie, ainsi que les ducs de Brunswick (1) et l'archevêque de Brême.

Dans le temps où Gustave-Adolphe se rendoit maître de tout le pays arrosé par le Mein et par le Rhin, ses alliés et ses généraux remportoient aussi de grands avantages. Les ducs de Mecklenbourg, soutenus par des troupes suédoises, recouvrèrent Wismar, Rostock et Domitz, et chassèrent les Impériaux de tout le duché. Oubliant et sa conversion et sa promesse, Charles, duc de Saxe-Lawenbourg, qui avoit obtenu sa liberté en changeant de religion et en promettant de ne plus porter les armes contre l'empereur, leva des troupes au nom de Gus-

(1) La maison de Brunswick étoit alors partagée en deux branches, celle de Brunswick-Wolfenbuttel, dont Frédéric-Ulric étoit chef, et celle de Brunswick-Lunebourg, dont les états principaux étoient possédés par Guillaume, duc de Zell et de Hanovre.

tave-Adolphe, et renforça l'armée du général suédois Todt, qu'il mit ainsi en état de s'emparer de Stade, ville qui commande la navigation de l'Elbe. Horn occupa l'évêché de Bamberg; Banner chassa des ruines de Magdebourg les troupes impériales; et Bernard (1), duc de Saxe-Weimar, ayant amené à ce général dix mille hommes levés dans la Thuringe, il prit Nordheim, Gottingue, Goslar et Duderstadt. En même temps, le landgrave de Hesse mit à contribution l'abbaye de Fulde et l'évêché de Paderborn, et répandit la terreur dans la Westphalie. Enfin Gustave-Adolphe, par ses victoires et ses alliances, se vit maître du cours de l'Elbe, du Weser, du Mein et du Haut-Rhin, et tint une chaîne de places fortes qui s'étendoit depuis les côtes de la Baltique jusqu'aux frontières de la Suisse.

Tandis que le roi de Suède et ses alliés poussoient avec vigueur leurs conquêtes en Allemagne, l'électeur de Saxe soumettoit la Bohême. Avant la bataille de Leipsick, Goertz et Tuffenbach avoient conduit dans la Silésie le reste des

(1) Ce prince, qui a été ensuite si célèbre comme généralissime des troupes suédoises, étoit le septième et le plus jeune des fils de Jean, duc de Saxe-Weimar, et étoit arrière-petit-fils de l'électeur Jean-Frédéric, qui fut déposé par Charles-Quint.

Chap. LIII.
1631—1632.

troupes impériales qui étoit à Francfort-sur-l'Oder. Ayant rassemblé les corps épars de tous côtés, ils en avoient composé une armée de dix mille hommes, à la tête de laquelle ils avoient parcouru la plus grande partie de la Lusace. Ils avoient même poussé leurs partis jusqu'à Dresde, et jeté des garnisons dans les forteresses principales. Enfin ils se seroient maintenus contre tous les efforts de l'armée saxonne, si l'empereur, dans l'espoir de gagner l'électeur, ne leur avoit ordonné de se retirer dans la Silésie. Ayant considéré cette retraite comme un signe de foiblesse ou de crainte, ce prince repoussa toutes les propositions qui lui furent adressées par la cour impériale. L'armée saxonne, commandée par Arnheim, entra dans la Bohême, prit, sans coup férir, Aussig, Leutmeritz, Schlan, Melnich et Teschen, où les Impériaux avoient fait de grands magasins, et occupa, sans perdre un seul homme par l'épée de l'ennemi, les cercles voisins de la Lusace et de la Saxe.

Les habitants de la Bohême, n'opposant aucune résistance à un prince protestant, les Saxons s'avancèrent vers Prague. Le gouverneur et les principaux seigneurs se retirèrent en hâte, et la place capitula par l'intervention du comte de Thurn, qui suivoit l'armée. Tout ce que put obtenir la ville de Prague, ce fut qu'elle ne seroit point livrée au pillage, qu'elle seroit exempte

du logement des troupes, et qu'il ne seroit fait aucune injure aux Catholiques. Le comte de Thurn eut la satisfaction de marcher en triomphe sur ce pont qu'il avoit passé en fugitif, et où les têtes de douze de ses amis durent lui faire juger à quel sort il avoit échappé. Par son ordre, elles furent enveloppées dans un poêle de satin noir, et inhumées avec tous les honneurs qu'on a coutume de rendre à ceux qui sont morts en défendant la religion et leur pays. La présence de l'armée saxonne ranima le courage des Protestants. Les ministres Luthériens furent rappelés; on leur rendit les temples qui leur avoient été enlevés; les universités furent rétablies, et l'on bannit les Jésuites. Arnheim repoussa les Impériaux, qui avoient fait une irruption du côté de Nymbourg; et avant la fin de l'année, toute la Bohême fut soumise. Cependant l'électeur ne considérant sa conquête que comme passagère, vengea sur ceux qui étoient dévoués à Ferdinand, les excès que les troupes impériales avoient commis dans l'Allemagne. Il ne se borna pas à s'emparer de tout ce que contenoient les arsenaux ; il fit charger cinquante chariots de morceaux choisis dans les collections que Rodolphe s'étoit plu à faire. Ses troupes, suivant son exemple, pillèrent les maisons des riches bourgeois catholiques, qui eux-mêmes furent chassés en exil. Tout le pays fut désolé par des

Chap. LIII. 1631—1632.

excès de ce genre; et si l'on en croit l'historien de la Bohême, à peine un seul instrument du métal le plus grossier échappa-t-il à la rapacité des vainqueurs. (1).

Gustave-Adolphe, durant le cours de ces événements, permit à ses troupes de prendre quelque repos. Il reçut à Mayence les ambassadeurs des rois de France et d'Angleterre; et il y fut aussi visité par l'électeur palatin, auquel il fit rendre les honneurs dus aux têtes couronnées.

La perte de la bataille de Leipsick, et les revers qui la suivirent avec tant de rapidité, n'ébranlèrent point la constance de Ferdinand, qui, sans se décourager, ne négligea rien pour renforcer son armée. Habile à saisir toute occasion favorable, il tenta de mettre à profit l'inquiétude que les succès du roi de Suède avoient causée en France. L'empereur trouva un négociateur zélé dans l'évêque de Wurtzbourg, qui, après avoir été chassé de son siége, s'était rendu à Paris. L'adroit prélat s'efforça de persuader à la cour de France que Gustave-Adolphe voulait établir sa religion sur les ruines du catholicisme. Il chercha à justifier cette assertion en prêtant à ce prince les projets de conquête les plus extravagants. Il lui attribua le dessein de réunir à son royaume de Suède les couronnes de Pologne et

(1) *Pelzel, p.* 776.

de Hongrie; il prétendit qu'il aspiroit au trône impérial, et qu'il ne s'étoit approché du Rhin, que pour faire une irruption en France, et y relever le parti des Huguenots. Le négociateur ne manqua pas non plus d'insister sur ce qu'il étoit peu séant à un roi qui portoit le titre de très-chrétien et qui se faisoit gloire de son attachement pour la religion catholique, d'être l'allié d'un hérétique qui, comme un autre Attila, vouloit passer les Alpes et détrôner le chef de la chrétienté. Enfin, le duc de Bavière, joignant ses instances à celles de l'évêque de Wurtzbourg, réclama le secours que la France s'étoit engagée à lui prêter, si ses états ou son titre d'électeur étoient exposés à quelque danger.

Ces représentations firent une impression profonde dans l'esprit d'un roi aussi religieux (1) et aussi timide que l'étoit Louis XIII, et elles auroient extrêmement embarrassé un ministre qui n'auroit pas eu autant de fermeté dans le caractère qu'en avoit le cardinal de Richelieu, qui imposa silence à l'évêque de Wurtzbourg, vainquit les scrupules de son maître, et déclara que l'alliance contractée avec l'électeur de Bavière n'avoit pour objet que d'assurer à ce prince une garantie contre la maison d'Autriche, et non de lui fournir des secours contre le roi de

(1) L'auteur dit superstitieux. (*Note du traducteur.*)

Chap. LIII.
1631—1632.

Suède, avec qui la France avoit pris des engagements plus anciens et plus formels. Cependant, pour ne point paroître opprimer la religion, on proposa, du consentement de Gustave-Adolphe, de négocier entre ce prince et les Catholiques un traité de neutralité, en vertu duquel les évêques chassés de leur siége y auroient été rétablis, mais dont les autres stipulations auroient été très-contraires aux intérêts de Ferdinand. L'électeur de Bavière et les autres membres de la ligue jugèrent alors que leur sort étoit invariablement uni à celui de l'empereur, et qu'en laissant abaisser la maison d'Autriche, ils se mettroient dans la dépendance de la France et de la Suède. En conséquence, ils ne se montrèrent point disposés à accepter l'offre qui leur étoit faite. Dans le temps même qu'on négocioit, l'électeur de Bavière envoya de grosses sommes à Pappenheim qui commandoit les troupes impériales dans la Basse-Saxe, et ordonna à Tilly d'attaquer les postes du Mein. Ces faits qui parvinrent à la connoissance de Gustave-Adolphe, au moyen de lettres interceptées, lui fournirent, ainsi qu'à la France, un prétexte de s'emparer des états autrichiens, qui étoient enclavés dans ceux des membres de la ligue catholique. Pour préluder à cette opération, le roi de Suède s'attacha d'abord à expulser les Espagnols des forteresses qu'ils tenoient sur le Rhin et dans le Bas-Palati-

nat : mais dans le temps même où il s'occupoit de l'exécution de ce plan, son attention fut attirée vers un autre point.

Tilly qui, après la bataille de Leipsick, s'étoit replié sur le Weser, avoit fait sa jonction avec les corps commandés par Aldringer et par Fugger, et tiré des renforts des garnisons de la Basse-Saxe. Il s'étoit proposé de faire un effort pour secourir Wurtzbourg ; mais la place s'étoit rendue, tandis qu'il s'étoit avancé pour opérer sa jonction avec le duc de Lorraine, qui n'avoit pas tardé à se retirer. L'armée impériale étoit épuisée à un tel point par la fatigue, par l'inclémence du temps et par les maladies, que Tilly, après avoir été témoin immobile des conquêtes du roi de Suède, avoit mis en quartier d'hiver, aux environs de Nordlingen, et dans le pays qu'arrose le Danube, ses troupes découragées(1). Après leur avoir laissé prendre un peu de repos, et les avoir renforcées en y incorporant des recrues, il fondit avec vingt mille hommes sur l'évêché de Bamberg, prit la ville de ce nom, chassa du Mars 1632.

(1) Quelques auteurs ont attribué la conduite de Tilly à son propre découragement, et d'autres à des ordres secrets du duc de Bavière ; mais si l'on doit ajouter foi aux lettres que ce prince a publiées pour se justifier, l'inaction de Tilly ne provint que des causes exprimées dans le texte. *Schmidt, vol. X, p. 76.*

Chap. LIII. 1631—1632.

pays le général suédois Horn et s'avança vers le Mein, pour s'assurer du poste important de Schweinfurt. La marche rapide de Gustave-Adolphe, qui avoit laissé sous le commandement d'Oxenstiern, les troupes qu'il avoit sur le Rhin, et réuni sous les murs d'Aschaffenbourg celles de Horn, de Banner et du duc de Weimar, contraignit à se retirer le général autrichien, qui se replia sur Erlang, ravageant le pays et menaçant Nuremberg du même sort que Magdebourg. L'approche du roi de Suède sauva cette ville. Tilly continuant à faire retraite passa le Danube dans la Bavière, et choisit une position derrière le Leck, où il fut joint par l'électeur.

Comme une armée impériale se rassembloit alors dans la Bohême, Gustave-Adolphe avoit désiré de combattre les Bavarois avant leur jonction avec les Impériaux. En conséquence, il avoit continué sa marche. Il emporta d'assaut la ville de Donawerth, et investit Ingolstadt. La résistance de la garnison de cette place le contraignit à retourner sur ses pas. Ce prince passa le Danube à Donawerth, et se prépara, malgré l'avis de ses officiers les plus expérimentés, et malgré la force d'une position que défendoit également et la nature et l'art, à marcher à l'ennemi. Il plaça de la manière la plus avantageuse, dans un coude que le Leck fait près de Rain, son excellente ar-

tillerie; et, après un combat furieux, il parvint à jeter un pont sur la rivière, et à forcer le passage. Tilly faisant à la tête de ses meilleures troupes, les plus grands efforts pour s'y opposer, fut blessé mortellement d'un coup de fauconneau. Aldringer, qui commandoit après lui, fut bientôt mis hors de combat. L'électeur, se voyant privé de ses deux meilleurs généraux, se retira sous les murs d'Ingolstadt. Ce fut là que Tilly rendit le dernier soupir, à l'âge de soixante-et-treize ans. Toutes les entreprises de ce général avoient été couronnées du succès jusqu'à la malheureuse journée de Leipsick; et sa réputation ne fut éclipsée que par celle de Gustave-Adolphe. Ses ennemis ont reconnu en lui une intrépidité vraiment héroïque, une tempérance rare dans un guerrier, et un désintéressement tel qu'il mourut pauvre, malgré toutes les occasions qu'il eut de s'enrichir. Mais ses plus grands admirateurs n'ont pu s'empêcher de condamner son caractère sauvage et féroce; et les excès qui ont été commis par ses ordres ou sous ses yeux, mettent en exécration sa mémoire.

Le 5 Avril.

A la retraite des troupes bavaroises, les Suédois entrèrent dans la ville d'Augsbourg, qui prêta serment de fidélité à Gustave-Adolphe et à la couronne de Suède. Le vainqueur alla ensuite investir Ingolstadt, et pratiqua des intelligences dans Ratisbonne. La possession de ces

Chap. LIII.
1631—1632.

deux places l'auroit rendu maître du cours du Danube, et lui auroit permis de porter la guerre dans l'Autriche. Mais le duc de Bavière avoit jeté une garnison dans Ratisbonne; et la ville d'Ingolstadt eut l'honneur de prouver la première que les troupes de Gustave-Adolphe n'étoient point invincibles. Le roi de Suède, après avoir levé le siége de cette place, soumit tout le pays situé entre l'Inn et le Leck. Il entra dans Munich en triomphe, et accompagné de l'électeur Palatin qui jouit d'un instant de satisfaction, en voyant son ennemi le plus implacable, banni de sa propre capitale.

CHAPITRE LIV.

1632.

SITUATION critique où se trouve FERDINAND II. — Ce prince rend le commandement à Waldstein. — Prompte levée d'une nouvelle armée impériale. — Opérations militaires. — Bataille de Lutzen. — Mort de Gustave-Adolphe. — Portrait de ce monarque.

Chap. LIV. 1632.

LES revers qui s'étoient succédés si rapidement depuis la bataille de Leipsick, avoient décélé la foiblesse de la monarchie autrichienne, qui avoit dû son ascendant beaucoup plus aux divisions de ses ennemis qu'à ses propres ressources. La présence de Gustave-Adolphe qui étoit à la fois homme d'état et grand capitaine, qui savoit concevoir des projets et les exécuter, et qui donna de l'ensemble et de la force à cette masse hétérogène que composoit le corps des Protestants, avoit occasionné une prompte révolution. Les troupes nombreuses qui avoient imposé la loi en Allemagne et en Italie, avoient été, pour la plus grande partie, moissonnées par le fer de l'ennemi. Les princes que Ferdinand

Chap. LIV. avoit dépouillés, avoient recouvré leur puissance, et les princes catholiques étoient errants
1632. ou avoient reconnu l'autorité du vainqueur. L'électeur de Trèves avoit été forcé d'implorer la protection de la France. Les évêques de Wurtzbourg et de Bamberg étoient expulsés de leur siége; et l'électeur de Cologne étoit sur le point d'éprouver le même sort. Les Français s'étoient emparés de la Lorraine. Les Espagnols, de toutes leurs conquêtes dans le Palatinat, ne possédoient plus que deux ou trois places fortes, et ils ne tenoient presque plus de postes sur les bords du Rhin. L'électeur de Bavière sembloit ne plus avoir que le choix d'abandonner Ferdinand ou de partager la ruine de cette maison et de cette cause qu'il avoit si bien défendues. Un monarque victorieux, maître de tout le pays qui s'étend depuis les côtes de la mer Baltique, jusqu'aux frontières de la France, étoit au centre de l'Allemagne, à la tête d'une armée qui, si elle n'étoit pas la plus nombreuse, étoit la plus brave, et la mieux disciplinée qu'il y eût en Europe; et il se préparoit à pénétrer jusqu'au cœur des états autrichiens. L'électeur de Saxe occupoit la Bohême, et rien n'empêchoit qu'il ne marchât également contre Vienne. Les Protestants des provinces qui reconnoissoient encore l'autorité de Ferdinand, n'attendoient pour secouer le joug, que l'approche d'une armée étrangère. Une

Chap. LIV. 1632.

dangereuse révolte avoit déjà éclaté parmi les paysans de la Haute-Autriche. Enfin, l'empereur ne pouvoit plus faire la guerre comme il l'avoit faite auparavant, aux dépens de ses amis et de ses ennemis. Une lutte si terrible avoit épuisé ses états, et il se voyoit sur le bord d'un abîme plus affreux que celui dans lequel il avoit manqué d'être précipité au commencement de son règne.

Ce prince, dans le premier mouvement de son désespoir, annonça la résolution de se mettre en personne à la tête de son armée. Ses ministres le firent renoncer à un dessein dont son inexpérience dans l'art de la guerre auroit rendu l'exécution très-dangereuse. Il voulut ensuite remettre le commandement suprême entre les mains de l'archiduc Ferdinand son fils, qui venoit d'être couronné roi de Hongrie, et qui déployoit des talents au-dessus de son âge. Mais, outre l'inconvénient d'opposer à Gustave-Adolphe, dans les champs de la gloire, un prince de vingt-trois ans, il étoit inutile de nommer un général pour une armée qui n'existoit pas. Réduit à cette extrémité, Ferdinand ne vit d'autre parti à prendre que de rappeler Waldstein, dont ses revers lui avoient appris à connoître le génie, les talents et les ressources; et l'orgueilleux monarque n'hésita pas à s'humilier devant un sujet plus orgueilleux encore.

Chap. LIV. 1632.

Waldstein, quoique profondément affligé de son renvoi, s'étoit retiré, persuadé que son étoile n'étoit point encore parvenue à son plus haut degré d'élévation ; et son génie inventif avoit cherché les moyens de rendre son rappel presque inévitable. Les principaux officiers de son armée, qui n'avoient d'espoir qu'en lui, et qu'au moyen de ses richesses immenses il pouvoit attacher facilement à sa personne, l'avoient suivi dans sa retraite. Il avoit fixé sa résidence à Prague, où il avoit fait élever un superbe palais, et où il vivoit avec une magnificence qui sembloit annoncer plutôt un monarque tout-puissant qu'un sujet disgracié (1). Cependant, sa chute

(1) Voici quelle étoit, à Prague, la manière de vivre de Waldstein. « Les six portes de son palais étoient gardées par des sentinelles. Cinquante hallebardiers, portant un uniforme de la plus grande richesse, remplissoient ses antichambres. Une patrouille de douze hommes parcouroit les environs et les appartements du palais, pour empêcher qu'aucun bruit n'y parvînt ; et quelquefois même on barricadoit les rues voisines, pour en interdire le passage aux carosses et aux gens de pied. Six barons et autant de chevaliers accompagnoient toujours le duc. Quatre huissiers de la chambre annonçoient ceux qui se présentoient à son audience. Soixante pages, sortis des familles les plus illustres, étoient nourris dans son palais, et instruits dans les sciences et dans les arts par les maîtres les plus habiles. Le premier officier de sa maison étoit un baron de la plus haute dis-

et le désir toujours croissant qu'il avoit de se relever avoient changé son humeur, et l'on ne retrouvoit plus en lui cette ouverture de cœur, ni cette affabilité qui l'avoient distingué dans les temps de sa faveur. Malgré toute la splendeur qui l'environnoit, il étoit solitaire et pensif. L'esprit toujours occupé de sa grandeur passée, ou

Chap. LIV.

1632.

---

tinction; et même le chambellan de l'empereur quitta le service de ce monarque pour passer à celui de Waldstein. Sa table, qui étoit chaque jour de cent couverts, étoit servie avec autant de profusion que de délicatesse. Ses jardins répondoient à la somptuosité de son palais. Ses écuries étoient garnies de mangeoires de marbre; et chacune étoit pourvue d'un courant d'eau, au moyen d'une fontaine. Quand le duc voyageoit, sa suite nombreuse étoit transportée par douze carosses et cinquante voitures, et sa vaisselle plate et tous ses bagages étoient chargés sur cinquante fourgons. Enfin, cinquante valets, à cheval, conduisoient cinquante chevaux de main richement caparaçonnés. »

On auroit de la peine à croire à ces détails d'une magnificence vraiment royale, s'ils n'étoient attestés par des auteurs contemporains, et particulièrement par le chapelain du colonel Devereux, favori de Waldstein, par le docteur Carve, dans son Itinéraire, qui a été publié en latin, à Mayence. On trouve une notice de ce livre rare et curieux, dans *Harte's Life of Gustavus-Adolphus*. Voyez aussi Schiller, qui, dans son Histoire de la Guerre de trente ans, a tracé un tableau animé de la retraite de Waldstein, vol. II, p. 39; et *Gualdo*, *p.* 230 - 234.

Chap. LIV. 1632.

de projets conçus par l'ambition et la vengeance, il entretenoit, de sa propre main, une correspondance suivie avec tous ceux qui jouoient un grand rôle sur le théâtre du monde. Cet homme singulier avoit la taille longue et déliée, le teint pâle, les cheveux roux, les yeux petits et pleins de feu. Sa physionomie étoit sombre et ses regards annonçoient la défiance. C'étoit d'un son de voix désagréable et rude qu'il articuloit le peu de paroles par lesquelles il rompoit son silence habituel. Il étoit capricieux, emporté, cruel, implacable, et rien ne pouvoit dompter sa colère. Soit qu'il punît, soit qu'il récompensât, il franchissoit toutes les bornes. Il aimoit, il encourageoit l'audace; et les résolutions téméraires lui sembloient décéler un grand cœur. Une action prompte, une pensée neuve, une extrême témérité étoient les moyens les plus sûrs de conquérir sa faveur. Ses idées étoient élevées et même gigantesques. Il abhorroit la flatterie, la dissimulation et tous les vices qui proviennent d'une ame basse, ou d'un cœur timide. Ne considérant les richesses qu'autant qu'elles pouvoient concourir à son élévation, il poussoit la libéralité jusqu'à la profusion. Il avoit coutume de dire qu'un brave soldat ne pouvoit se payer au poids de l'or, que de grandes espérances suivoient de grandes récompenses, et que les récompenses les plus grandes produisoient

les troupes les plus courageuses, et les généraux les plus habiles.

Lorsque les Saxons s'étoient approchés de Prague, Waldstein avoit refusé de prendre les armes pour combattre l'ennemi, et sa conduite et ses avis avoient hâté la reddition de la place. Sous le voile de l'indifférence, il ne négligeoit rien pour faire tourner à son avantage les malheurs de son souverain. Il correspondoit secrètement avec Arnheim, et même avec Gustave-Adolphe. Il épioit toutes les démarches de la cour de Vienne, dont plusieurs ministres étoient ses créatures ou ses partisans, et où sa libéralité avoit trouvé accès près de tous ceux qui pouvoient l'instruire, ou faciliter l'exécution de ses desseins.

Les services que Waldstein avoit rendus étoient encore récents, et ses amis le représentoient à l'empereur comme le seul homme qui fût capable de sauver la maison d'Autriche. Ferdinand, qui voyoit la ligue catholique privée par la mort de Tilly, de celui à qui elle avoit dû la plupart de ses succès, et qui n'avoit aucun général à opposer à Gustave-Adolphe, se laissa facilement déterminer à rappeler un officier qui lui avoit été si utile, et au renvoi duquel il n'avoit consenti qu'à regret.

Waldstein avoit éprouvé combien il est difficile de se maintenir dans un poste aussi élevé que celui auquel il alloit monter de nouveau. Il

Chap. LIV. 1632.

recherchadonc tous les moyens imaginables d'éviter une seconde disgrâce. Malgré l'ardeur avec laquelle il désiroit le commandement suprême, il affecta une répugnance qui lui permit d'imposer des conditions à son souverain. L'empereur l'avoit invité à se rendre à sa cour; il le refusa; mais il s'avança jusqu'à Znaïm en Moravie, pour faciliter les arrangements. Rejetant avec indignation la proposition de commander sous l'archiduc Ferdinand, il eut l'impiété de déclarer qu'il ne serviroit pas sous Dieu lui-même (1); et après une longue négociation, qui fut conduite par le prince d'Eggenberg, son ami, il eut l'air de céder aux prières et aux menaces qu'on lui fit. Il offrit de lever une armée de la même manière qu'il en avoit levé une précédemment; mais il refusa d'en prendre le commandement pour plus de trois mois, temps qu'il jugeoit suffisant pour la mettre sur pied et exercer les troupes qui devoient la composer.

Waldstein eut bientôt accompli sa promesse. La plupart de ses officiers, avons-nous dit, l'avoient suivi dans sa retraite, ou vivoient de ses bienfaits. L'effet magique attaché à son nom, attira sous ses drapeaux des milliers de vétérans, qui avoient déjà servi sous son commandement, ou qui désiroient ardemment d'avoir part

(1) Histoire de Gustave-Adolphe, tom. III, p. 431.

Chap. LIV.

1632.

à sa gloire et à ses libéralités. Il accéléra la levée des troupes, en promettant des distinctions honorifiques aux hommes riches qui useroient de leur influence pour le seconder dans cette opération, et avança de l'argent aux officiers pauvres, dont il avoit éprouvé le courage et les talents. Il n'eut, en conférant ses commissions, aucun égard à la différence des opinions religieuses; et il tranquillisa la conscience des Protestants en leur persuadant que la guerre contre Gustave-Adolphe n'étoit point une guerre de religion. Le Pape et la cour d'Espagne lui fournirent des sommes considérables pour la levée et le maintien de son armée. Il y sacrifia même sa propre fortune. Des personnes de tout rang lui payèrent volontairement des contributions qui se montèrent très-haut, et l'on fit, tant en Italie que dans les états autrichiens, les plus grands efforts pour remplacer les armes et les équipements qu'on avoit perdus dans les combats précédents. Par tous ces moyens réunis, Waldstein mit sur pied avec une célérité qui étonna jusqu'à ceux même qui savoient ce dont il étoit capable, une armée qui, au bout de trois mois, se trouva forte de quarante mille hommes, bien exercés, et mieux munis de tout que les troupes qui avoient été dispersées à la fatale journée de Leipsick. Cette grande opération terminée, il annonça l'inten-

Chap. LIV. 1632.

tion de résigner le commandement suprême. Gustave-Adolphe, porté sur les ailes de la victoire, s'avançoit des rives du Rhin vers celles du Danube, et Waldstein étoit l'unique espérance de la maison d'Autriche et du parti catholique. Ses désirs furent donc des ordres, et peut-être ne doit-on pas être surpris que Ferdinand se soit soumis à des conditions qui le réduisirent à un état de dépendance où jamais aucun souverain ne s'étoit vu. Malgré les représentations de la cour d'Espagne, et celles de l'électeur de Bavière, Waldstein fut nommé généralissime de toutes les troupes impériales et espagnoles, en Allemagne. On lui conféra l'autorité la plus absolue. L'empereur et l'archiduc Ferdinand, son fils, s'engagèrent à ne pas mettre le pied dans son camp. On lui abandonna la nomination de tous les officiers, la distribution des récompenses et des châtiments. Aucun acte de pardon, aucun sauf-conduit, même signé par l'empereur, ne devoit avoir son effet s'il n'étoit revêtu de l'approbation du généralissime. Il fut autorisé à lever toutes les contributions qu'il jugeroit nécessaires, à disposer, sans le concours de la chambre impériale, de tout ce qui seroit pris sur l'ennemi. Ni paix ni trève ne pouvoient être faites qu'il n'eût été consulté, ou même qu'il n'eût donné son consentement. On devoit satisfaire sur-le-champ à toutes ses demandes de vivres

et d'argent. Enfin, il devoit recevoir, pour prix de ses services, une souveraineté, soit dans les états héréditaires, soit dans les pays dont il auroit fait la conquête. On devoit, pour lui garantir la possession du Mecklenbourg, insérer un article exprès dans la capitulation impériale; et l'empereur s'engagea à fixer sa résidence à Prague, lorsque le royaume de Bohême auroit été reconquis (1). Chap. LIV. 1632.

Instruit de la défiance que Gustave-Adolphe commençoit à inspirer à ses alliés, Waldstein s'empressa d'ouvrir, après en avoir fait part à l'empereur, une négociation avec l'électeur de Saxe, et fit les offres les plus séduisantes à ce prince, dont la défection auroit entraîné celle de la plupart des Protestants. L'inquiétude qu'excitoit le caractère de Ferdinand, ayant fait rejeter les propositions du généralissime, il marcha contre Prague, dont il se rendit bientôt maître, en permettant aux Saxons qui composoient la garnison, de se retirer avec tout le butin qu'ils avoient fait, mais sans recevoir les honneurs de la guerre. Une seconde tentative qu'il fit pour négocier, n'ayant pas été plus heureuse, il dé- Le 1er Mai.

(1) *Gualdo.* — *Kevenhuller.* — *Puffendorf.* — *Pelzel*, *p.* 768. — *Schmidt*, *vol. X*, *p.* 89. — *Heinrich*, *vol VI*, *p.* 572. — *Falkenstein*, *p.* 659. — *Harte*, *Gustavus-Adolphus*, *vol. II*, *p.* 35. — Schiller, tom. II, p. 52. — Histoire de Gustave-Adolphe.

Chap. LIV. 1632.

logea les troupes saxonnes de tous les postes qu'elles occupoient. Malgré les exhortations et les ordres réitérés de l'empereur, il demeura dans l'inaction à Leutmeritz, sous le prétexte de couvrir la Bohême, mais dans le fait pour jouir en secret du plaisir de voir ravager les états d'un prince dont la gloire excitoit sa jalousie, et qui non-seulement avoit été l'auteur de sa disgrace, mais qui s'étoit opposé à son rappel. A la fin, les succès de Gustave-Adolphe inspirant des craintes pour l'Autriche même, Waldstein laisse huit mille hommes en observation à Leutmeritz, et se met en marche pour opérer sa jonction avec l'électeur de Bavière, à Égra, position d'où il tint la Saxe en échec, et menaça Nuremberg, qui formoit une place d'armes importante pour le roi de Suède. L'effet de ce mouvement, si habilement concerté, fut de forcer à l'instant même Gustave-Adolphe à se restreindre à la défensive, et à combattre, non, comme il l'avoit fait jusqu'alors, pour la gloire, mais pour sa propre sûreté. Waldstein, le menaçant sur divers points en même temps, le tint en des alarmes perpétuelles. Il le mit dans la nécessité de diviser ses forces pour défendre ses conquêtes sur le Mein et dans la Souabe, de renoncer à ses projets d'attaque contre la Bavière, et de voler à la défense de Nuremberg, avec une armée qui se montoit à peine à douze mille hommes.

Waldstein eut à Lutitz, dans le Haut-Palatinat, une entrevue avec le duc de Bavière; et là il jouit, sous un air de condescendance, de sa supériorité sur un rival humilié. Le généralissime, se voyant alors à la tête d'une armée de soixante mille hommes pleins de résolution, annonça, dans l'orgueil de son cœur, que peu de jours suffiroient pour montrer qui de lui ou de Gustave-Adolphe étoit fait pour commander à l'univers. Il marcha ensuite contre Nuremberg, dans l'espoir d'écraser sans peine un ennemi dont les forces étoient bien inférieures aux siennes; mais l'ayant trouvé fortement retranché, et les nombreux habitants de cette ville ayant pris les armes pour la défendre, Waldstein craignit de réduire au désespoir un adversaire aussi courageux et aussi habile que l'étoit le roi de Suède. Dans le dessein de le forcer à livrer bataille ou à faire retraite, il prit position sur la Pregnitz, près du village de Zirndorf. Changeant de langage, il chercha à justifier sa conduite en disant « que les généraux de l'empereur avoient souvent exposé les états de leur souverain, en tentant le sort incertain des combats, et que pour lui, il avoit résolu d'agir d'après des principes différents. » En conséquence, Waldstein, quoique son armée fût de plus du triple supérieure en nombre à celle de l'ennemi, et malgré les instances du duc de Bavière et les cris de ses propres soldats, se tint

Chap. LIV. 1632.

près de deux mois à la vue du camp des Suédois, ne faisant que des feintes ou n'engageant que des escarmouches. Il donna de la sorte à Gustave-Adolphe le temps de réunir tous les corps qu'il avoit dispersés dans la Bavière, dans la Souabe, dans la Franconie et dans la Basse-Saxe, et de recevoir les renforts que ses alliés lui envoyèrent sous la conduite d'Oxenstiern, son chancelier, qui le servoit également comme homme d'état et comme homme de guerre. L'approche de ces renforts, ni l'offre de lui livrer bataille que le roi de Suède fit plusieurs fois à Waldstein, ne purent le déterminer à renoncer à son plan. Il se retrancha tellement, que son camp ressembloit à une forteresse, et dans cette position il vit tranquillement son armée se fondre par le manque de vivres et par l'inaction. Il espéroit que les maux plus grands des Suédois les contraindroient à se retirer, et à lui livrer ainsi Nuremberg. Gustave-Adolphe, qui n'avoit pas moins de persévérance, tenta de le déloger de vive force d'un poste qu'aucune amorce, qu'aucune insulte ne pouvoit lui faire abandonner. Confiant aux citoyens de Nuremberg la défense de son propre camp, il conduisit son armée contre l'ennemi. Telle fut l'impétuosité de leur attaque, que ses

Le 24 Août.

troupes forcèrent des retranchements que la nature et l'art sembloient avoir rendus inexpugnables. Le monarque n'ordonna la retraite que lors-

qu'il eut perdu trois mille de ses plus braves guerriers, et que tous ses régiments eurent pris part à un combat que Waldstein représenta comme le plus furieux où il eût assisté. Les deux armées passèrent ensuite quinze jours à s'observer l'une l'autre. Le généralissime eut le stérile honneur de voir le roi de Suède abandonner sa position; mais Nuremberg ayant reçu une garnison suédoise, Waldstein ne put se rendre maître de cette place, pour laquelle il avoit fait tant de sacrifices; et il connoissoit trop bien les talents de son adversaire pour oser l'inquiéter dans sa retraite. Les deux armées, durant les soixante-et-douze jours qu'elles furent en présence, perdirent plus d'hommes par la famine et les maladies, que jamais on en ait perdu dans aucune bataille de nos guerres modernes. Il périt dix mille habitants de Nuremberg, et près de vingt mille Suédois. Quant à l'armée de Waldstein, qui, avons-nous dit, étoit forte de soixante mille hommes, elle fut réduite à moitié.

Chap. LIV.
1632.
Le 8 Sept.

Si, dans cette partie de la campagne, le généralissime ne se signala par aucune action d'éclat, et s'il ne fit aucune conquête importante, on ne peut du moins lui contester l'honneur d'avoir mis un terme aux progrès de Gustave-Adolphe, d'avoir sauvé la Bavière, recouvré la Bohême et délivré l'Autriche de toute crainte.

En s'éloignant de Nuremberg, le roi de Suède

Chap. LIV. 1632.

détacha, sous le commandement du duc de Saxe-Weimar, une partie de ses troupes, tant pour couvrir la Franconie que pour se porter sur le Mein, que menaçoient les Impériaux. Lui-même, avec le reste de ses forces, retourna vers le Danube pour exécuter ses desseins contre la Bavière et l'Autriche. Waldstein, au lieu de le suivre, ce qui auroit transporté dans les états héréditaires le théâtre de la guerre, tourna ses armes contre l'électeur de Saxe. Laissant Maximilien voler à la défense de ses états, il renforça son armée par des détachements tirés des garnisons voisines. Pour assurer ses communications avec la Bohême, il envoya vers l'Elbe, par le Voigtland, Gallas et Holk, avec huit mille hommes, et il pénétra dans la Franconie, soit pour attaquer les postes suédois, soit pour empêcher le duc de Weimar de se réunir à l'électeur de Saxe et au duc de Brunswick, qui étoient postés, le premier à Torgau, et l'autre à Wittemberg.

Après avoir traversé le marquisat de Culmbach et l'évêché de Bamberg, Waldstein s'avança dans le Voigtland, jusqu'à Weida. Il envoya, avec une partie de son détachement, Gallas en Bohême, pour aider à faire tête à Arnheim. Ayant rappelé les troupes qui étoient sous le commandement de Holk, il marcha contre Leipsick, dont il se rendit maître après trois jours de siége. Il s'empara ensuite de Weissenfelds, de Merse-

bourg, de Naumbourg, ainsi que de celles des places voisines qui étoient situées sur la Saale, et il continua à se porter en avant. Parvenu à Eilenbourg, il apprit l'approche de Pappenheim, qui venoit de remporter, dans la Basse-Saxe, des avantages signalés, et qui, par une marche rapide et bien concertée, avoit évité la rencontre du duc de Saxe-Weimar, et effectué son passage à travers la Hesse. Les deux armées s'étant réunies à Magdebourg, en composèrent une de plus de quarante mille hommes, que Waldstein jugea suffisante pour empêcher les Suédois de se joindre aux Saxons.

Gustave-Adolphe, pour prévenir la ruine de son allié, suspendit le cours de ses conquêtes dans la Bavière. Ayant laissé dans ce duché un corps de troupes destiné à tenir l'électeur en échec, il réunit, à Arnstadt, ses forces à celles du duc de Saxe-Weimar. Il dirigea sa marche rapide par la forêt de Thuringe, et remontant la Saale, il s'avança, à la tête d'une armée de vingt mille hommes, vers Naumbourg, pour faire sa jonction avec l'armée de l'électeur de Saxe, ou du moins avec celle du duc de Brunswick. A cette approche soudaine, Waldstein dépêche à Gallas courrier sur courrier pour le rappeler; il se retire de Weissenfelds, détache Pappenheim pour réduire Mauricebourg, la citadelle de Halle, qui étoit défendue par un corps de vé-

Chap. LIV. 1632.

térans suédois, et se dispose à se replier jusque derrière l'Elster, pour y prendre, entre Leipsick et Halle, une position où il pût empêcher le roi de Suède de faire sa jonction avec ses alliés. La promptitude de Gustave-Adolphe ne permit pas au généralissime de mettre ce plan en exécution. Voulant, pour attaquer Waldstein, profiter de l'instant où il faisoit retraite, et où son armée étoit affoiblie par le détachement qu'en avoit tiré Pappenheim, ce prince parut tout à coup à la vue des Impériaux, sous les murs de Lutzen, petite ville située à mi-chemin entre Leipsick et Weissenfelds. Comme le jour étoit prêt à tomber, que les troupes suédoises étoient fatiguées d'une longue marche sur un terrain fangeux, et que d'ailleurs elles avoient devant elles un marais qu'on ne pouvoit passer que sur un seul pont, le roi différa l'attaque jusqu'au lendemain matin; mais les troupes légères des deux armées engagèrent plusieurs escarmouches pendant la nuit.

Cette nuit terrible, Waldstein la passa dans une inquiétude aussi vive que celle qu'il avoit éprouvée lorsqu'il étoit en présence de son illustre adversaire, sous les murs de Nuremberg. Persuadé qu'une retraite au milieu de l'obscurité, et en face d'un ennemi vigilant, si elle n'entraînoit pas la ruine de son armée, ne pourroit s'exécuter qu'avec beaucoup de danger, et que

Chap. LIV. 1632.

sa réputation seroit à jamais flétrie s'il reculoit devant des forces bien inférieures aux siennes (1), il ne dédaigna pas de convoquer un conseil de guerre, et fit appeler l'astrologue qui étoit le confident de tous ses secrets et l'ame de tous ses projets (2). Ses officiers s'accordèrent à lui conseiller d'accepter le combat, si les Suédois osoient l'attaquer. L'astrologue contribua bien plus à le décider, en déclarant que durant le mois de novembre les astres seroient contraires à Gustave. En conséquence, Waldstein résolut de maintenir sa position, et fit faire les signaux dont on étoit convenu pour rappeler Pappenheim. Toute la nuit fut employée à élargir les retranchements qui avoient été creusés des deux côtés du chemin que l'armée avoit en face, à faire éle-

(1) Plusieurs auteurs ont supposé, sur l'autorité de Kevenhuller, que l'armée de Waldstein n'étoit composée que de douze mille hommes. Cette supposition est détruite par les récits des historiens contemporains, et par l'état des forces du généralissime avant sa retraite de Weissenfelds. On peut donc présumer, avec l'éditeur de l'Histoire de Gustave-Adolphe, tom. IV, p. 405, qu'il y a faute d'impression dans le texte de Kevenhuller. Nous croyons, après avoir examiné différentes relations, qu'on peut porter à trente mille hommes, non compris le corps de Pappenheim, l'armée que commandoit Waldstein.

(2) *Gualdo, p.* 126.

Chap. LIV. 1632.

ver des redoutes et à prendre toutes les précautions imaginables. A la pointe du jour, le généralissime rangea ses troupes en ordre de bataille, et fit célébrer le service divin dans toutes les divisions de son camp. Après avoir excité, par tous les motifs d'espérance, d'honneur et de fortune (1), ses soldats à faire leur devoir, il quitta son carosse, monta sur un genêt d'Espagne, et se disposa à soutenir l'attaque (2).

Heureusement pour Waldstein, un brouillard épais suspendit, jusqu'à onze heures du matin,

---

(1) *Gualdo.*

(2) *Harte, Life of Gustavus-Adolphus, vol. II, p.* 325. — Histoire de Gustave-Adolphe, tom. IV, p. 409.

Si l'on en jugeoit par les récits de quelques historiens, la conduite de Waldstein n'auroit été, dans toute cette campagne importante, qu'une suite de méprises et de fautes grossières; on va même jusqu'à l'accuser d'avoir montré de la lâcheté à la journée de Lutzen. Harte, à qui l'on ne peut refuser beaucoup d'exactitude et de jugement, s'est cependant mépris aussi à cet égard. Il représente, dans une partie de sa narration, Waldstein donnant ses ordres porté dans une litière; et en un autre endroit, il le place dans une chaise à porteurs, ce qui, selon les amis du généralissime, dit le même auteur, devoit être attribué à la goutte, et selon ses ennemis, à sa poltronnerie. Vol. I, p. 48-324. Kevenhuller ne parle point de ce fait. Nous nous sommes appuyés sur l'autorité de Gualdo, qui a servi sous Waldstein et dans l'armée suédoise. *Gualdo, p.* 131, 132.

les mouvements des deux armées. Lorsqu'il fut dissipé, elles se virent l'une l'autre rangées en bataille de chaque côté du chemin qui borde la vaste plaine de Lutzen. Le roi de Suède, comme il l'avoit fait à la journée de Leipsick, avoit disposé son armée sur deux lignes, et entremêlé des pelotons de mousqueterie avec sa cavalerie. Il paroît que Waldstein, suivant la tactique du temps, n'avoit formé qu'une seule ligne, au centre de laquelle il avoit placé quatre bataillons carrés, et sa cavalerie en flanquoit chaque extrémité (1). Une ligne de fusiliers, dont il avoit soutenu les flancs avec du canon, bordoit les retranchements qui lui faisoient face. Il avoit mis le reste de son artillerie au centre et à sa droite, afin de battre obliquement le centre et la gauche de l'ennemi. Les ailes des deux armées étoient couvertes d'un côté par un petit ruisseau, appelé Flœss-Graben; de l'autre elles s'étendoient jus-

(1) Les récits de bataille, même ceux qui sont donnés par des témoins oculaires, sont ordinairement très-embrouillés et très-contradictoires. C'est surtout le cas de la bataille de Lutzen. Il est difficile, sinon impossible, de reconnoître avec exactitude l'ordre qui fut suivi par Waldstein; mais en comparant les unes avec les autres, les relations opposées, on croit démêler qu'il avoit fait ses dispositions pour se tenir sur la défensive, et que le roi de Suède avoit fait les siennes pour prendre l'offensive.

Chap. LIV. 1632.

qu'à Lutzen, ville qui étoit occupée par les Impériaux. La canonnade et les escarmouches commencèrent à la pointe du jour; mais le roi de Suède ne put mettre qu'à onze heures son armée en mouvement. Après avoir fait une prière publique, il entonna le quarantième psaume, « Dieu est notre force et notre appui, » qui fut chanté par toute son armée, au son de la musique, puis il marcha en avant. L'infanterie suédoise attaqua les Impériaux postés le long des retranchements; mais elle fut assaillie d'une si furieuse décharge de mousqueterie, qu'elle lâcha le pied. Le roi lui-même, étant descendu de cheval, prit une lance et excita ses soldats du geste et de la voix. En même temps Waldstein s'avança pour encourager les siens; des rénforts accoururent, et les troupes, animées par la présence de leurs chefs, combattirent avec une fureur sans égale. Les Suédois furent repoussés plusieurs fois. A la fin, l'infanterie impériale se replia sur la cavalerie. Le roi de Suède, saisissant cet instant de désordre, franchit le fossé avec la sienne, et charge les Impériaux. La victoire étoit en suspens de ce côté, lorsque Gustave apprend que le feu terrible qu'elle avoit essuyé avoit fait plier sa gauche, et qu'elle étoit menacée par Pappenheim, à qui le brouillard avoit donné le temps d'approcher du champ de bataille. Le monarque, accompagné du duc de Saxe-Lawenbourg et

de trois pages, vole à l'instant vers ce point pour y rétablir le combat. S'étant porté en avant dans le dessein de reconnoître la position de l'ennemi, il donne dans un parti de cavalerie impériale. A l'instant même il est atteint d'une balle au bras, et bientôt après il reçoit dans la poitrine un coup mortel. Il tombe en s'écriant : « Mon » Dieu ! mon Dieu ! » (1) et son cheval, galopant

Chap LIV.

1632.

(1) Le peu de particularités que nous avons données sur la mort de Gustave-Adolphe, nous les avons tirées du récit de Gualdo, qui les avoit apprises de la bouche même du seul des pages du monarque qui, l'ayant accompagné dans ses derniers instants, n'ait pas été tué dans l'escarmouche. Nous ne pouvons nous empêcher de faire remarquer cependant que, comme celle de Charles XII, son illustre descendant, la mort du roi de Suède a été imputée à la trahison, et que le duc de Saxe-Lawenbourg, qui étoit près de lui, lorsqu'il succomba, a été accusé du crime. Mais on ne peut guère douter que Gustave n'ait été tué par l'ennemi, lorsque l'on considère avec quelle indifférence ce prince exposoit sa personne, que, contre la coutume du temps, il n'avoit point de cuirasse, qu'à l'instant de sa chute, il fut entouré par les Impériaux, et que deux de ses pages ont éprouvé le même sort que lui. De plus, l'accusation portée contre le duc de Saxe-Lawenbourg ne repose que sur le bonheur qu'eut ce prince de retourner sain et sauf, et sur cette particularité, qu'il sortoit récemment du service de l'empereur, et qu'il y rentra peu de temps après la journée de Lutzen, chose qui étoit très-com-

Chap. LIV. 1632.

sur le front de la ligne, annonce ainsi aux troupes suédoises la perte qu'elles avoient faite.

Le duc de Saxe-Weimar, qui succéda au commandement, fit répandre le bruit que le roi n'étoit pas mort, qu'il n'étoit que prisonnier; et l'espoir de délivrer un monarque si chéri inspira à chaque soldat un courage presque surnaturel. L'aile droite de l'armée suédoise rompit et dispersa l'aile opposée de l'armée ennemie. Le choc de la gauche fut également terrible. L'ensemble et l'impétuosité de la charge de l'infanterie suédoise, firent plier l'infanterie impériale, et le désordre où elle fut mise s'accrut par l'explosion de plusieurs caissons. A l'instant même où la vic-

mune alors. On a souvent prétendu aussi, pour prouver la même accusation, que le roi de Suède avoit été blessé au dos; mais c'est une erreur. Le pourpoint de buffle que Gustave-Adolphe portoit à la bataille de Lutzen, et qu'on voit à présent dans l'arsenal de Vienne, où je l'ai moi-même examiné, n'est percé que sur le devant. Le lecteur qui désirera de plus amples détails sur la mort du roi de Suède, pourra consulter *Gualdo*, — *Harte, Life of Gustavus-Adolphus*, — *Struvius*, *p.* 1281, 1282, qui a tiré, de plusieurs auteurs, divers passages relatifs à cet événement, et particulièrement l'Histoire de Gustave-Adolphe, tom. IV, p. 413-421, et dans le même volume, l'examen de quelques passages de divers auteurs sur la bataille de Lutzen, et la mort du roi de Suède. L'auteur s'y efforce, quoique sans succès à mon avis, d'y inculper le duc de Saxe-Lawenbourg.

toire se déclaroit en faveur des Suédois, Pappenheim arrive sur le champ de bataille, et fond, avec huit régiments de cavalerie qui n'avoient point encore donné, sur les rangs affoiblis des ennemis. Le choc ne fut pas moins furieux qu'il ne l'avoit été auparavant; et le combat se soutint avec le même succès de part et d'autre, jusqu'à ce que ce brave général eût reçu une blessure mortelle. Les troupes impériales, découragées, s'écrièrent: « Pappenheim est tué, et la bataille » est perdue! » La confusion devint générale, malgré tous les efforts de Waldstein et de ses officiers. Le retour du brouillard et l'approche de la nuit ayant mis fin au combat, le généralissime se retira à la faveur des ténèbres, abandonnant le champ de bataille et toute son artillerie à l'ennemi. Le nombre des morts fut à peu près égal des deux côtés. Les Suédois, qui ne connoissoient pas toute la grandeur de l'avantage qu'ils avoient remporté, songeoient à faire retraite, lorsque le lendemain ils se virent maîtres du terrain sur lequel on avoit combattu. Mais ils avoient payé chèrement la victoire par la perte d'un monarque adoré. Son corps, qui fut découvert sous un tas de morts, nu, percé de coups et souillé de sang, fut transporté à Naumberg, puis à Wolgast, et enfin en Suède.

Ainsi périt, dans la trente-huitième année de son âge, un des plus grands monarques qui aient

Chap LIV.
1632.

fait l'ornement du trône. Gustave-Adolphe étoit religieux sans petitesse et sans affectation, et c'étoit un parfait modèle de fidélité conjugale et de tendresse envers ses proches. Quoiqu'il ne pût toujours réprimer l'extrême vivacité de son caractère (1), il étoit doué de toutes les vertus sociales, et sa politesse et son affabilité étoient si grandes, que jamais personne ne le quitta sans être charmé de son entretien. A toutes ses qualités aimables, il joignoit l'instruction d'un littérateur et les graces d'un courtisan. Homme d'état, il avoit de la sagacité, de la prévoyance, et saisissoit jusqu'aux moindres détails du plan le plus étendu. Général, il surpassa ses contemporains dans la connoissance de toutes les parties de l'art de la guerre. Il étoit doué d'un génie inventif et vigoureux. Son extrême pénétration,

(1) Le chancelier Oxenstiern, qui avoit bien connu Gustave, disoit de lui à Whitelock : « Le seul reproche que l'on pût faire à ce prince étoit d'être extrêmement colère. Il avoit coutume de me dire : « Vous êtes trop flegmatique, et si un peu de ma vivacité ne se mêloit avec votre flegme, mes affaires n'iroient pas si bien qu'elles vont. » Je lui répondois : « Sire, si mon flegme ne modéroit un peu votre vivacité, vos affaires n'iroient pas si bien qu'elles vont. » Cette réponse le faisoit rire de bon cœur, et il me permettoit de lui parler librement. » *Whitelock's journal, vol. I, p.* 347.

sa présence d'esprit imperturbable et sa rare prévoyance étoient soutenues par une intrépidité plus qu'héroïque. Jamais général ne fut plus disposé à partager les fatigues, les dangers et les privations de ses troupes. Il avoit coutume de dire : « On ne prend point les villes sous des » tentes. Comme les écoliers, en l'absence de » leurs maîtres, ferment leurs livres, ainsi mes » troupes, sans ma présence, ralentiroient leurs » efforts. » De même que beaucoup d'autres grands hommes, il croyoit à la prédestination; mais c'étoit en lui l'effet d'une soumission religieuse aux décrets de la Providence. Lorsqu'on le pressoit d'épargner sa personne, il répondoit: « Mon heure est marquée au ciel, la terre ne » peut rien y changer (1). »

Gustave-Adolphe créa une nouvelle tactique et une armée qui n'eut point d'égale pour l'excellence de la discipline, et pour l'ensemble, la précision et la vigueur des mouvements. Il vainquit, non par la supériorité du nombre, ni par l'effet d'une heureuse témérité, mais par la sagesse et la profondeur des combinaisons, par des efforts irrésistibles et bien concertés, par cette confiance et cet héroïsme qu'il sut inspirer à ses troupes. Depuis Alexandre, nul conquérant n'avoit fait des progrès si rapides; depuis César,

(1) *Gualdo*, *p*. 73.

Chap. LIV.
1632.

personne n'avoit porté au même degré toutes les qualités de l'homme d'état et du guerrier (1).

La mort du roi de Suède fut bientôt suivie de celle de l'électeur palatin, à qui l'on attribuoit l'origine de la guerre. Après avoir éprouvé toutes les humiliations qui suivent les princes dans l'exil, après avoir erré de contrée en contrée, et cherché vainement un asile de cour en cour, Frédéric avoit mis en Gustave-Adolphe sa dernière espérance. Il avoit partagé le triomphe du héros suédois à la journée de Leipsick; et il jouit encore des vains honneurs de la royauté. Mais, par l'effet de quelque cause qu'il ne nous a pas été possible de démêler, on avoit différé de le rétablir dans ses états, quoique les armes suédoises en eussent conquis la plus grande partie. Il étoit dans l'attente à Mayence, lorsque le résultat fatal de la bataille de Lutzen lui enleva son dernier espoir. Sa constitution, minée par l'inquiétude et le chagrin, ne put soutenir un coup

(1) Nous avons consulté, pour cette partie de la guerre de trente ans, et principalement pour les campagnes de Gustave-Adolphe, outre les auteurs qui traitent du règne de Ferdinand II et des affaires d'Allemagne, et que nous citons en général, *Puffendorf*, *Gualdo*; *Harte*, *Life of Gustavus-Adolphus*, et l'Histoire de Gustave-Adolphe, tirée des papiers d'Arkenholtz.

si rude, surtout dans un temps où il étoit malade de la fièvre que lui avoit donnée l'agitation de son esprit. Ce prince mourut dans la trente-neuvième année de son âge, et victime d'une ambition imprudente. C'eût été un bonheur pour lui-même, pour sa famille et pour l'Europe, si, au lieu de s'engager en des embarras dont il ne sut point se tirer, il s'étoit renfermé dans sa sphère et s'étoit borné à jouir de la félicité domestique, et à gouverner paisiblement ses états.

Chap LIV.
1632.

CHAPITRE LV.

1632 — 1634.

SITUATION des choses après la mort de Gustave-Adolphe. — Le chancelier Oxenstiern est mis à la tête des affaires de la Suède en Allemagne. — Les princes protestants forment une ligue à Hailbron. — Nouvelle alliance conclue entre la Suède et la France. — Opérations de l'armée impériale après la bataille de Lutzen. — Nouvelle disgrace de Waldstein. — Mort de ce général.

Chap. LV. 1632—1634.

LA mort de Gustave-Adolphe causa la plus grande allégresse parmi les Catholiques, qui la considérèrent comme une faveur spéciale de la Providence. La cour d'Espagne surtout en témoigna la joie la plus vive, et l'on fit à Madrid des réjouissances durant douze jours. A Vienne, on chanta un *Te Deum*, pour remercier le ciel de cet événement, qu'on y qualifia de victoire. Ferdinand en reçut cependant la nouvelle avec une modération digne des plus grands éloges. Ce prince témoigna beaucoup de chagrin de la perte d'un si grand monarque, et dit qu'il auroit désiré qu'il fût retourné paisiblement dans ses états.

Lorsqu'on lui présenta, percé de la balle meurtrière, le pourpoint de buffle que Gustave-Adolple portoit à la bataille de Lutzen, il détourna ses regards et exprima beaucoup de regrets. Il seroit permis peut-être de comparer son affliction aux larmes que César répandit en voyant la tête de Pompée; mais que sa douleur fût réelle ou feinte, elle prouva que Ferdinand savoit admirer, et qu'il avoit la générosité de reconnoître les grandes qualités et les rares talents de son illustre ennemi.

Il étoit probable qu'après la perte de leur chef, l'union des Protestants cesseroit promptement, et que leurs généraux, dont la plupart étoient allemands, ne se soumettroient pas volontiers aux ordres d'un sénat ou d'un plénipotentiaire étranger. La situation politique de la Suède même ne sembloit pas annoncer que cette puissance fût en état de continuer à diriger les affaires d'Allemagne. Christine, fille de Gustave-Adolphe, et héritière du trône, n'étoit âgée que de sept ans. La couronne de Suède étoit réclamée par Ladislas, roi de Pologne, qui venoit de succéder à Sigismond, son père (1). Le royaume étoit surchargé d'impôts établis pour subvenir aux frais de la guerre, et les peuples, que décourageoit la mort de Gustave, demandoient la paix.

(1) Sigismond mourut en 1632.

Chap LV.
1632—1634.

à grands cris. Dans cet état des choses, Ferdinand pouvoit, sans être accusé de présomption, se flatter de recouvrer toute son autorité, surtout si l'on considère que le Danemarck pouvoit contester de nouveau la supériorité dans le Nord, et que Ladislas, qui étoit un prince belliqueux et rempli d'ambition, se disposoit à attaquer la Suède pour conquérir une couronne qu'avoient portée ses ancêtres.

Le sénat de Suède, en cette conjoncture critique, agit avec une politique et une fermeté rares dans une assemblée. Jugeant que s'il paroissoit foiblir, il lui seroit impossible d'obtenir une paix honorable et sûre, il prit la résolution de continuer là guerre. Il proclama reine Christine, institua un conseil de régence, vota de grands secours en hommes et en argent, et confia exclusivement la conduite de la guerre et celle de toutes les affaires d'Allemagne au chancelier Oxenstiern, qui auroit été le seul homme capable de remplacer Gustave-Adolphe, si quelqu'un avoit pu le faire.

Quant au Danemarck, Christian, qui se flattoit de réunir les trois couronnes du Nord par le mariage de son fils et de Christine, loin d'attaquer la Suède, continua d'en cultiver l'amitié. Une irruption des Russes réduisit Ladislas à ne s'occuper que de la défense de la Pologne. Un changement, également favorable à la Suède,

s'opéra dans les sentiments de la cour de France, qui avoit vu d'un œil jaloux les progrès de Gustave-Adolphe, et avec beaucoup de mécontentement le projet que le roi de Suède avoit conçu de partager les états des princes catholiques, et d'acquérir des possessions en Allemagne. Le cardinal de Richelieu, n'ayant plus à redouter un monarque qui, loin de servir ses desseins, les auroit contrariés, jugea que personne ne pourroit désormais soutenir le poids des affaires sans l'appui de la France, et reconnut qu'en continuant à prêter des secours aux Suédois et aux Protestants d'Allemagne, il occuperoit les armes et réduiroit l'influence de la maison d'Autriche, et qu'il empêcheroit l'empereur et le roi d'Espagne d'intervenir dans les troubles qui continuoient d'agiter le royaume dont le gouvernement lui étoit confié.

Des conjonctures si favorables ne pouvoient échapper à la pénétration d'un politique aussi habile que l'étoit Oxenstiern. En conséquence, il fit sentir aux princes allemands que s'ils se désunissoient, ils seroient forcés de se soumettre à l'autorité d'un chef qu'ils avoient bravé et même humilié. Il contint ainsi l'impatience qu'ils avoient de secouer le joug d'une puissance étrangère, et il n'y eut que l'électeur de Saxe et Ulric, duc de Brunswick, qui osèrent montrer une ombre de mécontentement.

Chap. LV. 1632—1634.

Le premier soin du chancelier fut de renouveler les alliances qui avoient été conclues avec les princes allemands ; mais au lieu de traités séparés, il s'attacha à suivre un plan de confédération générale, que Gustave-Adolphe lui-même avoit tracé. Il convoqua donc les états des quatre cercles de Souabe, de Franconie, du Haut et du Bas-Rhin. Ils se réunirent à Hailbron, et Oxenstiern y parut avec une pompe conforme à la dignité de la couronne qu'il représentoit. L'occupation des principales forteresses par les troupes suédoises, l'influence de la France, de l'Angleterre et de la Hollande, et les promesses du chancelier firent, malgré les exhortations publiques et les intrigues secrètes de l'électeur de Saxe, consentir l'assemblée à se joindre à la Suède pour continuer les hostilités jusqu'à ce que cette puissance eût été indemnisée, et que les libertés de l'Allemagne eussent été assurées, et les princes dépossédés rétablis dans leurs états. Oxenstiern gagna même le point le plus difficile et le plus important. Il se fit confier la conduite des opérations militaires et celle de toutes les affaires qui intéresseroient la cause commune. Mais on mit des bornes à son autorité, par l'institution d'un conseil dont les états de la ligue nommèrent les membres, et par divers réglements que l'ambassadeur de France suggéra en secret.

Le 13 Avril 1633.

Le chancelier commença son administration

par rétablir Charles-Louis, fils de l'infortuné Frédéric, dans la dignité électorale palatine, et dans cette partie de son héritage paternel que les armes suédoises avoient reconquise. En même temps, Oxenstiern renouvela l'alliance avec la France. Il obtint aussi l'accession de l'électeur de Brandebourg, et de plusieurs états des cercles de Basse-Saxe et de Westphalie, à la ligue des Protestants. Mais il fit de vains efforts pour dissiper la jalousie de l'électeur de Saxe. Plus indigné de la popularité et de l'influence dont jouissoit le chancelier de Suède, qu'il ne l'avoit été de l'ascendant que Gustave-Adolphe avoit pris en Allemagne, ce prince, quoiqu'il n'osât pas abandonner ouvertement la ligue, ne négligea rien pour contrarier en secret les desseins du plénipotentiaire suédois, et même il entra en négociation pour rétablir ses relations avec la cour impériale.

L'état des choses, après la bataille de Lutzen, occasionna une sorte de suspension d'armes entre les Impériaux et les Suédois. Waldstein, pour éviter d'être attaqué par les troupes fraîches qui étoient sous le commandement de l'électeur de Saxe et du duc de Brunswick, se retira jusque dans la Bohême, et invita l'empereur à publier une amnistie générale, et à faire des propositions de paix favorables aux princes protestants. Ce sage conseil, qui, s'il avoit été suivi, auroit eu

Chap. LV. 1632—1634.

les résultats les plus heureux, ne fut point accueilli par Ferdinand, qui considéroit comme un événement plus avantageux pour lui qu'une victoire, la mort de Gustave-Adolphe, et qui, pour l'accomplissement des desseins qui lui avoient mis les armes à la main, résolut de pousser avec une vigueur nouvelle les opérations militaires. Il fut soutenu dans cette résolution par les exhortations des Jésuites et les représentations de la cour d'Espagne, qui lui avoit fourni de grands secours, et qui lui en promit d'autres encore. En conséquence, les actes d'hostilité recommençèrent; mais le succès ne répondit point à l'attente de l'empereur. L'esprit de Gustave-Adolphe parut guider les généraux et animer tous les soldats suédois. Maîtres des positions militaires les plus importantes et des contrées les plus fertiles de l'Allemagne, ils remportèrent des avantages qui leur firent soutenir la réputation qu'ils avoient acquise sous la conduite de leur roi. Avant la fin de l'année qui suivit la mort de Gustave-Adolphe, ils occupèrent tout le Bas-Palatinat, soumirent l'Alsace entière (1), à l'exception de Brisach, chassèrent les Impériaux des

(1) La plupart des villes d'Alsace, qui avoient reçu des garnisons françaises, avoient été occupées par le duc de Lorraine, lorsqu'il avoit réuni ses armes à celles des Impériaux.

cercles de Westphalie et de Basse-Saxe, et conquirent la plus grande partie de la Silésie. Le brave Bernard de Saxe-Weimar, à qui le commandement principal étoit confié, reprit le projet qui avoit été conçu par le roi de Suède, de porter la guerre dans les états héréditaires. Secondé par les troupes qui avoient fait la conquête de l'Alsace, il se rendit maître de Neubourg, d'Ingolstadt, de Ratisbonne, de Straubing et de Cham, et menaça d'une nouvelle invasion l'Autriche et la Bohême.

Des observateurs superficiels ont reproché à Waldstein de n'avoir pas porté un coup décisif lorsque la carrière de la gloire parut lui être ouverte, à la mort de l'illustre ennemi qu'il avoit en tête; mais son armée étoit extrêmement affoiblie. Outre son artillerie, il avoit perdu ses troupes les plus braves à la journée de Lutzen, et le découragement s'étoit emparé de celles qui lui restoient. Les Suédois étoient privés de leur grand monarque, il est vrai; mais ils étoient conduits par les généraux qui s'étoient formés à son école, qui avoient vaincu sous lui, et qui pouvoient continuer et exécuter ses plans. Cette armée, qui avoit abaissé la puissance de la maison d'Autriche, existoit toujours; elle étoit maîtresse des positions principales de l'Allemagne; elle étoit animée par la confiance que donne la victoire; elle brûloit de venger la perte qu'elle avoit faite,

Chap. LV. 1632—1634.

et pouvoit être renforcée par les troupes fraîches qui étoient aux ordres de l'électeur de Saxe et du duc de Brunswick.

Waldstein, dans le dessein d'affoiblir l'impression fâcheuse que la défaite de Lutzen avoit opérée dans les esprits, fit, en rentrant en Bohême, exécuter, pour cause de lâcheté, dix-sept officiers, et en dégrada cinquante, en ordonnant que leurs noms fussent attachés au gibet. Il rendit cet acte de rigueur plus remarquable encore, en récompensant, avec sa magnificence accoutumée, ceux qui avoient le plus signalé leur valeur. Il fit présent de son portrait, enrichi de diamants, à plusieurs généraux, et donna au général Holk, dont le roi de Danemarck son souverain avoit saisi les biens, pour le punir d'être entré au service de l'empereur, à choisir, en Bohême, entre quatre seigneuries dont chacune se composoit de seize à dix-huit villages (1).

Le généralissime passa l'hiver à faire des magasins, à se procurer de l'artillerie et à recruter ses troupes. Au mois de mai, il les rassembla entre Pilsen et Égra ; mais voyant qu'elles ne pouvoient se mesurer avec l'ennemi, il amusa les Suédois et les Saxons par de feintes négociations, et les fit suspendre leurs opérations par des trèves successives. Ayant renforcé son armée, il envoya

(1) *Pelzel, p.* 773.

vers Égra, avec sept mille hommes, le général Holk, qu'il chargea de surveiller les mouvements du duc de Saxe-Weimar. Quant à lui, il dirigea sa marche vers Konigsgratz. Après avoir fait, de nouveau, d'inutiles efforts pour détacher de la ligue l'électeur de Saxe, il pénétra tout à coup dans la Silésie; et il se seroit emparé de Schweidnitz, si la place n'avoit pas été secourue promptement par les alliés. Feignant de vouloir entrer dans la Saxe, il s'avança vers Leutmeritz, et fit menacer Dresde par dix mille hommes qui étoient sous le commandement de Gallas. Ayant de la sorte attiré Arnheim hors de la Silésie, il y retourne brusquement, et surprend à Steinau-sur-l'Oder un corps de cinq mille Suédois, conduit Oct. 1633. par le comte de Thurn et par Duval, qu'il contraignit à chercher leur sûreté en lui abandonnant toutes les places fortes qu'ils tenoient dans cette province. Selon la promesse qu'il leur avoit faite, il mit en liberté le comte, et laissa s'échapper Duval (1). Par ces mouvements combinés avec habileté, Waldstein se rendit maître du grand Glogaw, de Lignitz et de Wolau en Silésie, de Francfort et de Landsberg, dans la marche de Brandebourg, et de Gorlitz et de Bautzen, dans la Lusace. Il fit revivre alors son projet favori de porter le coup le plus terrible aux Suédois,

(1) *Gualdo.*

Chap. LV.
1632—1634.

en les attaquant dans le Mecklenbourg et dans la Poméranie, et en occupant une seconde fois les côtes de la mer Baltique. Pour assurer ses communications avec les états autrichiens, il reprit aussi le dessein ou de faire renoncer à la ligue les électeurs de Saxe et de Brandebourg, ou de conquérir leurs possessions. Mais, dans le temps où il pressoit l'exécution de ce plan concerté avec sagesse, sa conduite procura aux ennemis qu'il avoit à la cour impériale, la facilité d'y nouer une intrigue, dont le dénouement lui a été fatal.

Il étoit naturel qu'après avoir obtenu des avantages pour lesquels il avoit fait de si grands sacrifices, Ferdinand cherchât à sortir de l'état de dépendance où il se voyoit réduit. En conséquence, il prit avec empressement les mesures qui lui furent suggérées pour affoiblir l'autorité exorbitante qu'il avoit conférée à un sujet orgueilleux. Avec l'approbation de l'empereur, on leva, pour ce prince, dans le Milanais, des troupes espagnoles que le Cardinal-Infant conduisit en Allemagne, et qui passèrent ensuite sous le commandement du duc de Féria. Ferdinand motiva cette mesure, en disant que l'autorité du généralissime ne s'étendoit pas sur des troupes levées hors de l'Empire, et il le requit même d'envoyer un détachement à l'armée espagnole. Bien loin d'obéir, Waldstein se plaignit arrogamment de l'infraction qu'on venoit de faire à une con-

vention qu'il pouvoit considérer, dit-il, comme la récompense de ses services. Son inaction apparente, et ses négociations réitérées avec les Saxons et même avec les Suédois, furent représentées comme des crimes par les ennemis du généralissime; (1) et la liberté qu'il rendit au comte de Thurn, contre le vœu de la cour impériale, ne put manquer d'indigner un souverain peu disposé à user de clémence envers un Protestant et un sujet révolté. Enfin, la mauvaise impression, que la conduite de Waldstein laissa dans l'esprit de Ferdinand, fut entretenue avec soin par l'électeur de Bavière, son ennemi personnel, par la cour d'Espagne qui ne lui avoit vu rendre l'autorité qu'avec indignation, et surtout par les Jésuites qu'il avoit fréquemment accusés de bigoterie et de rapacité.

Les progrès que l'ennemi faisoit vers le Danube, accélérèrent la crise. L'empereur, sur les instances du duc de Bavière, donna l'ordre à Waldstein de voler au secours de la ville de Ratisbonne, que le duc de Saxe-Weimar tenoit assiégée. Le généralissime détacha dix mille hommes, sous le commandement de Gallas, auquel il enjoignit de rester sur la défensive. De nouveaux ordres portèrent enfin Waldstein à se mettre en marche lui-même; mais ses progrès furent

(1) *Heinrich*, *p.* 622.

Chap. LV. 1632—1634. si lents qu'avant qu'il se fût approché du théâtre des opérations militaires, Ratisbonne, Straubing et Cham avoient subi la loi du vainqueur.

Nov. 1633. Le généralissime n'en fut pas plus disposé à secourir la Bavière. Après une tentative inutile pour recouvrer Cham, il s'empressa de retourner vers Pilsen, à la nouvelle que les Saxons assiégeoient Francfort-sur-l'Oder et menaçoient de nouveau la Silésie. Bientôt après, il termina la campagne en mettant ses troupes en quartier d'hiver dans la Bohême et dans la Moravie. Son obstination, ses plaintes injurieuses, ses vaines menaces ne firent que servir les desseins de ses ennemis. La cour d'Espagne et le duc de Bavière redoublèrent leurs instances pour faire retirer d'entre ses mains le commandement suprême; et les Jésuites l'accusèrent d'avoir formé, dès l'époque de sa première disgrace, le projet d'usurper la couronne de Bohême. Une imputation de ce genre ne pouvoit manquer de faire une impression profonde dans l'esprit de Ferdinand, qui, s'il s'étoit auparavant montré disposé à réduire l'autorité de Waldstein, résolut alors sans peine, de se défaire d'un sujet si dangereux. Mais comme il auroit été trop difficile de destituer brusquement un général, qui étoit à la tête d'une armée qu'il avoit créée, et qui lui étoit entièrement dévouée, Ferdinand entreprit d'abord de la morceler. Il commanda à Waldstein

de détacher une partie de ses troupes vers Passaw, d'envoyer six mille chevaux dans les Pays-Bas, d'aller avec le reste de ses forces assiéger Ratisbonne, et, après avoir recouvré cette place, de donner des quartiers d'hiver à ses troupes en pays ennemi.

Les intrigues qu'on ourdit contre lui n'échappèrent point à la pénétration de Waldstein; mais avec sa présomption accoutumée, il méprisa les efforts de ses ennemis, jusqu'à ce qu'il en eût reconnu les effets dans les ordres que nous venons de rapporter. L'expédient le plus simple, auquel il pût avoir recours, étoit de faire craindre à l'empereur que les troupes ne se débandassent, et que les officiers ne suivissent une seconde fois leur général dans sa retraite. C'est ce qu'il fit. Waldstein, sans perdre de temps, se rendit à Pilsen, et convoqua les colonels de tous ses régiments. Il leur représenta que les ennemis qu'il avoit à la cour, avoient persuadé à l'empereur de lui enlever le commandement, quoiqu'il eût servi trente ans la maison d'Autriche avec autant de fidélité que de succès, qu'il eût remporté de si grands avantages, et soustrait le monarque au péril éminent qui l'avoit menacé : « Quant à moi, » continua-t-il, « Je » suis déterminé à donner ma démission, plutôt » que d'attendre qu'on me la demande; je ne » suis sensible qu'au sort de mes braves soldats,

Chap. LV. 1632—1634.

» eux qui ont été les compagnons de mes victoires, qui ont partagé tous les dangers que » j'ai courus, et qui au milieu d'un hiver rigoureux vont recevoir l'ordre de quitter les » quartiers commodes que je leur ai procurés. Je regrette plus encore de ne pouvoir dégager mes promesses, en leur accordant les » récompenses que leur valeur a si bien méritées, et que je croyois pouvoir leur assurer » dans la prochaine campagne. »

Waldstein se retira lorsqu'il eut prononcé ce discours artificieux. Tersky, son beau-frère, et trois officiers qui étoient dans la confidence, engagèrent aisément les autres, au nombre de cinquante, à souscrire un acte (1) par lequel ils invitèrent le généralissime à ne point résigner le commandement suprême, et promirent de le soutenir aux dépens même de leur vie et de leurs biens. Cependant la disgrace de Waldstein étant alors connue des chefs de l'armée, Gallas, qui commandoit sous lui, l'abandonna; et Aldringer, ainsi que plusieurs autres officiers d'un haut grade en firent autant.

Le 12 Fév. 1634.

Octave Piccolomini qui, selon quelques historiens, signa l'acte, et qui, selon d'autres, évita

(1) *Pelzel, p. 777.* — *Gualdo.* Waldstein est qualifié, dans cette pièce, de duc de Mecklenbourg, de Fridland, de Sagan et de grand Glogaw.

de se rendre à Pilsen, donna à l'empereur le premier avis de ce qui s'étoit passé. Arrivé à Vienne, au milieu de la nuit, il fait éveiller Ferdinand, et exagérant le mal, il dit à ce prince que toute l'armée est soulevée, que la capitale va être attaquée par les troupes qui l'environnent, et qu'un grand nombre de conspirateurs n'attendent que l'instant de mettre la ville au pillage et de massacrer toute la famille impériale. L'empereur effrayé destitue Waldstein, charge Piccolomini de le saisir mort ou vif, et confère le commandement à Gallas. Piccolomini retourne sur-le-champ en Bohême. Gallas rassemble la plus grande partie des troupes, les instruit de la destitution du généralissime, et s'empare de Prague, de Budweiss, de Leumeritz et du Tabor, sans que personne fasse la moindre résistance.

Cependant Waldstein qui attendoit l'effet de la déclaration de ses officiers, fit porter sa justification à Vienne, par un de ses parents. Il ne tarda pas à apprendre la fatale révolution qui s'étoit opérée. Quoique d'abord il ne conçût point la nature des ordres donnés contre lui, il jugea qu'il avoit tout à craindre de la haine de ses ennemis et du courroux de son souverain. L'orgueil, le dépit, son ambition frustrée et le désir naturel de pourvoir à sa sûreté, le rendirent coupable du crime dont on l'avoit accusé d'avance. Après avoir tiré de nouvelles pro-

Chap. LV.
1632—1634.

messes de ses officiers, et publié une déclaration, portant que jamais il n'avoit conçu la plus foible pensée contre les intérêts de son prince et ceux de la religion catholique, il détacha Tersky avec un corps de troupes pour se rendre maître de Prague, et il dépêcha au duc de Saxe-Weimar, qui étoit à Cham, des courriers porteurs d'un message par lequel Waldstein offroit de livrer Pilsen et Égra, et de se réunir aux Suédois et aux Saxons avec la plus forte partie de son armée. Le duc, considérant cette proposition comme un nouveau piége de la part de celui qui la lui faisoit, craignit de l'accepter, et répondit au message par des excuses plausibles. Waldstein, déconcerté de ce côté, fut confondu lorsqu'il apprit qu'il avoit été prévenu dans le dessein de s'emparer de Prague, que ses officiers et une partie de son armée l'avoient abandonné, que lui-même et ses amis avoient été déclarés traîtres, et que le commandement avoit été transféré à Gallas. Désespéré, il envoie François-Albert de Saxe-Lawenbourg faire de nouvelles instances au duc de Saxe-Weimar; il dépêche deux courriers, l'un à Oxenstiern et l'autre au général saxon Arnheim, qui étoit à Francfort, et fait porter une somme de quarante mille ducats dans un lieu de sûreté. Accompagné de Butler, à qui il avoit donné un régiment de Dragons et qui jouissoit de toute sa confiance, il sort de Pil-

sen, et se rend à Égra, escorté par le régiment de Tersky. Il espéroit se maintenir là jusqu'à ce qu'il eût traité avec les Suédois et les Saxons. La place étoit très-forte, et il croyoit pouvoir compter sur la reconnoissance de l'écossais Gordon, qu'il en avoit nommé gouverneur, et qu'il avoit tiré des rangs des simples soldats. Le sort de Waldstein étoit d'être trahi par ceux qu'il avoit comblés de plus de bienfaits, et en qui il avoit placé la plus grande confiance. Dans l'amertume de son cœur, il retrace en présence de Gordon, de Butler et de Leslie, autres officiers qui avoient également eu part à ses libéralités, l'outrage qu'on lui a fait; il leur communique ses projets de vengeance, et les presse d'embrasser sa cause. Ils feignirent de se rendre à ses instances; mais l'un d'eux, ou peut-être tous les trois, avoient été gagnés par la cour impériale. Comme il auroit été impossible de s'emparer de la personne de Waldstein, qu'environnoient un grand nombre d'amis et de troupes attachés à ses intérêts, ils résolurent de l'assassiner, lui et ses partisans les plus déclarés. Ils s'adjoignirent ensuite pour l'exécution de ce dessein, les trois capitaines Devereux, Burke et Géraldine. Gordon invite alors à un repas au château, les généraux Tersky, Illo et Kinsky, ainsi que Niéman, secrétaire du généralissime. A la fin de la soirée, Géraldine et Devereux sont postés avec quatorze hommes dé-

Le 25 Févr. 1634.

Chap. LV. 1632—1634.

terminés, dans deux salles voisines de celle où le repas étoit servi; et en même temps Burke parcourt les rues avec un détachement de cent hommes, pour prévenir tout mouvement soudain. Lorsque les convives eurent la tête échauffée par le vin, les conjurés suscitèrent une querelle à dessein, et le bruit qu'elle occasionna fut le signal de l'excution de leur projet. Les portes s'ouvrent, Géraldine et Devereux entrent brusquement avec ceux qu'ils commandent, et s'écrient « Vive Ferdinand II! » Gordon et d'autres conjurés saisissent les flambeaux, et les élèvent en l'air. La table est renversée en un instant. Illo s'élance sur son épée; mais en s'efforçant de la tirer, il est égorgé d'un coup de hallebarde; Kinski est tué après avoir fait une courte, mais vigoureuse résistance; Tersky, qui eut le temps de saisir son épée, tue trois des assaillants avant de tomber sous les coups des assasins; et Niéman est massacré en descendant l'escalier.

La partie la plus difficile et la plus dangereuse de l'entreprise restoit à consommer. Devereux, saisissant une hallebarde, s'écrie : « Ce sera moi qui aurai l'honneur de tuer Waldstein! » Il se rend, accompagné de Gordon, et suivi de trente soldats, à l'appartement du genéral. Les sentinelles, qui connoissoient Gordon, laissent passer cette troupe; mais lorsqu'elle entra dans le vestibule, un des mousquets fit feu, par accident.

Craignant d'être découverts, les conjurés précipitent leurs pas et tuent sur l'escalier un chambellan que le bruit avoit réveillé et qui vouloit s'opposer à leur passage. Ils enfoncent la porte de la chambre à coucher de Waldstein qui, s'étant jeté hors de son lit, avoit couru à une fenêtre qu'il avoit ouverte pour appeler du secours. Il s'avance vers les assassins, et Devereux lui dit : « N'êtes-vous pas le traître qui avez ré» solu de livrer à l'ennemi les troupes impériales, » et qui voulez enlever la couronne à l'empe» reur ? » Ne recevant point de réponse, le même conjuré s'écrie : « Préparez-vous à la » mort ! » Il offre au général quelques instants pour prier Dieu. Waldstein étend les bras, présente la poitrine, et sans daigner proférer un seul mot, reçoit le coup fatal !

A peine ce coup fut-il porté que l'alarme se répandit dans la ville. Les soldats saisissent leurs armes et courent en foule pour défendre les jours de leur général, ou venger sa mort. La promptitude et le sang froid de Gordon prévinrent l'effet de ce mouvement soudain. Il parle aux troupes avec fermeté et modération, s'étend sur la trahison supposée de Waldstein et lit l'ordre de l'arrêter mort ou vif, donné par l'empereur. Frustrées de leurs espérances par la perte de leur chef, et redoutant la vengeance de leur souverain, elles reconnurent le danger de

Chap. LV. 1632—1634.

leur situation; et ces mots: « Vive l'empereur! » proférés d'une voix unanime, mais foible, annoncèrent leur soumission. Le duc de Saxe-Lawenbourg, qui revenoit de sa mission, fut fait prisonnier; et le duc de Saxe-Weimar qui, à la fin s'étoit avancé vers Égra, n'évita un pareil sort que par sa circonspection et la force de son escorte.

Butler et Devereux s'empressèrent d'aller instruire l'empereur de tout ce qui s'étoit fait. L'assassinat de Waldstein fut le signal du châtiment des principaux d'entre ceux qui avoient embrassé son parti. Dix-sept furent arrêtés à Prague et mis à mort en secret. D'autres, parmi lesquels se trouvèrent sept colonels et dix-sept officiers d'un grade inférieur, furent décapités publiquement. (1) Ces nombreuses exécutions firent croire que les dangereux complots qu'on avoit imputés à Waldstein, étoient réels. Ceux qui l'avoient trahi ou qui contribuèrent à sa chute furent amplement récompensés. Gordon eut pour sa part les biens de Tersky, qu'on avoit confisqués; et les magnifiques possessions du duc de Fridland furent partagées entre Piccolomini, Gallas, Aldringer et Leslie.

La cour de Vienne, pour justifier l'assassinat d'un homme qui avoit soustrait deux fois la maison d'Autriche à une ruine totale, fit publier un mémoire où il fut accusé de trahison, non pas seu-

(1) *Pelzel, p.* 784.

lement depuis l'instant où il s'en étoit rendu coupable, mais depuis sa première disgrace. On lui imputa des complots dont l'extravagance fait la réfutation : on prétendit qu'il avoit conçu le projet d'anéantir les deux branches de la maison d'Autriche, d'usurper la couronne de Bohême, et d'exécuter le plan de partage des possessions autrichiennes et espagnoles, qui a été attribué au roi de France, Henri IV. Toutes les propositions que Waldstein avoit faites aux ennemis, tous les artifices dont il avoit usé pour les tromper et les diviser, toutes les expressions violentes qui lui étoient échappées en des transports de colère, furent données comme des preuves de ces accusations, que soutinrent les hommes qui lui avoient voué une haine implacable, et même ceux qui avoient trempé leurs mains dans son sang, ou qui profitèrent, d'une manière quelconque, de sa chute.

Waldstein joignoit une ambition désordonnée et une extrême singularité, à de grandes qualités. Quoique l'orgueil, l'indignation, l'ingratitude avec laquelle on a payé ses services, et le désir si naturel de pourvoir à sa propre sûreté, aient fini par le pousser à la révolte, il attacha, durant la plus grande partie de la carrière brillante qu'il a parcourue, son honneur et sa gloire à relever l'autorité de la maison d'Autriche, à être le seul instrument de sa puissance. Il avoit la grandeur

Chap. LV.
1632—1634.

d'ame, l'esprit de tolérance et la politique qui manquèrent à son souverain, et ce furent ces qualités qui lui attirèrent la haine d'une cour où l'on portoit la dévotion et le despotisme à l'excès. Son plus grand crime fut d'être trop puissant, de mépriser les préjugés et les passions de ceux dont il dépendoit, et d'avoir une confiance excessive dans sa bonne fortune et dans la supériorité de ses talents. Comme guerrier, il se plaça au premier rang, dans un siècle fécond en grands capitaines. S'il ne commanda point l'étonnement par des entreprises brillantes et hardies, il fut doué principalement d'une vigilance extrême, d'une présence d'esprit admirable, d'un jugement profond, d'une constance à toute épreuve; mais le plus bel éloge qu'on puisse faire de lui, est de dire que c'est le seul général qui ait arrêté les progrès, et fait échouer les desseins de Gustave-Adolphe. (1)

(1) On a publié un grand nombre d'écrits sur la prétendue conspiration de Waldstein. Le plus remarquable est celui qui a pour titre : *Conjuration de Waldstein*. L'auteur est un Français, nommé *Sarrazin*, qui résidoit en Allemagne à l'époque de l'événement dont il rend compte. Son ouvrage, dont le style est très-brillant, a eu beaucoup de succès dans le temps.

On trouve dans l'Itinéraire du docteur Carve, qui étoit à Égra lorsque Waldstein fut assassiné, des détails curieux sur les aventures et la mort de cet homme cé-

lèbre. Cet ouvrage, qui est extrêmement rare, a fourni à Harte la plus grande partie de ce qu'il a dit de Waldstein, vol. II, p. 35-57. Cependant, les faits rapportés dans l'Itinéraire ne doivent être admis qu'avec circonspection, le docteur Carve les ayant tenus de Devereux, dont il étoit chapelain, et des autres conjurés, qui étoient intéressés à justifier l'assassinat de leur général. C'est Gualdo qui, principalement dans son VIII.e Livre, a parlé de Waldstein avec le plus de sagesse. Pelzel, p. 772, a aussi donné une relation impartiale, dont les archives de Prague lui ont fourni les matériaux. Schiller, dans son Histoire de la Guerre de trente ans, a tracé, de Waldstein, un portrait animé, qui, s'il n'offre pas une ressemblance exacte, plaît par la vigueur du pinceau. La relation la plus remarquable est celle dont nous avons parlé dans le texte, et que la cour de Vienne a fait publier sous le titre, « d'Ausfuerlicher und » gruendlicher Bericht der Friedlaendischen und sener » adherenten Prodition, und was es damit fur eine » Bischaffenheit gehabt, etc. in offenem druck gegeben » aus sonderbace der Roem. Kais. Majest. Befehl » La plupart des historiens, et même ceux qui ont affecté d'en révoquer en doute l'authenticité, ont puisé leurs relations dans cette pièce, où la vérité est constamment sacrifiée à l'intérêt de la cour qui l'a publiée.

CHAPITRE LVI.

1634 — 1637.

FERDINAND, roi de Hongrie, est nommé généralissime après la mort de Waldstein. — Ce prince s'empare de Ratisbonne, et met les alliés en déroute à la journée de Nordlingen. — Consternation des Protestants. — Fermeté d'Oxenstiern. — La France prend une nouvelle part à la guerre. — Elle attaque l'Espagne. — Progrès des Impériaux. — Défection de l'électeur de Saxe. — Paix de Prague. — Dissolution de la confédération formée par les Protestants. — Opérations militaires de 1635 et de 1636. — Diète électorale de Ratisbonne. — Le roi de Hongrie est élu roi des Romains. — Mort, portrait et postérité de FERDINAND II. — Droit de primogéniture établi pour la succession aux états héréditaires de la maison d'Autriche.

Chap. LVI. 1634—1637.

LA vigilance de la cour, l'activité de Gallas, et surtout la popularité qu'avoit acquise le jeune roi de Hongrie, qui fut investi du commandement suprême, prévinrent les résultats fâcheux qu'auroit pu avoir l'assassinat de Waldstein. Une mutinerie des troupes cantonnées dans la

Silésie, et une révolte de paysans que l'on n'eut aucune peine à faire cesser, furent les seuls mouvements qu'occasionna cet événement. Chap. LVI. 1634—1637.

Cependant la situation des affaires étoit loin de paroître sous un jour favorable aux intérêts de la maison d'Autriche. Les états de la Basse-Saxe s'étoient joints à la confédération formée par les quatre cercles voisins du Rhin. La Westphalie étoit sur le point d'y accéder aussi; et Oxenstiern, dans le dessein de réunir les partis qui les divisoient et de les faire agir de concert contre l'ennemi commun, présidoit une assemblée des Protestants, à Francfort. Le duc de Saxe-Weimar tenoit avec dix mille hommes, postés à Ratisbonne, les troupes bavaroises en échec. Les Français s'étoient emparés de la Lorraine, et les Suédois, de la plus grande partie de l'Alsace. Le rhingrave Othon, après avoir défait les Impériaux à Warweil, avoit pris Philisbourg, Neubourg et Fribourg en Brisgaw, et bloquoit Rhinfeld. Dans la Souabe, le général Horn avoit pris Biberach, Kempten et Memmingen; et après avoir mis en déroute, à Wangen, un corps de Bavarois, il s'étoit avancé vers Augsbourg. Dans cet état des choses, Banner et les Saxons auroient pu envahir de nouveau la Bohême, et en même temps le duc de Saxe-Weimar, Horn, et le rhingrave, faire leur jonction en Bavière, et attaquer, avec des forces bien supérieures à celles

Mars 1634.

Chap. LVI. 1634—1637.

qu'on leur auroit opposées, la partie la plus vulnérable des états héréditaires.

Malgré tous ces inconvénients, plusieurs considérations portèrent l'empereur à diriger le principal effort de ses armes du côté de la Bavière, ce que Waldstein, tant par des motifs de prudence, qu'à cause de la haine qu'il avoit jurée au duc, avoit toujours évité de faire. Les Bavarois, par la conquête récente de Cham et de Straubing, s'étoient ouvert le passage du Danube. Le cardinal-infant, qui avoit levé dans le Milanais une armée pour la défense des Pays-Bas, pouvoit faire une diversion en traversant l'Allemagne, ou agir de concert avec l'armée impériale. Ferdinand comptoit aussi sur l'influence secrète qu'il avoit acquise à la cour vénale de Saxe, par les intrigues de Waldstein, et sur le mécontentement de l'électeur de Brandebourg, qui avoit vu frustrer son espoir d'obtenir, pour son fils, la main de la jeune reine de Suède, et qui n'avoit pu s'approprier aucune partie de la Poméranie. L'empereur espéroit plus encore dans les divisions qui existoient entre les Allemands, les Suédois et les Français, dans l'antipathie, toujours croissante, qu'avoient conçue, l'un pour l'autre, le cardinal de Richelieu et Oxenstiern, et enfin dans les rivalités et les dissensions qui agitoient les armées combinées.

Le nouveau généralissime, aidé de l'expé-

rience et des conseils de Gallas et de Piccolomini, ouvrit la campagne, au commencement du printemps. L'armée avoit été rassemblée à Prague. Laissant dix mille hommes à Colloredo pour observer les mouvements de l'ennemi dans la Lusace et dans la Silésie, le roi de Hongrie s'avança rapidement par Égra, vers le Danube, fit sa jonction avec les troupes bavaroises, et celles de la ligue catholique, qui étoient commandées par le duc de Lorraine, passa le fleuve à Straubing, à la tête de trente mille hommes, et investit Ratisbonne. Tandis que les généraux allemands et les généraux suédois se disputoient le commandement suprême, ou qu'ils discutoient des plans d'opérations, Ferdinand pressoit les travaux du siége, et il força la place à se rendre à l'instant où les ennemis faisant trève à leurs rivalités se mettoient en marche pour la secourir. (1)

Chap. LVI. 1634—1637.

Le 26 Juillet 1634.

(1) Le comte de Thurn, celui qui avoit excité la révolte de la Bohême, prit une part principale à la défense de Ratisbonne, et même, selon quelques auteurs, il étoit commandant de la place. Comme, depuis sa défaite à Steinau, il avoit encouru la disgrace d'Oxenstiern, il étoit à un tel point déchu dans l'opinion, que les Impériaux le laissèrent passer avec la garnison. Depuis cette époque, son nom ne se trouve plus que rarement dans l'histoire, et malgré toutes mes recherches, je n'ai pu découvrir ce qu'il est devenu, ni en quel temps

Chap. LVI. 1634—1637.

Une irruption que les Suédois et les Saxons firent dans la Bohême, n'arrêta qu'un instant les progrès du prince. Sachant bien que leurs dissensions empêcheroient les alliés d'agir de concert, et se reposant sur la jalousie secrète de la cour de Saxe, le généralissime se contenta d'envoyer dix mille hommes au secours de la Bohême, et continua de suivre l'exécution du plan qui avoit été tracé pour chasser l'ennemi des rives du Danube. Il en prévint les mouvements par une marche rapide, emporta d'assaut Donawerth, et investit Nordlingen, cette place d'armes des alliés, dont la désunion favorisa de plus en plus les opérations du roi de Hongrie. Un renfort de troupes espagnoles ayant fait monter son armée à quarante mille hommes, il fit un effort vigoureux, mais vain, pour prendre d'assaut Nordlingen, avant que les ennemis se fussent décidés à secourir cette ville. A leur approche il rappela ses partis avancés, il retira son artillerie des tranchées, et fit occuper les postes qui commandoient son camp. L'armée impériale qui avoit l'avantage du terrain, et celui du nombre, et qui se composoit de troupes valeureuses, commandées par des officiers expérimentés, repoussa les attaques furieuses des alliés. Lorsqu'épuisés par le combat, ils commencèrent à faire re-

il est mort. *Schmidt, vol. X, p.* 185. — *Pelzel, p.* 786. — *Falkenstein, p.* 678.

traité, elle les suivit; et après une action qui dura huit heures, elle remporta, avec perte seulement de deux cents hommes, une victoire complète. Huit mille Suédois restèrent sur le champ de bataille. Il y en eut un plus grand nombre de tués en fuyant. Tout le bagage et quatre-vingts pièces d'artillerie tombèrent en la puissance des Impériaux, qui enlevèrent, en outre, un grand nombre d'étendards et d'autres trophées. Horn, après avoir reçu plusieurs blessures, en cherchant la mort, fut fait prisonnier, ainsi que trois autres généraux, et le duc de Saxe-Weimar lui-même se vit sur le point d'éprouver un pareil sort. Le 6 Sept.

Ceux qui se distinguèrent le plus dans cette journée, où tous les combattants cherchèrent à cueillir les palmes de la gloire, furent Jean de Wert, et le duc de Lorraine, qui enleva de sa propre main l'étendard du duc de Saxe-Weimar. Le roi de Hongrie et le Cardinal-Infant s'exposèrent aux plus grands dangers, et disputèrent entre eux à qui déploieroit le plus cette valeur qui caractérise les princes de la maison d'Autriche. Ils ne se signalèrent pas moins par la modération et l'humanité qu'ils montrèrent après la victoire. Ils reçurent leurs prisonniers avec les plus grands égards, et même le cardinal se retira dans une cabane pour céder son propre logement au général Horn.

La journée de Nordlingen eut pour la mai-
Chap. LVI. son d'Autriche des résultats presqu'aussi heu-
1634—1637. reux et aussi rapides que celle de Leipsick en avoit eus pour le parti contraire. Les Suédois furent déchus de leur haute réputation, et leurs vainqueurs devinrent, à leur tour, des objets à la fois d'admiration et de terreur.

La ville de Nordlingen s'étant rendue le lendemain de la bataille, le Cardinal-Infant dirigea sa marche vers Aschaffenbourg et Cologne, pour aller défendre les Pays-Bas, contre les attaques de la France. Une partie des troupes Bavaroises furent chargées de balayer les rives du Danube, et les bords du Leck et de l'Iller. Le duc de Lorraine traversa le Brisgaw pour aller reconquérir ses états. Les troupes de la ligue catholique, sous le commandement de Jean de Wert, fondirent sur le Haut-Palatinat; et une partie des Impériaux, qui étoient aux ordres de Piccolomini, nettoyèrent les bords du Mein. Le roi de Hongrie, après avoir chassé au-delà du Rhin, les troupes du rhingrave et les débris de l'armée battue sous les murs de Nordlingen, prit Hailbron, cette ville où la confédération s'étoit formée, et mit ses troupes en quartier d'hiver dans le pays de Wirtemberg, tant pour contenir les états des cercles voisins, que pour se préparer à recouvrer, dans la prochaine campagne, l'Alsace et la Lorraine.

A l'approche de l'armée victorieuse, les confédérés, qui étoient assemblés à Francfort, tombèrent dans le découragement. On accusa les Suédois d'être les auteurs et des maux qu'on éprouvoit et de ceux qu'on redoutoit. Les dissensions entre les officiers s'accrurent par le manque de succès. Les troupes qui avoient échappé au fer de l'ennemi, à la journée de Nordlingen, celles du rhingrave et les corps qu'on avoit fait venir en hâte d'Alsace, ne recevant ni solde, ni vivres, se mutinèrent. Oxenstiern montra seul de la fermeté, au milieu du découragement général; mais tous ses efforts ne purent faire cesser la discorde qui avoit été la cause du malheur qu'on venoit d'essuyer. Ceux des confédérés dont les états se trouvoient le plus exposés, ne montrèrent que crainte et qu'irrésolution. Les autres gardèrent une neutralité perfide, ou entrèrent en négociation. La Hollande et l'Angleterre avoient trop de tiédeur et étoient trop éloignées du théâtre de la guerre, pour prêter des secours efficaces; et l'Autriche rejetoit avec dédain toute proposition d'accommodement. Dans cet état désespéré des choses, le chancelier eut recours au seul parti qui lui restât à prendre. C'étoit de laisser à la France la direction des opérations militaires et de lui offrir une part dans les dépouilles. Oxenstiern faisant donc de nécessité vertu, proposa à cette puissance la

Chap LVI.
1634—1637.

cession de Philipsbourg, et celle de tout le pays que les Suédois tenoient en Alsace, excepté Benfelden, à condition qu'elle augmenteroit le subside, et qu'elle s'engageroit à intervenir comme partie principale dans la guerre qu'on soutenoit contre la maison d'Autriche.

C'étoit là ce que le cardinal de Richelieu attendoit depuis long-temps. Ce ministre habile, après avoir soumis ses propres ennemis et rendu la tranquillité au royaume, travailloit avec le zèle et la constance qui le caractérisoient, à compléter son système de politique extérieure, et préparoit la gloire et la grandeur de cette même nation, dont il avoit violé les droits, et qu'il gouvernoit avec un sceptre de fer. Il accueillit favorablement les propositions d'Oxenstiern; mais profitant de la situation critique où étoient les Suédois, il voulut que les secours qu'il leur prêteroit concourussent à l'exécution du grand projet qu'il avoit conçu, et qui consistoit à diriger ses principaux efforts contre les possessions espagnoles, pour procurer à la France un établissement en Italie, pour reculer du côté du Pays-Bas, les frontières du royaume, et pour l'agrandir aussi par la conquête de la Franche-Comté, Richelieu consentit donc à tirer les Suédois de l'embarras où ils se trouvoient, et non à leur procurer les moyens de reprendre l'ascendant en Allemagne. Il envoya sur-le-champ les sommes néces-

saires pour payer les soldats mutinés, et permit à six mille hommes de troupes françaises de se réunir aux débris de l'armée du duc de Saxe-Weimar; mais il refusa constamment d'engager la France comme partie principale dans la guerre contre l'empereur. Après de longues discussions il conclut, avec le chancelier de Suède, une ligue offensive et défensive. Outre la continuation du premier subside, la France accorda aux Suédois une somme de cinq cent mille livres, pour les aider à mettre leur armée en mouvement. Elle convint de déclarer la guerre à l'Espagne, de fournir un corps de douze mille hommes, que l'on mettroit aux ordres du directoire allemand, et de faire agir sur le Rhin un autre corps de troupes, si l'état des choses l'exigeoit. En retour, la France devoit, jusqu'à la paix, retenir, à titre de protectrice et de dépositaire, toute l'Alsace, à l'exception de Benfelden, et les villes de Philipsbourg et de Spire, les droits des habitants et l'autorité de l'Empire réservés. Il fut stipulé que les confédérés accorderoient la neutralité à tout prince catholique, qui réclameroit la protection de cette puissance, et qu'ils en aideroient les troupes à réduire Brisach et toutes les forteresses du Haut-Rhin jusqu'à Constance, ainsi qu'à reprendre Philipsbourg, que les Impériaux avoient surpris pendant la négociation.

Chap LVI
1634—1637.

Le 11 Mars 1635.

Il fallut qu'Oxenstiern usât de toute l'influence qu'il avoit sur l'esprit des membres de la confédération de Hailbron, pour leur faire ratifier un traité qui livroit ainsi les clefs de l'Allemagne à la France, et qui fournissoit à cette puissance entreprenante les moyens de donner des lois à un empire qui jadis en avoit donné à l'Europe.

Les lenteurs de la négociation ayant forcé les troupes des alliés à demeurer dans l'inaction, l'empereur profita des avantages que la victoire de Nordlingen lui avoit assurés. Tandis que le roi de Hongrie traitoit à Hailbron, avec les princes et états disposés à se soumettre, l'ennemi fut chassé de toute la Bavière. Ulm, Augsbourg et Memmingen se rendirent. Jean de Wert, après avoir réduit tout le Palatinat, à l'exception de Heidelberg, et avoir pris Spire, se réunit au duc de Lorraine, pour tenter de reconquérir les états de ce prince, qu'occupoit une armée française, commandée par le maréchal de La Force. (1)

L'électeur de Saxe n'étant plus retenu par la supériorité des armes suédoises, et ne pouvant plus espérer d'imposer des conditions à l'empereur, écouta, peu de temps après la bataille de Nordlin-

(1) Les seigneurs lorrains qui étoient demeurés fidèles à leur souverain, et s'étoient retirés dans leurs châteaux-forts, inquiétoient continuellement l'armée française.

gen, les propositions de Ferdinand qui, de son côté, fit quelques sacrifices pour séparer de la ligue des Protestants, un prince qui en étoit le lien. Par le traité de paix que les deux souverains conclurent à Prague, il fut arrêté que les princes et états de la confession d'Augsbourg jouiroient à perpétuité de toutes les propriétés ecclésiastiques médiates, qui auroient été sécularisées depuis la pacification de Passaw, et qu'ils retiendroient toutes les propriétés immédiates (1) qui auroient été saisies depuis le 11 novembre 1627, ou pour toujours, à moins qu'un nouvel accommodement à l'amiable ne fût fait dans l'espace de dix ans. Le culte établi par la même confession ne fut permis qu'à la noblesse indépendante, qu'aux villes impériales qui n'étoient pas liées par un engagement pris auparavant avec l'empereur, et qu'aux habitants de la Silésie; et il fut interdit à ceux de la Bohême, et aux autres sujets que la maison d'Autriche avoit dans l'Empire. Une promesse de pardon général fut faite en faveur de ceux qui accéderoient au traité, et qui restitueroient ce qu'ils avoient conquis depuis la descente de Gustave-Adolphe. Les

Chap. LVI. 1634–1637.

Le 30 Mai 1635.

(1) Les propriétés médiates étoient enclavées dans les possessions d'un prince ou d'un état, et étoient soumises à ses lois. Les propriétés immédiates ne dépendoient que de l'empereur et de l'Empire.

Chap. LVI. 1631—1637.

ducs de Wirtemberg, le prince de Bade, le landgrave de Hesse, et ceux des sujets de la maison d'Autriche, qui avoient pris les armes contre leur souverain, furent exclus formellement du bénéfice de cette clause. Enfin les deux parties contractantes devoient, ainsi que les princes et états qui souscriroient le traité, unir leurs armes pour chasser des terres de l'Empire, tous les étrangers. Il fut stipulé que l'électeur de Saxe posséderoit la Lusace, à titre de fief relevant de la couronne de Bohême; et l'archevêché de Magdebourg (1) fut assigné à son deuxième fils. L'archiduc Léopold conserva l'évêché d'Halberstadt. La sentence portée contre l'électeur palatin fut confirmée; mais il fut arrêté que sa veuve toucheroit son douaire des mains de l'électeur de Bavière, qui donneroit, en outre, aux jeunes princes palatins, lorsqu'ils se seroient soumis, des possessions suffisantes pour les faire subsister d'une manière conforme à leur haute naissance. Dans l'espoir de gagner l'électeur de Brandebourg, on inséra dans l'acte une clause qui garantissoit à ce prince la succession éventuelle de la Poméranie.

Le traité de Prague fournit des preuves con-

(1) On détacha du territoire de Magdebourg quatre bailliages, qui furent cédés à l'électeur de Saxe lui-même.

vaincantes de l'intolérance des deux souverains qui le conclurent. Ils s'accordèrent facilement à priver les Calvinistes des avantages de la paix, et à excepter de l'amnistie la maison palatine et ses adhérents. Ils évitèrent même d'employer le terme générique de Protestants (1). Chap. LVI. 1634—1637.

Les princes et états luthériens repoussèrent d'abord avec indignation les conditions qui leur furent offertes ; mais la terreur des armes de l'empereur, le grand crédit dont l'électeur de Saxe jouissoit parmi eux, et sur-tout le désir qu'ils avoient de mettre fin à une guerre ruineuse , l'emportèrent sur leur répugnance. Francfort, la première ville impériale, donna l'exemple. Le 14 Juill. 1635. Avant la fin du mois de septembre, la confédération d'Hailbron fut dissoute ; et tous les membres, à l'exception de ceux qui étoient exclus nominativement ou tacitement, accédèrent au traité de Prague. En conséquence, l'as-

---

(1) Rien ne démontre mieux le peu d'exactitude avec lequel, en général, on écrit l'histoire, que le compte qu'on a rendu de ce traité célèbre. Les auteurs qui se montrent ordinairement les mieux informés, disent que la tolérance fut accordée à tout le corps des Protestants. Au contraire, le traité de Prague, comme l'avoit fait la pacification de Passaw, ne la garantit qu'aux membres de la confession d'Augsbourg, c'est-à-dire, aux Luthériens.

Chap LVI. 1634—1637.

cendant de Ferdinand devint si grand, que les Suédois auroient été promptement anéantis, et que son autorité se seroit relevée plus absolue que jamais, si la France n'avoit pris une nouvelle part à la guerre.

Le cardinal de Richelieu s'étoit préparé depuis long-temps à diriger contre la monarchie espagnole la plus grande partie des forces du royaume qu'il gouvernoit. Il avoit fait, avec les ducs de Savoie et de Parme, une ligue qui avoit pour objet une attaque contre le Milanais; et il avoit conclu avec les Provinces-Unies une alliance pour la conquête et le partage des Pays-Bas. Les Espagnols, en occupant Trèves, et en

Fév. 1635. se saisissant de la personne de l'électeur (1), avoient fourni à la France un prétexte plausible de déclarer la guerre à l'Espagne. Richelieu fit sur-le-champ équiper deux flottes et mit quatre armées sur pied. La première, qui étoit forte de vingt-six mille hommes, devoit agir dans les Pays-Bas, de concert avec celle du prince d'Orange. La seconde, qui étoit de quatorze

(1) En conséquence, et du traité qui avoit été conclu avec les Provinces-Unies, et de la réception d'une garnison française dans Trèves, un corps de troupes espagnoles, parti de Luxembourg, étoit allé investir la première de ces places, qu'il avoit surprise. L'électeur avoit été conduit prisonnier à Bruxelles, d'où il fut transféré ensuite à Vienne.

mille hommes fut destinée à descendre en Italie. Chap. LVI.
La troisième qui n'étoit composée que de quatre 1634—1637.
mille hommes, et qui étoit sous le commandement du célèbre duc de Rohan, devoit aller occuper la Valteline et couper ainsi la communication des états autrichiens avec les possessions espagnoles. Enfin, la quatrième armée que commandoit le maréchal de La Force, devoit agir sur le Rhin.

La maison d'Autriche parvint à triompher de tous ces efforts. En Italie, les Espagnols résistèrent facilement à une armée dont les opérations furent contrariées par la mésintelligence qui s'éleva entre Créqui, son général, et le duc de Savoie. Non-seulement ils empêchèrent l'ennemi de pénétrer dans le Milanais, mais ils portèrent la guerre dans les états du duc de Parme, qui fut forcé de renoncer à l'alliance de la France et de céder Sabionetta. Le seul avantage que les Français obtinrent du côté de l'Italie, fut de s'emparer de la Valteline, dont, à l'aide des Ligues Grises, ils se maintinrent en possession, malgré les Espagnols et les Autrichiens.

Dans les Pays-Bas, la victoire que les Français remportèrent près d'Avesnes, les mit en état d'opérer leur jonction avec les troupes hollandaises. Elle leur facilita aussi la prise de Tirle- Mai 1635.
mont et de Diest; et ils répandirent la terreur jusqu'à Bruxelles. Cependant, comme en Italie,

Chap. LVI. 1634—1637.

leurs plans furent dérangés par la jalousie nationale et par une brouillerie qui s'éleva entre le cardinal de Richelieu et le prince d'Orange. La résistance opiniâtre de Louvain et les mesures judicieuses que prit le Cardinal Infant, arrêtèrent les progrès des Français; et un secours de dix mille hommes détachés de l'armée impériale, et amené par Piccolomini, fit changer la fortune. Le siége de Louvain fut levé; et la prise du fort de Schenck par les Espagnols contraignit Maurice à se replier pour aller couvrir la Hollande. Les généraux français se retirèrent entre le Rhin et le Waal, avec leur armée, qui étoit réduite à moitié. Un corps de troupes légères mit la Picardie à feu et à sang, et les Impériaux firent des préparatifs pour entrer en France.

Le 27 Juill.

Sur le Rhin, l'empereur et ses alliés s'assurèrent d'un passage par la prise de Philipsbourg et de Worms. Le duc de Lorraine, soutenu par les forces de la ligue catholique, rentra dans une partie de ses états. Gallas s'empara de Gustavebourg, bloqua Mayence, repoussa l'armée du duc de Saxe-Weimar, et une autre armée française que commandoit le cardinal de La Valette. Il se réunit ensuite à Charles IV, pour expulser entièrement les Français de la Lorraine. Louis XIII fut forcé de se mettre à la tête de ses troupes, et d'exiger des seigneurs le service auquel les

obligeoient leurs fiefs. Il s'assura, par le subside énorme de quatre millions et par la cession de l'Alsace, à titre de souveraineté héréditaire, de la fidélité du duc de Saxe-Weimar, qui négocioit avec l'empereur. Malgré ces sacrifices et ces efforts, les Français eurent de la peine à se maintenir dans la Lorraine, et ils ne purent empêcher les Impériaux de s'établir sur les frontières de la Haute-Alsace et de la Franche-Comté.

Chap. LVI.
1634—1637.
Oct. 1635.

Les succès éclatants des armes de l'empereur firent juger que la France éprouveroit à son tour, et sur son propre territoire, les calamités de la guerre. Elle eut, dans la campagne de 1636, à repousser trois attaques; la première du côté de l'Alsace, et la seconde du côté de la Picardie. La troisième fut faite contre la Guienne, dont les habitants étoient mal intentionnés pour leur Gouvernement. Cependant, les deux premières furent les plus importantes. Les Espagnols favorisés par la lenteur des Hollandais, fondirent sur la Picardie avec la plus grande partie de leurs forces. Ils se rendirent maîtres de la Capelle, de Roye et du Catelet, surprirent Corbie, et poussèrent un parti presque jusqu'aux portes de Paris. Jean de Wert, le général de la ligue catholique, contraignit les Liégeois à entrer en accommodement avec l'empereur. Il soumit Coblentz et investit

1636.
Juillet.
Septembre.

Chap. LVI.
1634—1637.

Ehrenbreisten qui se rendit après un blocus rigoureux. Gallas ayant pris Mayence, passa le Rhin à Brisach, fit sa jonction avec le duc de Lorraine, secourut la ville de Dôle qui étoit assiégée par le prince de Condé; et fondant sur la Bourgogne, il mit le siége devant Saint-Jean-de-Laune.

Ces irruptions répandirent tellement la frayeur dans Paris, qu'un grand nombre d'habitants de cette capitale cherchèrent leur salut dans la fuite. La famille royale se disposa à se retirer à Orléans. Le cardinal de Richelieu lui-même fut ébranlé, et l'on prétend qu'il songea à quitter le timon des affaires; mais étant sorti promptement de cet accablement, il déploya tout son génie, et mit sur pied, avec une promptitude incroyable, une armée de cinquante mille hommes. Le roi, qui en prit le commandement en personne, fit repasser la Somme aux Espagnols et recouvra Corbie. On jeta des secours dans Saint-Jean-de-Laune, qui faisoit une résistance opiniâtre; et les Impériaux épuisés par les opérations d'un siége pénible et long, et par la rigueur de la saison, s'éloignèrent des frontières de France. Du côté de la Guienne, la campagne s'ouvrit trop tard pour qu'elle pût donner lieu à de grands événements. Les Espagnols, qui avoient franchi les Pyrénées furent tenus en échec par le duc d'Épernon, et réduits à faire retraite,

après avoir pris Saint-Jean-de-Luz, et quelques-autres postes de moindre importance encore.

Tandis que l'empereur tournoit contre la France le principal effort de ses armes, les Suédois commençoient à recouvrer leur ascendant dans la partie septentrionale de l'Allemagne. Quoique le Sénat de Suède fût découragé par la défection des princes allemands, et que même Oxenstiern méditât de faire repasser la mer à toutes les troupes suédoises, Banner, cet élève, cet émule de Gustave-Adolphe, soutint, seulement avec douze mille hommes, toujours prêts à se révolter, la guerre contre toutes les forces de la Saxe, secondées par un corps de troupes impériales. Il retarda, s'il ne put la prévenir, la reddition de Magdebourg, de Werben et de Stargard; et sans engager une seule action, il se retira, disputant le terrein, avec une grande habileté, pied à pied, jusque dans la Poméranie. Après beaucoup de délais et de contestations entre le cardinal de Richelieu et Oxenstiern, le danger commun produisit une union temporaire (1). Le traité de subsides qui avoit été conclu précédemment entre la France et la Suède, fut re-

(1) L'influence de la France, et la médiation de l'Angleterre et de la Hollande, firent prolonger pour vingt ans la trève conclue entre la Pologne et la Suède, qui restitua les conquêtes qu'elle avoit faites dans la Russie.

Chap. LVI. 1634—1637. nouvelé pour trois ans. Banner, ayant reçu des renforts, reprit l'offensive. Il mit dans une dé-

1636. route complète, à Witstock, les Saxons et les Impériaux, balaya la Poméranie et le Brande-

Oct. et Nov. bourg, repoussa jusque dans la Franconie, les troupes impériales, prit Erfurt et Naumbourg, pénétra dans le cœur de la Misnie, défit en plusieurs rencontres les troupes saxonnes, réduisit Torgau, assiégea Leipsick, et se prépara à faire de la Saxe le point d'appui de ses attaques contre les états héréditaires. La cour de France, dans le même temps, conclut avec le landgrave de Hesse-Cassel, un nouveau traité de subsides, qui mit ce prince en état de tenir tête aux troupes de l'empereur, et de concourir à empêcher la réduction de la Westphalie.

Cependant, tout annonçoit, dans le cours de ces opérations, que Ferdinand II recouvroit son ascendant en Allemagne; et il étoit facile de reconnoître quel avantage il avoit retiré de sa réconciliation avec les deux principaux princes protestants, les électeurs de Saxe et de Brandebourg. Des négociations de paix vagues avoient été ouvertes, sous la médiation du Pape et celle du roi de Danemarck, et l'on avoit indiqué les villes de Cologne et de Hambourg pour y tenir un congrès. L'empereur saisit ce prétexte pour

Le 15 Sept. 1636. assembler à Ratisbonne une diète électorale, qu'il présida en personne; mais son motif véritable

étoit de faire élire roi des Romains, Ferdinand, son fils. Les Protestants demandèrent, afin d'accélérer les négociations de paix, que le jeune prince ne fût couronné qu'après la cessation des hostilités; et l'ambassadeur d'Angleterre fit, par ordre de sa cour, des réclamations en faveur des princes palatins. L'empereur surmonta toutes les oppositions. Le bénéfice de l'armistice ne fut offert qu'au duc de Wirtemberg, et ce fut encore aux conditions les plus rigoureuses. Quant à celles qui étoient exigées pour le rétablissement de la maison palatine, elles étoient inadmissibles. On excita les alarmes de la diète, en répandant artificieusement le bruit que le roi de France avoit des vues sur la couronne impériale, le déclin de la santé de l'empereur, faisant présager qu'un changement de règne n'étoit pas éloigné. Ferdinand fut élu, malgré une protestation des princes palatins, et malgré le suffrage contraire de l'électeur de Trèves, qui étoit toujours retenu prisonnier à Vienne. La capitulation que signa le nouveau roi des Romains ne contint d'important que quelques réglements temporaires, occasionnés par la guerre, et qu'une déclaration portant que l'exclusion de l'électeur de Trèves n'opéreroit point à l'avenir. Ferdinand fut reconnu par toutes les puissances de l'Europe, excepté la France et la Suède.

Chap. LVI. 1634—1637.

Le 22 Déc. 1636.

L'empereur ne survécut pas long-temps à

Chap LVI. 1634—1637. l'élection de son fils. Ce prince, dont la santé avoit été minée par de continuelles fatigues de corps et d'esprit, mourut peu de temps après son retour à Vienne, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Le 15 Fév. 1637.

On ne peut refuser à Ferdinand II, dont le règne fut une suite non interrompue d'événements mémorables et de révolutions surprenantes, les qualités qui ont distingué les grands hommes chez toutes les nations, et dans tous les temps. Il avoit de la sagacité, de la pénétration, une constance inébranlable, une grande fermeté d'ame, du courage et de la résignation dans l'infortune; mais ces qualités étoient affoiblies par une dévotion outrée et par une ambition sans bornes. A plusieurs égards, Ferdinand II ressembloit à Philippe II, son parent. Comme lui, il étoit politique habile; et comme lui aussi incapable de prendre en personne le commandement de ses armées. Ils étoient l'un et l'autre superstitieux, cruels, courageux dans la mauvaise fortune et arrogants dans la prospérité. Cependant, et nous nous faisons un plaisir de le déclarer, Ferdinand II, dans l'intérieur de sa famille, différoit essentiellement du sombre tyran de l'Espagne. Il étoit époux tendre et fidèle, bon père et maître indulgent. Accessible, même pour le dernier de ses sujets, il montroit aussi de la compassion et de la clémence, lorsque ses préjugés religieux ne l'en empêchoient point. Par un prin-

cipe d'humilité chrétienne, il admettoit tous les pauvres en sa présence; et même des mendiants qu'on soupçonnoit infectés de la peste, n'étoient pas repoussés. Il rachetoit un grand nombre d'esclaves chrétiens, donnoit aux indigents des repas auxquels il assistoit, et nommoit des avocats pour plaider, à ses frais, la cause des pauvres dans les cours de justice (1).

Un prince dévot comme l'étoit Ferdinand II, ne devoit pas être avare de ses dons envers le clergé. En conséquence, il fonda seize colléges de Jésuites, et des couvents pour des Barnabites, pour des Capucins, pour des Camaldules, des Paulistes, des Carmes déchaussés, des Augustins réformés, des Bénédictins du Montferrat, des Servites et des Franciscains irlandais. Fer-

(1) *Kevenhuller, apud Gebhaerdi*, *p*. 500.

Comme nous n'avons fait que des citations générales dans le tableau que nous avons tracé du règne de Ferdinand II, nous croyons devoir annoncer ici que nous avons consulté principalement la traduction anglaise de l'ouvrage que Gualdo a publié sous le titre d'*Istoria delle Guerre di Ferdinando II*. — *Kevenhuller*, *Annales Ferdinandi II*. — *Struvius*. — *Heiss*. — *Schmidt*. — *Heinrich*. — *Gebhaerdi*. — *De Luca*. — *Puetter's Reichsgeschichte and Development*. — Schiller, Histoire de la Guerre de trente ans. — Pfeffel. — *Pelzel* et *Windisch*. — Daniel, Histoire de France. — Levassor, Histoire de Louis XIII. — Mémoires de Montglat. — Puffendorf. — *Compleat History of Europe*.

Chap. LVI. 1634—1637.

dinand ajouta une somme annuelle de 24,000 florins aux revenus de l'archevêché de Prague. Il assigna à l'archevêché de Gran, la vingt-huitième partie des produits des mines d'or et d'argent de la Hongrie, et fit partager annuellement une somme de 40,000 florins entre les prélats autrichiens. Il institua dans la Bohême quatre évêchés, plusieurs séminaires, des hôpitaux, et d'autres maisons de charité, et fit de grandes largesses au clergé séculier de ses états héréditaires (1).

Lorsque l'on considère que les revenus ordinaires de Ferdinand II ne se montoient pas à une somme de plus de 5,400,000 florins (2), et que l'on songe aux dépenses énormes qu'ont dû entraîner les guerres que ce prince a soutenues, et l'entretien de sa maison où il déployoit une grande magnificence, on n'est point surpris que malgré tout ce qu'il a retiré des confiscations qu'il a faites sur ses ennemis et ses sujets rebelles, ses bienfaits envers l'Église aient concouru à épuiser ses finances, et même à retarder ou à prévenir le succès de ses opérations militaires.

Ferdinand II eut deux femmes, Marie-Anne, fille de Guillaume, duc de Bavière, et Éléonore, fille de Vincent, duc de Mantoue. La seconde ne

(1) *Gebhaerdi*, *p.* 498 - 500. — *De Luca*, *p.* 329.
(2) *De Luca*, *vol. II*, *p.* 332.

lui donna point d'enfants. Ceux qu'il avoit eus de la première, et qui lui survécurent, furent : Chap LVI. 1634—1637.

1.° Ferdinand-Ernest, son successeur;

2.° Léopold-Guillaume, qui naquit en 1604, et fut destiné à l'Église. Les Jésuites, qui présidèrent à son éducation, lui inspirèrent une extrême dévotion. Ce prince montra beaucoup de goût pour les beaux-arts et la botanique, et fit des collections de tableaux, de curiosités et de plantes rares; mais par esprit de mortification, il n'osoit sentir l'odeur des fleurs qu'il cultivoit; et telle étoit la rigidité de sa continence, qu'il fuyoit la présence de ses propres sœurs. Son père l'appeloit l'ange, et les courtisans croyoient ou affectoient de croire qu'un mérite particulier étoit attaché à ses prières. Les bénéfices ecclésiastiques furent accumulés sur sa tête dès sa première jeunesse. Avant qu'il eût atteint l'âge de onze ans, il fut promu aux évêchés de Strasbourg et de Passaw, et aux riches abbayes de Marbach et de Weissenau. A peine avoit-il seize ans, lorsque le Pape lui conféra les sièges de Brême, de Halberstadt et de Magdebourg, dont le priva l'invasion des Suédois, et auxquels, à l'exception de celui de Halberstadt, il renonça, lorsque son père conclut la paix avec l'électeur de Saxe. Enfin il fut nommé évêque d'Olmutz, grand-maître de l'ordre Teutonique, et coadjuteur de Breslaw.

Ni son état, ni sa foible constitution, n'empêchèrent point Léopold-Guillaume de quitter quelquefois la crosse pour l'épée ; et on le vit figurer avec distinction parmi les grands capitaines qui se sont signalés sous le règne de son frère. A la mort de Ferdinand III, les électeurs contraires à Léopold offrirent la couronne impériale à Léopold-Guillaume, qui la refusa par attachement aux intérêts de sa maison, et qui fut tuteur de ses neveux. Ce prince, qui ne s'étoit engagé qu'à regret dans la carrière de la politique et des armes, s'empressa de quitter les affaires pour rentrer dans le sein de cette retraite, qui, dès sa jeunesse, avoit été l'objet constant de ses vœux. Il mourut en 1662.

Les deux filles de Ferdinand II furent Marie-Anne et Cécile-Renée. La première, qui fut promise à Gabriel-Béthléem, prince de Transilvanie, refusa de s'unir à lui, parce qu'il ne voulut point embrasser la religion catholique. Elle épousa, en 1635, Maximilien, électeur de Bavière. Cécile-Renée, qui eut pour époux Ladislas, roi de Pologne, survécut à ce prince. Elle finit ses jours à Wilna en 1644. (1)

Nous avons fait observer qu'à la mort de

(1) *Gebhaerdi, vol. II, p.* 519, 522. — *Pfeffinger's Vitriarius, vol. I, p.* 754. — *Pinacotheca Austriaca, vol. VII, p.* 355-359.

Maximilien II, l'archiduché d'Autriche avoit été affecté exclusivement à Rodolphe II, le droit de primogéniture ayant été établi virtuellement, sinon formellement, et les princes, ses frères, ayant obtenu des pensions ou des terres, au lieu d'avoir part au gouvernement. Ferdinand II paroît cependant avoir été le premier qui ait promulgué positivement cette loi dans tous ses états héréditaires. Il ordonna, par son testament, daté du 10 mai 1621, que ses états passeroient au premier né de ses descendants en ligne masculine, dont il indiqua la majorité à dix-huit ans. Il assigna aux puînés une pension annuelle de 45,000 florins, et une principauté ou une terre pour leur servir de résidence. La dot d'une princesse fut fixée à 75,000 florins. Mais ces dispositions ne pouvoient être mises à exécution que dans l'archiduché d'Autriche, et dans les domaines de la branche Stirienne, dont Ferdinand avoit hérité de Charles, son père. Le Tirol, les états situés en Alsace et le Brisgaw appartenoient en commun à lui et à ses deux frères, Charles et Léopold. Cet héritage divisé, non-seulement occasionna des contestations entre ces princes, mais il excita les réclamations de la branche espagnole. Le roi d'Espagne ne renonça qu'avec beaucoup de peine à ses prétentions, et le droit de primogéniture fut également établi pour la succession à ces états. Fer-

Chap. LVI. 1634–1637.

dinand, en 1624, assigna à Léopold, le seul de ses frères qui lui ait survécu, le Tirol et les possessions extérieures qui devoient retourner à la branche aînée, dans le cas où ce prince mourroit sans postérité masculine.

FERDINAND III.

CHAPITRE LVII.

1637 — 1641.

Avénement de Ferdinand III. — Succès partiels des armes impériales. — Pertes que l'empereur fait sur le Rhin. — Victoires éclatantes remportées par le duc de Saxe-Weimar, et mort de ce prince. — La France acquiert la possession de l'Alsace. — La puissance de l'Espagne commence à décliner. — Révolution de Portugal. — Diète de Nuremberg. — On entre en négociation. — Ascendant que commence à prendre la maison de Brandebourg.

L'avénement d'un empereur, dont on connoissoit l'esprit de tolérance, fit espérer que la paix seroit bientôt rendue à l'Allemagne; mais, après une lutte si longue et si terrible, il n'étoit pas facile de rétablir la tranquillité. Les ravages de la guerre avoient fait prendre racine à la haine au fond des cœurs; et les intérêts contraires qui résultoient d'une infinité de relations

Ch. LVII. 1637—1641. formées dans l'espace de dix-huit ans, ne devoient point se concilier sans beaucoup de peine. Ferdinand III ne pouvant obtenir la paix qu'à des conditions déshonorantes pour la mémoire de son père, nuisibles aux intérêts de sa maison, et qui auroient pu mettre en danger la religion catholique, fut forcé de continuer une guerre qui lui avoit été laissée comme un héritage, et dont il avoit vu et déploré les funestes effets.

Mars 1637. La mort de Bogeslas, duc de Poméranie, facilita au nouvel empereur les moyens de pousser les opérations militaires avec succès dans la partie septentrionale de l'Allemagne. Les Suédois ayant refusé d'évacuer le duché, l'électeur de Brandebourg, à qui la réversion en avoit été garantie, fit cause commune avec l'Autriche, et livra ses principales forteresses aux troupes impériales. Gallas ayant fait sa jonction avec Hasfeld et Goertz, contraignit Banner à se retirer dans la Poméranie; et en même temps un corps d'Impériaux et de Saxons balaya la Lusace et la Juin. marche de Brandebourg, repoussa derrière la Wartha les troupes de Wrangel, et reprit Landsberg. Banner, qui vouloit transférer dans les états héréditaires le théâtre de la guerre, traversa la marche de Brandebourg, et fondit sur la Silésie. Gallas, profitant de ce mouvement, pénétra tout à coup dans la Poméranie, près de

Tribbesées. Il surprit les troupes à qui la défense du duché avoit été confiée, et réduisit toutes les places situées à l'occident de l'Oder, à l'exception d'Anclam, de Stettin et de Stralsund. Banner, en retournant sur ses pas, sauva la Basse-Poméranie; et le général de l'empereur, après avoir laissé des garnisons dans les places qu'il avoit conquises, ainsi que dans les îles d'Usedom et de Wollin, cantonna ses troupes dans la Saxe. Ch. LVII. 1637—1641.

L'influence que la maison d'Autriche avoit dans la partie septentrionale de l'Allemagne, s'accrut vers ce temps par la mort de Guillaume, landgrave de Hesse, qui venoit de former, pour le rétablissement de la maison palatine, une ligue avec la France, avec la Suède et les Provinces-Unies. Guillaume, son fils unique, n'étant âgé que de huit ans, il en avoit remis la tutelle à Élisabeth, mère du jeune prince. Cette disposition fut attaquée par George de Hesse-Darmstadt, qui étoit zélé partisan de l'empereur. La mort du landgrave et la contestation qui s'ensuivit rompirent la ligue; et les ennemis de Ferdinand furent privés de l'appui d'un prince actif, que leur avoit rendu très-utile la situation de ses états. Sept. 1637.

La mort du duc de Savoie, et celle du duc de Mantoue, ainsi que les contestations qui s'élevèrent pour la régence durant la minorité de

Ch LVII
1637—1641.

leurs successeurs, opérèrent un semblable changement dans les affaires d'Italie, et arrêtèrent les effets de l'alliance, qui avoit été le grand appui de la France dans la guerre qu'elle avoit soutenue au-delà des Alpes. La duchesse Marie, régente de Mantoue, abandonna la cause des Français en faveur des Espagnols. L'empereur annulla le testament du duc de Savoie, qui conféroit la régence (1) à Christine, son épouse, et favorisa les prétentions du cardinal Maurice et du prince Thomas de Carignan (2), frères du feu duc, dont l'un étoit au service de l'Espagne, et l'autre étoit dévoué à cette puissance. Soutenus par l'armée espagnole du Milanais, ces princes conquirent la plus grande partie du Piémont, et surprirent Turin, dont ils assiégèrent la citadelle.

Les Ligues Grises, craignant d'attirer la guerre dans leur pays, et mécontentes de ce que la France étoit intervenue dans leurs affaires politiques et de religion, forcèrent le duc de Rohan d'évacuer la Valteline, et renouvelèrent leurs traités avec les deux branches de la maison

(1) Victor-Amédée laissa deux fils, François-Hyacinthe et Charles-Emmanuel. L'un mourut dans l'année qui suivit celle de la mort de son père, et l'autre succéda à son frère.

(2) Ce fut l'aïeul du célèbre prince Eugène de Savoie.

d'Autriche, ce qui rétablit la communication de l'Allemagne avec l'Italie.

Durant le cours de ces événements, Charles-Louis et Rupert, fils du malheureux électeur palatin, firent une tentative pour recouvrer leur héritage paternel. Ayant obtenu du roi d'Angleterre quelque argent, ils levèrent quatre mille hommes, et pénétrèrent dans la Westphalie, où ils furent joints par un corps de cavalerie suédoise; et ils mirent le siége devant Lemgow, capitale du comté de la Lippe. Hasfeld, général de l'empereur, marcha contr'eux avec des forces supérieures, et les ayant atteints dans leur retraite, il les défit après un combat furieux qui dura deux jours. Leur petite armée fut dispersée; toute leur artillerie fut prise; le prince palatin eut beaucoup de peine à s'échapper, et le prince Rupert fut fait prisonnier avec plusieurs officiers.

Mai 1638.

Le 7 Oct.

Les avantages que les Impériaux et les Espagnols obtinrent, les uns dans le nord de l'Allemagne, et les autres en Italie, furent plus que contre-balancés par les pertes qu'ils firent ailleurs. Tandis que, dans les Pays-Bas, le prince d'Orange soumettoit Bréda, une armée française, qui avoit pénétré dans le Hainault, prenoit Landrecie, Maubeuge, Damvilliers, Yvoy et divers petits postes, et recouvroit la Capelle, ce reste unique des conquêtes que les Espagnols

Ch. LVII. 1637—1641.

avoient faites dans la Picardie. Dans les environs du Haut-Rhin, Bernard, duc de Saxe-Weimar, reparoissant tout à coup, et s'étant affranchi de la dépendance de la Suède, traita avec la France comme de couronne à couronne, et jeta les fondements d'une souveraineté héréditaire. Avec les secours que les Français lui prêtèrent, il soumit tout ce qui n'étoit pas encore conquis en Alsace; il défit Jean de Wert, et chassa les Impériaux de tous leurs postes, excepté Thann. Secondé par le duc de Longueville, il mit en déroute les troupes du duc de Lorraine, sur les frontières des états de ce prince. Il dispersa aussi les troupes de la Franche-Comté, et réduisit la plus grande partie du pays. Comme l'avoit fait
Fév. 1638. Mansfeld, il renforça son armée par des mercenaires Suisses et Allemands, et affecta de cantonner ses troupes dans l'évêché de Bâle; mais, au cœur de l'hiver, il parut inopinément sur le Rhin, surprit Lauffenbourg, Waldshut et Seckingen, et mit le siége devant Rhinfeld. Après
Mars. avoir été défait, avec une grande perte (1), par Savelli, général de l'empereur, il l'attaqua en-

(1) Le duc de Rohan, qui, après l'évacuation de la Valteline, s'étoit, pour se soustraire aux persécutions du cardinal de Richelieu, retiré près du duc de Saxe-Weimar, son ami, reçut une blessure mortelle, en conduisant l'aile droite de l'armée.

suite dans la sécurité que donne la victoire, le battit complétement à son tour, et le fit prisonnier avec Jean de Wert. La reddition de Rhinfeld et celle de Rothelin suivirent immédiatement cet avantage. Les forces du duc de Saxe-Weimar s'étant accrues avec ses succès, il assiégea Brisach, cette clef de l'Alsace et du Brisgaw. Les généraux des troupes impériales, obéissant aux ordres de leur souverain, firent les plus grands efforts pour sauver une forteresse si importante. Durant tout l'été, ils livrèrent les combats les plus sanglants; mais rien ne put résister aux attaques impétueuses du héros Saxon. La place se rendit le 7 décembre, après avoir souffert toutes les horreurs de la famine. Maître de Brisach, le duc de Saxe-Weimar mit ses troupes en quartier d'hiver au-delà du Rhin, et se prépara à porter, au retour du printemps, les coups les plus décisifs. Dans le temps où Bernard remportoit ces avantages, Banner recouvroit la Poméranie, et faisoit repasser l'Elbe aux Impériaux. Ayant reçu un renfort de quatorze mille hommes venus de la Suède, il concerta, avec le duc de Weimar, un plan pour transférer le théâtre de la guerre dans les états héréditaires, qu'ils devoient attaquer à la fois du côté de la Bohême et du côté de la Bavière. Le général Suédois passa l'Elbe à Lawenbourg, traversa les terres de l'archevêché de Magde-

Juin.

Ch. LVII. 1637—1641.

bourg et celles de l'évêché de Halberstadt, s'empara de Kemnitz et de Marienbourg, et mit le siége devant Freidberg. Après avoir battu deux fois les Saxons, qui étoient accourus au secours de la place, il renonça à une entreprise qui l'auroit arrêté trop long-temps. Il réduisit Pirna; et longeant la rive septentrionale de l'Elbe, il pénétra dans la Bohême, à la tête d'une armée de quarante mille hommes. Ayant mis en déroute à Brandeiss un corps de troupes impériales, et fait prisonniers Montécuculli et Hoffkirck qui le commandoient, il marcha contre Prague. Comme il n'étoit point soutenu par les Protestants, et qu'il manquoit d'artillerie de siége, il se retira derrière l'Elbe. Il dispersa ses détachements dans le pays situé sur la rive septentrionale de ce fleuve; et, à l'exemple de Tilly, il répandit la dévastation depuis les confins de la Saxe jusqu'à ceux de la Moravie. Banner avoit choisi cette position pour y attendre que le duc de Weimar pût agir du côté de la Bavière; mais un de ces événements, qui se jouent de toute combinaison, fit échouer ses desseins. Bernard avoit réuni ses troupes au commencement de l'année, et assiégé Thann, la seule place d'Alsace qui ne fût point encore soumise. La résistance des habitants avoit prolongé le siége jusque bien avant dans le printemps; mais à l'instant où ce prince se proposoit de coopérer avec les Sué-

Le 4 Avril 1639.

Le 20 Mai.

Le 8 Juillet 1639.

dois, une fièvre, suite d'une fatigue excessive, termina sa brillante carrière à Neubourg, dans la trente-cinquième année de son âge. Cette mort délivra la maison d'Autriche du plus dangereux de ses ennemis, et priva ceux-ci de leur plus puissant appui. (1)

Ch. LVII.
1637—1641.
8 Juill. 1639.

Le duc de Saxe-Weimar, en mourant, laissa à ses frères son armée, ainsi que l'Alsace et ses autres conquêtes. Cette disposition fut attaquée par l'empereur, par le roi de France, par le jeune prince palatin et par les Suédois. L'habileté supérieure, l'activité et la fortune de Richelieu l'emportèrent. Ce ministre engagea les frères du duc à renoncer à leurs droits. Le prince palatin, qui traversoit la France sous un déguisement, fut arrêté et détenu temporairement. L'armée que Bernard avoit formée consentit à entrer au service du monarque Français, qui lui donna pour chef le duc de Longueville; les gouverneurs des places fortes reçurent des garnisons françaises; et l'Alsace, dont Richelieu n'avoit cédé qu'une partie, et encore avec beaucoup de peine, passa toute entière sous la domination de la France.

(1) Histoire d'Ernest le Pieux, et du grand Bernard, duc de Saxe-Weimar. C'est faire un bel éloge des talents militaires du second de ces princes, de dire que Turenne le reconnoissoit pour un de ses maîtres dans l'art de la guerre.

Ch. LVII. 1637—1641.

L'ennemi s'étant tenu dans l'inaction sur le Rhin, tandis que se nouoient ces intrigues, Ferdinand III amusa Banner par de feintes négociations. Lorsqu'il eut tiré des forces de toutes parts, il leva le masque; et l'archiduc Léopold, à qui
Fév. 1640. le commandement des troupes fut confié, attaqua les Suédois, et les chassa de la Bohême et de la Silésie.

Lorsque les Autrichiens se furent portés vers la Bohême, les Français recouvrèrent leur ascendant. Le duc de Longueville longeant alors le Rhin, prit Altzey, Oppenheim, Bingen et Creutznagh, repoussa les Bavarois dans le duché de Wirtemberg, passa le fleuve à Baccarah, et reporta le théâtre de la guerre dans le cercle de Westphalie. On engagea la régente de Hesse, qui, jusqu'à ce qu'elle eût consolidé son gouvernement, trompa la cour de Vienne par des négociations, à se déclarer ouvertement contre la maison d'Autriche, et à conclure un traité, par lequel cette princesse promit de fournir cinq mille hommes aux alliés. Son exemple fut suivi par les ducs de Brunswick, que l'empereur pressoit de rendre les conquêtes qu'ils avoient faites dans l'évêché de Hidelsheim, et qui s'engagèrent à mettre sur pied huit mille hommes. Ces auxiliaires et les troupes de la France ayant fait leur jonction avec Banner à Erfurt, sauvèrent l'armée suédoise, qui avoit été repoussée dans la

Thuringe par les troupes combinées de l'Autriche et de la Bavière. Elle marcha ensuite contre l'archiduc Léopold, qui étoit posté à Salfeld. Ce prince, par ses dispositions judicieuses, contraignit les alliés à repasser le Weser, après avoir fait de vains efforts pour l'engager à recevoir le combat; et les Impériaux s'approchèrent du Rhin. Les Bavarois prirent leurs quartiers dans la Bohême, et les Autrichiens dans le duché de Wirtemberg, dans la Franconie et dans le Haut-Palatinat. Banner gagna le pays de Brunswick; et Guébriant qui, à la mort du duc de Longueville, avoit succédé au commandement de l'armée, qui avoit été levée par le duc de Saxe-Weimar, se retira vers les frontières de France. Oct. 1641.

La joie que ce succès causa à l'empereur fut troublée par la situation fâcheuse où se trouvoit l'Espagne. Les flottes de cette puissance avoient été défaites, à plusieurs reprises, par les flottes française et hollandaise. Elle avoit perdu la ville d'Arras, la clef de l'Artois. Les princes de la maison de Savoie l'avoient abandonnée, pour se mettre sous la protection de la France; et toutes ses conquêtes lui avoient été enlevées. Les Portugais, irrités par des actes d'oppression multipliés, avoient secoué le joug des Espagnols. Une conjuration, formée dans le silence, surprit la cour de Madrid par une explosion soudaine,

Ch. LVII.
1637—1641.

et plaça en un instant Jean, duc de Bragance, sur le trône de Portugal. Dans le même temps, les Catalans furent poussés à la révolte par la violation de leurs priviléges, et par la licence des troupes cantonnées sur leurs frontières. Enfin le mécontentement commençoit à gagner les provinces voisines.

Les princes et états d'Allemagne, dont les possessions étoient depuis si long-temps exposées aux horreurs de la guerre, ne cessoient de demander qu'on mît un terme aux hostilités; et à la fin ils arrachèrent à l'empereur son consentement à une mesure qu'on n'avoit point prise depuis l'avénement de Ferdinand II, savoir à la convocation d'une diète générale, pour délibérer sur les moyens de rendre la paix à l'Empire. L'assemblée se tint à Ratisbonne, et Ferdinand III la présida en personne. Au lieu de céder à des instances qui ne devoient avoir d'autre effet que de relever les espérances de l'ennemi, il tenta de réunir tout le corps germanique contre la France et la Suède, et d'obtenir une augmentation de contingents. Il réussit, il est vrai, à persuader à la diète de faire du traité de paix, conclu à Prague, la base d'une future pacification, et de confirmer l'exclusion du bénéfice de l'amnistie portée contre la maison palatine; mais il ne put obtenir les autres points. Les cercles d'Autriche et de Bavière furent les seuls qui

lui fournirent les cent vingt mois romains (1) qu'il avoit demandés ; les autres cercles ne lui en donnèrent que soixante. Il lui fut même impossible d'empêcher que les deux congrès ne fussent transférés de Cologne et de Hambourg à Munster et à Osnabruck, qui étoient plus sous l'influence de la France et des Protestants, et qu'on ne décidât que tous les états de l'Empire y enverroient leurs délégués.

L'opposition, que Ferdinand III éprouva de la part de la diète, provint principalement de la défection des ducs de Brunswick, et du crédit qu'avoit acquis le nouvel électeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume, qui s'affranchit de la dépendance où la cour de Vienne avoit tenu son père, et qui, à l'âge de dix-huit ans, montroit cette politique consommée et cet esprit vigoureux qui ont fondé la grandeur de sa maison. L'autorité impériale s'affoiblit extrêmement aussi par l'adoption de cette maxime, que le chef électif du corps germanique ne devoit point être

(1) On appelle ainsi l'imposition qui se fait sur les états de l'Empire, dans les besoins extraordinaires ; et ce nom vient de ce qu'autrefois, lorsque l'empereur alloit se faire couronner à Rome, les états de l'Empire étoient obligés de fournir une certaine somme pour les frais de son voyage pendant quelques mois. Ces mois sont de quarante jours. (*Note du traducteur.*)

Ch. LVII.
1637—1641.

considéré comme ayant succédé aux droits et à la puissance de Constantin et de Justinien, mais que l'Empire étoit une aristocratie dont l'autorité résidoit en la diète, et non dans l'empereur seul. Ce principe fut réduit, pour la première fois, en système, dans un ouvrage (1) que Chemnitz, chancelier de Stettin, publia à l'instigation du gouvernement Suédois; et il flattoit trop les états d'Allemagne pour qu'ils ne l'accueillissent pas favorablement. La décadence de l'autorité impériale altéra la force réelle de l'Empire, et occasionna l'accroissement de l'influence des puissances étrangères sur les états qui le composoient.

(1) *De Ratione Status in Imperio nostro Romano Germanico*. On trouve une notice de cet ouvrage dans le *Puetter's Development*, *B. VI*, *ch.* 7.

CHAPITRE LVIII.

1640 — 1648.

CONTINUATION des hostilités. — Revers et fermeté de FERDINAND III. — Mort du cardinal de Richelieu et de Louis XIII. — Conduite du cardinal Mazarin. — L'archiduc FERDINAND est élu roi de Hongrie et de Bohême. — Siége mémorable de Prague. — Conclusion de la paix.

Ch. LVIII. 1640—1648.

BANNER, ayant levé ses quartiers au cœur de l'hiver, se mit à la tête de quinze mille hommes, fit, à Erfurt, sa jonction avec six mille Français, commandés par le maréchal de Guébriant, dirigea sa marche par Hoff, Amerbach et Schwendorf, taillant en pièces toutes les troupes impériales qui se rencontrèrent sur son passage, et arriva dans les environs de Ratisbonne à la mi-janvier. Cette irruption soudaine exposa l'empereur et la diète au péril le plus éminent. Ferdinand, qui alloit à la chasse, faillit à être enlevé par un détachement qui passa le Danube sur la glace; et en même temps un corps de troupes, qui s'avança jusque sous les murs de la place, insulta, par une canonnade, à la majesté de l'Empire et 1641.

Ch. LVIII
1640—1648.

de son chef. Sans la fermeté de l'empereur, la diète étoit dissoute. Ferdinand déclara qu'il défendroit la ville jusqu'à l'extrémité; et sa présence et ses efforts retinrent les députés. Des renforts qui lui arrivèrent, et un dégel subit, le tirèrent de cette situation critique. Les confédérés n'ayant pu convenir d'un plan d'opérations, les deux armées se séparèrent. Banner porta la guerre dans la Bohême, et Guébriant retourna vers le Rhin.

Ces retards donnèrent aux Impériaux le temps de rassembler leurs forces. Piccolomini, à qui le commandement fut confié, harcela les Suédois dans leur marche le long des défilés des montagnes qui bordent la Bohême. Il les suivit dans la Saxe; et quoiqu'ils eussent fait, à Zwickau, leur jonction avec les Français, il les repoussa jusqu'à Halberstadt, où Banner périt victime de son intempérance et des fatigues qu'il avoit souffertes dans cette expédition pénible. (1) Durant

(1) Ce célèbre capitaine mourut dans la quarante-cinquième année de son âge. Sa mort, comme celle du duc de Saxe-Weimar, fut attribuée au poison; mais, ainsi que nous l'avons dit, elle fut l'effet de la fatigue, et surtout de l'incontinence à laquelle il s'étoit toujours livré, et plus particulièrement encore depuis le mariage qu'il venoit de contracter avec une princesse de Bade, qui étoit douée d'une grande beauté, et dont il étoit éperduement amoureux. Six cents drapeaux, qui décorent l'arsenal de Stockholm, attestent les victoires

les contestations qui s'élevèrent entre ceux qui aspirèrent à le remplacer, le général de l'empereur, poursuivant ses avantages, balaya la Lusace et la Silésie, pressa la retraite des confédérés vers le duché de Lunebourg, et termina sa brillante campagne en cantonnant ses troupes et dans ce pays et dans la Hesse.

Ch. LVIII.
1640—1648.

Torstenson, le nouveau général suédois, joignit, avec huit mille hommes, les confédérés, et prévint ainsi la dispersion de leur armée. Tandis que Guébriant passoit le Rhin à Wesel, qu'il battoit, à Kempen, un corps d'Impériaux, commandés par Lamboy, et qu'il soumettoit l'électorat de Cologne, les Suédois dirigeoient de nouveau leurs attaques contre les états héréditaires. Torstenson, après avoir traversé le Brandebourg, fondit sur la Silésie, emporta le Grand-Glogaw d'assaut, et défit un corps d'Impériaux que commandoit Albert de Saxe-Lawenbourg. Il poussa ses avantages, en prenant Schweidnitz. Etant entré dans la Moravie, il réduisit

Le 27 Nov. 1641.

Le 7 Janv. 1642.

---

qu'a remportées Banner. Torstenson, qui lui succéda dans le commandement, fut aussi un digne élève de Gustave-Adolphe. Quoique la goutte l'obligeât constamment à se faire porter en litière, c'étoit le plus entreprenant et le plus actif des généraux suédois. On pouvoit dire de lui que si son corps étoit fixé à la terre, son esprit étoit libre comme l'air, et que ses entreprises avoient des ailes.

Ch. LVIII. 1640—1648.

Neustadt, Littau et Olmutz, mit le siége devant Brieg, et répandit la terreur jusqu'aux portes de Vienne.

Par bonheur, la résistance opiniâtre que fit Brieg permit aux Impériaux de repousser l'invasion. L'archiduc Léopold et Piccolomini ayant rassemblé leurs forces, les conduisirent dans les états héréditaires, et forcèrent Torstenson à se replier sur la Saxe. Les deux armées se trouvèrent en présence dans la plaine de Breitenfeld, où, onze ans auparavant, Gustave-Adolphe avoit remporté cette victoire mémorable qui l'avoit fait pénétrer au cœur de l'Allemagne. Les Impériaux étoient enflés du succès qu'ils venoient d'obtenir, et brûloient du désir de relever leur réputation dans les champs qui avoient été témoins de leur défaite. L'honneur et le sentiment de leur sûreté personnelle excitoient les Suédois, réduits au désespoir, à imiter les actions héroïques de ceux sur les tombeaux desquels ils alloient combattre. L'action fut longue
Le 2 Nov. 1642.
et sanglante, et les Impériaux furent défaits avec perte de dix mille hommes. Leipsick se rendit à l'instant même. Torstenson, après avoir envoyé un détachement, commandé par Koningsmark, pour chasser l'ennemi de la Franconie, mit le
Le 28 Déc.
siége devant Freidberg, pour s'ouvrir le chemin de la Bohême, et requit Guébriant de concourir à cette entreprise.

Ch. LVIII.
1640—1648.

Des revers aussi effrayants que ceux qui menaçoient l'empereur, hâtoient, à cette époque, le déclin de la monarchie espagnole, et concouroient à réduire la puissance de la maison d'Autriche.

Olivarès, ce ministre tout-puissant de Philippe IV, avoit conçu le dessein de faire recouvrer le Portugal à l'Espagne, de la même manière qu'elle l'avoit perdu, par une conspiration, dont l'évêque de Brague et quelques seigneurs portugais furent les principaux agents. Il se proposa aussi de faire renaître les troubles civils en France, en prêtant des secours aux seigneurs mécontents du gouvernement du cardinal de Richelieu. Ces deux projets échouèrent. La conspiration formée en Portugal fut découverte; et les cortez du royaume confirmèrent l'autorité du nouveau roi, qui fut reconnu par tous les princes de l'Europe, excepté l'empereur et le pape. En France, le duc d'Orléans, secondé par les seigneurs mécontents, et par Cinq-Mars, favori de Louis XIII, conclut un traité secret avec l'Espagne, et fit consentir le roi, son frère, au renvoi de son ministre. Mais les moyens employés pour l'exécution de ce dessein en prévinrent le succès. Les troupes espagnoles des Pays-Bas étant entrées en France, Louis XIII fut effrayé; et les conspirateurs, se défiant les uns des autres et de l'Espagne, n'agirent point de concert, ni avec vigueur. Richelieu reprit son as-

Ch. LVIII
1640—1648

cendant, et contraignit le monarque à abandonner ses ennemis à sa vengeance. Le duc d'Orléans fut exilé, Cinq-Mars porta sa tête sur un échafaud, et le duc de Bouillon racheta sa vie par la cession de Sédan, qui avoit été le foyer de la conspiration. En Espagne, les Catalans reconnurent la souveraineté de la France, les troupes refusèrent d'exécuter les ordres du ministre; et Philippe IV, qui se rendit à Saragosse, pour encourager son armée par sa présence, eut la douleur de voir, des fenêtres de son palais, la dévastation de l'Aragon.

Le 9 Sept. 1642.

La prise de Collioure et celle de Perpignan achevèrent la réduction du Roussillon, et établirent la communication de la Catalogne avec la France. La mort prématurée du Cardinal-Infant, qui, par son courage et ses talents, avoit, durant deux campagnes extrêmement pénibles, résisté à tous les efforts des Français, vint ajouter à ces revers.

Dans le cours de ces événements, le cardinal de Richelieu, qui étoit sur le bord de la tombe lorsqu'il triompha de ses ennemis, termina, le 20 novembre, sa brillante administration avec sa vie. Sa mort fut promptement suivie de celle de Louis XIII. Les rênes du gouvernement furent remises aux mains du cardinal Mazarin; et Anne d'Autriche, mère du jeune roi, eut la régence.

En cet état des choses, la maison d'Autriche devoit naturellement s'attendre à recouvrer son ascendant. Mais le mouvement que le génie de Richelieu avoit imprimé au gouvernement, ne cessa point avec la vie de ce grand ministre. Mazarin obtint d'Anne d'Autriche, non sans beaucoup de peine, le sacrifice de ses sentiments personnels; et la puissance espagnole reçut un coup terrible à la journée mémorable de Rocroy, où le duc d'Enghien commença de signaler le courage et les grands talents par lesquels il a ensuite rendu le nom de Condé si célèbre. A l'instant où la France perdit Richelieu, l'Espagne fut privée des conseils d'Olivarès. Le mauvais succès de tous ses plans, le mécontentement occasionné par les fardeaux pesants que la continuation de la guerre forçoit d'imposer sur les peuples, la perte du Portugal et du Roussillon, et la révolte de la Catalogne, avoient suscité une armée d'ennemis à ce ministre, dont l'habileté ne fut point secondée par la fortune. La reine, les grands d'Espagne et le conseil se réunirent pour en demander le renvoi. Les parents du ministre qui, en adoptant un fils naturel, avoit perdu leur affection, se joignirent aux mécontents. L'empereur lui-même eut la foiblesse de solliciter la disgrace d'Olivarès, dont le crédit ne put soutenir des attaques si multipliées. Dans une conjoncture où son génie et ses

Le 10 Mai 1643.

Ch. LVIII. 1640—1648. 1643.

talents auroient pu relever la monarchie espagnole, Philippe IV renvoya, quoiqu'avec regret, le seul ministre qui eût son entière confiance, et le seul capable de fixer son indécision naturelle. (1)

L'état déplorable des affaires de Ferdinand III l'empêcha aussi de mettre à profit les changements qui étoient survenus en France. Après la funeste bataille de Breitenfeld, l'archiduc rassembla le reste de ses forces dans la Bohême, et infligea des châtiments rigoureux à ceux auxquels il attribua la défaite. Il désarma un régiment, fit mettre en pièces ses drapeaux, décimer ses soldats, et décapiter son colonel. Lorsqu'il partit pour les Pays-Bas, où il alla remplacer le Cardinal-Infant, le commandement suprême fut remis à Gallas, ce qui occasionna beaucoup de mécontentement parmi les troupes, et fit passer temporairement Piccolomini et Hasfeld au service d'Espagne et de Bavière. (2) Tandis que les dissensions des Impériaux les retenoient dans l'inaction, les Suédois poussoient leurs avantages avec leur vigueur accoutumée. Torstenson pressa, malgré la rigueur de la saison, les opérations du siége de Freidberg; mais

(1) Désormeaux, Histoire d'Espagne, tom. IV, p. 397.

(2) *Pelzel*, *p.* 799.

la place ayant reçu du secours, il abandonna une entreprise qui auroit consumé trop de temps. Ayant tiré des renforts de la Basse-Saxe et de la Poméranie, et insulté Prague et l'armée impériale, il prit le chemin de la Moravie, où ses troupes se maintenoient toujours. Il secourut la ville d'Olmutz, qu'assiégeoient les Impériaux; il soumit Cremsier, prit position à Dobitschau, et mit à contribution tout le pays qui s'étendoit jusqu'au Danube.

Avril 1643.

L'empereur, qui soutint ces revers avec une constance inébranlable, ne négligea rien pour porter le théâtre de la guerre dans le pays ennemi. Il se réconcilia avec les ducs de Brunswick, en leur rendant Wolfenbuttel, et plusieurs autres places qui étoient occupées par ses troupes. Il négocia aussi avec Christian IV, roi de Danemarck, et il n'eut pas de peine à engager un prince, qui aimoit la gloire, et qui étoit intéressé à réduire la puissance de la Suède, à faire diversion de ce côté. Ce projet, quelque secret qu'on l'eût tenu, ne put échapper à la pénétration du gouvernement suédois. Le sénat résolut de prévenir l'attaque, en commençant lui-même les hostilités. A la réception d'un ordre secret, Torstenson quitte tout à coup la Moravie, traverse la Silésie, passe l'Elbe à Torgau, et menace le Haut-Palatinat. Après avoir tenu quelque temps toute l'Allemagne en suspens, il

Ch. LVIII. 1640—1648. s'avance vers Havelberg, et tombe sur le Holstein avec toute l'impétuosité d'un torrent. En moins de six semaines, il se rend maître de toute la péninsule, à l'exception de Gluckstadt et de Krempe. Tandis qu'une armée suédoise subjuguoit ainsi toute la Chersonèse-Cimbrique, Horn, (1) qui étoit à la tête d'une autre armée de la même nation, s'emparoit de la Scanie, de la Blekingie et de la Halland; et une flotte, sortie des ports de Suède, se disposoit à enlever aux Danois leur supériorité dans la mer Baltique. Pour soustraire le roi de Danemarck à la ruine qui le menaçoit, l'empereur, dont les états avoient été évacués par l'ennemi, rassembla toutes ses troupes dans la Bohême, et envoya vers le Holstein l'élite de son armée, après avoir enjoint à Gallas, qui la commandoit, d'imiter, Déc.-Janv. 1644. malgré la rigueur de la saison et la longueur de la marche, les mouvements rapides des Suédois.

Suspendons un moment le récit des opérations militaires dans cette partie reculée de l'Allemagne, et portons notre attention vers la France, où le gouvernement du cardinal Mazarin commençoit à se consolider. Avec un génie plus souple et plus patient que celui de son

(1) Ce général venoit d'être échangé contre Jean de Wert, qui avoit été fait prisonnier à la journée de Rhinfeld.

prédécesseur, Mazarin en suivoit le plan général; mais, autant par calcul que par nécessité, il fit ses plus grands efforts du côté de l'Allemagne, les Bavarois et les troupes du duc de Lorraine menaçant de porter la guerre en France. Ch. LVIII. 1640—1648.

Après la défaite de Lamboy, Guébriant avoit marché en hâte vers la Saxe, pour soutenir les Suédois. La cour de France ayant résolu de se borner à conserver ses avantages sur le Rhin, ce général n'avoit point voulu concourir à l'attaque que les Suédois, lorsqu'ils eurent vaincu à Breitenfeld, avoient faite contre les états héréditaires. Il avoit marché vers le Mein, pris Lohr et Aschaffenbourg; mais il avoit été attaqué par les Bavarois et le duc de Lorraine, (1) qui l'avoient forcé de se retirer dans le Brisgaw. Il y passa l'hiver avec ses troupes, qui eurent à lutter contre la famine et toutes sortes de maux. Au retour du printemps, il les conduisit en Alsace, pour les rétablir et les recruter. Renforcé par une partie de l'armée qui avoit gagné la ba-

(1) Ce prince, à qui la nature avoit donné un caractère si singulier, avoit, pour rentrer dans ses états, mis en défaut, par un traité simulé, la politique défiante du cardinal de Richelieu; et après avoir passé l'hiver à la cour de France, il avoit également surpris ses amis et ses ennemis, en se réunissant aux Espagnols dans les Pays-Bas. Après y avoir fait une campagne, il s'étoit rendu de nouveau en Allemagne.

Ch. LVIII. 1640—1648

taille de Rocroy, il repassa le Rhin, et poussa vers Rotweil, pour s'emparer des magasins de l'ennemi, et pénétrer dans la Bavière. Il fut tué pendant le siége de cette place, qui cependant fut bientôt forcée de se rendre; et Rantzau, qui fut son successeur, mena l'armée vers le Danube. Mercy, général bavarois, ayant tout à coup rassemblé ses forces, surprit les Français, dont les quartiers étoient épars aux environs de Dutlingen, et détruisit presque toute leur armée. Six mille hommes, au nombre desquels se trouvèrent Rantzau et la plupart de ses officiers, furent faits prisonniers, et l'artillerie et le bagage tombèrent entre les mains des vainqueurs. (1)

Quoique le danger qui menaçoit la Bavière et l'Autriche eût été écarté par cette victoire signalée, la France parvint à susciter de nouveaux ennemis à Ferdinand. Elle gagna Ragotsky, (2)

(1) *Falkenstein, vol. II, p.* 696.

(2) A la mort de Béthléem Gabor, Ferdinand II avoit tenté, en vertu des traités, de réunir la Transilvanie à la Hongrie. Les Transilvaniens, qui s'opposèrent à cette incorporation, réclamèrent et obtinrent les secours des Turcs. Ils remirent d'abord les rênes du gouvernement entre les mains de Catherine de Brandebourg, puis entre celles d'Etienne, l'une veuve, et l'autre beau-frère du feu prince; mais, ni l'un ni l'autre ne purent gouverner un peuple si turbulent. Les habitants de la Transilvanie élurent donc, pour souverain,

prince de Transilvanie, et obtint des Turcs une promesse de secours. Ragotsky, à l'instant même où l'on s'attendoit à voir paroître une armée française sur les confins de l'Autriche, déclara la guerre à l'empereur. Il prit Cassovie, New-Zoll et d'autres places. Son armée, qui d'abord n'étoit composée que de quelques troupes légères, s'accrut si rapidement, qu'elle fut bientôt forte de soixante mille hommes. Il s'avança jusqu'à Eperies, où il publia une proclamation pour exciter les Hongrois à se soulever contre leur souverain. L'élite des troupes impériales étant alors employée dans le Jutland, cette irruption soudaine sembloit devoir entraîner les suites les plus funestes. Mais Ferdinand, montrant autant de fermeté que de prudence, fit à la proclama-

Ch. LVIII.

1640—1648.

Mars 1644.

George Ragotsky, cousin de Béthléem Gabor, et l'un des officiers les plus distingués de Sigismond Ragotsky, qui avoit possédé quelque temps (en 1630) cette souveraineté précaire. Ferdinand II s'opposa à cette élection, et envoya le Palatin Esterhasy contenir, avec un corps de troupes, les Transilvaniens. Le nouveau prince ayant été soutenu par les Turcs, l'empereur, qui avoit alors à combattre Gustave-Adolphe, reconnut Ragotsky souverain de la Transilvanie, et s'estima heureux de recouvrer les sept comtés de Hongrie qui avoient été cédés à Béthléem Gabor, avec la plupart des forteresses, à l'exception de Mongatz. *Benko, Lib IV*, c. 4. — *Windisch, p.* 408, 414.

Ch. LVIII.
1640—1648.

tion incendiaire de Ragotsky, une réponse pleine de dignité, et rassembla dix mille hommes de vieilles troupes, qui arrêtèrent les hordes nombreuses et indisciplinées de l'ennemi. En même temps, l'empereur renouvela pour vingt ans la trève conclue avec les Turcs; et le prince de Transilvanie, ne recevant point les secours qu'il avoit attendus de la France et de la Porte, se retira vers les frontières de ses états. (1)

L'empereur eut à peine échappé à ce danger, qu'il se vit menacé par les Suédois. Gallas, au commencement de l'année, avoit volé au secours du roi de Danemarck, laissant à Hasfeld un détachement considérable, avec lequel cet officier devoit se réunir à l'archevêque de Brême, pour marcher contre un corps de troupes suédoises, qui étoit aux ordres de Koningsmarck. Il fit, dans le Holstein, sa jonction avec un corps de troupes danoises, et se flatta de pouvoir interdire aux Suédois l'entrée étroite de la péninsule des Cimbres; mais Torstenson prévint l'exécution de ce dessein, en occupant le défilé de

Août. Rendsbourg. Ce général, ayant chassé Gallas au-delà des frontières du Holstein, où il fut abandonné par les Danois, le força de se retirer jusqu'à Magdebourg, où, quoique les troupes saxonnes se fussent réunies aux troupes impé-

(1) *Benko.* — *Windisch*, *p.* 412.

riales, il le réduisit à la plus grande détresse. Confiant à Koningsmarck le soin d'achever la ruine de ces troupes fatiguées et découragées, qui avoient cherché un refuge à Jutterboch, il se porta vers la frontière de Bohême, qui étoit sans défense; et Gallas, poussé au désespoir, fut entièrement défait, en voulant s'ouvrir un chemin à travers l'armée ennemie. Le 23 Nov. 1644.

L'approche de Torstenson, qui s'étoit emparé de Priesnitz, répandit dans la Bohême une alarme générale. L'empereur et l'archiduc Léopold se rendirent en toute hâte à Prague, pour y faire des préparatifs de défense. Gallas fut destitué; on réunit les fuyards; le duc de Bavière envoya un secours de quatre mille hommes; Montecuculli, Goertz et d'autres généraux furent placés à la tête de différents corps, et le commandement suprême fut remis à Hasfeld, (1) qui prit position entre Budweiss et le mont Tabor. Les deux armées, après des feintes et des marches diverses, engagèrent, à Jancowitz, un combat, où, malgré les plus grands efforts de valeur et l'habileté de leur général, les Impériaux furent défaits, avec perte de huit mille hommes. Hasfeld lui-même fut fait prisonnier, avec ses principaux officiers. Les états hérédi- Le 16 Mars 1645.

(1) Après la destitution de Gallas, Hasfeld et Piccolomini rentrèrent au service de l'empereur.

Ch. LVIII. 1640—1648

taires furent alors ouverts de nouveau aux vainqueurs, dont Leipnick, Pilgram et Iglaw subirent la loi. Toute la Moravie fut conquise; et les Suédois se rendirent maîtres du cours du Danube, par la prise de Krems, de Stein, de Thiernstein, de Korn et de Neubourg. Ils s'emparèrent même des ouvrages qui couvroient la tête du pont de Vienne. L'empereur, qui s'étoit empressé de quitter Prague pour aller au secours de sa capitale, se retira à Ratisbonne. L'impératrice et la plupart des seigneurs se réfugièrent à Gratz, et l'on fit à Vienne des préparatifs pour défendre ce dernier boulevard, de la conservation duquel, comme au temps de Ferdinand II, dépendoit l'existence même de la maison d'Autriche. Pour comble de malheur, Ragotsky fondit de nouveau sur la partie septentrionale de la Hongrie, à la tête d'une armée de vingt-cinq mille hommes. Il envoya huit mille hommes, sous le commandement de son fils, à Torstenson, qui assiégeoit Brinn; il détacha six mille hommes, qui se réunirent à un corps de troupes suédoises, que commandoit Douglas; et l'alarme fut si grande, qu'on mit en lieu de sûreté la couronne de Saint-Etienne, et les autres marques de la royauté, que l'on gardoit à Presbourg.

L'empereur, ainsi pressé par ses ennemis, se vit encore abandonné de ses alliés. Konings-

marck, après la dispersion de l'armée de Gallas, avoit pris Brême, Verden, Leipsick, Torgaw et Meissen, et contraint l'électeur de Saxe à signer une suspension d'armes, qui amena la paix avec ce prince. Il s'empressa ensuite d'aller se réunir à Torstenson, dans la Moravie. La défection de l'électeur de Saxe fut précédée de celle du roi de Danemarck, qui, ayant été battu sur terre et sur mer, (1) fut forcé d'accepter les conditions de paix, que la Suède lui dicta sous la médiation de la France. Christian IV, pour obtenir la restitution des provinces qui lui avoient été enlevées, renonça à son alliance avec la maison d'Autriche; il laissa Brême et Verden en la possession des Suédois, auxquels, en outre, il céda les îles d'Oesel et de Gothlande, et engagea, pour trente ans, la province d'Est-Gothlande. (2) L'empereur trouva un ennemi de plus dans l'électeur de Trèves, qui eut à peine recouvré la liberté qui lui avoit été accordée pour se rendre aux congrès d'Osnabruck et de Munster, qu'il rompit le traité qu'il avoit été réduit à

Le 27 Sept. 1645.

Le 13 Août. 1645.

(1) La flotte danoise fut mise en déroute, entre les îles d'Aland et de Femeren, par la flotte suédoise, le 14 octobre 1644.

(2) *Puffendorf, de Rebus Suec.* — Mallet, Histoire de Danemarck. — Koch, tom. III, p. 71, 84. — *Heinrich, vol. VI, p.* 739.

Ch. LVIII 1640—1648. souscrire. Une armée française le rétablit dans ses états, et de la sorte, l'influence de la France s'étendit le long des rives du Rhin, depuis les Alpes à peu près jusqu'aux frontières des Provinces-Unies.

L'électeur de Bavière, le beau-frère et l'allié le plus puissant de l'empereur, en partagea les revers. Après la défaite de Dutlingen, l'armée française avoit engagé vainement une action pour recouvrer Fribourg, que Mercy avoit pris; et elle avoit essuyé un grand échec à Mariental, au printemps suivant. Ce malheur fut bientôt réparé. Turenne s'étant réuni au duc d'Enghien, à Spire, avec six mille hommes, ces deux généraux marchèrent vers Feucht-Wangen, où les Bavarois étoient postés. Ce mouvement fit livrer, Le 3 Août 1645. dans les environs de Nordlingen, une autre bataille, où Mercy fut tué d'un coup de feu, et la victoire se déclara en faveur des Français. Jean de Wert, à qui le commandement fut dévolu, se retira vers le Danube. Nordlingen et les places voisines se soumirent, et la frontière de la Bavière fut ouverte aux vainqueurs.

Ferdinand III soutint cette suite de revers avec une fermeté d'âme égale à celle qu'avoit montrée son père. L'archiduc Léopold, et Gallas, général, à qui les malheurs plus grands de ceux qui lui avoient succédé, avoient fait rendre la confiance de l'empereur, avoient, après la

défaite de Jancowitz, rassemblé les débris de l'armée, fait des levées d'hommes, et réuni assez de forces pour restreindre à la rive septentrionale du Danube, les incursions des troupes suédoises. Ferdinand diminua aussi le nombre de ses ennemis, en profitant de la mésintelligence qui s'étoit élevée entre le général suédois et Ragotsky. Après une négociation de peu de durée, il acheta la paix en cédant, au prince de Transilvanie, la jouissance temporaire des comtés de Hongrie, que Béthléem Gabor avoit possédés, et les forteresses de Tokai et de Regetz. (1)

Cet accommodement opéra un changement soudain dans l'état désespéré des affaires de l'empereur, qui put alors retirer de la Hongrie une partie de ses troupes. L'archiduc Léopold et Gallas conduisirent dans la Bavière un corps de cavalerie considérable, firent leur jonction avec Jean de Wert, repoussèrent les Français sous le canon de Philipsbourg, et concoururent à la reprise des places qui étoient tombées au pouvoir de l'ennemi après la bataille de Nordlingen. Les troupes bavaroises se cantonnèrent dans la Souabe, afin de

(1) Ces comtés étoient ceux de Zatmar, de Szabatch, d'Ugocz, de Bereg, de Zemplin, de Bervel et d'Abanwiwar. *Benko, vol. I, p.* 276. — *Windisch, p.* 413. — *Novotny, p.* 209. — *Palma, Notitia Rerum Hungar. vol. III, p.* 174.

Ch. LVIII. 1640—1648. couvrir leur propre pays; et l'archiduc retourna dans la Bohême, pour suivre ses opérations contre les Suédois, qui tenoient toujours Brinn assiégée, et qui avoient porté le ravage sur tout le pays situé au-delà du Danube. Ce prince, qui disposoit alors de forces supérieures, reprit l'offensive. Il contraignit Torstenson à se retirer dans la Bohême. Le général suédois, ayant quitté le service à cette époque, fut remplacé par Wrangel, qui s'étoit aussi formé à l'école de Gustave-Adolphe. Ce nouveau général, ne pouvant résister aux forces toujours croissantes qu'il avoit en tête, se retira, par la Misnie et la Thuringe,

Fév. 1646. vers la Hesse, pour faire sa jonction avec les Français. Turenne devoit passer le Rhin à Baccarah; mais il essuya quelques retards. Les Autrichiens, qui serroient de près les Suédois, se réunirent aux Bavarois, et se portèrent entre les deux armées, espérant les vaincre l'une et l'autre séparément. Wrangel fit échouer leur dessein, en occupant la forte position d'Amenibourg, où il repoussa toutes leurs attaques, jusqu'à ce que Turenne fût parvenu à porter la guerre loin des frontières de France. Ce grand capitaine, feignant de s'avancer vers les Provinces-Unies, passa le Rhin à Wesel, sur des ponts préparés par le prince d'Orange, et tourna

Le 31 Juill. ensuite vers le Mein; puis il fit sa jonction avec les Suédois, à Giessen. Par une marche habile-

ment concertée, l'armée combinée atteignit le bord de la rivière avant que les Impériaux fussent prêts à lui en disputer le passage. Elle prit Aschaffenbourg, passa le Necker à la vue de l'archiduc, s'empara de Schorndorf, de Dunkespield et de Nordlingen, franchit le Danube et le Leck, Septembre. réduisit Rain, mit le siége devant Augsbourg, et força l'électeur de Bavière à chercher un refuge dans Braunau.

Quoique surpris de la hardiesse et de la promptitude de cette expédition, l'archiduc Léopold déploya des talents et des ressources qui prouvèrent qu'il étoit digne de lutter contre d'aussi grands capitaines que ceux qu'il combattoit. Il s'avança par Wurtzbourg et Bamberg, à travers le Haut-Palatinat, vers Ratisbonne; il tira des renforts de l'Autriche et de la Bohême, passa le Danube à Straubingen, et s'approcha du Leck. Il fit promptement lever le siége d'Augsbourg, tint l'ennemi en échec jusqu'à la fin de la campagne, et le força de se retirer dans les environs du lac de Constance, pour prendre ses quartiers d'hiver.

L'électeur de Bavière, fatigué de la continuation des hostilités, et affligé de la dévastation de ses états, qui toutefois venoient d'être évacués par les Français et les Suédois, engagea Ferdinand à entamer des négociations, du moins pour conclure une trève. En conséquence, des plé-

nipotentiaires autrichiens, suédois et bavarois, se réunirent à Ulm. Comme la paix, qui venoit de se conclure inopinément entre l'Espagne et les Provinces-Unies, obligeoit la France à diriger la plus grande partie de ses forces vers les Pays-Bas, cette puissance n'omit rien pour gagner l'électeur de Bavière; et à la fin, elle le fit consentir à signer une trève séparée. Ce prince abandonna Memmingen et Uberlingen aux Suédois, et Hailbron, Lawingen, Gundelfingen et Hochstedt aux Français. Il reçut, en retour, Donawerth, Rain et d'autres places, qui avoient été occupées par l'ennemi. Cet accommodement fut suivi de la séparation des alliés. Les Français se portèrent vers les Pays-Bas, et dans leur marche, ils soumirent le landgraviat de Hesse-Darmstadt, ce qui enleva à l'empereur le seul allié qui lui restât. Les Suédois, frustrés dans leur espoir de faire de la Bavière un théâtre de
Juill. 1647. carnage et de dévastation, s'avancèrent vers le Mein, prirent Schweinfurt, marchèrent vers la Bohême, et soumirent Egra.

L'empereur, inopinément abandonné de tous ses alliés, ne s'abandonna pas lui-même. Il surveilla en personne la levée des troupes; et comme la plupart de ses meilleurs généraux, ou étoient restés sur le champ de bataille, ou avoient été faits prisonniers, et que les autres étoient employés trop loin, il confia le comman-

dement à un Calviniste, à Mélandre, que le dépit avoit fait renoncer au service de la Hesse. Ce nouveau général s'empressa de se mettre en marche pour aller secourir Egra; mais il n'arriva que pour être témoin de la reddition de la place. L'empereur, dans le dessein d'appaiser le mécontentement que la religion de Mélandre excitoit dans l'armée, prit le commandement en personne, et assit son camp à peu de distance de celui des Suédois. Les deux armées étoient trop près l'une de l'autre, pour qu'il n'y eût pas de fréquentes escarmouches; et Ferdinand luimême faillit à être enlevé par un détachement qui pénétra de nuit jusqu'à sa tente, et tua les sentinelles qui la gardoient. Il parvint cependant à tenir l'ennemi en échec, jusqu'à ce qu'il eût pu reprendre l'offensive.

Ferdinand, lorsque l'électeur de Bavière avoit renoncé à son alliance, avoit réclamé l'armée de ce prince, comme étant une armée de l'Empire. Il avoit même gagné Jean de Wert et les principaux officiers, qui étoient mécontents de la conclusion de l'armistice. La trame fut découverte, et Jean de Wert fut forcé de chercher un refuge en Autriche. Cependant, l'électeur reconnut promptement qu'il avoit peu à se féliciter de sa neutralité, qui, au lieu d'accélérer la paix, ne faisoit que la retarder, en portant les Français à élever leurs prétentions, et les Sué-

Ch. LVIII.
1640–1648.

dois à insister sur la restitution du Palatinat tout entier, et de la dignité électorale à la maison palatine. Oubliant l'injure que Ferdinand lui avoit faite, il rompit la trève avec la même précipitation qu'il l'avoit conclue. Il publia un manifeste contre les Suédois, reprit ses relations avec l'empereur, joignit une partie de ses troupes aux Impériaux, et envoya le reste reprendre les forteresses qu'il avoit abandonnées aux Suédois. Les résultats de ce changement furent aussi prompts qu'importants. Wrangel, craignant d'être accablé par le nombre, quitta précipitamment la Bohême, pour se réunir à Koningsmark. Mélandre l'inquiéta dans sa retraite jusqu'à Weimar; puis, soit par motif de vengeance personnelle, soit à l'instigation de l'électeur de Bavière, il alla ravager la Hesse, ce qui sauva l'armée suédoise, et lui permit de prendre des quartiers dans Brunswick et Lunebourg.

Septembre.

Dans le cours des opérations que nous venons de retracer, l'empereur, profitant de la retraite momentanée des Suédois, déclara son successeur au royaume de Bohême, Ferdinand son fils, et obtint promptement la confirmation des états. L'année suivante, il fit la même demande à la diète de Hongrie. Il gagna les Protestants, en renversant les bornes qui avoient été mises à l'exercice de leur culte, en leur restituant quatre-vingt-dix temples, et en portant des

Le 4 Août 1646.

peines sévères contre les Catholiques qui, par un zèle outré, se livreroient à des actes de persécution contre eux, ou leur feroient quelque insulte. En conséquence, le jeune prince fut couronné à Presbourg, malgré toutes les menées de Ragotsky, et quoiqu'une armée ennemie menaçât la frontière. (1) Ch. LVIII. 1640—1648. Le 16 Juill. 1647.

Au retour du printemps, Turenne et Wrangel se réunirent, et marchèrent vers le Danube, au-delà duquel l'armée impériale, commandée par Mélandre, étoit postée. Ils passèrent ce fleuve à Lawenbourg. L'ennemi se retira vers le Leck, et ils l'attaquèrent dans sa marche près de Sustmarshausen. Les Impériaux furent défaits. Mélandre fut tué, et sans l'habileté de Montecuculli et le courage d'Ulric, duc de Wirtemberg, qui couvrit la retraite avec une partie de la cavalerie, l'armée entière étoit perdue. Les vainqueurs passèrent le Leck, et repoussèrent l'ennemi, successivement, au-delà de l'Iser et de l'Inn. Ils se répandirent dans le pays, levant des contributions de toutes parts; et ils auroient porté la guerre dans la Bohême, s'ils n'avoient été arrêtés dans leur course par un déborde-

(1) *Petrus de Reva apud Schwandtner, tom. II, p* 480. — *Windisch, p.* 414. — *Novotny, p.* 209. — Sacy, tom. II, p. 236.

(2) *Falkenstein, p.* 709.

Ch. LVIII. 1640—1648.

ment de la dernière de ces rivières. En conséquence, Piccolomini, qui fut alors appelé au commandement, eut le temps de tirer des renforts de l'Autriche et de la Bohême. Etant entré dans la Bavière, à la tête d'une armée de vingt-
Octobre. deux mille hommes, il força les alliés à repasser le Danube. A la fin de la campagne, Turenne prit ses quartiers sur les bords du Necker et du Mein, et les Suédois choisirent les leurs dans les parties de la Franconie, voisines de ces rivières.

Quoique ce succès eût délivré la Bavière et l'Autriche du péril éminent auquel elles étoient exposées, il s'en falloit de beaucoup que les affaires de l'empereur se trouvassent dans une situation favorable sur d'autres points. Lamboy, qui étoit à la tête des troupes impériales dans l'électorat de Cologne, fut, avec perte de cinq mille hommes, battu par les Suédois et les Hessois, que Koningsmark conduisoit. Dans le même temps, le duc de Wirtemberg, qui commandoit un autre corps de troupes suédoises, leva des contributions dans la Silésie, et non-seulement il se soutint contre tous les efforts de Montecuculli, mais encore il jeta, à plusieurs reprises, des secours dans Olmutz, et même il poussa des partis vers la frontière de l'Autriche.

Wrangel, tandis qu'il tenoit la campagne dans la Bavière, détacha, pour faire une diversion dans la Bohême, que les renforts envoyés à Pic-

colomini avoient laissée sans défense, Koningsmark, qui s'étoit déjà montré bon partisan. Sur une information que ce général obtint d'un officier nommé Ottoalsky, qui venoit de quitter le service de l'empereur, il conçut le dessein de surprendre la ville de Prague. Par son ordre on répandit le bruit qu'il se proposoit d'assiéger Pilsen, et il fit marcher en avant, accompagné d'Ottoalsky, un corps de douze cents cavaliers, quis'empara de Rakonick, et ferma toutes les avenues de la capitale. Koningsmark, ayant fait monter son infanterie sur des chevaux, suivit sa cavalerie, et arriva dans les environs de Prague, le 26 juillet au soir. Il cacha sa troupe dans un bois, et s'approcha des murs sans être vu. Ses dispositions pour l'attaque étoient déjà faites. Cent mousquetaires, suivis de trente pionniers, composoient l'avant-garde, qui étoit soutenue par deux cents hommes de troupes d'élite. La marche fut fermée par le reste de l'infanterie et la cavalerie. Arrivé près des remparts, Koningsmark entendit les cris d'une patrouille et le son d'une cloche. Il se crut découvert. Ottoalsky le rassura en lui disant que c'étoient des religieux qu'on appeloit à matines. La patrouille ayant fini sa ronde, le signal de l'attaque fut donné. Les troupes, conduites par Ottoalsky, escaladent le mur, égorgent la sentinelle, courent à la porte voisine, en passent la garde au fil

Ch. LVIII. 1640—1648.

Le 26 Juill. 1648.

Ch. LVIII. 1640—1648.

de l'épée, baissent le pont pour recevoir la cavalerie, et les Suédois sont maîtres de la petite ville, avant que les citoyens soupçonnent l'approche de l'ennemi. Koningsmark occupe sur-le-champ le pont qui conduit à la ville vieille, et se saisit d'une tour qui en défend l'autre extrémité. L'alarme étoit déjà donnée. La garnison de cette partie de la ville de Prague étant de huit cents hommes, et soutenue par dix mille bourgeois, l'ennemi ne voulut pas risquer l'avantage qu'il avoit obtenu; mais il se rendit maître de la citadelle et de l'arsenal, qui étoient dans la petite ville.

Par bonheur, l'intrépide commandant de Prague, le comte de Colloredo, avoit pu se retirer dans la ville vieille. Il ferma les avenues principales, et rappela deux mille hommes qu'il avoit récemment envoyés à Glatz. Quoiqu'il n'eût que deux pièces de canon, et qu'il eût été forcé de vider le magasin d'un armurier pour armer les bourgeois et les étudiants, il fit échouer toutes les attaques. Le danger s'accrut par l'arrivée du duc de Wirtemberg, qui amena de la Silésie un corps de troupes suédoises très-considérable et de l'artillerie, et qui s'étant posté sur le Ziskaberg, fit jouer contre la ville neuve cinq batteries montées de quarante pièces de canon. Les deux pièces de la garnison se turent promptement; mais la supériorité des forces de l'ennemi

La 4 Août.

ne fit qu'enflammer le courage des bourgeois, qui, quoiqu'ils fussent à peine armés, réussirent à repousser les attaques réitérées des assiégeants. Ch. LVIII. 1640—1648.

La cavalerie manquant de fourrage, on n'en laissa qu'un régiment dans Prague, et Buckheim conduisit le reste vers Budweiss, où le général Goltsch rassembloit un corps de troupes, pour tenter ensuite de jeter des renforts et des munitions dans la place. Le duc de Wirtemberg suivit les Impériaux. Il les défit près du château de Hlubocka, et, après avoir ravagé les cercles de Bechin et de Prachen, il retourna reprendre les opérations du siége. Dans l'intervalle, Conti, habile ingénieur, étoit entré dans Prague. On éleva, sur ses plans, un nouveau mur et de nouveaux bastions, du côté de la ville neuve; et il suppléa au manque d'artillerie par des mines. Goltsch introduisit des vivres et des fourrages dans la place, qui alors se trouva dans un meilleur état de défense qu'elle ne l'étoit à l'instant où le siége avoit commencé. Ce changement porta le duc de Wirtemberg à suspendre l'attaque jusqu'à l'arrivée de Charles-Gustave (1), prince palatin de Deux-Ponts, qui avoit été nommé généralissime de l'armée suédoise, et qui s'ap-

Le 15 Août.

Le 26 Sept.

Le 3 Oct.

(1) Ce prince, qui étoit fils de Jean, duc de Deux-Ponts, et de Catherine, sœur de Gustave-Adolphe, fut roi de Suède, après l'abdication de Christine.

Ch. LVIII.
1640—1648.

prochoit avec un renfort de dix mille hommes. Toutes les troupes étant réunies, la ville de Prague fut assaillie des deux côtés avec une nouvelle ardeur. Des batteries furent dressées sur tous les points qui commandoient la place. En peu de jours on fit un grand nombre de brèches assez larges pour le passage d'un chariot, et l'artillerie s'avança à la portée du pistolet. Les talents de Conti parurent s'accroître avec le danger. Il jeta des chausse-trapes et des herses dans les fossés; les retranchements se multiplièrent derrière les brèches; et l'ennemi n'avoit pas plutôt fait un logement qu'il sautoit en l'air. Les habitants de toutes les classes, et surtout les étudiants, firent des prodiges de valeur. Les religieux mêmes s'enregimentèrent. La place ayant été sommée vainement plusieurs fois, les Suédois réunirent toutes leurs forces pour l'emporter d'assaut. Quatre mille d'entr'eux s'avancèrent avec intrépidité; mais à peine furent-ils au pied du mur, qu'une mine en engloutit cinq cents. On attaqua les autres, au milieu du désordre où ils furent mis; et, après une action furieuse qui dura cinq heures, ils furent, non sans beaucoup de peine, dégagés par un corps de réserve. Telle fut la terreur qu'imprima dans l'ame des assiégeants la valeur héroïque des assiégés, que les premiers ne firent plus qu'un foible effort; et Goltsch s'étant approché de la place, ils levèrent

le siége. Le prince palatin et le duc de Wirtemberg dirigèrent leur marche vers Brandeiss, et Koningsmark fut laissé dans la petite ville avec ses propres troupes et l'artillerie. Ch. LVIII. 1640—1648.

Ce fut là le dernier événement de cette guerre si longue et si sanglante. Le lendemain de leur délivrance, les habitants de Prague reçurent l'heureuse nouvelle d'une suspension d'armes, qui fut bientôt suivie de la paix. Le 25 Oct.

L'empereur récompensa la bravoure et la loyauté des bourgeois de Prague, en conférant le titre de chevaliers à un grand nombre de ceux qui s'étoient signalés, en accordant à la ville plusieurs priviléges, et en défendant, sous les peines les plus sévères, qu'on rappelât jamais la révolte dont elle s'étoit rendue coupable, au commencement de la guerre (1).

(1) Nous avons pris dans Pelzel, (p. 806-823) l'historien national de la Bohême, les particularités principales du siége de Prague.

CHAPITRE LIX.

1637 — 1648.

NÉGOCIATIONS qui ont précédé la paix de Westphalie. — Traité de paix conclu entre l'Espagne et les Provinces-Unies. — Teneur des traités d'Osnabruck et de Munster. — Observations.

Chap. LIX.
1637—1648.

Nous avons cru devoir, pour la liaison des faits, tracer sans interruption le tableau des opérations militaires, et nous allons, à présent, exposer de même le commencement et les progrès des négociations.

L'empereur et le roi d'Espagne, persuadés que si la France et la Suède séparoient leurs intérêts, ils en obtiendroient des conditions plus avantageuses, ne négligèrent rien pour désunir ces deux puissances. Ils demandèrent que l'on formât deux congrès, dont les opérations seroient entièrement distinctes, et désignèrent, pour la tenue de ces assemblées, les villes de Cologne et de Hamboug, dont l'éloignement, à l'égard l'une de l'autre, devoit rendre les communications réciproques pénibles et lentes. Un pareil artifice ne pouvoit échapper à la pénétration des mi-

nistres français et suédois; et pour maintenir l'union des deux puissances, et leur assurer les avantages qu'elles s'étoient proposé d'obtenir en continuant les hostilités, la France envoya des ambassadeurs à Hambourg, où les plénipotentiaires de l'Empire et de la Suède étoient réunis. L'alliance des deux états fut renouvelée, et l'on prit, de part et d'autre, l'engagement de ne point conclure d'accommodement séparé. Mais, comme il étoit nécessaire, tant pour l'honneur du Pape, qui étoit un des médiateurs, que pour empêcher qu'il ne s'élevât des querelles entre les Catholiques et les Protestants, qu'il y eût deux assemblées en même temps, la diète de Ratisbonne, à l'instigation de la France, choisit, pour la tenue des deux congrès, Munster et Osnabruck, qui n'offroient pas les mêmes inconvénients que Cologne et Hambourg.

Chap LIX.
1637—1648.

1638.

Ferdinand III ayant, quoiqu'à regret, souscrit à cet arrangement, son ambassadeur à Hambourg conclut avec les plénipotentiaires français et suédois une convention, sous le nom de préliminaires, pour régler le cérémonial et les formes selon lesquelles on procéderoit dans ces deux congrès. Il fut arrêté que les plénipotentiaires de l'Empire, de la France, de l'Espagne et des princes catholiques se réuniroient à Munster, pour y négocier sous la médiation du Pape, et que d'autres plénipotentiaires de l'Empire, et ceux de

Chap. LIX. 1637—1648.

la Suède et des Protestants traiteroient à Osnabruck, sous la médiation du roi de Danemarck. Les ambassadeurs de tous les princes d'Allemagne devoient être admis. Les deux congrès furent considérés comme n'en faisant qu'un seul. La communication d'une ville avec l'autre devoit être libre. La garde de chacune fut confiée à ses propres magistrats et aux bourgeois; et elles furent temporairement soustraites à l'obéissance qu'elles devoient à l'empereur et à l'Empire.

Quoique l'ambassadeur impérial eût consenti à ces stipulations, et qu'elles eussent été confirmées par un récez de la diète, elles furent loin d'être agréables à Ferdinand qui se voyoit frustré de l'espoir de séparer la France de la Suède, et qui considéroit comme un affront pour lui de laisser des princes, qu'il traitoit de révoltés, prendre part aux négociations. Il désavoua donc son ambassadeur, et rejeta la convention, comme également injurieuse pour l'Empire et pour lui; il envoya, pour obtenir des modifications, un nouveau ministre à Hambourg; mais les plénipotentiaires des deux puissances refusèrent de le recevoir. Ferdinand temporisa, jusqu'à ce que la funeste journée de Breitenfeld l'eût réduit à accepter les conditions qu'il avoit rejetées, et à consentir que le congrès s'ouvrît le 11 juin 1643. L'attente d'événements plus favorables dans laquelle étoit l'empereur, la répugnance que l'Es-

pagne avoit d'entrer en négociation, et surtout la mort du cardinal de Richelieu et celle de Louis XIII, retardèrent jusqu'au mois de septembre l'ouverture de l'assemblée, où même les négociateurs français ne parurent qu'au printemps suivant.

1644.

Jamais les nations européennes n'avoient joui d'un spectacle aussi digne de leur attention que celui qu'offrit ce congrès fameux, où siégèrent des hommes d'une politique consommée, où l'on traita d'intérêts d'une importance extrême, et qui, à l'exception de l'Angleterre, concernoient toutes les grandes puissances de l'Europe et presque tous les petits états de cette partie du monde. L'empereur et l'Empire, collectivement et séparément, la France, l'Espagne, la Suède, le nouveau roi de Portugal, la nouvelle république des Provinces-Unies, les ducs de Savoie, de Lorraine et de Mantoue, et les Cantons Helvétiques furent représentés dans cette assemblée, où les plénipotentiaires du Pape, du roi de Danemarck et de la république de Venise agirent comme médiateurs.

D'une part, des demandes exorbitantes, et de l'autre, les causes que nous avons retracées plus haut, retardèrent long-temps les opérations du congrès, ou plutôt elles les réduisirent à de simples disputes sur les formes et le cérémonial. Cette suite de revers, qui commença par la perte

Chap. LIX.
1637—1648.

de la bataille de Jancovitz, porta l'empereur à négocier avec empressement et sincérité. Au mois de juin 1645, les ministres des différentes puissances remirent leurs propositions. Mais la France, la Suède et leurs alliés élevèrent si haut leurs prétentions, et celles des Catholiques et des Protestants étoient si opposées, que, durant les deux années suivantes, la négociation varia selon les chances de la guerre.

1645.

Tandis que le congrès consumoit ainsi le temps en des discussions vaines, la monarchie espagnole éprouvoit de nouveaux malheurs. Le duc de Modène renonça à l'alliance qu'il avoit contractée avec cette puissance, et deux révolutions qui s'opérèrent à Naples, l'une par un simple pêcheur, appelé Mazaniello, et l'autre par le duc de Guise, lui firent craindre de perdre toutes les possessions qu'elle avoit en Italie. Philippe IV, reconnoissant qu'il ne pouvoit soutenir la guerre en même temps contre tous ses ennemis, entama, avec les Provinces-Unies, une négociation séparée. Il les effraya en les menaçant de céder les Pays-Bas à la France; il les séduisit en leur accordant des priviléges pour leur commerce, et il gagna le prince d'Orange en lui offrant des possessions territoriales. En conséquence, par un traité de paix qui fut conclu le 30 janvier 1648, l'Espagne reconnut la souveraineté des Provinces-Unies; elle consentit à ce que la

Le 30 Janv. 1648.

nouvelle république conservât les conquêtes qu'elle avoit faites, et les possessions coloniales qu'elle avoit acquises; elle lui accorda plusieurs priviléges pour son commerce des Indes orientales et des Indes occidentales, et enfin elle ferma l'entrée de l'Escaut.

Ce traité auroit probablement engagé l'empereur à continuer les hostilités, dans l'espoir d'être soutenu par les forces de l'Espagne, si les événements de l'année suivante n'avoient opéré un grand changement dans les dispositions de toutes les puissances belligérantes. La constance de Ferdinand fut ébranlée par l'entrée des Suédois dans ses états héréditaires, par les ravages que firent Turenne et Wrangel, et par l'esprit de révolte qui se déclara de nouveau dans l'Autriche. Les états catholiques d'Allemagne, épuisés d'hommes et d'argent, désiroient avec ardeur d'être délivrés des exactions de leurs amis aussi bien que de celles de leurs ennemis; et une campagne malheureuse pouvoit les anéantir. Ils craignoient que la perte des droits des Protestants n'entraînât celle des leurs, si le succès couronnoit les armes de l'empereur. La Suède n'avoit pas un moindre besoin de la paix. Ses finances étoient épuisées; l'armée nationale étoit réduite à quelques régiments, et la plupart de ceux qui combattoient sous ses drapeaux, étoient des Allemands, prêts à déserter au moindre revers. La

Chap. LIX. 1637—1648. France même étoit intéressée à faire cesser les hostilités en Allemagne; elle commençoit à éprouver les maux qui accompagnent ordinairement une minorité; les dissensions civiles l'agitoient déjà; elle étoit toujours en guerre avec l'Espagne, et la paix que la cour de Madrid venoit de conclure avec les Provinces-Unies exigeoit que les troupes françaises fussent renforcées considérablement dans les Pays-Bas, pour qu'elles pussent y conserver les avantages qu'elles y avoient obtenus.

Ferdinand ayant résisté à toutes les sollicitations de l'Espagne, qui désiroit la continuation de la guerre, et la France et la Suède ayant modéré leurs prétentions, les conditions de la paix furent signées à Osnabruck, le 6 du mois d'août,
1648. et à Munster, le 8 septembre 1648.

Par le traité de Munster, l'empereur et l'Empire renoncèrent, sauf la juridiction spirituelle de l'archevêque de Trèves, à tout droit sur les évêchés de Metz, de Toul et de Verdun, que la France s'étoit appropriés en 1552, ainsi qu'à toute suzeraineté sur la ville de Pignerol, que le duc de Savoie avoit cédée à cette puissance par le traité de St.-Germain, qui avoit été conclu en 1632. Ferdinand III, en son propre nom, et au nom de sa maison et de l'Empire, transféra la pleine souveraineté de la Haute et de la Basse-Alsace, avec la préfecture de Haguenau ou des dix

villes(1) et de leurs dépendances, à la France, qui cependant devoit en laisser les ecclésiastiques et la noblesse immédiate, dans l'état où ils avoient toujours été à l'égard du St.-Empire romain, et ne prétendre *aucune souveraineté* sur eux. Cette restriction fut contredite par un autre article portant qu'elle ne dérogeroit point à la souveraineté suprême qui venoit d'être transférée au monarque français. Pour assurer les avantages de cette acquisition, la France obtint l'insertion d'une clause qui défendit d'élever aucune forteresse sur la rive droite du Rhin, depuis Bâle jusqu'à Philipsbourg. Cette même puissance promit à l'archiduc Ferdinand, à qui appartenoit l'Alsace, un dédommagement de trois millions tournois.

La Suède acquit toute la Poméranie citérieure avec l'île de Rugen. Elle obtint, dans la Poméranie ultérieure, Stettin, Gartz, Dam, Golnau, et l'île de Wollin, avec l'Oder, avec le bras de mer qu'on appelle communément le Frisc-Haff, et avec les trois embouchures des rivières de Peine, de Swine et de Dievenow. On lui abandonna aussi Wismar, dans le duché de Meck-

(1) Ces villes étoient Haguenau, Schelestadt, Weissembourg, Colmar, Landau, Obernheim, Roscheim, Munster du val Saint-Grégoire, Kaiserberg et Turckheim.

lenbourg, l'archevêché de Brême, qui fut séçularisé et converti en duché, et l'évêché de Verden, qui eut le titre de principauté. Elle devoit tenir ces états divers à titre de fiefs de l'Empire, et avoir trois voix à la diète. Il fut stipulé qu'en cas d'extinction de la ligne masculine de la maison de Brandebourg, toute la Poméranie appartiendroit à la Suède. Pour indemnité des dépenses qu'elle auroit à faire en tenant une armée sur pied jusqu'à l'entière exécution du traité, cette puissance devoit recevoir cinq millions de couronnes, qui devoient être levés sur tous les cercles de l'Empire, à l'exception de ceux d'Autriche, de Bavière et de Bourgogne.

L'électeur de Brandebourg obtint, pour l'abandon des droits qu'il avoit sur tout ce qui avoit été cédé dans la Poméranie à la Suède, la réversion de l'archevêché de Magdebourg, qui fut sécularisé, et qui reçut le titre de duché. Il eut, en outre, les évêchés de Halberstadt, de Minden et de Cammin, qui devinrent des principautés séculières. Chacun de ces quatre états obtint une voix à la diète.

La maison de Brunswick-Lunebourg, qui avoit renoncé aux coadjutoreries des archevêchés de Magdebourg et de Brême, et des évêchés de Halberstadt et de Ratzbourg, fut indemnisée en obtenant la succession alternative avec les Catholiques, à l'évêché d'Osnabruck,

et les prévôtés de Walkenried et de Groeningen. Chap. LIX. 1637—1648.

Les ducs de Mecklenbourg reçurent, en échange de Wismar, les évêchés de Schwerin et de Ratzbourg, qui devinrent des principautés séculières, et, en outre, deux commanderies de l'ordre de St.-Jean de Jérusalem, et deux voix à la diète.

Le Bas-Palatinat fut restitué à Charles-Louis, (1) fils de l'infortuné électeur palatin; et l'on créa, en sa faveur, un huitième électorat, et l'office d'archi-trésorier de l'Empire. L'électeur de Bavière conserva le Haut-Palatinat et le comté de Cham. Il fut arrêté que si la ligne bavaroise masculine venoit à finir, le nouvel électorat seroit éteint, et que la maison palatine recouvreroit, avec ses anciennes possessions territoriales, celui qui avoit été cédé à la maison de Bavière.

Guillaume, landgrave de Hesse-Cassel, obtint l'abbaye princière de Hirsfeld, qui fut sécularisée.

Les autres princes et états de l'Empire, qui avoient été troublés d'une manière quelconque

---

(1) Ce prince, qui n'avoit fait aucune perte, fut redevable de ce don à la reconnoissance des Suédois, son père ayant été le premier des princes allemands qui se soient déclarés en faveur de Gustave-Adolphe, et sa mère étant restée, durant sa régence, fermement attachée à la Suède.

Chap. LIX. 1637—1648.

dans l'exercice de leurs droits légitimes, furent rétablis dans toutes les possessions et prérogatives dont ils avoient joui avant l'année 1619.

La confédération helvétique fut soustraite à la juridiction de l'Empire.

Les affaires de religion, qui avoient été les causes principales de la guerre, furent aussi les objets les plus essentiels des négociations, et l'on inséra, dans le traité d'Osnabruck seul, les stipulations auxquelles elles donnèrent lieu. Les affaires civiles furent réglées de concert avec la France et la Suède, et les articles dont on convint trouvèrent place dans l'un et dans l'autre traité.

A l'égard de la religion, le traité de Passaw et la pacification de 1555 furent confirmés. On suspendit, jusqu'à la conclusion d'un arrangement définitif, l'exercice de l'autorité spirituelle du pape et des prélats catholiques sur les Protestants, c'est-à-dire qu'on l'anéantit. Les Calvinistes furent compris dans la pacification, sous la qualité de « Réformés, » qu'ils avoient prise, et furent admis à jouir des mêmes priviléges que les Luthériens. L'égalité devoit régner entre les princes et états de l'Empire de quelque religion qu'ils fussent. L'affaire de la réserve ecclésiastique fut décidée par la déclaration que tous les bénéfices, soit médiats, soit immédiats, resteroient, ou seroient remis sur le pied où ils

étoient avant le 1er. janvier de l'année 1624, qui, en conséquence, fut appelée « l'année définitive »; mais pour les états de l'électeur palatin, du margrave de Bade et du duc de Wirtemberg, l'époque fut fixée au 1er. janvier 1618, à cause des changements que les Impériaux et les Espagnols y avoient faits, dans le temps où ils en avoient été en possession. Le bénéfice de la réserve ecclésiastique fut étendu jusque sur les membres de la confession d'Augsbourg, par une stipulation portant que, si un bénéficier, soit catholique, soit protestant, abjuroit, il seroit considéré comme ayant résigné son bénéfice. Il fut permis, à tous les princes et états, membres immédiats de l'Empire, et possédant la souveraine puissance, de réformer la religion, excepté dans les cas réservés par le traité, et dans ceux où ils seroient liés par une convention faite avec leurs sujets. Ce droit de réformation fut expliqué par une clause, portant qu'un prince luthérien ou calviniste, qui seroit possesseur d'une souveraineté territoriale, ou patron d'une église, et qui abjureroit ou qui acquerroit un état dont les sujets jouiroient de l'exercice public d'un culte différent du sien, ne pourroit faire aucun changement dans la religion. Cependant on réserva au souverain le droit d'avoir à sa cour des prédicateurs de sa communion, et de permettre à ses sujets d'y participer.

Chap. LIX.
1637—1648.

Les sujets de l'une ou de l'autre église qui, en matière de religion, différoient de leur seigneur ou souverain, et qui, en l'année définitive, jouissoient de la liberté de conscience, ou étoient en possession de biens ecclésiastiques, devoient conserver à perpétuité et ces biens et cette liberté. Il fut permis aux sujets catholiques d'un état de la confession d'Augsbourg, et aux Luthériens, sujets d'états catholiques, qui, aux années définitives, n'avoient pas le droit d'exercer leur culte, soit en public, soit en particulier, et à ceux qui, après la paix, embrasseroient une religion différente de celle de leur seigneur ou souverain, d'en pratiquer les exercices dans leurs maisons, et même de fréquenter les églises ou les temples de leur communion, qui étoient ouverts dans les états voisins. On les déclara libres aussi de faire instruire leurs enfants dans leur propre religion, et ils devoient jouir des mêmes droits et priviléges que le reste de leurs concitoyens. Néanmoins la tolérance fut laissée, en grande partie, à la discrétion du prince, par cette clause, que tous les sujets qui, dans l'année définitive, ne jouissoient pas du libre exercice de leur culte, et qui seroient renvoyés par leur souverain pour cause de religion, n'auroient que trois ans pour disposer de leurs biens à leur gré. On en accorda cinq à tous ceux qui se retireroient volontairement.

Le point pour lequel les Protestants avoient tant combattu, fut aussi réglé en leur faveur. Il fut stipulé que les diètes ne décideroient plus que par voie amiable, et non à la pluralité des suffrages, toutes les questions qui seroient relatives, soit à la religion, soit aux affaires où les états de l'Empire ne pourroient être considérés comme formant un seul corps, soit enfin au cas où les Catholiques et ceux de la confession d'Augsbourg seroient divisés en deux partis. Les diètes de députation durent être composées de membres des deux religions, en nombre égal, et les membres des commissions, être, ou tous Catholiques, ou tous Protestants, si l'affaire, pour l'examen de laquelle on les auroit nommés, concernoit ou l'une ou l'autre religion. Enfin la dignité du corps des Protestants fut assurée par l'article portant que leurs bénéficiers, aux titres desquels devoit être ajoutée la qualité « d'élus ou de postulés, » prendroient leurs places, aux diètes générales et dans le collége des princes, entre les ecclésiastiques et les séculiers.

Quant au conseil aulique et à la chambre impériale, le soin de corriger les abus qui avoient excité de si bonne heure un si grand nombre de plaintes parmi les Protestants, fut remis à la diète suivante. Cependant on fit, à ce sujet, quelques réglements généraux, pour garantir, aux Religionnaires, une administration impar-

tiale de la justice, et un nombre égal de places dans les deux tribunaux que nous venons de nommer.

Les droits du pape sur les bénéfices des Catholiques furent assurés. Le droit de présentation, qui appartenoit à l'empereur, fut confirmé avec cette restriction, qu'il n'y auroit que des sujets catholiques qui pussent être présentés pour la nomination aux bénéfices des Catholiques, et des sujets protestants pour la nomination aux bénéfices des Protestants. Enfin toutes les expressions douteuses devoient être interprétées par une diète générale, ou par un accommodement à l'amiable entre les états des deux communions.

D'insurmontables obstacles s'étant élevés au sujet du rétablissement de la ville de Donawerth dans ses droits et priviléges, la décision de cette affaire, à laquelle les deux partis prenoient un intérêt si grand, fut renvoyée à la diète suivante. (1)

Les électeurs, princes et états de l'Empire, furent confirmés dans la jouissance de leurs prérogatives et de leurs priviléges, et particulièrement dans l'exercice du droit de donner

(1) La ville de Donawerth n'est jamais rentrée dans ses droits, et elle est restée soumise à la maison de Bavière.

leur suffrage pour promulguer ou interpréter les lois, pour faire la guerre ou la paix, et conclure des alliances. On les laissa libres d'en contracter entre eux et avec les étrangers, et de faire tout acte de souveraineté qui ne seroit point contraire au serment que chacun avoit prêté à l'empereur et à l'Empire. Enfin les villes impériales devoient avoir, comme les autres états, voix délibérative dans toutes les diètes générales et particulières.

On proposa plusieurs réglements, qui avoient pour objet de circonscrire l'autorité de l'empereur, et de réduire l'influence de la maison d'Autriche. C'étoit d'instituer des sessions à époques fixes pour les diètes, d'interdire l'élection d'un roi des Romains du vivant de l'empereur, ou, du moins, d'exclure la maison du monarque régnant, d'établir une capitulation perpétuelle, et d'empêcher qu'aucun prince ou état ne pût être mis au ban de l'Empire sans le consentement de la diète. Ferdinand parvint à faire ajourner indéfiniment ces propositions.

Des stipulations, dont l'effet ne devoit être que temporaire, furent admises dans le traité ou les traités, comme moyens d'en assurer l'exécution, et d'accélérer la fin des hostilités. Le corps germanique s'engagea à ne prêter aucun secours à l'Espagne, pour la défense du cercle de Bourgogne, quoiqu'après la paix, ce cercle dût réta-

Chap. LIX, 1637—1648.

blir ses relations avec l'Empire. Il en fut de même à l'égard du duché de Lorraine, dont le sort devoit être réglé par des arbitres, ou par le traité à intervenir entre la France et l'Espagne. En conséquence du même principe, il fut stipulé que les ducs de Savoie et de Modène, et les autres alliés de la France, ne seroient point poursuivis par l'empereur, à cause de la guerre qu'ils soutenoient contre l'Espagne, en Italie.

Comme on étoit persuadé que le pape et le roi d'Espagne protesteroient contre les traités de Munster et d'Osnabruck, on inséra, dans l'un et dans l'autre, une clause portant que chacun de ces actes devoit être considéré comme une loi perpétuelle et une pragmatique-sanction de l'Empire, contre lesquelles on ne devoit recevoir aucune opposition, de quelque nature qu'elle pût être. Enfin, il fut ordonné de licencier les troupes, et de rendre, de part et d'autre, les forteresses qui avoient été prises pendant la guerre.

Le traité de paix de Westphalie obtint la garantie (1) de toutes les parties contractantes, et

(1) Quoique nous nous soyons servi de ce terme, dans le sens qu'on y donne aujourd'hui, nous croyons devoir faire remarquer qu'il ne se trouvoit point encore dans le vocabulaire diplomatique, à l'époque où a été conclu le traité de Westphalie.

fut conclu par la seule médiation de la république de Venise, la médiation du Danemarck n'ayant abouti qu'à occasionner une guerre entre cette puissance et la Suède, et le pape ayant refusé de consentir à la sécularisation des propriétés ecclésiastiques, et aux concessions qui avoient été faites aux Protestants.

L'empereur, quoique réduit par la nécessité à se séparer de l'Espagne, et à souscrire à des conditions qui n'étoient pas moins contraires à la puissance impériale qu'aux intérêts de la maison d'Autriche, montra toute la dignité d'un souverain, dans les cas qui touchèrent ses principes religieux ou le gouvernement de ses états héréditaires. Malgré toutes les instances du corps des Protestants, il refusa d'accorder une amnistie illimitée à ceux de ses sujets qui s'étoient rendus coupables de révolte, et de renoncer, en aucune sorte, au droit de rétablir sa propre religion dans ses états, droit qui avoit été conféré aux autres princes; mais il maintint les priviléges qu'il avoit accordés par le traité de Prague. Il permit aux ducs et aux princes de Silésie, ainsi qu'à la ville de Breslaw, d'exercer leur culte de la même manière qu'avant la guerre, et autorisa la construction de trois temples, hors des murs de Schweidnitz, de Jawer et Glogaw. Quant aux autres seigneurs protestants de la même province, et à ceux de la Haute-Autri-

Chap LIX.
1637—1648.

che, Ferdinand consentit seulement à ne point les bannir, et à ne point les empêcher de se livrer à l'exercice de leur culte, dans les lieux situés hors des limites des états autrichiens. Ceux qui s'étoient éloignés durant la guerre, eurent la permission de rentrer, à condition qu'ils se soumettroient aux lois. Les propriétés confisquées ne furent rendues qu'à ceux qui avoient pris les armes depuis 1630, et qui furent qualifiés, non de sujets révoltés, mais de partisans de la France et de la Suède. Ferdinand soutint aussi l'honneur et les droits de sa maison, tant en refusant d'admettre au congrès les ambassadeurs portugais, qu'en protestant contre la qualification donnée à Jean de Bragance, dans le traité, et qu'en déclarant, à plusieurs reprises, dans le cours de la négociation, qu'il ne reconnoissoit, pour roi de Portugal, que Philippe IV, roi d'Espagne. (1)

Nous ferons suivre de quelques remarques cette analyse d'un traité célèbre, dont la conclusion forme une ère de la plus grande importance dans l'histoire de l'Europe.

Les princes et états catholiques d'Allemagne ont retiré sans doute de grands avantages de la restitution des propriétés ecclésiastiques qui avoient été confisquées avant l'année 1624, et

(1) *Heiss*, *tom. VII*, *p.* 206.

de l'établissement fixe de la réserve. Leur orgueil a été flatté de la préférence qui a été accordée à leur religion, des fréquents renvois qui ont été faits à la réunion future des deux églises, et des termes de tolérance et de faveur qui ont été employés au sujet des concessions qui ont été faites aux Religionnaires; mais, quoique nul d'entr'eux n'ait perdu aucune partie de ses possessions, leur poids et la puissance de l'Eglise, qui formoit le lien par lequel ils étoient unis, ont été considérablement réduits par la sécularisation de tant de propriétés ecclésiastiques, dont la plupart ont été transférées à des Protestants.

Les Protestants, au contraire, ont perdu peu de chose par les arrangements qui ont été faits au sujet de la réserve ecclésiastique, que jamais ils n'avoient pu détruire; leur religion a été mise à l'abri de l'apostasie par une barrière insurmontable; ils ont acquis, dans la diète et dans tous les tribunaux de l'Empire, une influence égale à celle des Catholiques, et ont obtenu un moyen, autorisé par la loi, de priver leurs adversaires de l'avantage qu'ils auroient pu tirer de la supériorité du nombre. La mention qui a été faite des Calvinistes dans le traité de paix, a diminué la funeste antipathie qui a subsisté si long-temps entre eux et les Luthériens, et l'union de ces deux sectes en un seul corps a fait cesser cette

Chap. LIX. 1637—1648.

foiblesse et cette discorde qui les avoient si souvent exposés aux attaques de leurs ennemis. Depuis cette époque les Protestants ont, comme corps politique, été guidés par les mêmes vues et unis par les mêmes intérêts. Les chefs de la maison électorale de Saxe, qu'ils ont mis à leur tête, loin de fomenter des querelles entre eux, les ont soutenus constamment, quoiqu'ensuite ils soient devenus eux-mêmes membres du corps des Catholiques. (1)

Par la paix de Westphalie, la France s'est procuré l'entrée de l'Allemagne et celle de l'Italie; elle a pu tirer avantage des changements qui ont fait de l'Empire une aristocratie, et réunir, en toute occasion, un parti puissant contre l'empereur et la maison d'Autriche. La garantie qu'elle a donnée aux deux traités, lui a constamment fourni un prétexte plausible d'intervenir dans les démêlés des princes de l'Empire; elle en a gouverné les états les plus foibles, en paroissant soutenir leur indépendance, et elle a saisi toutes les occasions d'accroître son influence, qui étoit déjà si grande.

Les avantages que la Suède a obtenus par la paix de Westphalie, l'ont cédé à peine à ceux

(1) Auguste, électeur de Saxe, a embrassé la religion catholique, en montant sur le trône de Pologne, en 1697.

qu'en a retirés la France. Quoique sa position naturelle parût devoir priver de toute influence en Europe la première de ces puissances, elle s'est fait un nom bien supérieur à sa force réelle ou à l'étendue de son territoire, elle a acquis, en Allemagne, des possessions qui l'ont rendue maîtresse des embouchures de l'Elbe et de l'Oder, et elle a pu fréquemment faire pencher la balance, soit en faveur de la France, soit en faveur de l'Autriche.

Ferdinand III, comme chef de l'Empire, s'est vu enlever une grande partie de l'autorité qu'il tenoit de la loi ou de l'usage; il a été réduit à partager la puissance souveraine avec des princes que ses prédécesseurs avoient traités comme des vassaux. En sa qualité de chef de la maison d'Autriche, il a été dépouillé de l'Alsace, et par conséquent, d'une possession importante surtout par sa situation au-delà du Rhin. Enfin, par ces limitations et ces démembrements, sa maison a perdu l'ascendant que, jusque-là, son propre poids lui avoit donné sur la France.

Quant à l'Empire en général, et comme corps politique, il n'est guère possible de considérer la conclusion de la paix de Westphalie, que comme un coup mortel qui lui a été porté. Les différents états qui le composoient ont échangé, contre une ombre de souveraineté, les avantages qu'ils auroient pu retirer de leur union. Le

Chap LIX. 1637—1648.

droit qu'ils ont acquis de conclure des alliances entre eux, n'en a fait souvent que de simples instruments d'intrigue entre les mains des puissances étrangères. Les états les plus considérables sont devenus à peu près indépendants, et les plus petits se sont presque anéantis. Enfin, la plupart des villes impériales, qui auparavant étoient les entrepôts du commerce, et par conséquent des richesses de l'Allemagne, doivent imputer à la paix de Westphalie la perte de leur liberté. (1)

(1) Nous avons consulté, pour l'histoire de la paix de Westphalie, outre les traités de Munster et d'Osnabruck, et les historiens allemands, que nous avons cités précédemment, les Mémoires du Comte d'Avaux, — Histoire de la Paix de Westphalie, par le P. Bougeant, — Mably et Koch, Paix de Westphalie, — Actes et Mémoires de la Négociation de la paix de Munster, — et le *Puetter's Development, vol. II.*

CHAPITRE LX.

1648 — 1657.

Le traité de paix ne s'exécute qu'avec beaucoup de peine. — L'archiduc FERDINAND est élu roi des Romains. — Mort prématurée de ce prince. — L'archiduc LÉOPOLD est couronné roi de Hongrie et de Bohême. — L'empereur étouffe, à leur naissance, des troubles en Allemagne. — Ce prince termine l'affaire de la succession de Clèves et de Juliers. — Il maintient l'indépendance de Brême. — Avantages que Charles-Gustave, roi de Suède, remporte sur les Polonais. — Mort, portrait et postérité de FERDINAND III.

Chap. LX.
1648—1657.

Il étoit difficile que l'exécution d'un traité qui renfermoit un si grand nombre de concessions, qui embrassoit tant d'intérêts opposés, qui choquoit tant de préjugés si profondément enracinés, et qui renversoit tant d'établissements autorisés par la loi, n'éprouvât pas des obstacles presque insurmontables. Le pape Innocent X s'y opposa par une bulle formelle. Le roi d'Espagne protesta tant contre l'article qui interdisoit au corps germanique la faculté de prêter des secours

Chap. LX. 1648—1657.

au cercle de Bourgogne, que contre la cession de l'Alsace et l'évacuation du Bas-Palatinat, dont il réclamoit une partie; et il refusa de rendre Franckendal. Cette double opposition produisit peu d'effet. La protestation qui étoit renfermée dans la bulle du Pape, fut infirmée par la stipulation qu'on avoit eu la précaution d'insérer dans le traité; et celle de l'Espagne ne fit que porter la France à suspendre le paiement des trois millions qu'elle avoit promis pour équivalent des cessions qu'on lui avoit faites en Alsace. L'empereur abandonna temporairement Hailbron à l'électeur palatin, puis il racheta Franckendal, en remettant la ville de Besançon au roi d'Espagne.

Après l'échange des ratifications, il se tint à Nuremberg un congrès qui mit deux ans à régler le mode des restitutions, à fixer les compensations et à licencier les troupes. Ce ne fut que vers la fin de l'année 1651, que ces arrangements furent terminés et que l'Allemagne se vit délivrée de la présence d'une armée étrangère. L'empereur, se conformant aux stipulations du traité, convoqua ensuite à Ratisbonne, une diète générale qui devoit prononcer sur les points laissés indécis. Mais ce qui intéressoit le plus Ferdinand, étoit de faire élire son fils roi des Romains; et, pour y parvenir, il choisit l'instant où les troubles de la France devoient empêcher cette

1652.

puissance de s'opposer efficacement à l'exécution de ce dessein. Par les soins de l'ambassadeur d'Espagne, il gagna Christine, reine de Suède, qui se proposoit de renoncer au trône pour goûter les douceurs d'une retraite philosophique, et qui, voulant abjurer la religion protestante, désiroit de se concilier la bienveillance du Pape et celle des princes catholiques. Dans cet état des choses, Ferdinand, sous prétexte de renouveler l'union de 1621, tint, à Prague, une assemblée des électeurs (1), et en tira, par ses promesses, l'engagement formel, ou tacite, de placer sur la tête de son fils la couronne impériale. Pour prévenir l'intervention des princes et états, qui désiroient de participer à l'élection, il alarma les électeurs sur le maintien de leurs priviléges, et il les engagea à tenir, à Augsbourg, une assemblée particulière, où, à la grande surprise de toute l'Allemagne, l'archiduc Ferdinand fut à l'unanimité des suffrages, élu roi des Romains. Toutefois, afin de ne point offenser les autres membres de la diète, l'empereur persuada aux électeurs de les consulter au sujet de la capitu-

1653.

(1) Maximilien, électeur de Bavière, étant mort en 1651, laissant, pour héritier de ses états, Ferdinand-Marie, son fils, qui n'étoit âgé que de seize ans, ce jeune prince fut représenté à l'assemblée de Prague, par Marie-Anne, sa mère, qui étoit sœur de l'empereur.

Chap. LX. 1648—1657.

lation, et il fit insérer dans le préambule, la déclaration non usitée, qu'elle avoit été rédigée avec leur concours. Tout ayant été concilié de la sorte, le nouveau roi des Romains fut couronné à Ratisbonne par l'archevêque de Mayence.

La même réunion de conjonctures heureuses favorisa les efforts que fit l'empereur pour obtenir la ratification des traités de Munster et d'Osnabruck, sans engager une discussion sur la plupart des points qui étoient demeurés indécis; et tout le reste de son règne, il prévint, par des renvois successifs aux futures diètes, les limitations qu'on s'étoit proposé de mettre à l'autorité impériale. Ferdinand eut aussi la satisfaction d'obtenir, dans le collége des princes, un accroissement d'influence, par l'admission de huit nouveaux membres, que son père et lui avoient créés, et dont le plus grand nombre étoient sujets de l'Autriche. Il publia même, de sa propre autorité, des statuts ou des instructions pour le conseil aulique et la chambre impériale, et il réussit à leur donner force de loi malgré les représentations de la diète, et l'esprit et la lettre du traité d'Osnabruck.

A la joie que Ferdinand ressentit en procurant la couronne impériale à son fils, succéda bientôt la douleur que lui fit éprouver la mort
Le 9 Juillet 1654.
de ce jeune prince, qui fut enlevé par la petite vérole, peu de temps après la clôture de la diète.

La seule chose qui pouvoit consoler ce père affligé, étoit de faire passer à Léopold, son second fils, les couronnes qui avoient été posées sur la tête de l'aîné. Il parvint aisément à lui faire prêter hommage par les états de l'Autriche, et à le faire déclarer roi de Hongrie et de Bohême; mais il ne put gagner les électeurs de l'Empire, la cessation des troubles en France ayant permis aux Français d'intervenir avec succès dans les affaires d'Allemagne.

Cependant, l'empereur, par une conduite à-la-fois modérée et ferme, acquit la confiance du corps germanique, et rendit vains tous les efforts que firent le mécontentement, la haîne et l'ambition, pour recommencer les hostilités.

Des intérêts plus importants avoient fait laisser l'affaire de la succession de Clèves, de Berg et de Juliers, dans l'état d'indécision où elle étoit sous le règne de Mathias. Elle parut s'arranger en 1650, époque où les troupes étrangères évacuèrent les places fortes du pays. Le prince de Neubourg se mit en possession de Berg et de Ravenstein; et Frédéric-Guillaume, électeur de Brandebourg, occupa les duchés de Clèves, et les comtés de la Marck et de Ravensberg. Ce partage entre deux princes qui aspiroient à toute la succession, ne pouvoit contenter ni l'un ni l'autre. Quoiqu'il eût été convenu entr'eux que la religion resteroit dans l'état où elle se trou-

Chap. LX. 1648—1657. voit en 1612, ou avant les troubles, et que la paix de Westphalie eût confirmé les stipulations de ce genre, le prince de Neubourg voulut, à la faveur de l'article qui indiquoit l'an 1624, pour l'année définitive en général, rétablir le culte catholique partout où il avoit été exercé. L'électeur de Brandebourg, saisissant ce prétexte avec Juin 1651. empressement, réclama l'exécution des conventions particulières. Espérant être soutenu par les Provinces-Unies, par la France, par la Suède et par les Protestants d'Allemagne, il entra dans le duché de Berg. Le prince de Neubourg fit des préparatifs pour repousser l'attaque; et le duc de Lorraine, qui étoit dépouillé de ses états, et qui, s'étant mis à la tête d'une armée de mercenaires, cherchoit toutes les occasions qui pourroient lui procurer de l'emploi, vint à son secours.

Une contestation de ce genre, dans une conjoncture si délicate, ne pouvoit manquer d'attirer toute l'attention de l'empereur. Désirant avec ardeur d'y mettre fin avant que les puissances étrangères eussent eu le temps d'y intervenir, il fit sommer l'électeur de Brandebourg de retirer ses troupes, et de porter l'affaire devant les tribunaux de l'Empire. Ferdinand ne s'en tint pas là. Il réclama l'intervention des autres électeurs; et ceux de Cologne et de Bavière s'empressèrent, pour soutenir les intérêts de

leur religion, de lui prêter l'appui qu'il leur demanda. L'électeur de Saxe même se déclara aussi contre Frédéric-Guillaume. Les dissensions civiles, qui agitoient la France ne permirent pas à cette puissance de faire revivre une querelle, qui ne la concernoit point. La Suède étoit en contestation avec l'électeur de Brandebourg, pour la possession de la Basse-Poméranie, et le parti qui dominoit en Hollande, refusa de prêter des secours à ce prince, qui renonça, quoiqu'à regret, à cette entreprise précipitée. Il se fit par la médiation des Provinces-Unies et de l'électeur de Cologne, un accommodement qui confirma les traités de partage et garantit aux Protestants la liberté de conscience que leur avoient promises des conventions particulières faites dans le temps qui s'étoit écoulé entre l'année 1612 et l'année 1647 (1).

Le 11 Oct. 1651.

Ferdinand avoit à peine terminé cette affaire, que l'Allemagne se vit menacée de nouveaux troubles par les efforts que les Suédois, comme possesseurs de l'archevêché de Brême, firent pour s'emparer de la ville impériale de ce nom,

(1) *Puffendorf, de Reb. Gest. Frid. Wilhel. Lib. IV, sect.* 24. — *Schmidt, vol. XI, p.* 312. — Mémoires de la Maison de Brandebourg. — *Heinrich, vol. VII, p.* 1, 5. — *History of the Succession to the Counties of Juliers and Berg.*

Chap. LX. 1648—1657.

dont même la citadelle fut prise par Koningsmarck. La fermeté qu'en cette conjoncture montra l'empereur, porta la Suède à conclure un accommodement par la médiation de la Hollande. La ville de Brême demeura en jouissance de tous ses droits, mais il fut décidé qu'elle feroit hommage à la couronne de Suède, comme elle le faisoit à l'archevêque, et que les troupes suédoises conserveroient la possession de la citadelle (1).

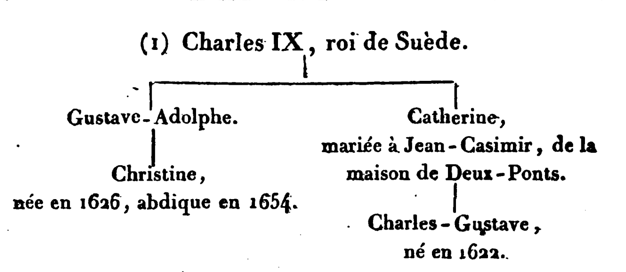
Le 4 Déc. 1654.

Ces heureux efforts firent jouir l'Empire de près de sept années de paix; et les profondes blessures que la guerre avoit faites à l'Allemagne commencèrent à se cicatriser; mais l'esprit de discorde qui avoit été entretenu si long-temps agit encore après la cessation des hostilités, et à peine avoit-on étouffé un incendie, qu'on en voyoit paroître un autre ailleurs.

Christine, reine de Suède, cette fille de Gustave-Adolphe, à laquelle la nature avoit donné un caractère si remarquable par sa singularité, aussitôt après la conclusion de la paix de Westphalie, exécuta son projet d'abdiquer la couronne en faveur de Charles-Gustave, prince palatin de Deux-Ponts, son

(1) *Heinrich, vol. I, p.* 44. — *Pfeffinger's Vitrarius, vol. I, p.* 766.

cousin (1). Le nouveau souverain, qui avoit été élevé dans les camps, et étoit enflammé par le souvenir des exploits héroïques de son oncle, attaqua Jean-Casimir, roi de Pologne, prenant pour prétexte l'ancienne querelle de famille au sujet de la succession au trône. Il éprouva peu de résistance de la part des Polonais, qui étoient divisés entr'eux, et affoiblis par les incursions des Moscovites, et les révoltes des Cosaques de l'Ukraine. Avant la fin de l'année, le roi de Suède força Jean Casimir à se retirer dans la Silésie; il reçut l'hommage des villes principales et des vayvodes des provinces, et engagea les Lithuaniens à se mettre sous sa protection. Il attaqua ensuite l'électeur de Brandebourg, qui avoit occupé la Prusse royale pour faire une diversion en faveur du roi de Pologne. Charles-Gustave mit ses troupes en déroute, et contraignit ce prince à reconnoître la Prusse ducale pour un fief de la Suède (2), et à se déclarer



(2) Nous avons déjà dit que la Prusse ducale fut

Chap. LX. 1648—1657.

contre les Polonais. Dans l'intervalle, Jean-Casimir étoit rentré dans Varsovie, avec le secours des Turcs, et avoit réuni sous ses drapeaux un grand nombre de ses sujets. Après différents combats, qui eurent des résultats divers, les deux partis concentrèrent leurs forces dans les environs de cette ville; et une bataille terrible qui dura trois jours consécutifs, finit par la défaite totale des troupes polonaises.

Le 30 Juill. 1656.

L'empereur ne put voir sans inquiétude la Suède menacer de détruire la balance politique dans le Nord. Ayant demandé vainement des secours à la diète de députation, qui étoit alors assemblée à Francfort, il tenta de réunir par un même lien les princes qui étoient intéressés à s'opposer aux progrès des Suédois. Il inspira aux Hollandais des craintes pour leur commerce ; il engagea le Czar de Moscovie à faire une irruption dans l'Ingrie et dans la Carélie ; il promit aux Polonais, de leur envoyer une armée, à condition qu'à la première vacance, ils porteroient son fils sur le trône ; enfin, il contracta

sécularisée par Albert de Brandebourg. La branche électorale en hérita, en 1618, à la mort d'Albert-Frédéric, fils d'Albert, et en vertu du mariage d'Anne, fille de ce prince, laquelle épousa Jean Sigismond, qui reçut l'investiture de Sigismond III, roi de Pologne. *Lengnich, Hist. Pol. p.* 129.

avec le roi de Danemarck, et l'électeur de Brandebourg, une alliance offensive et défensive, qui fut le dernier acte de son règne, Ferdinand étant mort à l'instant même où son armée se préparoit à se mettre en marche, et trois jours seulement après la signature du traité qu'il avoit conclu avec la Pologne (1).

Chap. LX. 1648—1657.

Le 3 Mars 1657.

Ferdinand III n'eut ni la force d'ame, ni les rares talents, ni les défauts choquants de son père. Il avoit de la douceur dans le caractère; il étoit prudent, appliqué aux affaires, et il les manioit avec habileté. Ce prince aimoit la justice, et il eut raison de dire, que « durant tout » son règne on n'avoit pu lui reprocher d'avoir » commis, en connoissance de cause, une seule » injustice. » Il parloit plusieurs langues et protégeoit les sciences et les arts. Sa conduite à la journée de Nordlingen, et sa campagne de Bohême font présumer qu'il auroit pu être compté parmi les grands capitaines de son temps, si la foiblesse de sa constitution (2) ne l'a-

(1) Outre Gualdo, *Istoria di Ferdinando III*, et les autres biographes, nous avons consulté, pour ce précis du règne de Ferdinand III après la paix de Westphalie, *Struvius*, *Heiss*, *Schmidt*, *Heinrich*, Barre, Pfeffel, *Puffendorf*, *Puetter*, *Pelzel*.

(2) Ferdinand III fut, de bonne heure, attaqué de la goutte.

Chap. LX. 1648—1657.

voit éloigné des camps. Quoiqu'il eût été élevé par les Jésuites et sous les yeux d'un père qui avoit une dévotion outrée, il ne montra point cet esprit d'intolérance qui causa tous les malheurs de l'Allemagne. Il n'eut point non plus, pour ses instituteurs, cette déférence aveugle qu'ils s'efforçoient d'obtenir de leurs élèves. Il leur enleva même la direction de l'université Caroline, et il les restreignit à y lire des leçons sur la philosophie et la théologie (1).

Ferdinand III se maria trois fois.

Sa première femme fut Marie-Anne, fille de Philippe III, roi d'Espagne, princesse qui étoit aussi remarquable par la beauté de sa personne que recommandable par la pureté de ses mœurs. On disoit qu'elle étoit d'une nature angélique. Elle étoit née en 1606 et elle mourut en couches en 1646.

Marie-Léopoldine, seconde femme de Ferdinand III, étoit sa parente à un degré plus proche encore que sa première femme. Cette princesse étoit fille de Léopold, comte du Tirol, et oncle de ce prince. Elle épousa Ferdinand en 1648, et mourut aussi en couches, l'année suivante.

Marie-Éléonore de Gonzague, fille de Charles de Nevers, duc de Mantoue et de Montferrat, fut la troisième femme de Ferdinand III. Cette

(1) *Pelzel, p.* 828.

princesse avoit de grands talents et beaucoup de jugement, et après la mort de son époux, elle eut infiniment de crédit à la cour de Léopold son beau-fils. Elle étoit née en 1630; elle se maria en 1651, et mourut en 1686.

La première femme de Ferdinand III lui donna deux fils.

Ferdinand, qui naquit en 1633, qui fut couronné roi de Hongrie et de Bohême, et roi des Romains, mais qui mourut en 1654, avant son père, étoit l'aîné.

Léopold qui succeda à Ferdinand III, étoit le second fils de ce prince.

Ferdinand III eut aussi, de sa première femme, une fille, qui naquit en 1635, fut nommée Marie-Josephe, et mourut en 1696. Sa main avoit été promise à Charles-Balthazar, fils du roi d'Espagne; mais, après la mort prématurée de ce prince, elle en épousa le père, Philippe IV, et fut mère de Charles II, le dernier monarque espagnol de la maison d'Autriche.

La seconde femme de Ferdinand III lui donna un fils, Charles-Joseph, qui étoit un prodige d'esprit. La foible constitution de ce prince ne put résister au travail trop assidu auquel il se livra; et il mourut à l'âge de quinze ans. Il étoit évêque de Passaw, et grand-maître de l'ordre Teutonique.

Ferdinand III eut de sa troisième femme un fils et deux filles.

Chap. LX.
1648—1657.

Le fils, qui avoit reçu le nom de Ferdinand-Joseph, accéléra innocemment la mort de son père. Le feu ayant pris dans l'appartement du jeune prince, un des gardes le porta dans la chambre de l'empereur, qui étoit malade, et heurta si rudement, contre le mur, le berceau, qu'il fut mis en pièces, et que l'enfant tomba par terre. Cet accident causa une si grande révolution à Ferdinand, que ce monarque expira une heure après. L'enfant ne fut point blessé; mais il mourut l'année suivante.

Les deux filles que Ferdinand III eut de sa troisième femme, furent Éléonore-Josephe, qui épousa Michel Viesnovitsky, roi de Pologne, et après la mort de ce prince, Charles V, duc de Lorraine. Cette princesse mourut en 1697. François, son petit-fils, a uni de nouveau, par son mariage avec Marie-Thérèse, les maisons de Lorraine et d'Autriche. Marie-Anne-Josephe, qui épousa Guillaume-Joseph, électeur palatin de la maison de Neubourg, et qui mourut en 1689 (1), fut la seconde fille.

(1) *Pinacotheca Austriaca, vol. II, p.* 359-368. — *Gebhaerdi, vol. II, p.* 529 — 531.

LÉOPOLD I.er

CHAPITRE LXI.

1657 — 1660.

Avènement de Léopold I.er — Ce prince n'obtient qu'après beaucoup de difficultés, et une grande opposition de la part de la France, la couronne impériale. — Articles de la capitulation qu'il signe. — Ligue du Rhin. — Léopold prend part à la guerre contre la Suède. — Conquêtes, revers et mort de Charles-Gustave. — Traités de Roskild, d'Oliva et de Copenhague. — Affaires d'Espagne. — Paix des Pyrénées. — Louis XIV épouse la fille aînée du monarque espagnol.

Chap. LXI. 1657—1660.

Léopold Ier. n'avoit pas encore dix-huit ans accomplis, lorsqu'il fut appelé à régner sur la Hongrie, sur la Bohême, et sur tous les états autrichiens, à l'exception des provinces extérieures et des domaines d'Alsace qui avoient été cédés à la France. La régence fut conférée à l'oncle du jeune souverain, à l'archiduc Léopold, dont le premier soin fut d'appaiser les dissensions de l'Allemagne, et de travailler à faire pla-

Chap. LXI.
1657—1660.

cer sur la tête de son neveu la couronne impériale, qu'une longue possession sembloit avoir rendue héréditaire dans la maison d'Autriche. L'ascendant que la France et la Suède avoient pris sur le corps germanique, faisoit de l'exécution de ce dessein, une entreprise extrêmement difficile.

Le cardinal Mazarin, qui ne négligea rien pour écarter le prince autrichien, tenta d'abord de faire offrir à son jeune et ambitieux souverain, cette couronne que François Ier. avoit vainement disputée à Charles-Quint, et de faire revivre l'empire de Charlemagne dans la personne d'un de ses descendants. Il gagna les électeurs de Mayence et de Cologne, ainsi que l'électeur palatin; mais les autres membres du collége électoral ne se montrèrent point disposés à donner pour chef à l'Empire, un prince étranger et puissant; et le roi de Suède, qui avoit plus à redouter les succès de la France que l'élévation d'un prince de la maison d'Autriche, traversa en secret le brillant projet du ministre français, quoiqu'il feignît de l'appuyer en public. Mazarin, changeant de plan, offrit à Ferdinand-Marie, électeur de Bavière, la couronne impériale, avec un subside annuel de trois millions, offre qui séduisit Marie de Savoie, femme de ce prince; mais il trouva un nouvel obstacle dans le refus de l'électeur palatin, qui ne voulut

point voter en faveur de celui dont le père avoit dépouillé la maison palatine, et auquel alors il disputoit lui-même le vicariat impérial. La mère du jeune électeur, princesse autrichienne, et le comte de Curtz, ministre de Bavière, s'opposèrent plus efficacement encore à l'exécution du projet; ils engagèrent Ferdinand-Marie à rejeter l'offre d'une dignité précaire et d'une pension qui l'auroit mis dans la dépendance de la France. (1)

Après une tentative inutile, que fit le roi de Suède, en recommandant le prince palatin de Neubourg, la dernière ressource du ministre français fut de s'efforcer de mettre la division dans la maison d'Autriche, en faisant proposer la couronne impériale à Léopold qui, suivant l'exemple généreux que lui avoient donné ses ancêtres, non-seulement rejeta l'offre, mais pria instamment les électeurs, qui vouloient lui donner leurs suffrages, de voter en faveur de son neveu.

La diète électorale s'ouvrit au mois d'août 1657, cinq mois après la mort de Ferdinand III. Les électeurs de Mayence, de Trèves, de Cologne, l'électeur palatin et l'électeur de Saxe y assistèrent en personne; les autres s'y firent représenter; et la France et la Suède y envoyèrent leurs ambassadeurs. Comme Léopold n'avoit pas encore dix-

(1) *Falkenstein, p.* 737.

Chap. LXI. 1657 – 1660.

huit ans accomplis, (1) les ministres autrichiens firent naître des discussions frivoles, jusqu'à ce que ce jeune prince eût atteint l'âge avant lequel son suffrage, en qualité d'électeur de Bohême, ne pouvoit être compté. Durant cet intervalle, ils mirent tout en usage pour gagner la pluralité des électeurs; et leurs efforts furent secondés par Frédéric-Guillaume, électeur de Brandebourg. Ce prince éclairé avoit vu que le traité de Westphalie avoit changé l'état des choses. Quoique blessé du refus de lui rendre le duché de Jagerndorf, que Ferdinand II avoit enlevé à une branche collatérale de la maison de Brandebourg, l'électeur sacrifia son ressentiment personnel aux intérêts permanents du corps germanique. Il représenta fortement le danger de placer sur le trône impérial le chef de la maison de Bourbon, ou un prince qui seroit dans la dépendance de la France, et fit sentir la nécessité d'élire pour empereur un souverain dont les états héréditaires pussent suffire au maintien de sa dignité, et lui fournir les moyens de résister aux attaques de cette puissance. L'opinion de

(1) Quoiqu'il n'y eût point d'âge déterminé pour pouvoir obtenir la couronne impériale, on prétendit que la bulle d'or ayant fixé à dix-huit ans la majorité d'un électeur, on ne pouvoit être élu empereur, lorsqu'on n'avoit pas encore atteint cet âge.

Frédéric-Guillaume entraîna celle des membres du collége électoral, qui auparavant étoient indécis; et les électeurs du parti de la France, voyant que toute opposition seroit vaine, se réunirent à la pluralité. En conséquence, Léopold fut élu empereur, à l'unanimité des suffrages, et couronné à Francfort par l'électeur de Cologne.

Le 31 Juill. 1657.

Il s'éleva un grand nombre de difficultés, et il s'écoula beaucoup de temps avant que la capitulation eût été réglée. Quoique ce fût la plus longue qui eût été signée depuis Charles-Quint, et qu'elle n'eût pas moins de quarante-cinq articles, elle différa peu des précédentes. On y confirma les dispositions faites par le traité de Westphalie, et l'on y inséra l'engagement formel de maintenir la liberté des dix villes d'Alsace. Léopold se soumit à ces conditions, sans beaucoup de répugnance. Il souscrivit même à une clause, qui lui interdisoit la faculté de secourir l'Espagne dans les guerres d'Italie. On voulut étendre cette interdiction à la guerre du Nord; mais ce prince eut assez de crédit pour en faire rejeter la proposition, ainsi que celle par laquelle on demanda que s'il violoit un des articles de sa capitulation, il fût censé avoir abdiqué.

Léopold, malgré cette victoire qu'il remporta sur le parti suédois et français, ne put empêcher que les trois électeurs ecclésiastiques, l'évêque de

Chap LXI. 1657—1660.

Munster, le comte palatin de Neubourg, le landgrave de Hesse et le roi de Suède, en sa qualité de souverain de Brême, de Verden et de Wismar, ne conclussent entre eux une alliance offensive et défensive, que la situation des états des parties contractantes fit nommer ligue du Rhin. Cette confédération devoit durer trois ans, et il fut convenu qu'elle tiendroit sur pied une armée de dix mille hommes, pour prévenir toute violation du traité de Westphalie, à l'égard de ceux qui la composoient. L'accession de la France, qui, pour la forme, fut différée d'un jour, fit étendre les stipulations jusqu'au cercle de Bourgogne. Léopold parvint facilement, au moyen du pape, à détacher de la ligue, l'électeur de Trèves et l'évêque de Munster; mais elle l'empêcha de porter la guerre dans les possessions que la Suède avoit acquises en Allemagne, et d'envoyer des secours aux Espagnols, dans les Pays-Bas.

Le 14 Août. 1658.

Ne pouvant prendre part à la guerre, que se faisoient la France et l'Espagne, l'empereur dirigea tous ses efforts contre la Suède. Peu de temps après la mort de son père, il avoit renouvelé l'alliance que ce prince avoit contractée avec la Pologne; il avoit porté Frédéric III, roi de Danemarck, à déclarer la guerre au monarque suédois; il avoit engagé les Hollandais à se joindre à cette confédération, et tiré de l'élec-

teur de Brandebourg, la promesse secrète de renoncer à son alliance avec Charles-Gustave. Léopold avoit fait passer, de Silésie en Pologne, sous le commandement de Hasfeld et de Montécuculli, un corps de seize mille hommes, qui s'étant joint aux troupes polonaises, avoit pris Cracovie et Posen, et repoussé dans la Transilvanie, Ragotsky, l'allié de la Suède. En même temps, le roi de Danemarck avoit occupé Brême et Verden; et une escadre composée de vaisseaux anglais et de vaisseaux hollandais avoit bloqué Dantzick, pour couper la seule communication que Charles-Gustave eût avec ses états.

L'espoir des alliés fut déçu. Le roi de Suède ayant laissé des garnisons dans les forteresses les plus importantes, arriva sur l'Oder, avant même que l'électeur de Brandebourg eût appris qu'il étoit en marche. Après avoir traversé avec la rapidité de l'éclair le cercle de Basse-Saxe, Charles-Gustave chassa les Danois de Brême et de Verden. Renforcé par les troupes que lui fournit la ville de Hambourg, et sûr de l'appui de Frédéric, duc de Holstein-Gottorp, son beau-frère, avec qui il avoit conclu, en secret, un traité d'alliance, il fondit sur le Holstein, et pénétra dans le Jutland. Laissant Wrangel faire le siége de Friderichs-Ode, (1) place forte, située

(1) Cette place porte à présent le nom de Fridericia.

Chap. LXI. 1657 – 1660.

à l'entrée septentrionale du petit Belt, il retourna dans la Poméranie, pour y diriger, comme sur un point central, l'exécution de son vaste plan d'opérations, et presser l'équipement d'une flotte destinée à faire passer à ses troupes le détroit qui sépare les îles danoises du Jutland. Frideriche-Ode fut emportée d'assaut. Czarnesky, qui alloit, avec dix mille Polonais, au secours du Jutland, changea de dessein, et le roi de Danemarck eut à lutter seul contre toutes les forces d'un ennemi ambitieux.

Léopold et les autres membres de la confédération firent en faveur d'un allié malheureux des efforts prodigieux. Les états-généraux lui envoyèrent de prompts secours, et l'électeur de Brandebourg joignit toutes ses troupes à celles des confédérés. (1) La flotte suédoise fut dispersée, sinon défaite, dans un combat contre la flotte danoise. Le czar de Moscovie fondit sur la Livonie, et les troupes impériales et polonaises soumirent toutes les forteresses où le roi de Suède avoit mis garnison. Cependant Charles-Gustave parvint encore à sortir de cette situation si

(1) Le prix de cette accession importante fut l'indépendance de la Prusse ducale, qui étoit un fief de la couronne de Pologne, concession que Jean-Casimir fit à l'électeur de Brandebourg, à la sollicitation de la cour de Vienne.

périlleuse. Il se rend en toute hâte dans le Jutland, profite d'une forte gelée pour faire passer à son armée le petit Belt, entre Friderichs-Ode et l'île de Fionie, et défait un corps de troupes danoises qui s'opposoit à sa descente. S'étant rendu maître de toute l'île, il conduit ses troupes sur la côte orientale, près de Nybourg. Encouragé par un premier succès, il effectue le passage plus dangereux du grand Belt, en traversant les îles de Langeland, de Laland et de Falster, après avoir franchi sur les glaces la mer qui les environne, puis il passe de la même manière, de la dernière dans l'île de Zélande, et aborde sans obstacle à Wordenborg.

Chap. LXI.
1657—1660.

Le 21 Fév. 1658.

Cette entreprise étonnante à laquelle on ne peut rien comparer, ni dans les récits des historiens, ni dans les fables des poètes, répandit la terreur dans tout le Danemarck. Le héros qui avoit surmonté la nature même, ne rencontra plus rien qui pût arrêter ses progrès. Il s'avança jusqu'aux portes de Copenhague, tandis qu'une armée suédoise envahissoit les provinces de Scanie, de Blekengie et de Halland. Frédéric III, sans espoir de secours, renfermé dans sa capitale, qui n'étoit point en état de défense, entouré de conseillers perfides, d'une noblesse factieuse et d'un peuple effrayé, accepta les conditions que le vainqueur lui dicta, par la médiation de la France et de l'Angleterre. Il abandonna à la Suède, par

Les 26 et 27 Février.

Chap. LXI. 1657—1660.

un traité conclu à Roschild, la Halland, la Scanie, la Blekingie, l'île de Bornholm, le gouvernement de Bahus et la province de Drontheim, dans la Norwège. En retour de quelques acquisitions peu considérables, il affranchit le duc de Holstein-Gottorp, de la dépendance où il étoit de la couronne de Danemarck. Il exempta les vaisseaux suédois de toute visite et de tout droit au passage du Sund et du Belt; il promit de renoncer à toute alliance avec les ennemis de la Suède, et de leur fermer le premier de ces détroits. Peu de temps après l'échange des ratifications, les Suédois évacuèrent les îles de Falster et de Zélande; mais ils retinrent les autres îles danoises, sous prétexte d'assurer l'exécution du traité.

La cour de Vienne fut profondément affligée des revers d'un allié fidèle, qu'elle-même avoit excité à prendre les armes. Mais craignant d'irriter le corps germanique, en attaquant les provinces suédoises d'Allemagne, à une époque où de puissants ennemis s'opposoient à ce que Léopold fût élevé sur le trône impérial, tout ce qu'elle put faire fut de continuer la guerre en Pologne, à titre d'auxiliaire. Aussitôt qu'elle eut obtenu l'objet de ses vœux, elle engagea Frédéric III à rentrer dans la lice, et fit les plus grands préparatifs pour envahir, conjointement avec l'électeur de Brandebourg, celles des provinces allemandes de la Suède, dont la possession n'é-

toit point garantie à cette puissance par la ligue du Rhin. L'électeur marcha vers le Holstein, à la tête d'une armée composée de sept mille hommes de ses propres troupes, de dix mille Autrichiens, et de six mille hommes de cavalerie polonaise. Après avoir forcé le duc de Holstein à rendre Gottorp, et à se retirer avec ses troupes à Tonningen, il pénétra dans le Jutland, et obligea les Suédois à se renfermer dans Friderichs-Ode. Secondé par une flotte danoise, il s'empara de la petite île d'Alsen, et il auroit passé sur l'île de Fionie, ou même sur celle de Zélande, si l'approche de l'hiver n'avoit contraint l'amiral danois à conduire sa flotte dans le port de Copenhague. La même cause ayant empêché l'électeur de mettre le siége devant une place aussi forte que Friderichs-Ode, ce prince fit cantonner ses troupes.

Chap. LXI. 1657—1660. Sept. 1658. Le 25 Nov.

Malgré cette diversion puissante et prompte, le roi de Danemarck étoit toujours exposé aux plus grands dangers. Charles-Gustave avoit repris la Zélande, s'étoit emparé de Cronenbourg, et assiégeoit Copenhague. La flotte suédoise, postée à l'entrée du Sund, fermoit la mer et bloquoit la flotte danoise. Frédéric défendit sa capitale avec le plus grand courage. La place étoit réduite à l'extrémité, lorsqu'une escadre hollandaise, commandée par Wassenaer, força le passage du Sund, battit la flotte suédoise, et jeta

Le 26 Sept. Le 29 Oct.

Chap. LXI. 1657–1660.

dans Copenhague des troupes fraîches et des munitions. Le retour du printemps et les secours de ses alliés auroient mis le roi de Danemarck en état de reconquérir ses états, sans l'arrivée d'une escadre anglaise, que Richard Cromwel avoit détachée bien moins pour secourir la Suède, que pour dicter aux deux partis les conditions de la paix.

Mai 1659.

Cet obstacle imprévu n'empêcha pas les alliés de prendre d'assaut Friderichs-Ode. Ayant rassemblé une flotte de bâtiments de transport, ils tentèrent de passer le détroit qui sépare l'île de Fionie du continent. La résistance opiniâtre des Suédois et la perte de la flotte qui fut anéantie par l'escadre anglaise, portèrent les alliés à faire une diversion puissante dans la Poméranie. D'un côté, le comte de Souches, qui étoit à la tête d'un corps de dix mille hommes, tiré de Pologne, força les lignes de Greiffenhagen, prit Dam et Cammin, occupa l'île de Wollin, et soumit tout le pays situé à l'orient de l'Oder. En même temps, Montécuculli, qui avoit sous son commandement

Septembre.

une partie considérable des forces des alliés, prit Tribbesées, Demmin et Gripswald, et se réunit à Souches, pour assiéger Stettin.

La situation des affaires du Danemarck étoit devenue moins fâcheuse. Ruyter étant arrivé avec une nouvelle escadre et un renfort de quatre mille hommes, fit sa jonction avec Wasse-

naer. Les deux puissantes flottes d'Angleterre et de Hollande qui dominèrent alors dans la mer Baltique, affectèrent d'agir de concert, pour soutenir la médiation de leurs cours respectives. La France prit part aussi aux négociations, et les puissances médiatrices conclurent deux conventions pour maintenir l'équilibre dans le nord, et accélérer la fin des hostilités. Cette intervention déplut également au roi de Suède et au roi de Danemarck. Charles-Gustave vit avec indignation qu'on prétendît mettre des bornes à ses conquêtes; et Frédéric ne vouloit point accepter pour base de la paix, le traité déshonorant de Roschild. Dans cette conjoncture, la flotte anglaise fut rappelée, en conséquence de la révolution qui avoit rétabli le long parlement en Angleterre. Alors, la flotte hollandaise demeura seule maîtresse de la mer Baltique. Les alliés purent agir directement contre le roi de Suède, qui avoit recouvré les îles de Laland et de Falster, et enlevé celle d'Alsen. Ruyter fit voile pour Kiel, avec les quatre mille hommes qu'il avoit amenés de Hollande, et les transporta, avec un nombre égal de troupes des alliés, à l'île de Fionie. Les Suédois furent défaits près de Nybourg, et ceux d'entre eux qui parvinrent ensuite à se retirer dans cette place, furent forcés de se rendre à discrétion.

Charles-Gustave vit, du haut d'une tour, à

Chap. LXI.
1657—1660

Korsoe, cette défaite qui, en un moment, anéantit ses espérances, et le menaça de dangers plus pressants que ceux dont son ennemi s'étoit vu environné. Mais l'amiral hollandais, fidèle à la politique de son gouvernement, qui ne vouloit point, en rendant la supériorité au Danemarck, retarder la conclusion de la paix, refusa de transporter à l'île de Zélande les troupes victorieuses, dont une partie allèrent s'emparer de l'île de Fionie, et dont on reconduisit le reste dans le Holstein. En cet état des choses, Charles-Gustave, quoiqu'il eût résolu en secret de continuer les hostilités, accepta la médiation des états-généraux, qu'il avoit rejetée. Il mit en état de défense les postes que ses troupes occupoient dans les îles danoises, et se rendit à Gothembourg, où il assembla les états de Suède, et fit des préparatifs pour entrer en Norwège, et se dédommager ainsi d'avoir échoué devant la capitale du Danemarck. Mais, tout occupé de ce projet, il fut saisi d'une maladie qui étoit le résultat de la fatigue et du chagrin qu'il avoit éprouvés, et qui le mit au tombeau, laissant pour successeur, un enfant dont une foule d'ennemis environnoient les états épuisés.

Frédéric, dont cet événement inopiné releva les espérances, se prépara à pousser, avec une vigueur nouvelle, les opérations militaires; mais l'empereur, désirant avec ardeur, de mettre à

profit les révolutions qui venoient de s'opérer dans la Transilvanie, (1) ne voulut point continuer la guerre; et les autres alliés suivirent son exemple. Les puissances médiatrices parvinrent donc, sans peine, à faire conclure entre la Suède et la Pologne, un traité de paix séparé, qui fut signé à l'abbaye d'Oliva, près de Dantzick. Le roi de Danemarck, ainsi abandonné de ses alliés, fut forcé d'accepter les conditions que lui dictèrent les mêmes puissances dans un traité qui fut, au bout d'un mois conclu à Copenhague. Mai 1660.

Par le traité d'Oliva, le roi de Pologne renonça à toute prétention à la couronne de Suède, à qui la république et ce prince cédèrent la partie de la Livonie qui est située sur les bords de la Duna, et qu'elle possédoit en 1635. Ils lui abandonnèrent aussi l'île de Ruynen, et les droits de la Pologne sur l'Estonie et l'île d'Œsel. L'empereur et l'électeur de Brandebourg rendirent à la Suède toutes les conquêtes qu'ils avoient faites sur elle, dans la Poméranie, dans le Mecklenbourg, dans les duchés de Holstein et de Sleswic, et restituèrent au duc de Holstein-Gottorp, (2) ses possessions. Le traité fut garanti par toutes

(1) *Voyez* le chap. LXII.

(2) Frédéric, duc de Holstein-Gottorp, mourut en 1659, et ce fut à Christian-Albert, son fils, qu'on rendit ses possessions.

Chap. LXI. 1657—1660.

les parties contractantes, et principalement par la France, à qui les rois de Suède et de Pologne, et l'électeur de Brandebourg, demandèrent une garantie particulière pour les avantages qui les concernoient. Par un article séparé, les traités, qui avoient été conclus particulièrement entre cet électeur et la Pologne, furent confirmés, et l'indépendance de la Prusse ducale ou occidentale fut reconnue.

On ne fit au traité de Roschild, qui fut la base de celui de Copenhague, d'autre changement que la cession du droit que la Suède avoit sur la province de Drontheim. Par une convention séparée, qui ne fut conclue qu'en 1661, l'île de Bornholm fut aussi transférée au Danemarck; et l'on garantit aux habitants des provinces de Scanie, de Halland et de Blekingie, les droits et les priviléges dont jouissoient les autres sujets de la Suède. (1)

(1) Nous avons consulté, pour le tableau que nous avons tracé des guerres entre le Danemarck et la Suède, et pour les traités dont elles ont été suivies, Puffendorf. — *Holberg's, Danische Geschichte, vol. III, p.* 1636-1660. — Mallet, Histoire de Danemarck, tom. VIII. —*Hansen's Staatsbeschreibung der Herzogthums Schleswic, vol. I, p.* 212. — Dumont — Mably, Droit public de l'Europe, tom. I. — Koch, tom. III. — *Heiss.* — *Struvius.* - *Heinrich, vol. VI.* — *Schmidt, vol. VIII.* — Mémoires de Terlon.

La pacification du Nord fut précédée d'un événement dont l'importance fut infiniment plus grande pour la maison d'Autriche. Depuis la conclusion du traité de Westphalie, la guerre avoit continué entre la France et l'Espagne, et les succès en avoient été divers. Malgré la défection de la branche allemande, l'Espagne, favorisée par la guerre civile qui avoit éclaté en France, et qu'on désigne sous le nom bizarre de Fronde, avoit reconquis la Catalogne et recouvré Dunkerque, ainsi que plusieurs places que les Français lui avoient enlevées en Flandre. La cessation des troubles civils, et le rétablissement du cardinal Mazarin dans le ministère, rendirent à la France sa supériorité, et l'Espagne, qui étoit hors d'état de résister seule, fut écrasée par l'attaque que firent contre elle cette puissance et l'Angleterre réunies. Dans les Indes occidentales, elle perdit la Jamaïque. Son armée avoit à peine réparé les pertes qu'elle avoit faites à la journée de Rocroy, qu'elle fut mise totalement en déroute à la bataille des Dunes. Dixmude, Gravelines et Ypres, se rendirent aux troupes françaises, et Dunkerque aux troupes anglaises. L'Espagne fut tout aussi malheureuse en Italie; et les troupes portugaises remportèrent sur les siennes une suite de victoires qui affermit, sur la tête des princes de la maison de Bragance, la couronne de Portugal.

Chap. LXI. 1657—1660.

L'orgueil du monarque espagnol plia sous le poids de ces revers. Ce prince fit plusieurs fois des propositions de paix; mais la France exigeoit, pour condition indispensable, qu'il donnât sa fille aînée en mariage à Louis XIV. Tant qu'il n'eut point de postérité masculine, Philippe IV qui, par attachement pour sa maison, réservoit à Léopold, son parent, la main de l'infante, que l'on pouvoit considérer comme l'héritière présomptive de la monarchie espagnole, rejeta avec fermeté cette demande. L'embarras toujours croissant de ses affaires, la naissance d'un fils, et la grossesse de la reine, levèrent toutes les obstacles. Les préliminaires de la paix furent signés à Paris, et le traité, ainsi que le contrat de mariage, fut conclu par le cardinal Mazarin et don Louis de Haro, dans l'île des Faisans, qui est située au milieu de la Bidassoa, rivière qui coule au pied des Pyrénées.

Le 7 Nov. 1659.

Par ce traité, qui devoit enfanter tant de guerres, la France acquit tout le comté d'Artois, à l'exception de St.-Omer et d'Aire, et cette chaîne importante de places fortes, qui s'étend presque depuis la côte de la Manche jusqu'à Luxembourg. (1) L'Espagne perdit aussi le Rous-

(1) Ces places étoient Arras, Hesdin, Landrecies, le Quesnoy, Thionville, Montmédy, Damvilliers, Yvoy, Chauvancy, Marville, Marienbourg, Philippeville et Avesne.

sillon, Conflans, et une partie de la Cerdagne, ce qui lui enleva les possessions qu'elle avoit au nord des Pyrénées. En outre, cette puissance céda à l'Angleterre Dunkerque et ses dépendances, ainsi que la Jamaïque. Elle accepta le traité de Munster, et promit de rendre Juliers, qu'elle retenoit depuis le commencement de la contestation qui s'étoit élevée au sujet de la succession du duc de Clèves. En retour de ces concessions importantes, le roi de France renonça au reste de ses conquêtes, et promit de n'accorder aucun secours au Portugal. Il fut aussi arrêté que le duc de Lorraine seroit rétabli dans ses états, à condition qu'il feroit démanteler la ville de Nancy. Les ducs de Savoie et de Modène furent remis dans la situation où ils étoient avant la guerre.

Chap. LXI. 1657—1660.

La célébration du mariage de Louis XIV et de l'infante d'Espagne se fit à Saint-Jean-de-Luz, l'année suivante, et la cérémonie fut précédée de la renonciation que le roi de France et la princesse firent à toute partie de la succession de la monarchie espagnole. (1)

Le 9 Juin 1660.

(1) Dumont, vol. VI, p. 2. — Koch, tom. I, p. 167-178. — *Struvius*. — Daniel. — Hénault. — *Heiss*.

CHAPITRE LXII.

1660 — 1664.

AFFAIRES de Hongrie et de Transilvanie. — État de l'Empire Ottoman. — Renouvellement de la guerre contre les Turcs. — Démêlés de LÉOPOLD I.er avec les états de Hongrie. — Progrès des Turcs. — LÉOPOLD obtient des secours de l'Empire et des princes de la chrétienté. — Établissement d'une diète permanente en Allemagne. — Défaite des Turcs à la bataille de Saint-Gothard. — Trève conclue entre la maison d'Autriche et la Porte-Ottomane.

Ch. LXII. 1660—1664.

LES traités de paix des Pyrénées et d'Oliva eurent à peine rendu le repos aux royaumes du midi et du nord de l'Europe, qu'une suite de révolutions attira vers la Transilvanie et la Hongrie l'attention de Léopold Ier., et que la guerre se ralluma entre la maison d'Autriche et la Porte-Ottomane.

Depuis le commencement du seizième siècle, Constantinople avoit été un théâtre de troubles perpétuels. Les turbulents Janissaires avoient alternativement élevé sur le trône et déposé des

sultans. Dans le même temps les Turcs avoient fait une guerre malheureuse contre les Polonais et les Persans, et à l'époque où est parvenue cette histoire, ils avoient commencé, par le célèbre siége de Candie, les hostilités contre les Vénitiens. Ces révolutions et ces guerres avoient éloigné leurs armées des états soumis à la maison d'Autriche, et ils s'étoient bornés, de ce côté, à fomenter en secret des troubles dans la Hongrie et la Transilvanie, au lieu des invasions si fréquentes qu'ils y avoient faites autrefois.

Ch. LXII. 1660—1664.

Neuf ans avant la mort de Ferdinand III, Mahomet IV, qui n'étoit âgé que de cinq ans, avoit été placé sur le trône des Ottomans. Le commencement du règne de ce prince avoit été troublé par les intrigues des femmes du sérail, qui s'étoient disputé le pouvoir, et il en étoit résulté une lutte sanglante et longue entre ces deux grands corps rivaux, les Janissaires et les Spahis. A la fin l'autorité du sultan avoit été rétablie par les grands-visirs, Mahomet et Achmet-Kiouprouli. Sous l'administration vigoureuse de ces deux ministres, la Turquie cessa d'éprouver les malheurs attachés ordinairement aux minorités; les dissensions intestines se calmèrent; les bannières du croissant furent déployées de nouveau, et la maison d'Autriche fut menacée de ces irruptions qui avoient si souvent dé- 1648.

Ch. LXII. 1660—1664.

vasté les plus belles de ses provinces, et qui l'avoit mise elle-même sur le penchant de sa ruine.

Les Turcs, aussitôt que la tranquillité fut rétablie dans leur empire, trouvèrent une occasion favorable d'intervenir dans les affaires de la Transilvanie. Georges II avoit, du consentement des états, et avec l'approbation de la Porte Ottomane, succédé à Ragotsky, son père. Ce prince eut de brillants succès au-dehors et au-dedans, jusqu'à ce qu'animé par le désir de se procurer la réversion de la couronne de Pologne, il fût entré dans ce royaume à la tête d'une armée de vingt-cinq mille hommes, après avoir conclu une alliance avec le roi de Suède. Charles-Gustave s'étant rendu dans le Holstein, George fut repoussé dans la Transilvanie, par une armée de Polonais et de Tartares. Les Turcs, que cette irruption avoit irrités contre lui, le traitèrent comme un vassal rebelle, et forcèrent les états à nommer successivement à sa place, Redei et Bartzai, qui ne figurent dans l'histoire que par leur élévation éphémère. Ragotsky s'étant retiré dans ses possessions de Hongrie, y leva une armée, et après avoir sollicité vainement les secours de Léopold, il marcha contre

Le 17 Mai 1660.

les Turcs. Il fut, à l'instant où la victoire se déclaroit en sa faveur, tué dans une bataille qu'il livra près de Clausenbourg. François, son fils, qui avoit été nommé son successeur, mais qui

n'étoit âgé que de quinze ans, fut mis sous la tutelle de Jean Kemeny, l'un des meilleurs officiers de George. Ch. LXII. 1660—1664.

La mort de ce prince rendit momentanément la couronne à Bartzai. Les Turcs, après avoir jeté des garnisons dans les places fortes principales de la Transilvanie, mirent le siége devant le Grand-Waradin, et se préparèrent à enlever à la maison de Ragotsky, les villes de Hongrie que lui avoit cédées la maison d'Autriche. A la demande de ses partisans, et du consentement des états du royaume, Léopold dépêcha Souches, avec dix mille hommes, en Transilvanie. La veuve de George remit, au général autrichien, Tokai, Zatmar, Erschit et Onod; mais il arriva trop tard pour secourir le Grand-Waradin; la Sept. 1660. place étoit déjà au pouvoir de l'ennemi.

Cependant la Transilvanie éprouvoit de nouvelles révolutions. Kemeny, après en avoir corrompu l'armée, arracha un acte d'abdication à Bartzai, qu'il fit assassiner, lorsque les états de Transilvanie lui eurent à lui-même décerné la Le 24 Déc. couronne. Jugeant qu'il ne pourroit se maintenir seul contre toutes les forces de l'empire ottoman, il réclama l'assistance de Léopold, et fut secondé par les états de Hongrie, qu'alarmoient les progrès des Turcs.

L'empereur ne négligea pas une occasion si favorable d'intervenir dans les affaires de Tran-

Ch. LXII. 1660—1664.

silvanie. Il donna l'ordre à ses généraux de soutenir Kemeny, qui remit les places de Zekeilheid, de Kovar et de Samosvivar, à l'officier autrichien qui commandoit à Zatmar. Des hordes de Turcs et de Tartares ayant chassé le prince de Transilvanie, et mis à sa place Michel Abaffy, Montecuculli partit de l'île de Schutt avec seize mille hommes, et parvint à se réunir à Kemeny, dans le comté de Zatmar. Il força les passages, et chassa les Turcs de la Transilvanie. Toutefois, ne pouvant se maintenir dans un pays épuisé, et ne recevant point les secours que les Hongrois lui avoient promis, il jeta une garnison dans Clausenbourg, laissa mille chevaux à Kemeny, et se retira vers Cassovie. Après cette retraite, le prince de Transilvanie fut tué

Le 23 Janv. 1662.

dans une escarmouche contre les Turcs, qui rétablirent Abaffy sur le trône. Dans cet état des choses, on demeura des deux côtés dans l'inaction, les Turcs ne croyant pas pouvoir alors pousser plus loin leurs avantages, et l'empereur, dont l'armée étoit considérablement affoiblie, et dont, en outre, des sujets factieux contrarioient les desseins, ne voulant point attirer l'ennemi dans ses états.

Durant cette sorte de suspension d'armes, Léopold assembla une diète à Presbourg, pour obtenir des secours contre les Turcs, et appaiser les mécontentements des Hongrois. La première

cause des troubles de la Hongrie étoit la forme vicieuse du gouvernement, qui réunissoit tous les inconvénients des monarchies électives et ceux de la féodalité. Le roi ne pouvoit faire ni la guerre, ni la paix, ni lever des impôts, ni exercer aucun acte d'autorité, sans le concours de la diète, corps hétérogène, qui étoit composé des grands officiers de l'état, des prélats, des magnats, des représentants des comtés ou de l'ordre équestre, et des délégués des villes royales. (1) Les foibles prérogatives de la couronne étoient restreintes par celles du Palatin, que le roi choisissoit entre quatre candidats que lui présentoit la diète. Cet officier, ou plutôt ce

(1) Dans les premiers temps, la diète étoit composée de tout le corps des nobles ou de ceux qui tenoient des fiefs. Ils s'assembloient dans la plaine de Rakoz, près de Bude, la plupart à cheval, et quelquefois au nombre de quatre-vingt mille. La confusion inséparable d'une telle assemblée fit recourir, en 1411, sous le règne de Sigismond, à la représentation par des députés. Ceux qui composoient les premiers ordres, c'est-à-dire les prélats et les magnats, parurent seuls en personne. Le lieu ordinaire de l'assemblée étoit Bude; mais lorsque cette ville eut été conquise par les Turcs, ce fut Presbourg. Quelquefois l'assemblée fut transférée ailleurs. Il y avoit une session tous les ans. Dans la suite, la diète devint triennale; mais on la tenoit chaque fois qu'il étoit nécessaire.

Ch. LXII. 1660—1664.

vice-roi veilloit sur le dépôt des lois, commandoit l'armée et étoit médiateur entre le prince et les sujets. Ainsi, c'étoit toujours un adversaire puissant, et souvent même il étoit dangereux pour le monarque de l'offenser. A l'époque où se tint la diète dont nous venons de parler, la place de palatin étoit occupée par Wesselini. C'étoit un homme d'un esprit inquiet, et un protestant zélé, qui étoit indigné du traitement rigoureux qu'on avoit fait éprouver depuis peu à un grand nombre de Religionnaires. Une cause perpétuelle de soulèvement, étoit la maxime consacrée par le serment qu'André II avoit prêté à son couronnement, « Que les seigneurs avoient » le droit de se révolter contre le roi, lorsqu'il » violoit leurs priviléges. » Une loi, également dangereuse pour le monarque et les sujets, dans un pays menacé constamment par un ennemi aussi puissant que le Turc, étoit celle qui défendoit d'introduire, sans le consentement des états, des troupes étrangères dans le royaume, qui, en conséquence, ne pouvoit plus compter, pour sa défense, que sur l'armée d'insurrection, assemblage incohérent de troupes levées selon le système féodal.

Lorsque les Turcs étoient intervenus dans les affaires de Transilvanie, les Hongrois avoient imploré des secours, et le Palatin avoit promis d'assigner des quartiers et de fournir des vivres

aux troupes. Lorsque le danger fut devenu moins pressant, la défiance reprit le dessus, et à l'approche de l'hiver, l'armée que commandoit Souches fut réduite à forcer l'entrée de Cassovie. Les troupes, qu'on laissoit manquer de tout, commirent des excès, que les habitants vengèrent par des assassinats. L'expulsion de Kemeny et l'apparition des Turcs firent une révolution temporaire dans les esprits; mais Montecuculli ne se fut pas plutôt mis en marche que les plaintes recommencèrent; et au milieu de ceux qui l'avoient appelé à leur secours, il fut obligé d'user des précautions qu'on emploie en pays ennemi. Lorsqu'après une campagne extrêmement pénible, ses troupes quittèrent la Transilvanie, elles furent exposées à mourir de faim, ou sous les coups des habitants. On poussa de nouveaux cris contre la cour impériale; on prétendit que l'empereur vouloit extirper du royaume le protestantisme, comme son prédécesseur l'avoit extirpé de la Bohême, et qu'il se proposoit bien plus de subjuguer la Hongrie que de la défendre contre les Turcs. Léopold fit de vains efforts pour calmer les esprits. La diète de Presbourg l'assaillit de représentations, et l'unique moyen qu'il trouva pour prévenir une guerre civile, ou empêcher les mécontents de se joindre aux ennemis, fut de transiger avec les états. On convint donc que neuf mille hommes

Ch. LXII. 1660—1664.

de troupes autrichiennes se retireroient sur les frontières, que celles qui demeureroient paieroient les vivres qu'elles prendroient, et qu'elles seroient soumises à la juridiction du Palatin, que tous les priviléges, toutes les exemptions seroient respectés, et que, s'il en étoit besoin, on mettroit sur pied l'armée d'insurrection. Cette convention ne rendit point la tranquillité à la diète. Les Protestants ayant fait des plaintes au sujet des persécutions qu'on venoit d'exercer, il s'engagea une contestation entre eux et les Catholiques, et l'assemblée se sépara sans avoir pourvu à l'exécution de ce dont on étoit convenu avec l'empereur.

Cette conduite porta Léopold à entrer en négociation avec les Turcs, et il se tint, à Temeswar, un congrès qui régla promptement les conditions de la paix. Mais le grand-visir Achmet-Kiouprouli, qui vit la Hongrie sans défense et troublée par des dissensions intestines, profita de la sécurité de la cour impériale, et fondit sur ce royaume avec une armée de cent mille hommes. Montecuculli ne pouvant lui opposer aucune résistance, le visir passa la Drave à Esseck, et le Danube à Bude; il coupa un corps posté à Parkan, prit Neuhausel, Neutra, Novigrade, Lewentz et Freystadt, et détacha des

Le 14 Août.

(1) Mémoires de Tékély, p. 27.

hordes de Turcs et de Tartares, qui, après avoir menacé Vienne, portèrent le ravage jusqu'à Olmutz. D'un autre côté, les garnisons impériales de Zekelheid et de Clausenbourg se rendirent au prince de Transilvanie, et la Croatie et la Stirie ne furent préservées que par l'habileté et la valeur du comte Nicolas Zrini, gouverneur de la première de ces provinces.

Dans ce danger pressant, Léopold fut attaqué de la petite-vérole, maladie qui avoit déjà été si funeste à sa famille, et cet accident ajouta encore à l'indécision de ses ministres. Montecuculli eut beaucoup de peine à se maintenir dans la forte position qu'offre l'île de Schutt. La présence de l'ennemi rendit inutile un effort tardif que l'on fit pour lever l'armée d'insurrection. L'empereur n'ayant plus d'espoir qu'en des secours étrangers, alla trouver la diète de l'Empire, qui étoit assemblée à Ratisbonne. On agita d'abord la question de savoir si sa demande seroit prise en considération la première, ou si l'on discuteroit auparavant les points que le traité de Westphalie avoit laissés indécis. Après de grands débats, elle fut résolue en faveur de l'empereur. On vota un subside de cinquante mois romains, et la ligue du Rhin promit de fournir un corps de six mille cinq cents hommes, à condition que la diète ne se sépareroit que lorsqu'elle auroit pris une résolution sur les points dont nous ve-

Le 16 Déc. 1663.

Ch. LXII. 1660—1664. nons de parler. Le parti contraire à l'empereur lui opposa un nouvel obstacle. Il prétendit que les concessions en matière d'impôt devoient être faites à l'unanimité des suffrages. Cette opposition suspendit la marche des troupes et le paiement des contributions, jusqu'à ce que la Fév. 1664. prise de Neuhausel eût fait connoître aux états la grandeur du danger. Les secours furent accordés, et, d'une voix unanime, on tripla la contribution qui avoit été votée d'abord. Léopold, margrave de Bade, fut nommé général de l'armée allemande, et le prince de Hohenlohe, commandant des troupes qui furent fournies par la ligue du Rhin. Les autres états de l'Europe prêtèrent aussi des secours contre l'ennemi de la Chrétienté. Le pape paya à l'empereur un subside de sept cent mille florins, et lui permit de taxer les biens ecclésiastiques des états autrichiens. Le roi d'Espagne, les républiques de Venise et de Gênes, les ducs de Toscane et de Mantoue, donnèrent de l'argent ou des munitions, et le roi de France même envoya six mille hommes, sous le commandement du comte de Coligny et du marquis de la Feuillade. On réunit de la sorte une armée de trente mille hommes, qui s'avança vers le théâtre de la guerre.

Sur la fin de l'année, le grand-visir, laissant des garnisons dans les places qu'il avoit conquises, se retira en Turquie avec le reste de son

armée, et l'on se prépara, des deux côtés, à rouvrir la campagne avec une vigueur nouvelle. Souches, à la tête de huit mille hommes, défit les Turcs en plusieurs rencontres, reprit Neutra et Lewentz, battit, à Parkan, le pacha de Bude, qui commandoit une armée de vingt-cinq mille hommes, mit à couvert la frontière de l'Autriche, et resserra la garnison turque de Neuhausel.

De son côté, le comte Zrini conçut le projet de surprendre ou de réduire la forteresse de Kaniska, ce qui auroit mis à l'abri de toute insulte la frontière de la Stirie. Mais la lenteur des délibérations du conseil de guerre, et les querelles qui s'élevèrent entre le gouverneur et Montecuculli, donnèrent au grand-visir le temps de rassembler ses troupes, et de s'avancer pour secourir la place. A l'approche des Turcs, les deux généraux autrichiens réunirent leurs forces; mais la dissension se mit de nouveau entre eux et entre les Allemands et les Hongrois. Zrini et Montecuculli étoient de caractère entièrement opposé. Le premier étoit actif, entreprenant, audacieux, et bon partisan. Montecuculli avoit beaucoup de circonspection; il n'agissoit qu'avec méthode, et il étoit indigné des mauvais traitements que les Hongrois avoient fait éprouver à ses troupes dans les campagnes précédentes. Une armée composée de parties si discordantes

Ch. LXII.
1660—1664.

ne pouvoit agir efficacement. Les deux généraux, outre le mauvais succès de leur entreprise sur Kaniska, eurent la mortification d'être témoins de la prise de Zrinevar, forteresse que Zrini lui-même avoit fait construire sur la Muer, pour arrêter les incursions des Tartares. Cet échec, et le refus constant que fit Montecuculli d'attaquer l'ennemi, blessèrent l'orgueil du gouverneur de Croatie, qui courut porter ses plaintes à l'empereur.

Le grand-visir ne voulant point consumer le temps à faire le siége des forteresses qui couvroient l'Autriche du côté du Danube, dirigea sa marche vers les frontières de Stirie, pour pénétrer dans un pays qui étoit sans défense. Montecuculli alla occuper, avec soixante mille hommes, la forte position de Saint-Gothard, derrière le Raab. Une troupe de Janissaires passa cette rivière à la vue de l'ennemi, mais une pluie soudaine empêcha le passage du corps d'armée des Ottomans. Tandis que des deux côtés on se préparoit à livrer bataille, un jeune Turc, magnifiquement vêtu, et monté sur un cheval arabe, sort des rangs, agite son cimeterre, et défie le plus brave d'entre les Chrétiens. Le jeune chevalier de Lorraine s'avance, et au bout de quelques minutes il couche le Turc par terre, et emmène le cheval en triomphe. Cette victoire fut le présage de celle qui devoit la suivre. Les Janissaires

Le 1.er Août 1664.

qui avoient passé le Raab, furent attaqués dans la matinée et mis en désordre. Ayant été secourus par un corps de Spahis, ils commencèrent à se couvrir de retranchements. De nouveaux renforts passant continuellement la rivière, le combat recommença, et les troupes chrétiennes furent momentanément jetées dans un si grand désordre, que quelques fuyards annoncèrent à Gratz que la bataille étoit perdue. Le courage et l'habileté de Montecuculli firent changer la fortune. Ce général envoya sa cavalerie tenir les Spahis en échec, et conduisit contre les Janissaires l'élite de son infanterie. Les Spahis furent repoussés, et les rangs des Janissaires rompus par le choc des troupes allemandes, et par la valeur héroïque des Français. Huit mille Turcs restèrent sur le champ de bataille, et il en périt un plus grand nombre en s'efforçant de remonter les bords escarpés du Raab. Parmi les morts, se trouvèrent le pacha de Bude et un fils du kan de Crimée.

Dans les premiers transports de joie qu'excita cette victoire, on se flatta de chasser pour jamais de la Hongrie les Infidèles; mais les partis divers qui composoient l'armée chrétienne n'étoient point animés par le même esprit, et n'avoient point les mêmes vues. Les Allemands désiroient de retourner vers leurs foyers, aussitôt que le temps de leur service seroit expiré.

Ch. LXII.
1660—1664.

Les Français cabalèrent avec les mécontents, et entretinrent une correspondance secrète avec les Turcs. Les Hongrois demandèrent à grands cris le renvoi des troupes étrangères, et se montrèrent plus disposés à traverser qu'à seconder les opérations militaires. Léopold lui-même, dont les finances étoient épuisées, et qui craignoit que la mort de Philippe IV, et l'avènement d'un enfant d'une santé délicate ne portât, malgré toutes ses renonciations, Louis XIV à s'emparer de la couronne d'Espagne, désira aussi de mettre fin à la guerre qu'il soutenoit contre les Turcs. En conséquence, il accepta les propositions du grand visir; et à la surprise de toute l'Europe, il conclut, avec la Porte ottomane, une trève de vingt ans, neuf jours après la victoire que ses troupes avoient remportée sur eux. Abaffy conserva la Transilvanie, qui fut déclarée indépendante, et qui fut évacuée par les deux armées. Les Turcs retinrent le Grand-Waradin, New-Zoll, et Novigrade. Léopold eut les comtés de Zatmar et de Zamboritz, ainsi que les villes qu'il avoit enlevées à la maison de Ragotsky; et il fut laissé maître d'élever, des deux côtés du Waag, des forteresses pour couvrir ses états.

Ce traité qui, contre toutes les lois du royaume, fut conclu sans la participation des Hongrois, les choqua extrêmement, tant sous

ce rapport, que sous celui des stipulations qu'il contenoit. Ils arrêtèrent même l'officier qui le portoit à Vienne, et ce ne fut pas sans beaucoup de peine qu'on les engagea à lui rendre ses dépêches. L'empereur finit par obtenir la ratification des états, en leur promettant de faire construire, à ses frais, les forteresses qui devoient être élevées sur les bords du Waag, de n'accorder aucune place lucrative ou de confiance sans leur consentement, et de remplacer les troupes allemandes par des troupes hongroises. Enfin, il se concilia aussi les esprits, en rendant à la ville de Presbourg, la couronne de Saint-Étienne, qui, pendant la guerre, avoit été transférée à Vienne (1).

Ch. LXII.
1660—1664.

(1) Histoire des Révolutions de Hongrie, tom. I, p. 201-230. — Mémoires du Comte Béthléem Nicklos sur les troubles de Transilvanie, Révolutions de Hongrie, tom. VI. — Mémoires d'Emeric, comte de Tékély, p. 1-44. — *Benko, tom. I, p.* 278-308. — *Novotny, tom. I, p.* 208 — 211. — *Life of the Emperor Leopold, p.* 17-45. — *Heinrich, vol. VII, p.* 73-82. — *Struvius, p.* 1344 - 1346. — *Pray, Notitia Rerum Hungaricarum, tom. III, p.* 188 - 205. — *Windisch, p.* 419-431.

CHAPITRE LXIII.

1664.

Situation politique des divers États de l'Europe. — Tableau comparatif de la puissance des maisons d'Autriche et de Bourbon. — Situation du corps germanique. — Position et ressources de Léopold I.er

Ch. LXIII. Comme les traités de Westphalie, d'Oliva et
1664. des Pyrénées, ainsi que la trève qui a été ensuite conclue avec les Turcs, ont occasionné un changement total dans la politique de l'Europe, et que les événements postérieurs ont ranimé cette rivalité entre la maison d'Autriche et la France, qui avoit déjà fait répandre tant de sang, nous suspendrons un moment notre narration, et nous examinerons la situation des deux puissances rivales, ainsi que les relations et les intérêts des autres Etats.

Les cardinaux de Richelieu et de Mazarin étoient parvenus, l'un par sa fermeté, et l'autre par son adresse, à détruire toutes les factions en France, et avoient établi sur des bases solides l'autorité royale. Les finances s'étoient amélio-

rées, l'armée s'étoit organisée, et il s'étoit formé une foule de généraux dignes d'être mis en parallèle avec les plus grands hommes de guerre qui aient paru en aucun pays, et en aucun temps. L'importance politique de la France s'étoit accrue par des acquisitions qui lui avoient ouvert des passages en Espagne, en Italie, en Allemagne et dans les Pays-Bas. Elle avoit assuré ses conquêtes de ce dernier côté, en achetant de Charles I.er, roi d'Angleterre, Dunkerque, Mardick et leurs dépendances. Elle s'étoit mise à couvert du côté de l'Allemagne, en arrachant au duc de Lorraine ses places fortes principales. La maison d'Autriche avoit été abaissée dans ses deux branches, et la France avoit acquis en Europe cet ascendant que sa rivale y avoit possédé avant elle.

La jeunesse et l'inexpérience de Louis XIV l'avoient, ainsi que l'habitude, soumis aux conseils du cardinal Mazarin; mais à la mort de ce ministre, le monarque prit en main les rênes du gouvernement, et suivit le plan que Henri IV, son aïeul, avoit tracé, et dont l'exécution avoit déjà donné tant d'éclat à sa couronne. Louis étoit dans sa vingt-septième année. La nature l'avoit doué de tout ce qui peut concilier l'affection ou flatter l'orgueil d'un peuple à la fois ambitieux et volage. On remarquoit en lui une beauté mâle, et il avoit un port extrêmement

Le 1er Mars 1661.

Ch. LXIII. 1664.

majestueux. Il aimoit la magnificence, et faisoit profession de cette sorte de galanterie qui étoit un des traits caractéristiques de sa nation. Quoiqu'il eût peu de connoissances, et qu'il ne fût pas très-versé dans l'art de la guerre, il brûloit d'un ardent amour pour la gloire; il savoit exciter l'enthousiasme de ses troupes, et montroit un grand discernement dans le choix de ses ministres, qui, sous sa surveillance, gouvernèrent le royaume avec autant de vigueur et d'adresse, que l'avoient fait d'eux-mêmes leurs habiles prédécesseurs.

L'Espagne, qui avoit été naguère la monarchie la plus puissante de l'Europe, s'affoiblissoit sensiblement, et tomboit même dans la décadence. Durant la guerre qui venoit de finir, sa redoutable infanterie, qui avoit fait son orgueil, et avoit été la terreur de l'ennemi, avoit été presque anéantie. Ses contestations avec la Hollande et l'Angleterre avoient ruiné sa marine. Ses finances étoient épuisées, sa population réduite, et son commerce détruit. Une lutte si longue et si terrible avoit occasionné des révoltes dangereuses. L'Espagne s'étoit vu enlever ses colonies, et elle avoit aussi perdu le Portugal qui s'étoit déclaré indépendant. Elle-même avoit acheté la paix, en cédant le Roussillon, qui étoit pour elle un boulevart au-delà des Pyrénées, en abandonnant une partie de l'héritage

de la maison de Bourgogne, et en concluant le fatal mariage de l'Infante et de Louis XIV, union qui, malgré tous les engagements, toutes les renonciations, menaçoit de rendre cette puissance à jamais dépendante de la France. Ch. LXIII. 1664.

L'Espagne, il est vrai, possédoit encore de grandes ressources dans l'énergie naturelle de ses habitants, dans l'étendue de son territoire, et dans les mines inépuisables du Nouveau-Monde; mais le voluptueux Philippe IV, et les foibles ministres de ce monarque ne savoient plus donner l'essor au génie de la nation. De toute sa grandeur, il ne lui restoit plus guère que le souvenir; l'orgueil de ses conseils commençoit à se modérer; cette puissance qui avoit si long-temps dominé l'Europe, ne pouvoit plus soumettre le petit royaume de Portugal, et étoit réduite à solliciter les secours de ces mêmes Provinces-Unies qui s'étoient si récemment soustraites au joug qu'elle leur avoit imposé. Les deux branches de la maison d'Autriche, outre l'origine qui leur étoit commune, s'étoient rapprochées par de fréquents mariages, et elles étoient encore plus unies par un même intérêt, et par la crainte que la haine systématique, et les desseins ambitieux de la France leur inspiroient continuellement.

La révolution de Portugal étoit moins due aux efforts du nouveau souverain, qui étoit in-

Ch. LXIII. dolent, irrésolu, peu propre à la guerre, qu'au courage héroïque de la reine son épouse, Louise

1664. de Gusman, qui étoit fille du duc de Médina-Sidonia, et qu'au zèle de la nation. Jean de Bragance mourut en 1656, laissant deux fils, Alphonse et Pierre, qui étoient en âge de minorité. La reine, en se conciliant l'affection des Portugais, et en obtenant des secours de la France et de l'Angleterre, soutint Alphonse sur ce trône où elle avoit placé son époux. Ce fils ingrat, que la foiblesse de son esprit rendoit peu digne de porter la couronne, et qui égaloit Commode ou Carracalla, en folie et en cruauté, éloigna sa mère du gouvernement. Par bonheur, le comte de Castel-Melhor, premier ministre, étoit aussi doué d'un grand caractère, et suivit le chemin que la reine avoit tracé. La conduite des opérations militaires fut remise au comte de Schomberg, qui, par la victoire qu'il remporta

1665. sur les Espagnols, à Villa-Viciosa, assura l'indépendance du Portugal. Bientôt les excès d'Al-

1667. phonse le firent descendre du trône. Pierre, son

1668. frère, qui lui succéda, conclut la paix avec l'Espagne et la Hollande, entretint la tranquillité au dehors et au dedans; et durant l'espace de trente ans, il ne prit aucune part aux affaires de l'Europe (1).

(1) La Clède, Histoire de Portugal. — Mémoires de

L'Italie ne mettoit plus aucun poids dans la balance politique. Le royaume de Naples et le Milanais étoient des provinces de la monarchie espagnole ; et le Pape, la république de Venise, et le duc de Savoie étoient les seuls dans ce pays qui conservassent encore quelque influence. Ch. LXIII. 1664.

Venise n'étoit plus cette république dont le commerce embrassoit toutes les régions du globe, cette république qui aspiroit à la domination de l'Italie, et qui excitoit l'inquiétude des puissances de l'Europe. Ses possessions de terre-ferme, il est vrai, étoient les mêmes qu'avant la ligue de Cambrai ; mais son importance avoit été considérablement réduite par l'accroissement de puissance des maisons d'Autriche et de Bourbon. Les progrès des découvertes maritimes avoient anéanti son commerce dans l'Orient. Ayant perdu cette source de richesses, il ne lui étoit plus possible d'entretenir une armée formidable, et elle bornoit ses efforts à combattre les Turcs. Ils lui avoient déjà enlevé l'île de Chypre et ils assiégeoient Candie, qui, bientôt 1669. après se soumit à leurs armes. Dans cet état des choses, Venise s'efforçoit de conserver, par la sagesse de ses conseils et la modération de sa

---

d'Ablancourt, depuis le traité des Pyrénées jusqu'à l'année 1668. — Tableau de la Cour de Portugal, sous Pierre II.

Ch LXIII.
1661.

conduite, la considération que ses richesses et son pouvoir lui avoient acquise. Comme ses états de terre-ferme étoient situés entre le Milanais et les possessions autrichiennes, la maison d'Autriche lui donnoit de l'ombrage, quoique les craintes que les Ottomans inspiroient à l'une et à l'autre puissance, les réunissent quelquefois contr'eux.

Les Papes avoient étendu les états de l'Église en y réunissant la Marche d'Ancône, les duchés d'Urbin, de Ferrare et de Castro, et l'État de Ronciglione; mais ils avoient perdu presque toute leur influence. Ni leurs armes temporelles, ni leurs armes spirituelles ne pouvoient leur épargner une infinité d'humiliations. Ainsi, la cour de Rome, loin de dicter des lois aux empereurs et aux rois, de soulever les nations contre leurs souverains, de conférer les trônes vacants, comme elle l'avoit fait autrefois, ne devoit le peu de considération qui lui restoit, qu'à sa politique profonde, flexible et persévérante, et qu'aux relations qu'elle entretenoit par le moyen des ordres religieux, répandus dans tous les états catholiques.

Les ducs de Savoie n'avoient été comptés parmi les puissances de l'Europe que parce que leurs états se trouvoient entre la France et le Milanais, et qu'ils gardoient les principaux passages par lesquels les Français pouvoient péné-

trer en Italie; mais leurs possessions avoient été considérablement réduites, ainsi que les avantages qu'ils avoient retirés de la manière dont elles étoient situées. Les Suisses leur avoient enlevé le pays de Vaud et le comté de Romand; et la Bresse, le Bugey et le pays de Gex avoient été cédés à la France, ainsi que Pignerol et Coni. Charles-Emmanuel, qui régnoit à l'époque de 1664, avoit employé le temps qui s'étoit écoulé, depuis la paix des Pyrénées, à fermer les plaies que sa longue et orageuse minorité avait faites à son pays; mais il supportoit impatiemment l'état de dépendance où le tenoit la France, et il épioit l'occasion de se soustraire à un joug intolérable pour un prince doué d'un grand cœur, et qui avoit des talents d'un ordre supérieur.

Les états Helvétiques conservoient encore dans toute leur pureté les principes constitutifs de leur confédération. Depuis l'établissement de leur indépendance, ils avoient constamment vécu en paix avec leurs voisins, parce qu'ils avoient peu de chose à espérer et qu'ils avoient tout à craindre de la guerre. Par leurs capitulations avec la France, avec l'Espagne, avec Venise, avec la Savoie et la Hollande, ils entretenoient l'esprit belliqueux de la nation; et ils pouvoient, au besoin, appeler quarante mille hommes au secours de la patrie. La situation de

Ch. LXIII. 1664. leur pays rendoit leur concours ou leur neutralité nécessaire pour porter la guerre en Italie. A l'exception des Grisons qui étoient attachés aux intérêts de la cour de Vienne, les cantons Helvétiques lui préféroient la France, tant par habitude et par calcul, que par l'effet de l'inquiétude que leur donnoit encore la maison d'Autriche, dont ils avoient été sujets, et par l'ascendant que l'Espagne avoit pris en Italie.

L'horreur inspirée par le despotisme et par l'intolérance avoit enfanté la révolution, qui avoit établi la république des Provinces-Unies. Son indépendance ayant été reconnue par la paix de Westphalie, cette puissance porta son attention vers le commerce qui lui avoit fourni des ressources pour tenir une armée sur pied, et pour fonder cette marine qui avoit chassé de la Manche les flottes Espagnoles, donné la loi dans la mer Baltique, et disputé à l'Angleterre l'empire de l'Océan. Exclus par Philippe II, du port de Lisbonne, ce rendez-vous de toutes les nations commerçantes, les habitants des Provinces-Unies conquirent, à l'exception de Goa, tous les établissements portugais de l'Orient; ils fondèrent, dans l'île de Java, leur colonie centrale de Batavia; ils se procurèrent le commerce exclusif du Japon et de la Chine, et établirent, au cap de Bonne-Espérance, une autre colonie qui fut le lien de leurs possessions d'Europe et d'O-

rient. Le Portugal s'étant séparé de l'Espagne, les Provinces-Unies conservèrent ces établissements par la paix qu'en 1661 elles conclurent avec la première de ces puissances. Ch. LXIII. 1664.

L'autorité que la maison d'Orange avoit dans la république, prévint les mouvements qui devoient résulter d'une constitution où l'aristocratie et la démocratie se confondoient d'une manière bizarre, et qui offroit un singulier mélange d'institutions anciennes et d'institutions nouvelles. Les relations de famille, les vastes possessions et les talents de Guillaume, de Maurice, et de Henri-Frédéric, princes d'Orange, leur firent conférer successivement la dignité de stathouder, ou de gouverneur de cinq des Provinces-Unies. Cependant le grand pouvoir dont ils jouirent en qualité de capitaines-généraux, d'amiraux et de présidents des états, excitèrent une violente opposition au milieu d'un peuple jaloux de sa liberté. La faction républicaine, qu'avoit terrassée le génie supérieur des trois premiers stathouders, se releva avec une nouvelle force, pendant le gouvernement, peu long, de Guillaume II, et occasionna une guerre civile qui ne finit que par la mort de ce prince. Il eut pour successeur, Guillaume III, son fils posthume. Le parti républicain, guidé par les deux de Witt, et profitant d'une minorité qui devoit durer si long-temps, fit déclarer que les Janv. 1651.

Ch. LXIII. 1664.

offices et dignités affectés aux princes d'Orange, demeureroient vacants; et ensuite il en obtint l'abolition formelle, par l'édit perpétuel de 1668.

L'Angleterre venoit d'être le théâtre d'une des révolutions les plus étonnantes, dont l'histoire nous ait transmis le souvenir. Charles Ier, qui avoit toutes les vertus privées, qui possédoit de grands talents, et que la nature avoit doué de toutes les grâces qui peuvent orner la personne d'un souverain, s'étoit, par sa propre imprudence, et surtout par les inconvénients de sa position et la fourberie du parti républicain, engagé contre son parlement et ses peuples, en des contestations qui avoient amené sa déposition et qui lui avoient fait porter sa tête sur l'échaffaud. Mais bientôt la nation anglaise eut à gémir de maux plus grands que ceux qui l'avoient portée à sacrifier sa propre tranquillité et les jours du monarque. Le gouvernement, que le parti républicain avoit élevé sur les débris du trône, fut renversé par Cromwel qui, sous le titre de protecteur, gouverna plus arbitrairement que ne l'avoit jamais fait aucun roi d'Angleterre. Toutefois, en déployant les talents d'un homme d'état, il fit excuser, jusqu'à un certain point, le vice de son élévation. Il comprima les factions, administra la justice avec impartialité et augmenta la marine et l'armée. L'Angleterre, qui, sous le règne de Jacques Ier. et de Charles II, avoit

Ch. LXIII.

1664.

été négligée, sinon traitée avec dédain, reprit de la considération. La nation, depuis le règne de Philippe II, avoit conçu une grande aversion contre l'Espagne. Pour flatter cette passion et procurer à l'Angleterre un établissement de l'autre côté du canal, Cromwel joignit ses efforts à ceux de la France. L'acquisition de Dunkerque et de la Jamaïque fut le produit de cette alliance, et il est probable que si le protecteur avoit vécu plus long-temps, il auroit étendu ses conquêtes sur le continent; car il y a lieu de croire qu'il étoit entré en négociation pour partager les Pays-Bas avec le monarque français. Il mourut avant la conclusion de la paix, laissant le gouvernement entre les mains de son fils, qui étoit à la fois trop honnête et trop timide pour pouvoir le conserver long-temps. Après un vain effort que les républicains firent pour recouvrer l'autorité, le vœu de la nation, exprimé par Monck, rappela Charles II sur le trône de ses ancêtres. Charles, à son avénement, pouvoit tenir la balance politique de l'Europe. Mais l'ascendant que l'Angleterre avoit pris sous le gouvernement de Cromwell, elle le perdit sous le règne de ce prince voluptueux et prodigue, qui, par la dépendance honteuse où l'a tenu Louis XIV, a plus qu'aucun autre souverain, concouru à l'élévation de la France et à l'abaissement de la maison d'Autriche.

Ch. LXIII. 1664.

Frédéric III, roi de Danemarck, avoit en quelque sorte réparé ses pertes, par la révolution singulière qu'il avoit opérée dans la forme du gouvernement. Soutenu par le clergé et par les communes du royaume, il avoit détruit l'aristocratie qui avoit pesé si long-temps sur le monarque et sur le peuple; et à la place d'une monarchie féodale, élective et limitée, il avoit établi une monarchie héréditaire et absolue. L'autorité souveraine ayant acquis une force nouvelle par ce changement, Frédéric anéantit les factions, réduisit la dette publique, perfectionna l'administration intérieure, et gouverna de façon à faire rechercher son amitié et redouter sa haine. Les malheurs qu'il avoit essuyés lui firent désirer de conserver la paix; mais il demeura fermement attaché à la maison d'Autriche, qui pouvoit seule le soustraire au danger, dont le menaçoit l'accroissement de puissance que la Suède avoit pris. (1)

Les Suédois, par l'éclat de leurs armes, avoient fait rejaillir un grand éclat sur leur patrie; mais le royaume avoit été en même temps épuisé d'hommes et d'argent. La Suède, par la posses-

(1) *Holberg's Danische Geschichte, vol. III.* — Mallet, tom. VIII et IX. — *Suhm; p.* 167 - 189. — *Molesworth's account of Denmark.* — *Voyez* aussi mes Voyages dans le Nord, L. IX, c. 2.

sion de la Poméranie, de Brême et de Verden, qu'elle devoit à la guerre de trente ans, par celle du duché de Deux-Ponts, qui étoit le patrimoine particulier du roi, et par l'autorité attachée à la garantie du traité de Westphalie, avoit obtenu, sur le corps germanique, un ascendant qu'elle avoit maintenu par son union avec la France. L'acquisition de la Scanie, de la Halland et de la Blekingie, outre l'importance réelle de ces provinces, la mettoit à l'abri de toute invasion de la part du Danemarck, son éternel ennemi, et en s'emparant de la Livonie et de l'Estonie, elle s'étoit rendue maîtresse de la navigation du golfe de Finlande. Mais en même temps elle s'étoit attiré l'inimitié de la maison d'Autriche, du Danemarck, de l'électeur de Brandebourg, de la Pologne et de la Russie. En conséquence, la Suède, qui d'ailleurs étoit agitée par les troubles d'une minorité, se trouvoit dans un état de foiblesse relative, et demeuroit dans l'inaction, après avoir pris part à toutes les guerres qui s'étoient faites en Europe, depuis l'avénement de Gustave-Adolphe.

La Pologne, qui autrefois avoit donné la loi dans le nord, et avoit été le royaume le plus étendu de l'Europe, avoit vu décheoir considérablement sa puissance et sa considération, depuis l'établissement de cette loi désastreuse qui empêchoit le prince régnant de faire nom-

Ch. LXIII. 1664. mer son successeur, de son vivant, et qui rendoit la couronne purement élective. Ce ne fut plus alors que discorde et anarchie. Les seigneurs se saisirent de l'autorité; les plus belles provinces furent démembrées; la Prusse fut déclarée indépendante; la Suède s'appropria la Livonie et l'Estonie; et, au temps dont nous parlons, la Pologne, affoiblie par ses dissensions intestines, et épuisée par des guerres malheureuses, soutenoit toujours, contre la Russie, cette lutte qui a fini par lui faire perdre ses provinces orientales et l'Ukraine. Jean-Casimir régnoit; mais
1668. bientôt il descendit du trône pour aller gouverner un monastère, occupation qui lui convenoit mieux que le soin de régir une nation turbulente et guerrière. (1) En vertu de traités conclus récemment, il auroit dû avoir pour successeur un prince autrichien; mais la mort de Charles-Joseph, frère unique de Léopold, s'y opposa. On élut pour roi Michel Viesnovitsky, seigneur polonais. Pressé par les Turcs d'un côté, et par les Russes de l'autre, le roi et la république de Pologne fondèrent leur principal espoir sur l'amitié de la maison d'Autriche; et le nouveau souverain, peu de temps après son couronnement, ci-

(1) *Voyez*, pour l'abdication et la retraite de Jean-Casimir, mon Voyage en Pologne, etc., tom. I.

menta l'union des deux puissances, en épousant la sœur de Léopold. (1) Ch. LXIII.

La Russie étoit gouvernée par Alexis Michaelovitz, second souverain de la maison de Romanoff. Quoiqu'il soit connu plus généralement pour avoir été le père de Pierre-le-Grand, ce prince se signala par ses exploits et par les lois sages qu'il promulgua. Il organisa l'armée, et jeta les fondements de la marine russe, en faisant construire des vaisseaux sur la mer Caspienne. Outre ses guerres contre les Tartares de l'Orient et du Midi, il osa faire combattre ses troupes contre les troupes suédoises qui étoient alors la terreur de l'Europe. Comme son fils, ensuite, quoique vaincu souvent, il ne fut jamais dompté. Après avoir obtenu la possession de Marienbourg en concluant une trêve, il tourna ses armes contre la Pologne et reprit les provinces de Smolensko, de Severie et de Tchernichef, qui avoient été enlevées à son père, et recouvra la souveraineté de l'Ukraine, qui avoit été la source de guerres longues et sanglantes entre les Polonais et les Turcs. Cette lutte entre la Russie et la Pologne fut particulièrement avantageuse à la maison d'Autriche, en ce que l'une et l'autre puissance en recherchèrent l'alliance; et son union avec elles fut resserrée par la crainte que 1664.

(1) *Lengnich, Historia Polona.*

Ch. LXIII. 1664. leur inspiroient les Ottomans, crainte qui étoit telle qu'elle les obligea quelquefois à suspendre leurs querelles, pour se réunir au monarque autrichien, contre l'ennemi commun (1).

Telle étoit la situation politique des puissances de l'Europe, lorsque Léopold Ier. conclut la trève avec les Turcs, et qu'il fut libre de porter son attention sur l'Allemagne et les états qui l'environnoient. Nous allons examiner quelles étoient et son autorité et ses ressources en sa double qualité de chef de la maison d'Autriche et de chef de l'Empire.

Le 15 Juin 1665. Outre les états que son père lui avoit laissés, Léopold hérita du Tirol et des autres provinces extérieures, par la mort de Sigismond-François, son cousin, qui étoit le dernier prince de la branche collatérale, et qui n'avoit point laissé d'enfants. Quoique ces provinces pussent être à peine considérées comme composant une souveraineté distincte, les princes qui les avoient possédées ayant toujours subordonné leurs volontés à celle du chef de leur maison, cette réunion, outre qu'elle procura à Léopold une augmentation de revenu, et qu'elle ajouta à la force de son armée, prévint le retour de ces dissensions qui avoient anciennement affoibli la

(1) Lévecque, Histoire de Russie. — *Lengnich, Historia Polona.*

maison d'Autriche, et qui auroient pu se renouveler, lorsque les liens du sang se seroient relâchés avec le temps. Ch. LXIII. 1664.

Dans l'Autriche et dans la Bohême, ainsi que dans les provinces qui en dépendoient, l'autorité de Léopold étoit établie sur des bases plus solides que ne l'avoit été celle de ses prédécesseurs. Une administration sage avoit réparé par degrés, les maux occasionnés par la guerre de trente ans. Le rétablissement de la religion catholique avoit étouffé l'esprit de révolte. Les peuples de la Bohême et de l'Autriche, n'étant plus divisés par les opinions religieuses, se montroient fidèles et soumis; les citoyens se rangeoient avec joie sous les drapeaux de leur souverain, et lui accordoient des subsides avec empressement. Au lieu d'une foule tumultueuse, Léopold eut une armée commandée par des officiers qui s'étoient formés à l'école des meilleurs généraux du temps. Quant à la Hongrie, son autorité y étoit extrêmement restreinte par les vices de la constitution. D'ailleurs, ce qu'il possédoit, de ce royaume, lui étoit plutôt à charge qu'avantageux ; et il étoit obligé d'épuiser ses autres états pour y résister aux attaques qu'on lui portoit. La cession de ce que la maison d'Autriche avoit possédé en Alsace, l'avoit privé d'une barrière pour arrêter les entreprises des Français, et d'un moyen d'atta-

Ch. LXIII. 1664.

cher à ses intérêts et les ducs de Lorraine, et ceux des princes allemands dont les états avoisinoient le Rhin.

Les changements qui venoient de s'opérer dans la constitution du corps germanique et dans la situation relative et les intérêts des états qui le composoient, avoient infiniment réduit l'autorité impériale. Léopold Ier., avons-nous dit, avoit assemblé à Ratisbonne les états d'Allemagne, pour leur demander des secours contre les Turcs. Les princes, pour assurer le privilége de concourir à l'élection d'un chef de l'Empire et à la rédaction de sa capitulation, qui leur avoit été accordé par le traité de Westphalie, arrachèrent à l'empereur la promesse de ne point dissoudre la diète, que ces points et ceux que le même traité avoit laissés indécis, n'eussent été réglés. On ajourna la question. La diète fut prolongée contre l'usage, et à la fin elle fut virtuellement rendue permanente par un décret, qui autorisa les princes et états à lever des taxes sur leurs sujets, pour subvenir aux frais des légations. Aussi, au lieu d'être une assemblée composée de l'empereur, des électeurs et des princes en personne, elle ne fut plus qu'une réunion de représentants, où le chef de l'Empire envoyoit un commissaire. Il devint, de la sorte, impossible à l'empereur de prévenir, en prononçant la dissolution de l'assemblée, une discussion dangereuse; et les

Le 20 Avril 1662.

délégués ne purent décider aucune question sans l'avoir communiquée à leurs commettants. Les opérations de la diète n'en devinrent que plus lentes, et l'intervention des puissances étrangères n'en fut que plus facile. Le droit que le traité de Westphalie a conféré aux Protestants, de voter, comme composant un corps séparé, et d'empêcher la décision à la pluralité des suffrages, dans toute affaire qui concerneroit la religion, leur a fourni constamment un prétexte de traverser les vues du chef de l'Empire, et même de s'opposer à des levées d'hommes et d'argent. (1)

Mais c'est surtout la faculté accordée à tous les princes et états de conclure des alliances entre eux ou même avec les puissances étrangères, sans le concours des autres membres du corps germanique, qui a restreint la prérogative impériale. Ce fatal privilége faillit à réduire l'Allemagne à l'état déplorable où elle étoit avant la suppression du droit de guerre privée. Les princes les plus puissants tinrent des armées sur pied, pour mettre à profit la foiblesse de leurs voisins, ou subjuguer les villes impériales enclavées dans leurs états. Ainsi, s'étant uni à l'Autriche, le belliqueux évêque de Munster soumit cette

(1) *Puetter's Development, B. IX, ch. I.* — *Mascovius, p.* 564. — Pfeffel, vol. II, p. 508.

Ch. LXIII. 1664.

ville qui, depuis long-temps, refusoit de reconnoître sa souveraineté. L'archevêque de Mayence subjugua, à l'aide d'un corps de troupes françaises, la ville d'Erfurt, dont le commerce florissoit sous la protection de l'électeur de Saxe. La maison de Brandebourg priva de son indépendance, la ville de Magdebourg. Les ducs de Brunswick en firent autant à l'égard de la ville de leur nom. Les villes de Brême et de Cologne ne furent préservées des attaques des Suédois et de l'électeur que par l'intervention de l'empereur et celle des Provinces-Unies. (1) Ce même privilége occasionna aussi la formation de la ligue du Rhin qui contribua plus que toute autre chose, à étendre le pouvoir de la France, et de laquelle naquit dans l'Empire une division qui, pendant quelque temps, fit échouer tous les efforts de son chef.

Ayant ainsi tracé le tableau des premiers effets que le traité de Westphalie a produits en Allemagne, nous passerons à l'examen de la situation où il a mis les principaux états de l'Empire, après la maison d'Autriche.

Les états et la puissance des électeurs ecclésiastiques s'étoient réduits à mesure que les états adjacents s'étoient agrandis. Le voisinage des

---

(1) *Puetter's Development, vol. II, p.* 276 – 295. — *Struvius.* — Pfeffel et *Heinrich, passim.*

Français, qui avoient poussé jusqu'au Rhin leurs frontières, et qui occupoient la Lorraine, tenoit ces princes en respect; et quoiqu'attachés à la maison d'Autriche, ils ne pouvoient se réunir aux membres du corps germanique, qui s'étoient déclarés pour elle.

Ch. LXIII. 1664.

Les états de la maison de Bavière s'étoient considérablement accrus, tant par la réunion des domaines des branches collatérales qui s'étoient éteintes, et par l'établissement du droit de primogéniture, que par l'acquisition du Haut-Palatinat et celle du comté de Cham. La dignité électorale, que cette maison avoit obtenue en même temps, avoit ajouté à son illustration. Cependant le caractère de Ferdinand-Marie, qui avoit hérité de l'extrême dévotion de son père, mais non de ses grandes qualités, et qui en 1664 régnoit sur la Bavière, l'empêcha de s'élever au rang des puissances principales de l'Allemagne. Quoique ce prince fût attaché à l'empereur par les liens du sang et par la conformité de leurs sentiments religieux, le voisinage de la France lui faisoit craindre d'offenser un monarque, aux attaques de qui ses états se trouvoient exposés, et qui entretenoit son amour pour la paix, en le flattant d'unir sa sœur au dauphin, mariage qui se fit ensuite.

La maison palatine, qui avoit eu la plus grande influence dans l'Empire, s'étoit affoiblie par des

Ch. LXIII. 1664.

partages entre les branches collatérales; et les malheurs de la guerre de trente ans en avoient complété la ruine. Charles-Louis, fils de l'infortuné Frédéric, ne recouvra, avec la dignité électorale, que la moitié de son héritage paternel. Sa maison perdit tout ce que la Bavière acquit en considération; et l'électeur de Saxe lui enleva aussi beaucoup d'influence, en se mettant de nouveau à la tête du corps des Protestants. Charles-Louis étoit attaché à la France et aux ennemis de l'Autriche, tant par reconnoissance de la protection qu'ils lui avoient accordée, que par haine contre la puissance qui avoit presque anéanti sa maison.

Quant aux branches collatérales de la maison palatine, il suffira de faire mention de celle de Neubourg et de Deux-Ponts. Le chef de la première étoit Philippe-Guillaume, qui avoit contesté si long-temps la succession de Clèves et de Juliers, à la maison de Brandebourg, et qui avoit manqué d'entraîner l'Allemagne dans une guerre de religion. Son zèle ardent pour le catholicisme, et son dévouement pour la cour de Vienne, furent récompensés dans la suite par le mariage de sa fille avec l'empereur, union qui donna du lustre à sa maison, en lui procurant des alliances avec plusieurs potentats de l'Europe, (1) et qui lui fit

(1) Philippe-Guillaume eut treize enfants. Elisabeth,

Ch. LXIII.

1664.

conférer à lui-même la dignité électorale palatine, à l'extinction de la branche de Simmerin. La maison de Deux-Ponts tiroit peu de considération de l'étendue de ses états, qui étoient très-circonscrits; mais elle fut illustrée par l'élévation de Charles XI, qui en étoit le chef, sur le trône de Suède.

La branche albertine, ou électorale de Saxe, à qui la conduite équivoque et l'esprit mercenaire de Jean-George Ier. avoit fait perdre sa considération parmi les Protestants, la recouvra lorsque ce prince devint le chef du corps distinct qu'ils formèrent dans la diète. Il mourut en 1656, et ses états furent démembrés pour fournir des apanages à ses trois fils cadets, qui furent les tiges des trois branches de Weissenfelds, de Mersbourg et de Zeitz. Jean-George II, l'électeur qui régnoit vers l'an 1664, n'avoit en vue d'autre objet que d'assurer la paix de l'Allemagne; et quoiqu'une longue habitude et les liens du sang l'attachassent à la maison d'Autriche, il ne se montra pas disposé à prendre plus de part à une guerre contre la France, que ne lui ordon-

sa fille aînée, épousa l'empereur Léopold; Marie-Sophie épousa Pierre, roi de Portugal; Marie-Anne, Charles II, roi d'Espagne; Dorothée, Edouard-Farnèse, duc de Parme, puis en secondes noces, François, frère de ce prince; et Hedwige, Jacques, fils aîné de Jean Sobieski.

Ch. LXIII. 1664.

noit son devoir en qualité de membre du corps germanique.

La branche ernestine avoit perdu toute influence, lorsqu'elle avoit été dépouillée de la dignité électorale et de la plus grande partie de ses états; et ceux qu'elle avoit conservés avoient été partagés entre onze lignes, (1) ce qui l'avoit réduite à la nullité.

Toute la puissance de la maison de Brandebourg étoit concentrée entre les mains de Frédéric-Guillaume, que ses qualités personnelles ont fait surnommer le Grand. A la mort de George-Guillaume, son père, c'est-à-dire, en 1640, les troupes suédoises occupoient la plus grande partie de l'électorat; et les forteresses de Custrin et de Spandaw, qui commandoient la capitale, étoient au pouvoir de l'empereur. Le pays n'offroit que des villes ruinées et des campagnes désertes. Ceux des infortunés habitants qui avoient échappé à la famine et à l'épée, voyoient le reste de leurs propriétés exposées alternativement aux rapines des Impériaux et des Suédois. Les troupes hollandaises tenoient le duché de Clèves et

(1) Les lignes entre lesquelles se partageoit la branche ernestine de Saxe, étoient celles d'Altenbourg, de Weimar, d'Eisenac, d'Jéna, de Gotha, de Cobourg, de Memmingen, de Roemhild, d'Eusenbourg, de Hilburghausen et de Salfeld.

comtés de la Marck et de Ravensberg, qu'elles épuisoient par des contributions énormes. La Prusse orientale gémissoit aussi sous le poids des impôts dont les troupes suédoises l'accabloient. Relevant de la Pologne et étant gouvernée en partie par ses propres états, c'étoit une sorte de république qui s'intéressoit foiblement aux malheurs du souverain. La Suède possédoit le duché de Poméranie, qui auroit dû appartenir à l'électeur de Brandebourg, à qui on en avoit laissé le titre avec le droit de suffrage, en cette qualité, à la diète de l'Empire. Enfin, les sommes qui entroient annuellement dans le trésor électoral, ne se montaient pas à plus de deux millions cinq cent mille livres tournois.

Telle étoit la triste situation de la maison de Brandebourg, lorsque Frédéric-Guillaume commença de régner. C'étoit, dit l'historien-roi, un prince qui n'étoit point en possession de ses provinces, un électeur qui n'en avoit pas le pouvoir, et un allié qui n'avoit point d'amis. (1) Ce prince sortoit à peine de l'adolescence; mais il avoit été élevé à l'école du malheur, et avoit appris l'art de la guerre sous son oncle, l'illustre Frédéric-Henri, prince d'Orange. Son premier soin, lorsqu'il eut pris en main les rênes du

---

(1) Mémoires de la Maison de Brandebourg, tom. I, p. 112.

Ch. LXIII.

1664.

gouvernement, fut de recouvrer les places de Custrin et de Spandaw, et il y parvint, tant par adresse que par force. L'empereur ayant refusé de lui rendre le duché de Jagerndorf, dont Ferdinand II avoit dépouillé un prince de la maison de Brandebourg, pour avoir, au commencement de la guerre de trente ans, pris le parti de l'électeur palatin, il eût recours aux Suédois; et en leur payant un subside considérable, il les engagea à évacuer la Marche de Brandebourg. En 1647, il conclut avec le prince palatin de Neubourg, un accommodement qui lui assura le duché de Clèves, et les comtés de la Marck et de Ravensberg. Frédéric-Guillaume joua un grand rôle au congrès de Westphalie. Il y soutint les droits des Calvinistes, ses co-religionnaires, et les fit participer à ceux dont jouissoient les Luthériens. Lorsque la guerre fut allumée dans le nord, son alliance fut recherchée par toutes les puissances belligérantes. Il en profita pour affranchir la Prusse de la dépendance où elle étoit de la Pologne, et il appaisa le mécontentement qu'en témoignèrent les Prussiens, dont ensuite il reçut les hommages à Kœnigsberg.

Les états de Frédéric-Guillaume étant épars depuis la Vistule jusqu'au Rhin, et ne communiquant que très-difficilement les uns avec les autres, ce prince fut obligé de suivre une politique versatile. Cependant il ne cessa jamais de

travailler à maintenir l'équilibre entre les puissances de l'Europe et la paix en Allemagne. Il y sacrifia même ses sentiments particuliers et ses propres intérêts. Quoiqu'il différât de religion avec Léopold, et qu'il sût que la maison d'Autriche étoit contraire à l'agrandissement de la sienne, il favorisa l'élévation de ce prince sur le trône impérial; et même il se réunit à lui et à la Suède pour arracher la Hollande à Louis XIV. A la tête d'une armée de vingt mille hommes, bien disciplinés, et sachant compenser par son économie et son habileté, la modicité de ses revenus, il fut recherché, respecté et redouté par les plus grands potentats de l'Europe.

De tous les autres princes de l'Empire, ceux de la maison de Brunswick et l'évêque de Munster, méritent seuls que leurs noms trouvent place ici.

Les princes de l'ancienne et puissante maison de Brunswick avoient la préséance sur tous les autres princes de l'Empire, à l'exception des électeurs et de l'archiduc d'Autriche. Leur caractère belliqueux et l'excellente discipline de leurs troupes, qui étoient nombreuses, leur firent jouer un grand rôle dans la guerre de trente ans, et leur donnèrent beaucoup de considération dans le cercle de Basse-Saxe. Jusqu'alors, ils avoient été très-unis entre eux; mais depuis cette époque ils ont cessé de suivre la même ligue, les uns ayant embrassé les intérêts de l'Autriche, et les

Ch. LXIII. 1664. autres ceux de la France. La maison de Brunswick étoit séparée en deux branches, celle de Wolfenbuttel, et celle de Lunebourg ou de Zell. Auguste, qui étoit chef de la première branche, vivoit encore en 1664; mais ce prince finit, l'année suivante, sa longue et brillante carrière, et eut pour successeur, Rodolphe-Auguste, qui hérita de sa prudence, mais non de sa science dans l'art de la guerre.

George-Guillaume, chef de la branche de Lunebourg ou de Zell, prit une part considérable aux affaires de l'Allemagne et même à celles de l'Europe. C'est faire de lui le plus bel éloge, de dire qu'il étoit l'ami de Guillaume, prince d'Orange, le dépositaire de ses secrets et l'ame de ses conseils. Il avoit pour frères, Jean-Frédéric, qui fut duc de Hanovre, et qui embrassa la religion catholique dans un voyage qu'il fit en Italie, et Ernest-Auguste, qui étoit évêque d'Osnabruck, et qui fut ensuite duc de Hanovre. Ce fut en faveur de ce dernier, qui par son mariage avec Sophie, petite-fille de Jacques Ier., procura à ses descendants la succession au trône d'Angleterre, que Léopold Ier. créa le neuvième électorat.

Rodolphe-Auguste et Jean-Frédéric étoient attachés à la France, qui conclut avec eux des traités de subsides. George-Guillaume et Ernest-Auguste étoient, quoique Protestants, extrêmement dévoués à la maison d'Autriche.

Mathieu von Galen, évêque de Munster, étoit Westphalien de naissance. Son père ayant été forcé de s'expatrier pour crime de meurtre, il fut confié aux soins de son oncle, qui lui fit obtenir un canonicat au chapitre de Munster, dont il étoit doyen. Mathieu servit dans sa jeunesse, et jusqu'à l'âge de cinquante ans, il tint une conduite très-déréglée. Ferdinand de Bavière, électeur de Cologne et évêque de Munster, étant mort, von Galen obtint par surprise les suffrages de la pluralité des membres du chapitre de cette dernière ville. Plus propre à porter les armes que la crosse, il leva des troupes, et les loua au plus offrant. Il vivoit dans une mésintelligence continuelle avec les Provinces-Unies, avec les ducs de Brunswick et les princes de l'Est-Frise. Malgré toutes les représentations des princes d'Allemagne et les secours des Hollandais, il étoit parvenu, depuis peu, à soumettre la ville de Munster. Il se trouvoit à la tête d'une armée de dix-huit mille hommes, qu'il avoit mise à la solde de l'Angleterre, et il étoit la terreur de tous ses voisins (1).

Ch. LXIII.
1664.

On ne peut examiner sans surprise le tableau de la situation prospère de l'Allemagne au commencement du seizième siècle, où l'on disoit

(1) Basnage, Histoire de la Hollande, tom. I, p. 495. — Barre, tom. IX, p. 879.

Ch. LXIII. 1664.

qu'un roi d'Écosse seroit heureux d'être logé comme un bourgeois de Nuremberg, ville qui renfermoit alors cinquante-deux mille ames. Les villes de Strasbourg et d'Aix-la-Chapelle pouvoient mettre chacune vingt mille hommes sous les armes. On n'est pas moins étonné lorsque l'on considère quelles étoient la puissance et les ressources de la ligue anséatique, qui étendoit ses ramifications sur toutes les parties de l'Europe, qui contestoit aux flottes réunies du Danemarck, de la Suède et de la Norwège, l'empire de la mer Baltique, et qui concentroit dans l'Allemagne le commerce du Nord et de l'Orient. De toute cette puissance il ne lui restoit plus que le souvenir. Elle avoit compté soixante et douze villes opulentes, et elle étoit réduite à celles de Lubeck, de Hambourg et de Brême, dont les états voisins resserroient encore les limites. La population et les richesses des villes impériales furent épuisées par la guerre de trente ans. Plusieurs ne purent sortir de leurs cendres, et d'autres subirent le joug de différents princes. La décadence du commerce de Venise, et l'établissement de celui de l'Angleterre, du Portugal et des Provinces-Unies, firent couler en d'autres canaux le commerce de l'Allemagne. La ruine des villes impériales fut accélérée aussi par l'établissement de manufactures dans les états des princes qui les environnoient, et surtout par les taxes qu'on

mit sur elles, à proportion que leurs ressources diminuèrent (1). Ce fut un coup fatal porté à la puissance impériale. Jusque là les empereurs qui protégeoient les villes libres de l'Empire, en avoient tiré des secours par le moyen desquels ils avoient pu maintenir la tranquillité intérieure ou faire la guerre au dehors. Ch. LXIII. 1664.

Par cette esquisse rapide de l'état de l'Allemagne, on jugera facilement du peu d'appui que cette masse hétérogène, quand même il ne s'y seroit trouvé aucune opposition, auroit pu prêter à Léopold Ier. On peut d'autant moins considérer l'autorité impériale comme ayant mis alors dans la balance politique un poids en faveur de l'Autriche, que la pluralité des princes et états conservoient la défiance que leur avoient inspirée le despotisme et l'intolérance de Charles-Quint et de Ferdinand II, et qu'ils regardoient la France comme la seule puissance qui fût en état d'arrêter les empiétements du chef de l'Empire. En conséquence les états, quoiqu'ils fussent disposés à fournir à l'empereur des secours contre les Turcs, ne l'étoient pas à le soutenir dans une guerre contre la maison de Bourbon; et Louis XIV exerçoit en Allemagne une autorité supérieure à celle de Léopold lui-même.

(1) *Schmidt*, *B. VII*, *ch.* 38. — *Heiss*, *B. VI*, *ch.* 26. — *Puetter's Development*, *B. VIII*, *ch.* 5.

Ch. LXIV.
1664—1679.

nu le jeune roi pour héritier de toute la monarchie espagnole, à s'emparer d'une partie de cette succession, à laquelle il avoit si solennellement renoncé. Une année s'étoit à peine écoulée depuis la mort de Philippe IV, lorsque le roi de France réclama une grande partie des Pays-Bas. Ce prince fonda ses prétentions sur ce qu'il appela le droit de dévolution, par lequel les filles d'un premier lit devoient, disoit-il, succéder de préférence aux fils d'un second lit, droit qui, loin de servir de règle pour les successions aux divers états de l'Europe, n'étoit admis que par quelques coutumes particulières de provinces françaises. Louis XIV chercha aussi à justifier la violation des engagements qu'il avoit contractés à son mariage par ce vain subterfuge, que l'infante étant mineure ne pouvoit faire une renonciation, et qu'elle avoit encore moins la faculté d'annuller les droits de ses enfants.

Le roi de France préparoit de longue main cette attaque. Par ses promesses il obtint le concours de plusieurs états d'Allemagne, et ses menaces assurèrent la neutralité des autres. Il n'avoit rien à craindre de l'Angleterre, qui étoit en guerre contre la Hollande, ni de cette dernière puissance, dont il étoit l'allié. Il paroît même qu'il entra en négociation avec la cour impériale, et qu'il acquit beaucoup d'influence dans le cabinet de Vienne. Tout étant prêt,

Louis XIV, conduisant en personne sa principale armée, qui étoit de trente mille hommes, inonda de ses troupes les Pays-Bas, après avoir déclaré, par une lettre adressée à la reine régente, qu'il alloit se mettre en possession du patrimoine de la reine son épouse, ou s'assurer d'un équivalent. En moins de trois mois il se rendit maître de toutes les places fortes situées entre l'Escaut et la Manche. Il accrut les embarras de la régente, en concluant une alliance offensive avec le Portugal; et au milieu de l'hiver suivant, il ajouta la Franche-Comté à ses conquêtes.

Ch. LXIV. 1664—1679.

Le 9 Mai 1667.

Juin - Août 1667.

Févr. 1668.

La cour d'Espagne dénonça à la diète de l'Empire cette invasion d'un pays qui faisoit partie du cercle de Bourgogne. Elle réclama surtout le secours de Léopold, comme empereur, comme membre de la maison d'Autriche, et comme le plus proche héritier de la monarchie espagnole, tant de son propre chef, que de celui de l'impératrice son épouse. Ce double appel ne produisit pas le moindre effet. Plusieurs états de l'Empire allèrent jusqu'à proposer à Louis XIV d'occuper leurs forteresses, et d'autres levèrent des troupes pour combattre ceux qui voudroient s'opposer à l'exécution des desseins de ce prince. Enfin l'électeur de Brandebourg consentit à se réunir à la ligue du Rhin. Léopold, ainsi traversé par les princes d'Allemagne, et inquiété par des troubles qui commençoient à s'élever en Hon-

Ch. LXIV. 1664—1679. grie, fut contraint de garder la neutralité et d'acquiescer à un démembrement que son intérêt étoit de prévenir (1).

La foiblesse de l'Espagne, la conduite des états de l'Empire, et l'acquiescement ou l'inaction de Léopold auroient permis à Louis XIV de compléter la soumission des Pays-Bas, si les Etats-Généraux n'avoient conçu de vives alarmes, et si le parlement anglais n'avoit forcé Charles II à s'opposer à ce que la France fît une conquête qui auroit menacé la sûreté de l'Angleterre et la liberté de l'Europe. La guerre que cette dernière puissance soutenoit contre les Provinces-Unies, fut promptement terminée
Juill. 1667. par la paix de Bréda, qui fut suivie de la triple alliance entre les deux puissances maritimes et la Suède, que la France avoit irritée en lui reti-

(1) Voltaire a prétendu expliquer la conduite de Léopold, en disant que ce prince avoit conclu, avec la France, un traité secret pour le partage des Pays-Bas, au cas où le roi d'Espagne mourroit sans postérité, et que l'original de cet acte avoit été déposé entre les mains du grand-duc de Florence. Les Mémoires de Torcy portent la même allégation. Mais les embarras de Léopold dispensent de recourir à la supposition, si peu probable, qu'un souverain qui soutenoit ses droits avec tant d'opiniâtreté, y auroit renoncé si facilement; et il est plus absurde encore d'imaginer qu'il auroit confié à un petit prince d'Italie l'original d'un pareil traité.

rant ses subsides. Louis XIV accepta, quoiqu'avec indignation, les conditions qui lui furent offertes. Il conclut, sous la médiation du Pape, la paix avec l'Espagne, par le traité d'Aix-la-Chapelle. Ce prince s'engagea à rendre la Franche-Comté; mais il garda les places qu'il avoit conquises dans les Pays-Bas (1). Il parvint même à éluder de faire mention de la renonciation qu'il avoit faite à la couronne d'Espagne. Ainsi il abrogea virtuellement les stipulations les plus essentielles du traité des Pyrénées, et se réserva la faculté de reproduire ses prétentions, à la première occasion favorable.

Ch. LXIV. 1664—1679.

Le 2 Mai 1668.

Il importoit alors aux trois puissances qui avoient conclu la triple alliance, de prévenir, en garantissant à l'Espagne le reste des Pays-Bas et la Franche-Comté, les inconvénients de cet accommodement peu sûr; mais il s'écoula plus d'un an avant qu'il y eût été pourvu par le traité que la Hollande, l'Angleterre et la Suède conclurent à La Haye. La cour de Madrid, en y accédant, promit à la dernière de ces puissances de lui payer les arrérages des subsides qui lui étoient

Le 7 Mai 1669.

(1) Ces places qui commandent les trois rivières principales des Pays-Bas, et qui assuroient l'entrée du Brabant, sont Charleroy, Binche, Ath, Douay avec le fort de Scarpe, Lille, Oudenarde, Armentières, Courtray, Berg et Furnes, avec leurs dépendances.

Ch. LXIV.
1664—1679.

dus. Il étoit nécessaire que les parties contractantes consolidassent leur alliance en obtenant l'adhésion d'autres puissances, et surtout celle de l'empereur; mais leurs projets étoient si discordants, et l'influence que Louis XIV avoit sur l'esprit du roi d'Angleterre étoit si grande, que la cour de Londres refusa, sous plusieurs prétextes, d'accepter la garantie de Léopold, à qui l'on avoit fait la proposition formelle d'accéder au traité (1).

Louis XIV, qui aspiroit à la possession entière des Pays-Bas, ne pouvoit se contenter de ce qu'il en avoit acquis, quelle qu'en fût l'importance; mais il savoit qu'il ne pourroit exécuter ses projets de conquête, tant que la Hollande formeroit un point de réunion pour les puissances de l'Europe; et il résolut de l'attaquer. Il gagna Charles II, que ses profusions avoient réduit à être le pensionnaire de la France. Il se réconcilia avec le gouvernement suédois, qui étoit

(1) Basnage, Histoire des Provinces-Unies, tom. I et II, *passim*. — Hume, Histoire d'Angleterre. — Dalrymple, Mémoires de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. — *Schmidt*, *B. VII*, *ch.* 5. — Pfeffel. — *Struvius*. — Koch, tom. I, p. 183-196. — Mably, Droit public de l'Europe, chap. III. — *Sir William Temple's Works*, *vol. I*, *p.* 357, *fol.* — Mémoires des Pays-Bas Autrichiens, p. 97.

mécontent du retard que l'Espagne mettoit à remplir les engagements qu'elle avoit pris à son égard. Tous les princes de l'Empire, à l'exception de l'électeur de Brandebourg, furent séduits ou par des traités d'alliance, ou par des largesses. En promettant de ne point attaquer l'Allemagne ni les Pays-Bas, le roi de France obtint la liberté du passage dans les états des princes de la ligue du Rhin. L'électeur de Cologne, et l'évêque de Munster s'engagèrent même à le seconder. Ce prince occupa Léopold, en fomentant les troubles de Hongrie. Il gagna quelques-uns des ministres de la cour de Vienne; et, sous prétexte qu'il n'en vouloit qu'à la religion protestante, il engagea l'empereur à signer un traité par lequel il promit de ne point s'opposer aux progrès des armes de la France, dans toute guerre entre cette puissance et l'Angleterre, la Suède ou les Provinces-Unies.

Le monarque français, ayant de la sorte isolé les Hollandais, attaqua la Lorraine, dont le duc Charles IV levoit une armée pour les Provinces-Unies. La conquête de ce duché ouvrit à la France une communication directe avec l'Alsace. Malgré l'intervention de l'empereur et de l'Empire en faveur d'un prince qui étoit sous leur protection, Louis XIV conserva la Lorraine. Les Provinces-Unies se virent alors sans autre allié que l'Espagne, puissance avec laquelle

Ch. LXIV. 1664—1679.

le danger commun les avoit portées à conclure une alliance défensive.

Le 17 Déc. 1671.

L'orage qui s'amassoit depuis si long-temps, créva à la fin. La France et l'Angleterre déclarèrent la guerre à la Hollande, presque au même instant. Leurs flottes se réunirent, et Louis XIV commença sa mémorable attaque par terre. Ayant rassemblé ses troupes dans les environs de Charleroy, il passa la Meuse à Visè et à Mastricht, et entra dans l'électorat de Cologne. Il descendit ensuite le Rhin, s'empara de toutes les places fortes que l'électeur de Brandebourg possédoit dans le duché de Clèves, força le passage du fleuve à Tolhuys, et répandit ses troupes dans les Provinces-Unies. Il se rendit maître, avec la rapidité de l'éclair, de Grave-Doesbourg et de Zutphen-sur-l'Yssel, de Nimègue et de Bommel-sur-le-Wahal, de Grave et de Crèvecœur sur la Meuse, des forteresses situées sur le Rhin jusqu'à Woorden; et même il prit Naerden, ville située à trois lieues d'Amsterdam. En même temps l'évêque de Munster, soutenu par un corps de troupes françaises, aux ordres du duc de Luxembourg, pénétra par l'Over-Yssel dans les provinces de Groningue et de Frise.

Les Hollandais, réduits à cette extrémité, rompirent leurs digues. Ils formèrent une ligne de défense entre Muyden et Gorcum, et transférèrent dans la ville d'Amsterdam leurs archives

et leurs magasins. Leurs troupes, peu nombreuses, découragées et mal disciplinées, étoient commandées par des officiers sans talents. Le peuple, énervé par une longue paix, et entièrement livré à des spéculations de commerce, avoit perdu ce courage qui l'avoit fait braver les meilleures troupes de l'Europe, conduites par les généraux les plus expérimentés. Il étoit divisé en deux partis, celui de la maison d'Orange, et le parti républicain, l'un et l'autre plus occupés à se nuire réciproquement qu'à résister à l'ennemi commun. La flotte seule se conduisit d'une manière conforme à l'intérêt national. Elle attaqua, à Solebay, les escadres combinées de France et d'Angleterre, et soutint plusieurs combats sans éprouver de défaite. Cet avantage, si c'en étoit un, ne pouvoit être considéré comme décisif. On auroit pu anéantir la nation hollandaise, tandis que sa flotte auroit remporté des victoires; et le découragement fut si général, que l'on parla de transférer le gouvernement dans les colonies de l'Orient.

L'approche du danger, le fâcheux état de l'armée et des places fortes, les soupçons de trahison qui s'élèvent ordinairement après une suite de revers, et enfin les relations bien connues que les deux de Witt entretenoient avec la France, excitèrent l'indignation générale. Les malheurs publics ayant été imputés à leur

Ch. LXIV. 1664—1679. imprévoyance, ils furent sacrifiés à la fureur du peuple. On remit au prince d'Orange, qui fut nommé stathouder des cinq provinces que ses ancêtres avoient gouvernées sous le même titre, le commandement de la flotte et celui de l'armée. Ce jeune prince, qui se montra digne du grand nom qu'il portoit, rétablit la discipline, et punit ou destitua ceux qui avoient trahi, ou mal servi leur pays. Enfin ce peuple, qui naguère étoit disposé à se soumettre à un joug étranger, montra le plus grand zèle pour défendre le reste de territoire que ni les eaux, ni les armes de la France, ne lui avoient point encore arraché.

Mais ni le courage des citoyens, ni l'héroïsme du jeune prince d'Orange n'auroient pu sauver la Hollande, si l'empereur et l'électeur de Brandebourg n'étoient venus à son secours. Dès le mois de mai, l'électeur avoit conclu, avec la république, un traité par lequel il s'étoit engagé à lui fournir une armée de vingt mille hommes. Comme la perte des Pays-Bas auroit été infaillible, si la France avoit conservé la Hollande et la Lorraine, la cour de Vienne rompit le traité de neutralité qu'elle avoit conclu récemment. En conséquence, l'empereur, l'électeur de Brandebourg et les États généraux signèrent un traité d'alliance, et seize mille Impériaux s'étant réunis

Août 1672. aux troupes brandebourgeoises à Halberstadt,

s'avancèrent vers l'évêché de Munster. Turenne leur fit perdre toute la campagne en vains efforts pour passer le Rhin. Cette inaction engendra le mécontentement et la défiance dans l'esprit des alliés. L'électeur, dont la cour de Vienne gênoit les opérations militaires, et qui non-seulement voyoit ses places du Rhin occupées par les Français, mais qui craignoit encore qu'ils n'envahissent ses états de Westphalie, conclut à Vossem une trève, par laquelle il promit de ne point prendre part à la guerre contre la France, à moins qu'il n'y fût contraint en sa qualité de membre du corps germanique.

Le 10 Avril 1673.

La diversion que firent l'empereur et l'électeur de Brandebourg permit aux Provinces-Unies, en leur donnant un peu de relâche, de faire les plus grands efforts par terre et par mer. Leurs troupes firent lever le siége d'Amsterdam, et mirent la province de Groningue à couvert, en réduisant Coevorden. Le prince d'Orange attira l'attention de l'ennemi sur ses propres frontières, en attaquant Charleroy concurremment avec les Espagnols. Les États généraux ne négligèrent rien non plus pour augmenter leur marine, et ils firent échouer les tentatives des Français et des Anglais pour opérer une descente sur les côtes de Hollande et de Zélande.

Juin et Août 1673.

Léopold, après la défection de l'électeur de

Ch. LXIV.
1664—1679.

Brandebourg, redoubla d'efforts. Il tenta, mais vainement, de soulever l'Empire contre la France; il jeta des garnisons dans Coblentz et dans Ehrenbreisten, tant pour s'assurer d'un passage sur le Rhin, et d'une position qui le rendît maître du cours de la Moselle, que pour pénétrer dans la Lorraine; il conclut des traités d'alliance avec l'infortuné Charles IV, souverain de ce duché, et avec l'Espagne et les Provinces-Unies. Une armée de dix-huit mille hommes fut rassemblée promptement du côté des Pays-Bas, et Montecuculli s'avança vers le Mein à la tête d'une armée de trente mille Impériaux. L'effet de ces mouvements fut décisif. Turenne fut forcé de quitter la Franconie. Montecuculli ayant passé le Rhin à Coblentz, fit sa jonction, avec le prince d'Orange et les confédérés, à Andernach, et leurs troupes combinées prirent Bonn. Les Français, craignant que leurs communications avec la France ne fussent coupées, retirèrent leurs garnisons de toutes les places conquises, à l'exception de Grave et de Mastricht, ce qui fut suivi de la défection de tous leurs alliés, hormis la Suède. Le parlement d'Angleterre obligea le roi de conclure la paix avec la Hollande, et la présence des troupes de la confédération força l'évêque de Munster à se détacher de la France, et à se réunir à ses co-états de l'Empire.

Le 17 Mai 1673.

Le 19 Févr. 1674.

Il venoit de s'opérer subitement en Allemagne un changement de la plus grande importance. L'embrasement du Palatinat par le maréchal de Turenne, l'entrée des troupes françaises dans l'électorat de Trèves, dans la Lorraine et dans les dix villes impériales d'Alsace, concoururent, avec plusieurs déclarations hautaines, à donner du poids aux représentations de l'empereur, et toute la diète se réunit pour déclarer la guerre à Louis XIV. Plusieurs états, et particulièrement l'électeur de Brandebourg, les ducs de Brunswick et l'électeur palatin conclurent des traités d'alliance particuliers avec Léopold et les Provinces-Unies; et le roi de Danemarck promit un secours de seize mille hommes, si la Suède se déclaroit en faveur de la France.

Ch. LXIV.
1664—1679.

Avant que les alliés eussent pu rassembler leurs forces, les Français soumirent la Franche-Comté; et malgré cette conquête, ils engagèrent les Suisses à fermer le passage aux troupes espagnoles qui viendroient d'Italie. Durant les deux années suivantes, les opérations de la guerre entre la France et l'empereur ne s'étendirent point au-delà de l'Alsace et des bords du Rhin. La circonspection de Montecuculli et le caractère entreprenant de Turenne se balancèrent tellement, qu'il n'y eut point d'avantage décisif de l'un ni de l'autre côté. Peu de temps après la

Fév. et Juin 1674.

Ch. LIXV. 1664—1679. mort du premier (1), et la retraite du second, les choses changèrent de face. Les Suédois ayant pris le parti de la France, les troupes du Brandebourg, de Brunswick et de Munster se portèrent vers le nord de l'Allemagne, ce qui rendit aux Français leur supériorité sur le Rhin et dans les Pays-Bas. Les Impériaux, sous le commandement du nouveau duc de Lorraine, Charles V (2), qui hérita des talents et de la mauvaise fortune de Charles IV, son oncle, recouvrèrent Trèves, soumirent Philipsbourg, et s'approchèrent même de la Lorraine. Mais les Français contraignirent à capituler un corps qui avoit pénétré dans l'Alsace; ils chassèrent de Mayence Charles V; ils l'empêchèrent de passer la Meuse pour faire sa jonction avec les Hollandais, et terminèrent la campagne en prenant Fribourg. Soutenu par les Espagnols et par les Impériaux, le prince d'Orange, quoiqu'il eût été défait à Senef et à Montcassel, tint les Français en échec, jusqu'à ce que la diversion des

Le 18 Sept. 1675.

Le 17 Sept. 1676.

Le 14 Nov. 1676.

(1) Turenne fut tué à Sarbruck, le 27 juillet 1675. Peu de temps après cet événement, Montecuculli se retira, à cause de son âge avancé. Ce grand capitaine finit ses jours à Lintz, au mois d'octobre 1680.

(2) Charles V étoit fils de Nicolas-François, frère du feu duc Charles IV, et de la princesse Claude, fille de Henri, duc de Lorraine.

Suédois eût permis à la France de concentrer ses forces dans les Pays-Bas; mais, avant la fin de l'année 1679, cette puissance s'empara des places fortes qui servoient de barrière aux Espagnols (1).

Cependant, selon la coutume de joindre des négociations aux opérations militaires, il se tint, sous la médiation de l'Angleterre, un congrès à Nimègue. La France ne négligea rien pour diviser les alliés; mais l'opposition courageuse de Léopold et du prince d'Orange firent échouer tous ses efforts. Le premier exigea la restitution de la Lorraine et de la Franche-Comté, le rétablissement des droits de l'Empire sur les dix villes d'Alsace, et des positions militaires sur le Rhin; le second insista pour que la France rentrât dans ses anciennes limites. Leurs demandes furent appuyées par le roi de Danemarck, par l'électeur de Brandebourg et par les princes du nord de l'Allemagne, qui désiroient non-seulement de recouvrer ce qu'ils avoient perdu, mais de conserver les conquêtes qu'ils avoient faites ou qu'ils espéroient faire sur la Suède. Mars 1677.

Louis XIV, n'ayant pu rompre la confédération, redoubla d'efforts pour en détacher les

(1) C'étoient Bouchain, Valenciennes, Condé, Cambrai, Maubeuge, Bavay, Aire, Saint-Omer, Warwick, Warneton, Poperingue, Bailleul et Cassel.

Ch. LXIV. 1664—1679.

Hollandais; et par l'offre de plusieurs priviléges de commerce, et celle d'une barrière suffisante pour la sûreté des Pays-Bas, il réussit à persuader au parti qui gouvernoit en Hollande, d'écouter des propositions de paix séparées. Le prince d'Orange frustra de nouveau l'espérance du monarque Français. Il passa en Angleterre, y négocia son mariage avec Marie, héritière présomptive de la couronne, et porta Charles II à envoyer un ambassadeur sommer Louis XIV de restituer toutes les conquêtes qu'il avoit faites sur l'empereur et sur l'Empire, de rétablir le duc de Lorraine dans ses états, d'abandonner Mastricht aux Hollandais, et de céder à l'Espagne, pour servir de barrière aux Pays-Bas, Ath, Charleroy, Binche, Saint-Guilain, Condé, Valenciennes, Courtrai et Tournai. Le roi d'Angleterre alla même jusqu'à promettre de déclarer la guerre à la France, si elle refusoit de souscrire à ses propositions. Dans ce dessein, il conclut, à La Haye, un traité avec les Provinces-Unies, et obtint du parlement les sommes nécessaires pour l'entretien d'une flotte de quatre-vingt-dix voiles, et d'une armée de trente mille hommes.

Le 6 Janv. 1678.

Ces apparences encouragèrent les alliés, et ils firent des préparatifs pour porter la guerre en France; mais tandis qu'ils discutoient leurs plans d'opérations, l'ennemi fit avancer ses troupes vers les frontières. Après avoir menacé l'Alle-

magne du côté du Haut-Rhin, et tenu en alarme tout le pays jusqu'à la Meuse, les Français fondirent sur la Flandre, et en peu de jours ils se rendirent maîtres de Gand et d'Ypres. Louis XIV, profitant de l'alarme que répandit le succès de ses armes, adressa des propositions de paix au congrès de Nimègue. Ce monarque demanda pleine et entière satisfaction pour le roi de Suède, pour le duc de Holstein-Gottorp et pour l'évêque de Strasbourg, dont les états avoient été envahis par les alliés. Il fit à l'empereur une promesse vague de remplir les stipulations du traité de Westphalie, et offrit de lui rendre Philipsbourg, s'il consentoit à lui céder Fribourg. Il proposa à l'Espagne la restitution de Limbourg, d'Ath, de Charleroy, de Binche, d'Oudenarde, de Courtrai, de Gand et de Saint-Guilain, qu'il considéroit comme composant une barrière suffisante pour tranquilliser l'Angleterre et la Hollande. En retour, il demanda la Franche-Comté, et les autres places qu'il avoit conquises dans les Pays-Bas. Il offrit aux Hollandais les priviléges qu'il leur avoit offerts précédemment, et la remise de la principauté d'Orange, dont il s'étoit emparé au commencement de la guerre. Il consentoit à rétablir le duc de Lorraine dans ses états, soit aux conditions portées par le traité des Pyrénées, soit à charge par ce prince de lui céder la ville de Nancy pour

Le 15 Avril 1678.

Ch. LXIV. 1664—1679.

celle de Toul, de livrer deux passages d'une demi-lieue de largeur, pour se rendre des frontières de France à celles d'Alsace et de Franche-Comté, et d'abandonner la prévôté de Longwy pour une autre prévôté dans un des Trois-Évêchés. Le roi de France termina ces propositions, qu'il fit en vainqueur, en déclarant que si elles n'étoient pas acceptées avant le 10 du mois de mai, il se croiroit libre de faire de nouvelles demandes. (1)

Des conditions si dures, prescrites d'un ton si hautain, ne purent qu'affliger extrêmement les alliés, et surtout Léopold, qui sentoit à quel danger ses propres états et l'Allemagne seroient exposés, si elles étoient acceptées. Se reposant sur l'appui de l'Angleterre, du Danemarck, du Brandebourg et de ses alliés de Basse-Saxe, il résolut de continuer les hostilités; mais Louis XIV avoit déjà gagné les puissances sur les secours desquelles l'empereur avoit compté. Il rendit vains les efforts de l'Angleterre, en faisant des largesses au souverain, en corrompant les chefs du parti populaire, en excitant la jalousie du roi

(1) *Temple's Memoirs* — Basnage, tom. II, p. 914.

(2) Dalrymple a retracé avec habileté, dans ses intéressants Mémoires de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, chap. II et III, et dans les deux appendix, la conduite honteuse que tous les partis, en Angleterre, ont tenue à cette époque.

contre le parlement, et celle du parlement contre le roi ; et à l'instant même où Charles II avoit rappelé les troupes qu'il avoit jointes à celles de la France, et où il avoit envoyé une partie de ses forces en Flandre, le monarque français obtint le licenciement de cette armée, dont la nation anglaise avoit demandé la levée. Louis XIV fut encore plus heureux en Hollande. Il fit représenter au parti populaire, que l'opposition du prince d'Orange étoit le seul obstacle à la paix ; il chercha à donner des inquiétudes sur les relations de ce prince avec l'Angleterre ; il menaça de céder les Pays-Bas pour le Roussillon, et offrit de nouveaux priviléges de commerce. Le roi de France parvint, de la sorte, à faire signer, aux états-généraux, une trève, pendant laquelle on devoit travailler à une pacification générale, sur les bases qu'il avoit posées, et il tira d'eux la promesse de renoncer à la confédération, si ses propositions étoient rejetées. La trève fut ensuite prolongée jusqu'à la fin de l'année.

Les Hollandais gagnés, il ne fut pas difficile d'entraîner l'Espagne, qui étoit épuisée par la guerre, et qu'agitoient des dissensions intestines. Don Juan d'Autriche avoit fait disgracier le père Nidhard, arrêter la reine, et bannir Valenzuela, méchant poète, qui, par ses intrigues, s'étoit élevé au rang de premier ministre ; mais il n'avoit pu donner du courage à un prince d'un es-

Ch. LXIV. 1661—1679.

prit foible, ni soumettre, au milieu d'une guerre malheureuse, une noblesse factieuse. Désirant la paix, non moins pour soulager son pays que pour établir sa propre autorité, il accepta, sans hésiter, les conditions qui lui furent offertes par la France.

Les autres alliés, alarmés de cette double défection, éclatèrent en reproches contre les Hollandais, qui avoient donné l'exemple de se détacher d'une ligue qu'on avoit faite en leur faveur; mais toutes les plaintes, toutes les représentations furent vaines, et les Provinces-Unies donnèrent à leur ambassadeur l'ordre de signer la paix dans l'espace d'un mois. (1)

Le 22 Juin. Quoique dans les traités qui avoient été conclus entre la France, la Hollande et l'Espagne, il n'eût point été question de la Suède, Louis XIV refusa de remettre Mastricht et les places qui appartenoient aux Espagnols, avant que les alliés eussent rendu toutes les conquêtes qu'ils avoient faites sur cette puissance. Ce refus inopiné faillit à rallumer la guerre. Le roi d'Angleterre conclut, avec les Hollandais, un traité (Le 26 Juill.) par lequel il s'engagea à prendre les armes contre la France, si cette puissance ne livroit pas, sous quatorze jours, les places auxquelles elle avoit renoncé. Il s'adressa à son parlement pour en

(1) Basnage, tom. II, p. 923.

obtenir des subsides; mais ce prince avoit agi avec une duplicité qui lui avoit enlevé l'estime et la confiance de tous les partis. On crut qu'il ne s'étoit servi que d'un prétexte pour arracher de l'argent et lever une armée; et il n'obtint rien. En conséquence, il se remit sous la dépendance de la France, à laquelle il offrit de garder la neutralité, ou même de déclarer la guerre en faveur de la Suède, si l'on vouloit augmenter la pension qu'il recevoit. Louis XIV n'eut garde de mécontenter le nécessiteux monarque; mais il en fit connoître la perfidie aux Hollandais. Il parvint de la sorte à faire signer, par les états-généraux, le traité de paix définitif, le soir même du jour où devoit expirer le délai que Charles II avoit fixé; et l'Espagne suivit encore cet exemple.

La 11 Août.
Le 17 Sept.

Même après la signature du traité, on crut à la reprise des hostilités. Le lendemain du jour où cette formalité eut lieu, le prince d'Orange attaqua le maréchal de Luxembourg, qui, malgré l'armistice, avoit bloqué Mons, et il le força d'abandonner sa position avec perte de cinq mille hommes. Dans le même temps, le roi d'Angleterre, irrité contre Louis XIV, qui avoit suspendu le paiement de la pension qu'il lui faisoit, ratifia le traité conclu avec la Hollande, pressa l'embarquement de ses troupes, et fit tous ses efforts pour porter les états-généraux à continuer la guerre. Il avoit trop souvent trompé les Hol-

Ch. LXIV. 1664—1679. landais, pour qu'ils se fiassent à ses promesses; et Louis XIV, ayant oublié l'injure que le prince d'Orange venoit de lui faire, les ratifications furent échangées. Toutefois, à l'instigation de Léopold, et dans l'espoir de tirer des secours de l'Angleterre, l'Espagne révoqua l'acquiescement qu'elle avoit donné. Louis XIV, indigné, répandit ses troupes dans les Pays-Bas, où elles levèrent des contributions, et commirent de tels dégâts, que la cour de Madrid fut contrainte de céder, pour délivrer ses sujets de maux plus grands que ceux même qu'ils avoient éprouvés pendant la guerre. Le 13 Déc. 1678.

Les Français n'ayant plus rien à redouter du côté des Pays-Bas, couvrirent de leurs troupes l'électorat de Cologne, et le pays de Clèves et de Juliers. Les princes dont les états se trouvoient le plus menacés, s'empressèrent de se détacher de la ligue. Cependant, l'électeur de Brandebourg, qui désiroit de conserver la Poméranie, qu'il avoit entièrement soumise, proposa la levée d'une armée de quatre-vingt mille hommes, dont il offrit de fournir le quart. Cette ressource étoit trop incertaine pour rassurer Léopold, qui, d'ailleurs, n'étoit point disposé à continuer la guerre en faveur d'un prince qu'il redoutoit infiniment. Il entra donc dans une négociation séparée avec la France; et ses alliés lui adressèrent les reproches qu'il avoit faits à

la Hollande et à l'Espagne. La conclusion du traité fut retardée par les efforts qu'il fit pour retenir Philipsbourg et Fribourg, pour recouvrer les droits de l'Empire sur les villes et les fiefs d'Alsace, et pour obtenir la restitution pleine et entière de la Lorraine. Mais Louis XIV, qui n'avoit pas voulu céder un seul de ces points, dans le temps où toute l'Europe étoit réunie contre lui, étoit encore moins disposé à le faire, en voyant l'empereur délaissé par les principaux membres de la ligue. Léopold, après de longues discussions, abandonna le roi de Danemarck et l'électeur de Brandebourg, et conclut la paix avec la France et la Suède. Il retint Philipsbourg en échange de Fribourg; il laissa, à l'égard de l'Empire et de lui-même, les choses dans l'état où le traité de Westphalie les avoit laissées. Il acquiesça aux conditions proposées au duc de Lorraine; mais pour mettre son propre honneur à couvert, il publia une vaine protestation, par laquelle il réservoit ses droits et ceux du corps germanique sur les fiefs et les villes d'Alsace. Comme il avoit conclu ce traité sans le concours formel de l'Empire, il présenta une justification à la diète, et obtint la ratification de tous les membres, à l'exception de l'électeur de Brandebourg, du roi de Danemarck, en sa qualité de comte d'Oldenbourg, des ducs de Brunswick et de l'évêque de Munster. Bernard von Galen

Le 5 Fév. 1679.

Ch. LXIV. 1664—1679. étant mort, son successeur donna son acquiescement; et les ducs de Brunswick en firent autant. Une armée française, qui fondit sur la Basse-Saxe, vainquit la répugnance de l'électeur

Le 29 Juin 1679. de Brandebourg, qui cependant fut, de tous les alliés, celui qui obtint les conditions les plus avantageuses. On lui céda un petit pays situé sur la rive gauche de l'Oder, et la moitié des droits d'entrée dans le port de Colberg; et la France lui paya une somme de trois cent mille

Septembre. couronnes. Le roi de Danemarck fut réduit promptement à souscrire aux conditions qui lui furent imposées. Il réintégra le duc de Holstein-Gottorp dans ses états, et ratifia de nouveau les traités de Westphalie, de Roschild et de Copenhague.

Le duc de Lorraine fut le seul souverain qui ne rentra point dans ses états. Ce prince généreux rejeta avec dédain des conditions qui l'auroient mis dans une dépendance entière de la France. Il demeura près de l'empereur son beau-frère; il fit le plus bel ornement de la cour de Léopold, fut l'âme de ses conseils, et commanda ses armées. (1)

---

(1) Actes et Négociations du Traité de Nimègue. — Dumont. — Mably, Droit public de l'Europe. — Koch, Paix de Nimègue. — *Memoirs of sir William Temple, from* 1672 *to* 1679. — Basnage, Annales des Provinces-Unies. — Hume. — Dalrymple. — Daniel. — Hénault. — *Struvius.* — Barre. — *Heiss.* — *Schmidt.*

CHAPITRE LXV.

1679 — 1697.

NOUVELLES entreprises de Louis XIV. — Vaines représentations de l'Empereur. — LÉOPOLD améliore l'état militaire de l'Allemagne. — Il forme des associations défensives. — Il s'efforce de former une ligue contre la France. — Louis XIV envahit les Pays-Bas. — Trève de Ratisbonne. — La France parvient au plus haut degré de puissance. — Les conquêtes de Louis XIV jettent l'alarme en Europe. — Efforts que font LÉOPOLD et Guillaume, prince d'Orange. — Succession du Palatinat. — Ligue d'Augsbourg. — Les Français entrent dans le Palatinat. — Effets de la révolution qui s'est opérée en Angleterre, en 1688. — L'Empereur et l'Empire déclarent la guerre à la France. — Grande alliance. — LÉOPOLD obtient de l'influence en Allemagne. — Il suspend l'exécution du double projet de créer un neuvième électorat, et de rendre à la Bohême les priviléges électoraux. — Louis XIV parvient à mettre la division parmi les membres de la grande alliance. — Il gagne l'Angleterre et la Hollande. — Paix de Ryswick. — Stipulation relative au rétablisse-

ment de la religion catholique dans les pays occupés par la France. — Remarques sur le traité de Ryswick.

Ch. LXV. IL fut facile de reconnoître, peu de temps après
1679–1697. la signature du traité de Nimègue, par quel motif on avoit fait, au sujet de l'Alsace et des Trois-Évêchés, insérer, avec tant d'art, dans le traité de Munster, ces stipulations contradictoires, dont on refusa ensuite d'admettre une explication. La paix ne fut pas plutôt conclue, que Louis XIV ordonna aux villes et aux seigneurs des provinces qu'il avoit acquises, de rompre toute relation politique avec l'Empire, et que ce prince établit, sous le nom de chambres de réunion, trois tribunaux, à Brisach, à Metz et à Besançon; (1) le premier pour l'Alsace, le second

(1) Voltaire dit qu'il a consulté tous les auteurs, et qu'il a reconnu que jamais il n'y a eu, à Besançon, de chambre instituée pour savoir quelles terres voisines pouvoient appartenir à la France. Seulement le parlement de Besançon y réunit, pour quelque temps, Montbelliard. — Siècle de Louis XIV, tom. I, p. 185, édit. stéréot.

Pfeffel, Abrégé de l'Histoire d'Allemagne, p. 810, *in-4.°*, édition de Manheim, ne parle ni de la chambre, ni du parlement de Besançon, et dit que ce fut la chambre de Brisach qui réunit le comté de Montbelliard; et à laquelle Louis XIV renvoya les plaintes des princes intéressés. (*Note du traducteur.*)

pour les Trois-Évêchés, et le troisième pour la Franche-Comté. L'objet de ces chambres étoit de rechercher dans les archives publiques, et de recueillir, par la tradition, des renseignements relatifs aux droits dont avoient joui les anciens souverains, afin de saisir, comme des fiefs et des dépendances, les villes et les terres sur lesquelles ils avoient été établis. Les réclamations portèrent sur des comtés, des duchés et des principautés. De ce nombre furent Deux-Ponts, Sarbruck, Veldentz, une partie des évêchés de Strasbourg et de Spire, Sponheim, Montbelliard, etc., etc., qui, depuis long-temps, n'avoient plus aucun rapport avec les provinces cédées. Du côté des Pays-Bas, le roi de France réclama le comté de Chinay, la ville d'Alost ou Luxembourg, et plusieurs terres qui étoient situées entre la Sambre et la Meuse, et appartenoient à l'évêché de Liége. Les propriétaires eurent ordre de faire hommage à la couronne de France, sous peine de confiscation. Les petites villes et les états qui ne pouvoient résister, se soumirent; mais les autres portèrent leurs plaintes à l'empereur et à l'Empire. Le roi de Suède, comme souverain du duché de Deux-Ponts, la maison palatine, à qui appartenoient Veldentz et Germesheim, et le duc de Wirtemberg, qui possédoit la principauté de Montbelliard, reprochèrent à Léopold d'avoir négligé leurs intérêts

Ch. LXV. 1679—1697. dans le traité de paix qu'il venoit de conclure. L'empereur ayant fait des représentations très-vives au sujet de ces réclamations, Louis XIV le renvoya aux tribunaux qu'il avoit institués. Il entama ensuite une négociation, durant laquelle il arracha le comté de Chinay à l'Espagne, et investit Strasbourg, qu'il soumit. En
1681. même temps il prit possession de Casal, fief impérial, qu'il avoit acheté du duc de Mantoue.

L'empereur, jugeant qu'une telle conduite exciteroit une indignation générale dans tout le corps germanique, engagea la diète à mieux ordonner l'organisation de l'armée de l'Empire. Comme jusqu'alors les contingents avoient été réunis selon l'ordre de la matricule, on avoit fait combattre ensemble des troupes qui différoient de langage, de mœurs et de régime. On remédia à cet inconvénient, en les rassemblant selon l'ordre des localités, et en fixant les contingents des cercles respectifs. On prit des mesures pour lever une armée de douze mille hommes de cavalerie et de vingt-huit mille d'infanterie, qui pouvoit être portée à quatre-vingt mille, et même à cent vingt mille hommes, en doublant ou en triplant les contingents. Il fut aussi réglé que les fonds que chaque cercle devoit payer pour l'entretien de cette armée, seroient versés dans une caisse commune et spé-

çiale. (1) Léopold, en même temps, excita les états d'Allemagne à former des ligues défensives, soit entre eux, soit avec des puissances étrangères. Il accéda lui-même à celle des quatre cercles du Rhin, et conclut des alliances avec les ducs de Brunswick-Lunebourg, et avec son neveu, Maximilien-Emmanuel, le nouvel électeur de Bavière. La saisie du duché de Deux-Ponts avoit irrité le roi de Suède contre la cour de France; et l'empereur, qui profita de son mécontentement, fit avec ce prince, et avec l'Espagne et les Provinces-Unies, une ligue défensive de vingt ans. Il se flattoit de porter le corps germanique à déclarer la guerre à la France, et espéroit que le prince d'Orange engageroit l'Angleterre dans la querelle. L'influence supérieure de Louis XIV trompa cette attente. Le monarque français détacha de la ligue le roi de Danemarck, par un subside de huit cent mille couronnes, et par la promesse de soutenir les droits que ce prince prétendoit avoir sur le duché de Holstein-Gottorp, et sur les villes de Lubeck et de Hambourg. Il n'eut pas de peine non plus à gagner le parti qui gouvernoit en Hollande. En faisant passer à Charles II les sommes nécessaires pour suffire à ses profusions, sans être

(1) *Heinrich*, *vol. VII*, *p.* 233. — *Puetter's Development*, *vol. II*, *p.* 313.

Ch LXV. 1679—1697. réduit à la nécessité d'assembler le parlement, il s'assura de la neutralité de l'Angleterre. En Allemagne, il trouva un appui dans l'électeur de Brandebourg, qui étoit mécontent de l'Espagne et de l'empereur; de l'une, parce qu'elle ne lui avoit point payé les subsides qu'elle lui avoit promis, et de l'autre, parce qu'il l'avoit forcé d'accéder au traité de Nimègue, et qu'il s'étoit emparé des principautés de Lignitz, de Brieg et de Wolau en Silésie. (1) Ce prince employa tous ses efforts pour empêcher la diète de déclarer la guerre à la France, et même il conclut, avec le roi de Danemarck et l'évêque de Munster, un traité pour le maintien de la neutralité de l'Allemagne. Enfin, Louis XIV donna assez d'occupation à Léopold, en fomentant la rébellion en Hongrie, et en excitant les Turcs à porter la guerre dans les états autrichiens.

1684. Le roi de France, se reposant sur l'effet de ses négociations, fit entrer ses troupes dans les Pays-Bas; et elles s'emparèrent de Courtrai et de Dixmude. Elles prirent ensuite Trèves et Luxembourg, places dont la première fut démantelée.

(1) L'électeur de Brandebourg réclamoit ces principautés, en vertu d'un acte de succession fait en 1557; mais à la mort du dernier titulaire, Léopold s'en mit en possession, comme de fiefs dévolus à la couronne de Bohême.

La division qui existoit entre les princes d'Allemagne, l'insouciance des Hollandais, la neutralité de l'Angleterre, et surtout l'embarras où se trouvoit Léopold, permirent au monarque français de retenir la plus grande partie de ses nouvelles conquêtes; et il fut conclu à Ratisbonne, entre ce prince, le roi d'Espagne et l'empereur, une trève de vingt ans. La France, durant tout cet espace de temps, devoit conserver Luxembourg, Bouvines, Beaumont et Chinay, avec leurs dépendances, ainsi que les places des Pays-Bas, qui avoient été réunies avant le 20 août 1683. Cette puissance enleva à l'Empire, Strasbourg, Kell, toutes les places dont la réunion avoit précédé le 1.er août 1681, et les droits de souveraineté sur l'Alsace, droits qui ne devoient plus être contestés. Louis XIV promit de maintenir les priviléges, soit dans l'ordre civil, soit en matière de religion, de tous ceux d'entre ses nouveaux sujets qui lui feroient hommage, et s'engagea, par un article séparé, à ne troubler ni Catholiques, ni Luthériens, ni Calvinistes dans l'exercice de leur culte, et à ne point toucher aux propriétés ecclésiastiques. (1)

Ch. LXV. 1679—1697.

Le 26 Août 1684.

(1) Mably et Koch.—Histoire de la Trève de Ratisbonne. – Dumont, Corps Diplomatique. — Négociations de D'Avaux.

Ch. LXV.
1679—1697.

A l'époque où la trève de Ratisbonne fut conclue, le pouvoir de la France et la gloire de Louis XIV étoient parvenus au plus haut degré. Sous le ministère du grand Colbert, l'ordre avoit été établi dans les finances, l'administration de la justice s'étoit perfectionnée, la police s'étoit améliorée, le commerce s'étoit étendu; on avoit créé des manufactures et fondé des colonies; des canaux et des communications avoient été ouverts; on avoit formé ou l'on formoit de nouveaux ports à Dunkerque, à Toulon, à Brest, à Rochefort et sur la Manche; une marine de cent voiles, servie par soixante mille matelots, répandoit la terreur dans la Méditerranée, et disputoit aux flottes de l'Angleterre et de la Hollande, l'empire de l'Océan. En même temps, les arts utiles et ceux qui font le charme de la vie, étoient encouragés, et les lettres et les sciences obtenoient une protection éclatante. Le souverain ne bornoit pas sa munificence à récompenser ses sujets. Tous les hommes de génie, qui se distinguoient en quelque branche des connoissances humaines, en quelque pays que ce fût, trouvoient un protecteur en lui.

Louvois, qui étoit placé à la tête du département de la guerre, avoit porté, dans les institutions militaires, la même perfection que Colbert dans les institutions civiles et dans la marine. Les troupes, que commandoient les plus célèbres gé-

néraux du siècle, furent soumises à une discipline sévère. Des écoles furent fondées pour l'instruction des officiers; et le ministre, par sa constance inébranlable et son inflexible sévérité, parvint à imprimer le mouvement le plus rapide aux armées les plus nombreuses qu'il y eût en Europe. Ce fut lui qui, le premier, fit subsister les troupes, en campagne, en formant des magasins, et qui pourvut les places frontières de tout ce qui est nécessaire pour la défense ou pour l'attaque. Une double ou une triple ligne de forteresses, en même temps qu'elle empêchoit de pénétrer en France, fournissoit toutes sortes de facilités pour entrer dans les états voisins. La perfection à laquelle cette branche de l'art militaire fut portée, on la dut principalement au génie de Vauban, qui, bien qu'il ait, moins que Turenne, Condé ou Luxembourg, occupé la muse de l'histoire, a, dans ce siècle qui a été si fertile en grands hommes, concouru, autant que tout autre auroit pu le faire, à étendre et à consolider le pouvoir de la France. Elle lui est redevable de nouveaux genres de fortification, et surtout de nouveaux genres d'attaque, qui, en soumettant presque au calcul la durée des siéges, ont introduit dans l'art de la guerre un changement notable, et qui ont donné aux armes de Louis XIV cette supériorité qui a confondu tous ses ennemis, et qu'elles ont con-

Ch. LXV.

1679—1697.

servé jusqu'à ce qu'eux-mêmes aient employé de semblables moyens.

Enivré d'une longue suite de succès, enorgueilli de l'admiration et de la terreur même qu'il inspiroit, enflammé par un amour désordonné de la gloire, Louis XIV dédaigna de colorer désormais ses entreprises, et traita les autres princes de l'Europe en vainqueur. Il leur avoit dicté, avec toute l'autorité d'un maître, les conditions de la paix; et quoiqu'ils eussent licencié, en totalité ou en grande partie, leurs troupes, il maintenoit toujours sur le pied de guerre ses armées de terre et de mer. Employant en même temps la plume et l'épée, l'artifice et la force, il sembloit n'épier que l'instant de faire de nouvelles conquêtes.

Ne connoissant point la tolérance, Louis XIV n'aspira pas moins à enchaîner la conscience de ses sujets, qu'à imprimer la terreur dans l'âme des autres souverains. Sur les représentations de Colbert, il avoit confirmé, tacitement, l'édit que Henri IV avoit publié en faveur des Hu-
1683. guenots; mais après la mort de ce grand ministre, il révoqua l'édit de Nantes; et cette révocation fut suivie de persécutions qui rappelèrent celles que les Religionnaires avoient essuyées au commencement de la réforme. Les ministres furent bannis; on renversa leurs temples; les enfants furent arrachés d'entre les bras de leurs

parents, pour être instruits dans la religion catholique; on empêcha les adultes d'aller chercher, dans une terre étrangère, la liberté de conscience, qu'on leur refusoit dans leur pays; et l'exécution des plans tracés par les Jésuites fut confiée au despotisme militaire dirigé par l'implacable Louvois. Cependant, malgré tous les efforts des dépositaires de l'autorité, plus de cinq cent mille personnes parvinrent à sortir de France, emportant avec elles leur industrie et leurs richesses; et, ce qui fut plus funeste à leur ancienne patrie, elles répandirent, dans toutes les contrées de l'Europe où elles trouvèrent un refuge, leur haine contre leur persécuteur.

Louis XIV continuant, malgré la trève qu'il venoit de conclure, à exécuter ses projets de réunion, s'appropria les biens que l'ordre Teutonique possédoit en Alsace. Il mit dans sa dépendance le chapitre de Strasbourg, confisqua les biens qui appartenoient à l'université de Fribourg, et arracha à l'électeur de Trèves un tribut annuel, à titre de redevance envers le duché de Luxembourg. Il fit, dans le Brisgaw, d'autres envahissements d'une moindre importance, quoique non moins outrageants; et contre la teneur des traités, il persécuta les Protestants de Sar-Werden et de Sarbruck. Il multiplia ses moyens de pénétrer en Allemagne, en faisant élever, sur les bords et sur les îles du Rhin, de

Ch. LXV. 1679—1697. la Moselle et de la Sarre, des forteresses, dont la plupart furent construites sur le terrain des princes de l'Empire ; et en même temps il montra, en tenant sur la frontière une armée formidable, les dispositions où il étoit de recommencer la guerre.

Les aggressions de Louis XIV, et l'esprit de domination qui le conduisoit, éloignèrent de lui successivement les princes qui avoient été le plus attachés à ses intérêts. De tous ses alliés, il ne pouvoit plus compter que sur le roi de Danemarck, qui étoit irrité contre la Suède et mécontent de l'Autriche, et sur les ducs de Brunswik-Wolfenbuttel, auxquels il payoit des subsides. Le roi d'Angleterre, Charles II, qu'il avoit enchaîné par ses dons, n'étoit plus. Il les continua à Jacques II, il est vrai ; mais la nation anglaise, à qui la crainte de l'anarchie ou du despotisme républicain, avoit fait supporter les défauts de Charles II et son asservissement à la France, fut réveillée par les projets que le successeur de ce prince avoit conçus, pour détruire la liberté civile et religieuse, et qu'il ne daignoit pas même dissimuler. Elle partageoit l'aversion que le despotisme et les persécutions de Louis XIV inspiroient contre ce monarque, et elle tournoit ses regards vers le prince d'Orange, comme vers celui qui devoit la délivrer et venger l'Europe opprimée.

Léopold n'étoit point insensible à sa propre humiliation. Ce prince connoissoit, dans toute son étendue, le danger qui résultoit de l'ascendant que la maison de Bourbon avoit pris; mais il soutenoit la guerre en Hongrie, et étoit retenu par l'électeur de Brandebourg, et les partisans que la France avoit en Allemagne. Il renfermoit son indignation en lui-même, et épioit l'occasion de tirer l'Europe de son assoupissement. Il trouva les mêmes dispositions en Guillaume, prince d'Orange, qui étoit animé contre Louis XIV, par une haine personnelle et par la différence de religion, et qui désiroit d'occuper la France sur le continent, tandis qu'il travailleroit à renverser la tyrannie de Jacques II. Mettant à profit l'horreur que la persécution exercée contre les Huguenots avoit excitée dans les Provinces-Unies, il opéra une révolution totale dans les sentiments des Hollandais. Il n'usa pas avec moins de succès du crédit qu'il avoit sur l'esprit du roi de Suède, et sur celui de plusieurs membres du corps germanique. Léopold lui-même, qui fut aussi heureux dans ses efforts, gagna l'électeur de Brandebourg, en lui cédant le cercle de Schwibusen, pour l'indemniser de la perte de ses duchés de Silésie, et s'assura du concours des princes de Brunswick-Lunebourg, en leur donnant l'expectative de la dignité impériale.

Ch. LXV.
1679—1697.

Avril 1685.

Le prétexte que Léopold et le prince d'Orange cherchoient pour soulever l'Empire contre la France, ils le trouvèrent à la mort de Charles-Louis, électeur palatin, qui étoit le dernier rejeton, en ligne masculine, de la branche de Simmerin. Les branches de Neubourg et de Veldentz s'en disputèrent la succession; et les propriétés allodiales furent réclamées par la sœur du feu prince, Elisabeth-Charlotte, qui avoit épousé le duc d'Orléans, frère de Louis XIV. La contestation fut décidée promptement en faveur de Philippe-Guillaume, duc de Neubourg, et beau-frère de l'empereur, qui lui accorda l'investiture, décision que la diète de l'Empire approuva. Sous le titre d'allodiaux, la duchesse d'Orléans demandoit toutes les propriétés mobilières de son frère, et jusqu'à l'artillerie et aux munitions de guerre. Enfin, d'une manière ou de l'autre, elle revendiquoit la plus grande partie des terres qui avoient appartenu à la maison de Simmerin; et Louis XIV, soutenant les prétentions de cette princesse, menaçoit de faire entrer ses troupes dans le Palatinat.

L'empereur et le prince d'Orange se prévalurent de l'alarme que répandit cette menace. Par leur médiation, les Provinces-Unies, l'électeur de Brandebourg et le roi de Suède conclurent des alliances entre eux. Enfin, Léopold, le roi de Suède, comme possesseur de la Poméranie

Le 21 Juin 1686.

et de Brême, et les principaux membres de l'Empire, formèrent la célèbre ligue d'Augsbourg, dont l'objet étoit de résister aux attaques de la France, et le prétexte de maintenir les traités de Munster et de Nimègue, et la trève de Ratisbonne. On prit des mesures pour lever une armée de soixante mille hommes, armée dont le commandement devoit être remis à l'électeur de Bavière, au prince de Waldeck et au margrave de Bareuth.

Louis XIV, alarmé, suspendit l'exécution de sa menace. Il proposa de convertir en paix la trève de Ratisbonne, et permit à la duchesse d'Orléans d'accepter une somme de cent mille livres, pour équivalent de ses prétentions. Le corps germanique, à l'instigation de Léopold, refusa d'approuver, en accédant aux propositions du roi de France, les envahissements qu'il avoit faits. Ce refus, joint à l'aspect guerrier que prenoit l'Allemagne, aux succès de l'Autriche dans la guerre contre les Turcs, et à l'expédition que le prince d'Orange préparoit pour détrôner son beau-père, porta Louis XIV à prévenir ses ennemis. Il fit revivre, et même il étendit les prétentions de la duchesse d'Orléans ; et il intervint dans la contestation qui s'étoit élevée au sujet de l'élection à l'archevêché de Cologne. En soutenant Guillaume, comte de Furstemberg, qui avoit été élu par une partie du cha-

1687.

Ch. LXV.
1679—1697.

pitre, contre le frère de l'électeur de Bavière, Joseph-Clément, que protégeoient le pape et l'empereur, le roi de France obtint la possession de Bonn, de Kaiserswerth, et des places principales de l'électorat, excepté la capitale, qui avoit reçu les troupes impériales. Il fit ensuite entrer dans le Palatinat une armée de quatre-vingt mille hommes, sous le commandement du Dauphin. D'autres corps furent envoyés du côté de Trèves et des Pays-Bas; et avant la fin de l'année, les Français avoient pris Philipsbourg, conquis tout le Palatinat, et soumis Spire, Worms, et plusieurs autres forteresses situées sur le Rhin, avec Trèves, et Huy dans l'évêché de Liége. En même temps, Louis XIV satisfit son ressentiment contre le pape, en séquestrant le comtat d'Avignon. Ses troupes n'éprouvèrent que peu de résistance dans ces opérations. L'empereur, qui poursuivoit ses avantages contre les Turcs et les rebelles de Hongrie, s'étoit borné à renvoyer de Vienne et de Ratisbonne les ambassadeurs de France.

Par bonheur pour la maison d'Autriche, Louis XIV, qui vouloit faire diversion en faveur des Turcs, répandit ses troupes en Allemagne, au lieu de les faire marcher contre la Hollande; et, de la sorte, le prince d'Orange eut le temps d'achever cette révolution, dont les résultats ont été si contraires aux intérêts de la France.

Le peuple anglais s'étoit soumis en silence à toutes les mesures arbitraires que Jacques II avoit prises. Il espéroit qu'à la mort du roi, Marie, sa fille, et le prince d'Orange, époux de cette princesse, replaceroient la constitution sur ses véritables bases; mais la naissance d'un prince de Galles répandit une consternation générale. On craignit qu'ayant été élevé par un père si zélé pour le catholicisme, et imbu de maximes despotiques, il ne voulût un jour soumettre la nation au joug du papisme et du pouvoir absolu. L'accouchement inattendu de la reine fit répandre le bruit que l'enfant étoit supposé. Quoiqu'il n'eût aucune probabilité, ce bruit fut cru facilement en Angleterre et en Hollande. En conséquence, on résolut d'exclure le prince de Galles de la succession à la couronne, et Guillaume fut invité par la haute noblesse, par le clergé et un grand nombre de citoyens, à passer la mer pour les aider à recouvrer leurs droits constitutionnels.

Le prince d'Orange fit les plus grands préparatifs, tant sur terre que sur mer. Il assembla une armée du côté de l'Allemagne, comme s'il se proposoit de soutenir les opérations de la ligue d'Augsbourg, et lorsque tout fut prêt pour l'exécution de son dessein, il fit venir, à marches forcées, ses troupes vers les côtes de la mer, pour les embarquer à Helvoetsluys. Sa flotte étoit composée de cinquante vaisseaux de guerre, et 1688.

Ch. LXV.
1679—1697.

d'un grand nombre de bâtiments qui portoient quinze mille hommes de troupes de débarquement. Guillaume prit terre à Torbay, le 9 novembre, jour que la découverte d'un complot, tramé par les Papistes, avoit déjà rendu célèbre dans l'histoire d'Angleterre (1). Après un moment d'hésitation, il fut joint par les principaux seigneurs; le peuple l'accueillit avec des transports de joie, et ce prince se vit maître de l'Angleterre sans avoir versé une seule goutte de sang. Il favorisa l'évasion de Jacques, et convoqua un parlement. Après quelques objections, qui provenoient de l'attachement de la nation au principe d'hérédité, le trône fut déclaré vacant. La couronne fut déférée conjointement à Guillaume et à Marie, et le gouvernement remis entre les mains du roi seul. Ainsi se termina une révolution, au succès de laquelle concoururent, presque miraculeusement, une foule d'intérêts opposés. Jacques, quoiqu'instruit des desseins de son gendre, par le roi de France, ne prit des mesures pour en arrêter l'exécution, que lorsqu'il ne fut plus temps. Louis XIV luimême, au lieu d'attaquer la Hollande, ce qui auroit empêché le départ du prince, envoya ses troupes en Allemage. Le corps germanique se réunit à l'Espagne pour protéger, pendant l'ab-

(1) La conspiration des poudres. (*Note du traduct.*)

sence de Guillaume, les Provinces-Unies; et même l'empereur et le pape, préférant leurs intérêts particuliers à celui de leur religion, favorisèrent l'expulsion d'un prince catholique et l'avénement d'un prince protestant. (1)

Le 14 Fév. 1689.

La révolution d'Angleterre produisit un changement aussi prompt qu'important en faveur des alliés. L'Empire, sur les instances de Léopold, déclara la guerre à la France. Les membres de la ligue d'Augsbourg réunirent leurs contingents, et au commencement du printemps, les troupes allemandes s'avancèrent de toutes parts vers le Rhin. Louis XIV renonçant alors au dessein de se maintenir en Allemagne, retira ses troupes, et donna l'ordre de dévaster le Palatinat et les provinces voisines, pour mieux garantir ses frontières. Cet ordre cruel ne fut que trop bien exécuté. On livra aux flammes plus de quarante villes, et un nombre infini de villages. Les infortunés habitants, forcés de se répandre dans les campagnes couvertes de neige, périrent, ou par la faim, ou par le fer, ou par la rigueur de la saison. Le pays le plus fertile de l'Allemagne fut transformé presque entièrement en un désert. Cette horrible dévastation, qui rendit le nom français odieux en Europe, accrut l'influence de Léopold, et excita les alliés à redou-

(1) Rapin, Hume, Dalrymple, Somerville.

Ch. LXV.
1679—1697.

bler d'efforts contre un monarque qui avoit foulé aux pieds les lois de l'humanité.

Le 20 Avril 1688.

Frédéric, qui avoit succédé à son illustre père, Frédéric-Guillaume, électeur de Brandebourg, embrassa la défense de la maison d'Autriche avec ardeur, et son exemple fut suivi par les princes de Brunswick-Lunebourg. (1) Leurs troupes, soutenues par celles des états voisins de la Hollande, enlevèrent aux Français une partie considérable de l'électorat de Cologne, et recouvrèrent celui de Trèves. Une armée qui étoit composée d'Autrichiens, de Saxons, de Bavarois et de Hessois, et que commandoit le duc de Lorraine, traversa les campagnes désolées du Palatinat, et réduisit Mayence. Le duc de Lorraine, après avoir fait sa jonction avec l'électeur de Brandebourg, prit Bonn, et par là il priva les Français d'un poste qui, étant en leur puissance, exposoit au plus grand danger l'existence même des Provinces-Unies.

Les princes confédérés ne mirent pas moins d'activité dans leurs négociations que dans les opérations militaires, et Léopold parvint à jeter les fondements d'une alliance qui réunit contre la France toutes les puissances de l'Europe, à l'exception du Portugal, de la Russie, et de

(1) George-Guillaume, duc de Zell, et Ernest-Auguste, duc de Hanovre.

quelques états d'Italie. Elle commença par un traité qui fut conclu à Vienne, le 12 mai 1689, entre l'empereur et les états-généraux. Les deux parties contractantes s'engagèrent à diriger toutes leurs forces contre l'ennemi commun, jusqu'à ce que les choses eussent été rétablies sur le pied où elles avoient été mises par les traités de Westphalie et des Pyrénées, à ne faire ni paix, ni trève, que d'un commun accord, et à obtenir le rétablissement du duc de Lorraine dans ses états. Les états-généraux promirent, par des articles secrets, d'appuyer les droits que l'empereur ou ses héritiers auroient à la couronne d'Espagne, si Charles II mouroit sans postérité, et de favoriser l'élection de l'archiduc Joseph, que Léopold se proposoit de faire nommer roi des Romains. Les alliés de la France devoient être regardés comme ennemis. Sur l'invitation des Provinces-Unies, Guillaume III accéda au traité, comme roi d'Angleterre, et sur celle de l'empereur, le roi d'Espagne en fit autant. Le corps germanique, le duc de Savoie, et Charles XI, roi de Suède, donnèrent aussi leur adhésion. Les ducs de Brunswick-Lunebourg contraignirent ceux de la branche de Wolfenbuttel à rompre leurs relations avec la France. Le roi de Danemarck fut forcé de signer un traité de subside avec l'Angleterre, et de fournir huit mille hommes, qui devoient combattre son ancien allié.

Ch. LXV. 1679—1697.

Tout alors parut changé en Europe. La France, qui s'étoit vue entourée d'alliés, d'amis, de partisans, demeura seule contre une multitude d'ennemis. Les états d'Allemagne, qui avoient considéré Louis XIV comme le protecteur de leur indépendance, le regardèrent comme l'ennemi le plus dangereux.

L'unanimité avec laquelle l'archiduc Joseph, qui n'avoit pas encore achevé sa onzième année, fut élu roi des Romains, fut le premier effet de la révolution surprenante qui s'étoit faite dans le corps germanique. Léopold ne craignit pas, Le 4 Janv. 1690. dans une assemblée électorale qui fut tenue à Augsbourg, de parler des prétentions de son fils, comme si c'étoient des droits héréditaires. Tous les projets de capitulation permanente furent oubliés, et le seul article qui fut ajouté à celle que Léopold avoit signée, fut une disposition relative à l'âge du jeune roi. Le collége des princes, qu'avoit mécontenté la manière dont l'élection s'étoit faite, se borna à présenter une protestation qui, pour être conçue en termes très-forts, n'en fut pas moins inutile. (1)

Cette grande confédération, qui s'étoit faite contre la France, sembloit devoir assurer sa

(1) *Wahl, Capitulation Josephs I.* — Barre, tom. X, p. 274. — *Schmidt, vol. XIII, p.* 71. — *Heinrich, vol. VII, p.* 294.

ruine; mais, par la contiguité de toutes les parties qui la composoient, par la force, la discipline et la valeur de ses troupes, par l'habileté de ses généraux, et surtout par l'enthousiasme des citoyens, cette puissance parvint à triompher, sur terre et sur mer, de tous ses ennemis. Dans les Pays-Bas, le maréchal de Luxembourg gagna, sur le prince de Waldeck, la bataille de Fleurus. Louis XIV, en personne, prit Mons et Namur; et les alliés, commandés par Guillaume III, furent mis en déroute à Steinkerque et à Nerwinde. Sur le Rhin, les troupes allemandes qui, à la mort du duc de Lorraine, (1) avoient passé sous le commandement des électeurs de Saxe et de Bavière, demeurèrent dans l'inaction, et elles essuyèrent même l'humiliation de voir les Français dévaster de nouveau le Palatinat, et ruiner Heidelberg, qui commençoit à sortir de ses cendres.

Juillet 1690.

Jacques II avoit, par le secours de Louis XIV, recouvré toute l'Irlande; mais Guillaume III, aussitôt qu'il eut étouffé les factions qui s'opposoient à l'établissement de son autorité en Angleterre, fit passer des forces dans cette île, et par la brillante victoire de la Boyne, il contraignit son beau-père à aller de nouveau chercher un asile en France. L'année suivante, Limerick,

Le 4 Juillet 1690.

(1) Charles V.

Ch. LXV. 1679—1697.

ce dernier reste de la puissance de Jacques, se soumit au vainqueur. Louis XIV, qui ne fut point découragé par cette perte, redoubla d'efforts. Sa flotte, que commandoit le maréchal de Tourville, ayant défait, à la hauteur de Brest, les flottes anglaise et hollandaise, il profita de sa supériorité maritime pour faire une tentative contre l'Angleterre même. Deux armements formidables furent préparés à Brest et à Toulon. Une armée considérable se rassembla en Normandie, et Jacques II lui-même se rendit sur la côte, pour se mettre à la tête de l'expédition. Louis XIV, qui comptoit sur les mécontents d'Angleterre, et sur l'attachement supposé de la flotte anglaise pour son ancien souverain, n'attendit pas l'arrivée de l'escadre de Toulon; et fit passer, au maréchal de Tourville, l'ordre d'attaquer les Anglais et les Hollandais, qui avoient la supériorité du nombre. Les résultats de cet ordre imprudent furent la destruction de l'escadre de Brest, à la hauteur de La Hogue, et
Mai 1692. la perte de cette supériorité maritime que Louis XIV avoit acquise par tant de travaux, de persévérance, et à si grands frais.

Cette victoire ayant affermi le trône sur lequel il étoit assis, Guillaume III dirigea toutes les forces de l'Angleterre et de la Hollande contre la France, dont il arrêta les
Sept. 1694. progrès dans les Pays-Bas. Il reprit Namur à la

vue des Français, qui, par la prise de Dinant et le bombardement de Bruxelles, tentèrent vainement de déconcerter les projets des alliés. Il redoubla l'éclat de sa réputation militaire, qui n'avoit cessé de briller, même au milieu des revers; et l'Empire vit une armée française plus puissante que celle qui avoit conquis si rapidement la Hollande, et donné deux fois la loi à l'Espagne, se borner presque à la défensive, ou du moins à des marches, à des contre-marches, et à la prise de quelques places de peu d'importance.

Durant le cours de ces opérations, la guerre languissoit sur le Rhin. Malgré toute l'ardeur de Léopold, et l'unanimité qui régnoit dans la diète, les efforts des troupes allemandes consistèrent en une vaine tentative pour pénétrer dans la Franche-Comté, et en quelques incursions en Alsace. Les Français eux-mêmes se bornèrent, de ce côté, à quelques irruptions dans le Palatinat, qu'ils ravagèrent de nouveau.

Les armes françaises obtinrent des succès décisifs en Italie et en Espagne. Victor-Amédée, duc de Savoie, ayant conclu des traités de subside avec les puissances maritimes, leva un corps de troupes considérable, et reçut des renforts du Milanais et de l'Allemagne. Cependant, quoiqu'avec des forces supérieures, il ne put se maintenir contre l'habileté du maréchal de Ca-

Ch. LXV. 1679—1697. tinat. Son armée fut mise en pleine déroute à Staffarde, et cette défaite entraîna la perte de Saluces et de Suse. Les Français parcoururent
1690. la Savoie. Nice et Mont-Alban furent pris, et l'on mit à contribution tout le pays qui s'étendoit jusqu'aux portes de Turin.

En cet état des choses, l'enthousiasme qui
1691. avoit échauffé le corps germanique se refroidit insensiblement, et en même temps les querelles de religion et les dissensions civiles se ranimèrent.

Léopold, pour reconnoître les services que George-Guillaume, duc de Zell, et Ernest-Auguste, duc de Calenberg ou de Hanovre, avoient rendus à l'Autriche durant les guerres qu'elle avoit soutenues contre la France et en Hongrie, avoit promis de créer un neuvième électorat en
Le 22 Mars 1692. faveur de l'un d'eux. Il conclut à Vienne, avec ces princes, un traité d'union héréditaire et d'alliance défensive. George-Guillaume renonça à ses prétentions en faveur d'Ernest-Auguste, à qui la dignité électorale fut promise, avec l'office de grand-banneret, et la réversion de l'office de grand-trésorier de l'Empire, à l'extinction du huitième électorat. L'empereur s'engagea aussi à défendre les états des deux princes, s'ils étoient attaqués. Ernest-Auguste et George-Guillaume promirent de fournir à Léopold, outre leur contingent ordinaire, un corps de six mille hommes, et de payer un subside annuel

de cent mille couronnes, tout le temps que la guerre dureroit en Hongrie et contre la France, d'aider, de tout leur pouvoir, l'archiduc Charles à monter sur le trône d'Espagne, si Charles II mouroit sans postérité, et de concourir à faire restituer, au royaume de Bohême, les droits attachés à la dignité électorale. Ernest-Auguste s'engagea, lui et ses successeurs, à perpétuité, à voter en faveur du plus ancien membre de la maison d'Autriche, dans toutes les élections qui auroient lieu pour nommer un empereur. Enfin, les deux princes promirent d'agir de concert avec la cour impériale, dans toutes les assemblées générales et particulières de l'Empire, et d'accorder le libre exercice de leur culte aux Catholiques de Zell et de Hanovre.

L'empereur, après la conclusion de ce traité, proposa, à la diète de Ratisbonne, la création d'un neuvième électorat; mais il trouva une opposition à laquelle il ne s'étoit pas attendu. Les électeurs de Mayence, de Saxe, de Brandebourg et de Bavière, qui avoient promis leur concours, commencèrent à montrer de la répugnance, et les trois autres électeurs protestèrent contre cette mesure, qu'ils traitèrent de violation de la bulle d'or, et qu'ils considérèrent comme devant donner trop d'influence aux Protestants. Rodolphe-Auguste, duc de Brunswick-Wolfenbuttel, désapprouva le projet d'élever, à une 1692.

Ch. LXV. 1679—1697.

dignité supérieure, la branche cadette de sa maison, de préférence à la branche aînée, dont il étoit le chef. Le duc de Wirtemberg représenta que l'institution de l'office de grand-banneret étoit contraire à ses droits, en qualité de grand-guidon. L'investiture du nouvel électorat, qui Le 19 Déc. fut donnée formellement à la fin de l'année, enflamma la querelle. Le collége des princes présenta une protestation, et ceux qui le composoient formèrent une ligue qui leur fit donner le nom de princes correspondants. Les nouvelles fortifications qu'on élevoit à Ratzbourg, fournirent, au roi de Danemarck, un prétexte pour faire la guerre à la maison de Brunswick-Lunebourg. L'affaire prenant une tournure fâ- Fév. 1693. cheuse, Léopold, qui craignit l'intervention de la France, déclara, du consentement du nouvel électeur, qu'il suspendroit l'effet de l'investiture jusqu'à ce qu'il eût obtenu le consentement des états. L'empereur, en même temps, négocia un accommodement avec le roi de Danemarck, et engagea le duc de Zell à sacrifier, à la tranquillité générale, les fortifications de Ratzbourg. Ces concessions satisfirent la diète. (1)

(1) *Rimius's History of the house of Brunswick*, p. 394. — *Spiller's Hanover*, *vol. II*, p. 362. — *Schmidt*, *vol. XIII*, *ch.* 9. — Pfeffel, tom. II, p. 440-442. — *Puetter's Development*, *B. IX*, *ch.* 9.

Léopold, tant pour prévenir les objections du corps des Catholiques contre la création d'un neuvième électorat, que pour réaliser un projet conçu depuis long-temps par ses prédécesseurs, se proposa de rendre à la Bohême tous les droits attachés à la dignité électorale, droits qu'elle avoit perdus par diverses causes, ou dont l'exercice avoit été suspendu. En conséquence, il donna l'ordre, aux plénipotentiaires de ce royaume, de concourir à la rédaction de la capitulation, que devoit signer l'archiduc Joseph, son fils. La proposition fut vivement combattue par les princes correspondants, auxquels se réunit tout le corps des Protestants. Léopold, pour ne point exciter de nouveaux troubles, la retira, et remit, à une occasion plus favorable, l'exécution de son dessein.

L'esprit de conciliation que montra l'Empereur, en cette conjoncture, rétablit l'accord entre les membres de l'Empire. Il fit renouveler la grande alliance, à laquelle l'évêque de Munster accéda, ainsi que plusieurs autres princes; et ensuite, Léopold réunit, par une association, les cinq cercles de Franconie, de Souabe, de Westphalie, et de Haut et de Bas-Rhin; mais ces engagements n'empêchèrent pas que toute l'Allemagne ne demandât la paix à grands cris. 1695.

Les autres membres de la grande alliance ne désiroient pas moins la fin de la contestation.

Ch. LXV.
1679—1697.

L'Angleterre étoit épuisée d'hommes et d'argent; elle avoit vu, malgré sa supériorité maritime, son commerce interrompu par les Français, et elle avoit été extrêmement agitée par les efforts que la France avoit faits pour rendre la couronne à Jacques II. D'ailleurs, Guillaume III étoit effrayé des immenses préparatifs qui se faisoient pour opérer une descente dans les îles Britanniques, et de la découverte d'un complot qui avoit été tramé contre ses jours. Ce que les alliés s'étoient proposé ayant été accompli, surtout à l'égard de l'Angleterre et de la Hollande, ce prince ne fut pas disposé à continuer la guerre uniquement pour assurer, en faveur de la maison d'Autriche, la succession à la couronne d'Espagne. Les Provinces-Unies, qui soutenoient la plus grande partie du fardeau, et qui, en cas de revers, avoient le plus à craindre, désiroient la paix plus ardemment encore que l'Angleterre. L'Espagne ne pouvoit espérer de conserver les Pays-Bas, que par le secours des alliés. En outre, une armée française était en Catalogne, et menaçoit de pénétrer jusqu'au cœur de la monarchie espagnole. Les peuples étoient mécontents, et la cour agitée par des partis contraires; les trésors de l'Amérique étoient épuisés; et les moyens auxquels on avoit recours pour obtenir de l'argent, quoique honteux, étoient insuffisants. Le duc de Savoie,

1693.

frustré dans son attente, voyoit les Français parcourir ses états en vainqueurs. Après la funeste journée de la Marsaille, ce prince se rapprocha de la cour de France, quoique, pour sa propre sûreté, et pour obtenir de meilleures conditions, il parût ne point se détacher de la grande alliance.

Léopold n'étoit pas dans une situation plus favorable que celle des alliés. Ce prince étoit obligé de soutenir la guerre en même temps sur le Rhin, dans les Pays-Bas, en Italie et en Hongrie; et ses forces étoient trop divisées pour qu'il pût obtenir de grands succès nulle part. En conséquence, il avoit perdu les avantages qu'il avoit remportés sur les Turcs, à l'époque où il étoit entré en guerre contre la France. Il avoit fallu toute l'habileté de ses généraux, toute la valeur de ses troupes, et les troubles de l'empire ottoman, pour qu'il eût pu se maintenir dans la Hongrie et la Transilvanie. Ses finances étoient épuisées, et ses peuples mécontents par l'établissement de nouveaux impôts; il étoit réduit à recourir au crédit, ou aux prêts volontaires que lui faisoient des sujets qui lui étoient entièrement dévoués. Pour compléter les régiments, il employoit le moyen, aussi dangereux qu'incertain, d'engager les magnats à faire des levées d'hommes à leurs frais; et il ne put, qu'en accordant à des particuliers des privilèges très-préju-

Ch. LXV.
1679—1697.

diciables au commerce, avoir une foible flottille sur le Danube. Ses troupes ne pouvoient guère entrer en campagne que lorsque le temps d'agir étoit presque entièrement écoulé. Cependant, Léopold étoit, de tous les alliés, celui qui désiroit le moins la paix. Il espéroit qu'à la mort de Charles II, mort que le déclin de la santé de ce monarque annonçoit comme très-prochaine, les secours de la grande alliance faciliteroient l'exécution de ses projets sur la couronne d'Espagne; et il prévoyoit que la confédération se dissoudroit si la guerre cessoit.

La France avoit perdu sa grande supériorité. Ses généraux, il est vrai, gagnoient des batailles et prenoient des places dans les Pays-Bas et en Allemagne; mais ils ne faisoient pas des progrès aussi rapides que ceux qu'ils avoient faits dans les guerres précédentes. Les armes françaises n'étoient complétement heureuses qu'en Italie, où elles étoient favorisées par le peu d'activité du duc de Savoie, ou par la défiance que ce prince avoit conçue. La mort de Louvois priva Louis XIV du seul homme qui fût capable de diriger l'exécution de ce système vaste et compliqué, que lui-même avoit créé; et les armées ressentirent promptement les effets de cette perte. Les grands armements que la France avoit faits sur mer, et un état militaire de quatre cent cinquante mille hommes avoient épuisé ses finances. Le

royaume étoit à la fois dépeuplé et désolé par la famine. Outre ces motifs, Louis XIV désiroit la paix, afin de traverser les desseins de l'empereur au sujet de la succession à la couronne d'Espagne.

Le roi de France, après avoir fait quelques propositions générales, et tenté de diviser les alliés, s'adressa avec succès à Victor-Amédée, dont il acheta la défection, en lui rendant toutes les conquêtes qu'il avoit faites sur lui, y compris Pignerol, qui fut démantelé, en concluant un mariage entre une fille de ce prince et le duc de Bourgogne, et en lui accordant un subside de quatre cent mille livres, pour qu'il tînt son armée sur pied jusqu'à la paix. En conséquence, le duc de Savoie, après avoir offert sa médiation aux alliés, joignit ses troupes à celles de la France, et obtint la neutralité de l'Italie.

1695. Le 7 Juillet 1696. Le 7 Oct.

Louis XIV, profitant de la défiance que cette défection inspira aux alliés, leur proposa des préliminaires de paix, qu'il prétendit fondés sur les traités de Westphalie et de Nimègue. Il offrit d'annuller les réunions qu'il avoit faites depuis le dernier de ces traités, de rendre Strasbourg démantelé, de renoncer à ses conquêtes sur l'Empire et sur l'Espagne, de rétablir le duc de Lorraine dans ses états, aux conditions qui avoient été arrêtées précédemment, de reconnoître roi d'Angleterre, Guillaume III, de rendre la

Ch. LXV. 1679—1697.

principauté d'Orange, de régler les intérêts des autres princes par le futur traité, et de ne point soutenir les prétentions de la duchesse d'Orléans. L'Angleterre et les Provinces-Unies, satisfaites de ces propositions, vainquirent la répugnance que montrèrent l'Espagne, l'empereur et l'Empire; et il se tint, sous la médiation de la Suède, un congrès à Riswick, village situé près de La Haye. Pour la première fois, en pareille occasion, on vit à ce congrès une députation particulière du corps germanique, qui fut composée de quatre membres du collége électoral, de vingt-quatre membres du collége des princes et de quatre députés des villes, tirés également des deux religions. Mais cette députation nombreuse, quoique nommée en conformité du traité d'Osnabruck et de la capitulation de Léopold, fut exclue de la discussion générale, et même il ne lui fut permis de conférer des affaires d'Allemagne qu'avec les plénipotentiaires de l'empereur.

Le 9 Mai 1697.

Au commencement de la négociation, l'empereur et l'Espagne firent naître de nouvelles difficultés. Léopold, loin de considérer les préliminaires de paix comme devant être la base du traité, insista sur la restitution pure et simple de Strasbourg et de ses dépendances, et sur celle de Brisach, sur la révocation des réunions, et sur le rétablissement du duc de Lorraine dans

ses états. L'empereur demanda principalement que la contestation qui s'étoit élevée au sujet de la souveraineté des dix villes et autres places d'Alsace, fût soumise à des arbitres impartiaux, et qu'en attendant leur décision, les choses fussent remises sur le pied où elles étoient en 1673. Il vouloit aussi que l'Empire fût indemnisé des pertes qu'il avoit faites depuis le commencement de la guerre. Enfin l'Espagne, à l'instigation de Léopold, réclama la remise de toutes les villes et provinces qui lui avoient été enlevées depuis la paix des Pyrénées.

Ces demandes étoient conformes aux principes d'après lesquels s'étoit formée la grande alliance; mais la division se mettoit de plus en plus entre les alliés. Tandis que l'empereur soutenoit avec une noble fermeté ses prétentions, la France négocioit avec Guillaume III, de qui dépendoit principalement la continuation des hostilités. Le comte de Portland et le duc de Boufflers, qui commandoit l'armée française dans les Pays-Bas, tinrent des conférences particulières, où il fut arrêté que Louis XIV reconnoîtroit le titre de Guillaume, et s'engageroit à ne secourir le roi Jacques, ni directement ni indirectement. Le monarque français promit aux Hollandais de leur rendre leurs priviléges de commerce, et leur permit d'établir une barrière de places fortes dans les Pays-Bas espagnols. S'étant assuré du concours

Ch. LXV. 1679—1697.

de Guillaume et des états-généraux, Louis XIV fit remettre au congrès son *ultimatum*, qu'il avoit fondé sur la base des préliminaires, en y ajoutant l'option de Strasbourg d'un côté, et de Fribourg et de Brisach de l'autre; mais il se réservoit toujours, par des modifications vagues, le droit de changer les stipulations du traité de Nimègue; et il ne donna qu'un délai de six semaines pour adopter ou pour rejeter ses propositions.

Le 20 Juill.

Léopold, quoiqu'il ne pût douter qu'il seroit abandonné par l'Angleterre et la Hollande, persista dans ses demandes, et s'efforça d'inspirer ses sentiments à ses alliés. Mais au milieu de ces démêlés, la France rompit le seul lien qui unît encore la confédération. Le duc de Vendôme investit encore Barcelone, et battit une armée espagnole qui marcha contre lui, sous le commandement du vice-roi. La place assiégée, qui étoit défendue par quinze mille hommes, capitula après un siége de cinquante-trois jours. Charles II, que son indolence ordinaire ou son peu de discernement, rendoit insensible aux malheurs qui arrivoient au loin, fut frappé de terreur à la nouvelle d'un revers qu'il ne fut pas possible de lui dissimuler. La consternation qui se répandit à la cour, y détruisit l'influence du cabinet de Vienne, et l'Espagne se disposa à faire la paix. Dans le même temps, l'option que la France

Le 27 Août. 1697.

avoit donnée habilement pour diviser, l'empereur et l'Empire, commença à produire son effet. Léopold, plutôt par un motif d'intérêt particulier, que par une politique éclairée, préféroit Fribourg et Brisach, qui étoient des possessions de sa famille; et les députés de l'Empire donnoient la préférence à Strasbourg qui étoit une ville impériale. Le débat s'étant prolongé jusqu'à l'expiration des six semaines, le roi de France fit de nouvelles propositions, qui furent plus contraires encore aux intérêts de la maison d'Autriche. Il refusa de rendre Strasbourg, et il ne donna que vingt jours pour qu'on prît une détermination. L'empereur, montrant plus d'éloignement que jamais pour un accommodement, renouvela ses instances près de l'Angleterre et des Provinces-Unies. Il fit, pour augmenter son armée sur le Rhin, tous les efforts que purent lui permettre l'épuisement de ses finances, et ses nombreux embarras, et envoya d'Italie en Hongrie les troupes que commandoit le prince Eugène. Léopold conclut une nouvelle alliance avec le czar Pierre Ier, à l'aide duquel il fit échouer le projet que la France avoit conçu, de placer le prince de Conti sur le trône de Pologne, que la mort de Jean Sobiesky avoit rendu vacant; et il fit élire Auguste électeur de Saxe, son allié et son ami. Il préserva ainsi la Hongrie du danger auquel elle auroit été exposée, si les Fran-

Ch. LXV.
1679—1697.

çais avoient pu disposer de la couronne de Pologne. Mais toutes ses représentations furent vaines auprès des membres de la grande confédération. Guillaume III et les états généraux ayant obtenu ce qu'ils désiroient, ne voulurent pas reprendre les armes uniquement pour les intérêts de l'empereur et de l'Empire; et l'Espagne étant hors d'état de se défendre, n'eut rien de mieux à faire que de suivre leur exemple. En conséquence, les plénipotentiaires espagnols, anglais et hollandais, signèrent des traités séparés, le jour même où expiroit le délai. L'empereur et l'Empire eurent deux mois pour y accéder; et même on conclut au nom du corps germanique une suspension d'armes, quoique le ministre impérial eût refusé d'assister à la signature, et que même il eût publié une protestation en forme contre les opérations du congrès. Léopold, quelqu'indigné qu'il fût, n'osa pas rejeter l'armistice, c'est-à-dire, exposer l'Empire et lui-même à supporter tout le poids de la guerre. Il rappela le margrave de Bade, qui avoit passé le Rhin, pris Éberberg et investi Kirn; mais il négocia avec une dignité et un courage qui méritoient plus de succès. Abandonné de ses alliés, et n'étant soutenu que foiblement par l'Empire, il ne lui fut pas possible d'obtenir la restitution de Strasbourg, ni celle de Landau et de Sar-Louis, ni de se refuser au rétablissement du duc de

Lorraine, son neveu, (1) dans ses états, à des conditions qui mirent ce prince dans la dépendance entière de la France; mais il s'opposa efficacement aux efforts que fit Louis XIV pour séquestrer Simmerin et Lautern, jusqu'à ce que les droits de la duchesse d'Orléans eussent été réglés. A la fin l'intervention des Provinces-Unies amena le monarque français à consentir aux conditions qu'il avoit d'abord proposées, et après des négociations très-compliquées, un traité entre l'empereur et la France fut signé le 30 octobre, deux jours seulement avant l'expiration du terme prescrit.

Le 30 Oct. 1697.

Par la paix de Riswick, Louis XIV reconnut roi d'Angleterre, Guillaume III, et s'engagea solennellement à ne point en troubler le gouvernement, ni directement, ni indirectement. Il promit aussi de rendre la principauté d'Orange avec tous les revenus qu'il en avoit tirés depuis la mise en séquestre. Le traité avec la Hollande ne contint guère que les stipulations qui étoient nécessaires pour le rétablissement des relations de commerce. Le roi de France, par le traité conclu avec l'Espagne, abandonna toutes ses conquêtes, à l'exception de quelques places peu considérables des environs de Tournay. Il ren-

(1) Léopold, fils de Charles V, et père de François, qui a épousé Marie-Thérèse.

Ch. LXV.
1679—1697.

dit le duché de Luxembourg et le comté de Chinay, et promit de renoncer à toutes les réunions qu'il avoit faites dans le comté de Namur, dans le duché de Luxembourg, dans la Flandre, dans le Brabant et le Hainault, ne s'en réservant que huit bourgs, villages ou hameaux pour la sûreté de ses places fortes.

Quant à l'Empire, il recouvra tout ce que la France lui avoit enlevé, excepté l'Alsace; et les réunions furent annullées. Fribourg et Brisach, avec toutes les fortifications qui avoient été faites dans la Forêt noire et le Brisgaw, furent rendus à Léopold. Ainsi l'Empire conserva Philipsbourg, et acquit le fort de Kell, que Vauban lui-même venoit de construire. Toutes les autres fortifications que la France avoit élevées sur la rive droite et dans les îles du Rhin, durent être rasées, de même que celles du Mont-Royal, et les ouvrages de Trarbach, du fort de Kirn, et d'Éberberg. En retour, l'Empire céda Strasbourg, en toute souveraineté à cette puissance, et permit la démolition des pont et tête de pont de Philipsbourg. On convint que la décision des droits de la duchesse d'Orléans sur la succession palatine, seroit remise à l'arbitrage du pape, et que provisoirement, il seroit payé annuellement à cette princesse une somme de deux cent mille francs, par l'électeur palatin.

Le prince de Bavière fut reconnu électeur de

Cologne, et le cardinal de Furstemberg, réintégré dans tous ses droits comme évêque de Strasbourg. Le duc de Lorraine rentra dans ses états; mais on démantela Nancy, et la France se réserva Longwy et Sar-Louis, et le libre passage pour ses troupes.

Enfin les traités, que le roi de France avoit conclus récemment avec le duc de Savoie et l'électeur de Brandebourg, furent ratifiés.

A l'instant où les plénipotentiaires alloient apposer leurs signatures, et minuit étant prêt à sonner, les ministres français présentèrent une clause portant que, dans toutes les places qui seroient rendues à l'Empire, la religion demeureroit dans l'état où elle se trouvoit alors. Les Protestants considérèrent cet article comme une violation de la paix de religion, et d'accord avec les plénipotentiaires suédois, ils refusèrent de signer. Mais la proposition ayant été faite du consentement de l'empereur et des Catholiques, les plénipotentiaires français la soutinrent, et même ils menacèrent de la continuation des hostilités, les états qui n'auroient pas accédé au traité dans les six semaines qui avoient été accordées pour l'échange des ratifications. En conséquence, il fut souscrit par les plénipotentiaires impériaux et par les délégués catholiques. Leur exemple fut suivi par ceux du duc de Wirtemberg, et par ceux de Francfort, d'Augsbourg, et du banc

Ch. LXV.
1679—1697.

de Vétéravie, villes et pays qui étoient le plus exposés au courroux de la France.

Lorsque le traité fut soumis à la ratification de la diète, les états protestants renouvelèrent les plaintes que leurs députés avoient faites au congrès. Ce fut vainement. Cette contestation eut cependant les suites les plus funestes pour l'empereur et pour l'Empire. Ce fut un sujet de division entre les deux religions, et Léopold perdit plusieurs de ses plus chauds partisans. Le mal fut aggravé par la conduite des princes catholiques, et principalement par celle des électeurs de Mayence et de l'électeur palatin, qui, au lieu de suivre le sens littéral de l'article, rétablirent le culte catholique partout où un prêtre avoit dit la messe. Le nombre des villes, bourgs et villages, où le rétablissement se fit, fut, selon la liste que l'ambassadeur français présenta à la diète de Ratisbonne, de mille neuf cent vingt-deux, et non de seize ou de vingt-neuf, comme on l'avoit prétendu d'abord. (1)

La paix de Riswick, si on la compare à celles qui l'ont précédée immédiatement, fut avantageuse à la maison d'Autriche et à l'Empire. Léopold recouvra Brisach et Fribourg, et Louis XIV fut arrêté dans l'exécution du système de spolia-

(1) *Puetter's Development*, *B. IX*, *p.* 5 — Pfeffel, vol. II, p. 452. — Barre, tom. X, p. 570.

n qu'il avoit combiné. Mais, quoique le Rhin séparât de l'Allemagne, ce prince conserva ujours beaucoup de moyens d'attaque.

La maison d'Autriche et l'Europe retirèrent grands avantages de l'expulsion de Jacques II de l'établissement de Guillaume III sur le trône Angleterre. La France perdit un allié et un rtisan; et les vastes ressources des deux grans puissances maritimes furent réunies pour poser une bárrière formidable aux entreprises la maison de Bourbon.

L'avantage que la reddition de Pignerol prora au duc de Savoie, fut plutôt nominal que el, cette ville ayant été démantelée.

Louis XIV fit, à l'Espagne, des concessions e cette puissance auroit à peine osé espérer si armes de la France avoient été malheureuses; is ce fut l'effet d'une politique consommée, le narque français espérant, par cette apparence générosité, effacer des impressions qui lui ient contraires, et s'ouvrir la voie à l'acquion de la vaste monarchie espagnole. Toute-, il ne fut pas question dans le traité de Risck, ni même dans les négociations qui l'ont cédé, de ce point essentiel qui avoit motivé des articles secrets de la grande alliance. Il roît que Léopold et Louis XIV, n'ayant rien ulu céder de leurs prétentions, les parties ntractantes les passèrent sous silence d'un

